

La fin de la réunion à Paris des pays les plus industrialisés

## Les Sept veulent encourager par leur aide les réformes dans les pays de l'Est

### Un directoire mondial

**A** l'origine, selon l'idée de M. Giscard d'Estaing, qui en fut le père-fondateur, les sommets des pays occidentaux les plus industrialisés se voulaient simple conversation, au coin du feu, et surtout pas directoire. Officiellement, après quinze exercices de ce genre, rien n'a changé. En fait, rien n'est plus comme avant, et c'est bien à la mise en place d'un directoire qu'on assiste de plus en plus.

Les Sept - qui sont huit depuis que le président de la Commission de Bruxelles est associé à leurs travaux - reconstruisent cette évolution dans la longue déclaration économique qu'ils ont publiée dimanche, lorsqu'ils écrivent que « le sommet » de l'Arche marque le début d'un nouveau cycle de sommets ». Ce texte, ainsi que les déclarations politiques annexes, s'ils ne mentionnent aucune décision formelle, adressent en effet conseils, reproches ou félicitations aux uns et aux autres. La Chine est réprimandée, mais non sanctionnée; la Hongrie et la Pologne sont encouragées, mais incitées à mieux faire, de même que la Yougoslavie; M. Gorbatchev obtient les félicitations du jury, malgré une très mauvaise note en économie.

**M**ais c'est surtout par l'élargissement de leur champ d'action que les Sept viennent de marquer une date : les planificateurs de l'Est ayant jeté l'éponge, voici les « riches » moralement et politiquement contraints de voter au secours des pays communistes en voie de démocratisation. Cela fait bien l'affaire de M. Delors, qui s'est vu chargé « à l'extrême » de coordonner l'aide à la Pologne, ainsi d'ailleurs que de M. Gorbatchev. Le président soviétique n'a-t-il pas saisi l'occasion du sommet pour envoyer aux capitales y participant un avertissement d'un rare révélation préchant en faveur d'une coordination de l'économie mondiale ?

Cela signifie-t-il que les pays du Sud ont été sacrifiés par les Sept au bénéfice de ceux de l'Est ? La fait est, en tout cas, qu'aucune mesure n'a été prise en leur faveur. M. Bush ne veut pas - encore ? - entendre parler de ce sommet Nord-Sud pour lequel M. Mitterrand continuera à se battre prudemment.

**O**n a assisté, en ce qui concerne la dette, à un simple rappel des principes posés à Toronto et améliorés par M. Brady, le nouveau secrétaire américain au Trésor. Pas question, selon cette logique, de laisser les pays endettés former un front uni; il faut traiter chaque cas à part, et le problème de la dette privée se révèle bien plus délicat qu'on ne le pensait.

Autre élargissement du champ d'action des Sept : l'importance donnée aux problèmes d'environnement et le lien établi avec le développement. La tâche, là surtout, est immense tant elle est contradictoire avec les impératifs de productivité. Les Sept seront-ils à la hauteur ? Il est trop tôt pour le dire, mais, à voir tout ce qu'on leur demande, le moins qu'on puisse dire, est qu'un bel hommage est rendu à leur prospérité, et, à travers elle, à la démocratie, qui l'a rendue possible.

M 0147-07180-4,50 F

3790167004500 07180

Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays les plus industrialisés se sont séparés, dimanche 16 juillet, plus tôt que prévu, l'adoption rapide des différents textes ayant permis de supprimer la séance de travail de l'après-midi, ainsi que le dîner de l'Elysée. Deux sujets nouveaux sont apparus dans la déclaration économique finale : la lutte contre la drogue et la

Tirailé, au départ, entre les quatre points cardinaux, le « sommet » de l'Arche s'est achevé, dimanche 16 juillet, sur un bilan nettement favorable à l'axe Est-Ouest. La mesure la plus significative adoptée par les sept participants concerne la Pologne et la Hongrie : la surprise, dans cet exercice largement préparé, est venue de M. Gorbatchev; le Sud n'a, certes, pas été oublié, et M. Mitterrand a pu noter, dans sa conférence de presse finale, la « prise de conscience » chez ses partenaires de l'urgence des difficultés qu'affronte cette partie du monde, mais aucune décision nouvelle la concernant n'a été adoptée à Paris.

L'idée française d'orchestrer, avant cette rencontre entre les pays les plus industrialisés, une sorte de ballet diplomatique Nord-Sud à l'occasion du Bicente-

naire apparaît ainsi rétrospectivement comme une bonne idée : elle aura au moins permis aux plus dévoués de faire entendre leur voix, publiquement et lors de tête-à-tête avec les Grands, en prélude à ce conclavement en comité très restreint; elle a été, d'ailleurs, bien accueillie par les Sept, précisément parce qu'elle n'avait pas pour objet de leur forcer la main.

Sur le terrain Est-Ouest, l'aspect le plus marquant des décisions prises à l'Arche est la confirmation d'une nouvelle répartition des rôles entre Américains et Européens. C'est à la Commission de Bruxelles que les Sept ont confié le soin d'organiser au plus vite une conférence chargée de coordonner les aides économiques occidentales à la Pologne et à la Hongrie.

M. Delors, qui jubilait, s'est attelé à la tâche sur-le-champ :

(Lire la suite page 3.)

La mort de Herbert von Karajan

## L'amour fou de la musique

Herbert von Karajan est décédé dimanche 16 juillet à Salzbourg, sa ville natale. Le célèbre chef d'orchestre était âgé de quatre-vingt-un ans.

Depuis bien des années, on se demandait, le cœur serré, comment il pouvait continuer à gravir un tel calvaire. Il arrivait sur la scène, la démarche mécanique, la jambe raide et flottante, presque atonique, harpissant le bras de ses musiciens, glissant de l'un à l'autre, recroquevillé, le visage blanc comme la pierre, l'œil fixe ou un sourire presque éteint sous les sourcils, dans les orbites creuses.

Sans doute refusait-il de s'avouer vaincu tant qu'il lui restait un souffle et ne pouvait-il vivre sans se produire sur son estrade. Que pensait-il, que ressentait-il, lorsque la musique s'envolait, de ses gestes de plus

en plus menus et millimétrés ? Le bonheur, espérons-le, celui qu'il avait prodigué à tant d'hommes et de femmes de par le monde. Mais, en persistant à diriger en public presque jusqu'à la fin, il n'a pas craint d'alourdir la légende qui s'était cristallisée autour de lui.

Aucun chef d'orchestre, aucun musicien même n'aura épousé notre époque comme Herbert von Karajan. Sa célébrité, égale à celle des stars, ne tenait pas seulement à son immense talent, mais aussi à son image qui correspondait à la mythologie de notre temps, celle qui colportait les magazines et la télévision : un homme toujours jeune, un sportif, un fanatique de la vitesse (ses autos de course, son jet Falcon, son volé Helikopter), qui avait des maisons à Saint-Tropez et à Saint-Moritz, et formait un

couple idéal avec sa jeune femme française; des symboles de la réussite, de la richesse et de la puissance.

Cette image déjà fanée, comme la société de consommation à laquelle elle correspondait, irritait Karajan à juste titre. C'est de manière beaucoup plus profonde qu'il était un homme moderne, passionné par les techniques et le progrès, impatient d'utiliser les ressources que la science et l'industrie mettaient à sa disposition.

Le premier, il a compris l'importance du disque comme instrument de culture mondiale; imposant sa marque sur le grand répertoire, il a gravé des centaines d'enregistrements, qui constitueront et préserveront dans l'avenir l'œuvre de sa vie.

JACQUES LONCHAMPT.  
(Lire la suite page 10.)

L'agitation sociale en URSS

## La grève des mineurs s'étend en Sibérie

En Sibérie occidentale, de nombreuses localités sont paralysées par la grève de plusieurs dizaines de milliers de mineurs. C'est la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev que le gouvernement soviétique est confronté à un mouvement social d'une telle ampleur.

Les problèmes s'accumulent pour le président soviétique. Samedi 15 juillet, à Soukhoumi, quatorze personnes ont été tuées et cent vingt-sept autres blessées lors d'affrontements entre Géorgiens et Abkhazes.



Lire l'article de BERNARD GUETTA page 28

L'élection présidentielle en Pologne

Le général Jaruzelski négocie sa candidature avec Solidarité

PAGE 6

Auschwitz, carmel de la colère

L'installation de religieuses catholiques continue de susciter incidents et polémiques

PAGE 8

Les régions et l'Europe

La France cherche à bénéficier plus largement des fonds européens

PAGE 23

Le Monde

ÉCONOMIE

■ L'évolution des résultats des banques françaises. ■ Le renouveau de l'industrie lourde en France. ■ L'industrie des idées aux États-Unis. ■ La chronique de Paul Fabra. ■ A travers les revues, par Michel Beaud.

Pages 15 à 17

Le sommaire complet se trouve page 28

Le feuilleton du « Monde » pour l'été

## 1939-1940, l'année terrible

« Le Monde » commence aujourd'hui la publication de son feuilleton de l'été : « 1939-1940, l'année terrible ».

Les cérémonies du Bicentenaire ne se sont pas achevées avec le 14 juillet. Mais les lampes ayant brillé de tout leur éclat, il y a fort à parier que les événements postérieurs à cette date fondatrice ne susciteront ni les mêmes fêtes ni les mêmes passions.

Cette « année sans pareille », que Michel Winock a raconté pour les lecteurs du Monde l'été dernier, est sur son versant descendant. Un autre anniversaire - douloureux celui-là - apparaît à l'horizon. C'était il y a cinquante ans. Le 14 juillet 1939, la France célébrait le cent cinquantième de la Révolution. La guerre menaçait. Se souvenant encore des tueries de la grande guerre, beaucoup ne voulaient pas y croire ou pensaient qu'elle était

évitable. Moins de deux mois plus tard, elle éclatait.

De l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht à la bataille de Narvik, de la « drôle de guerre » au sabordage de la flotte à Mers-el-Kébir, de la rencontre Pétain-Hitler à Montoire aux lois anti-juives de Vichy, les Français ont vécu au cours de cette année terrible l'une des plus grandes humiliations de leur histoire. Même si l'appel du 18 juin et la naissance de la Résistance constituaient les signes d'une victoire qui n'allait survenir que cinq ans plus tard.

Jean-Pierre Azéma (1) raconte les moments-clés de cette « étrange défaite », pour reprendre le mot du grand historien Marc Bloch, fusillé par les Allemands. Ceux qui ont connu cette période sombre comme ceux qui la découvrent dans les allusions ou les débats de la politique actuelle jugent peut-être qu'elle a été trop complexe ou

qu'elle a meurtri trop de mémoires pour que l'on puisse y revenir. L'histoire pourtant peut nous aider à y voir plus clair. Au-delà des plaidoyers et des réquisitoires, grâce aux archives, aux témoignages et à leur recoupement systématique, il est aujourd'hui possible de restituer cette époque dans sa vérité et de redécouvrir les raisons et les mécanismes de l'effondrement militaire, politique et moral d'un pays qui était l'un des plus puissants de l'Europe.

Justement, ce 14 juillet 1939, il n'était pas celui de l'abandon. Au contraire...

(1) Jean-Pierre Azéma, agrégé d'histoire, est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris. Il est, notamment, l'auteur de *De Munich à la libération* (Seuil), *La Collaboration* (PUF), *Paris sous l'Occupation* (avec Gilles Perrault, Belfond).

(Lire page 2)  
« 14 juillet 39 : la France trahie des tirailleurs sénégalais »

GOUTTIERE

Rémo Forlani

roman

« Rémo Forlani réussit un

extraordinaire portrait

de « matoune »... »

Françoise Ducont Elle

Ramsay

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

# 1939 • 1940

## L'ANNÉE TERRIBLE

**14 juillet 1939. Un défilé superbe (notre photo) dont les vedettes sont les soldats de l'Empire, et en particulier les tirailleurs sénégalais, considérés comme d'invincibles guerriers. Face à l'Allemagne nazie et à l'Italie fasciste, le président du conseil, Edouard Daladier, affirme la détermination de la France : tout nouveau coup de force de Hitler serait un « casus belli ».**

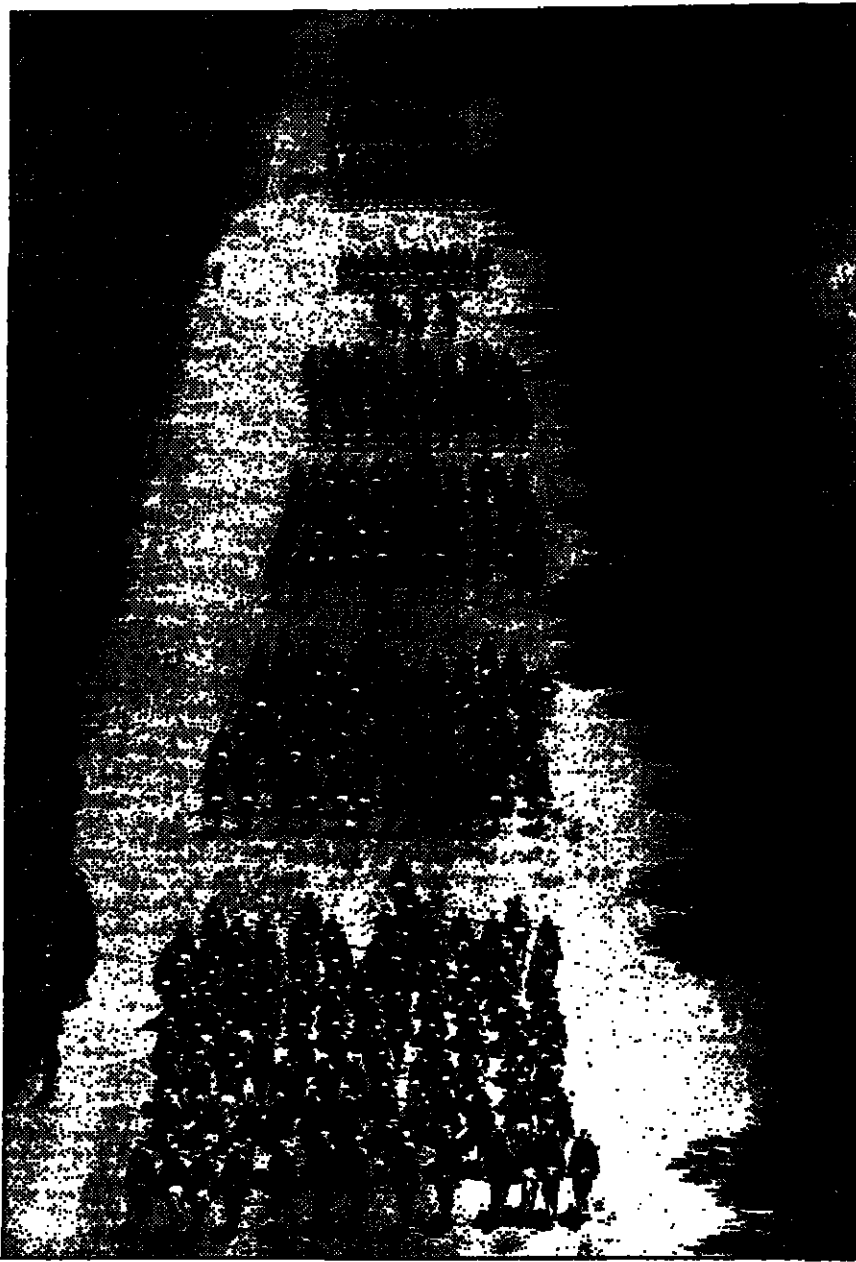
« **L**a Patrie triomphe. Le peuple de France a follement acclamé l'armée de son Empire, expression de sa puissance et de sa résolution. Des ovations sans fin ont également accompagné les détachements britanniques. » Ce titre du *Petit Parisien* rendait compte de la journée inoubliable du vendredi 14 juillet 1939, où la République française, vingt ans jour pour jour après le défilé de la Victoire, célébrait le 150<sup>e</sup> anniversaire de la prise de la Bastille.

A dire vrai, la Bastille était la grande absente. La République semblait éviter d'établir sur la place publique sa filiation avec la Grande Révolution. Les cérémonies, au demeurant peu nombreuses, organisées depuis le 5 mai 1939, manquaient tout à la fois d'imagination, de ferveur et de public. Tout se passait comme si les responsables politiques adoptaient volontairement pour cette

la mobilisation contre la « cinquième colonne » et l'esprit de Munich. Ceux qui défilent sont les « fils des sans-culottes contre Coblenz et des Communistes dressés contre la trahison ». Les anciens partenaires du Front populaire ayant décliné l'invitation, la manifestation ne rassemble que les communistes et des compagnons de route, tout au plus quelques dizaines de milliers de participants et de spectateurs.

L'Etat, lui, s'est transporté, en fin d'après-midi, sur les hauteurs de Chaillot, pour y célébrer en grande pompe la Fête de la Fédération, celle du 14 juillet 1790. La République estime avoir bien fait les choses : côté Seine, une garde de spahis barotés ; le long des escaliers, une mer d'enfants tout de blanc vêtus ; sur l'esplanade elle-même, un amoncellement de faisceaux monumentaux, de bannières tricolores ; au centre, trois espèces de tours de 30 mètres de haut surmontées de cocardes et de bonnets phrygiens, symbolisant la Liberté, l'Egalité et la Fraternité ; devant, la tribune officielle ; en contrebas, deux grandes draperies autour d'une gigantesque cocarde tricolore dans laquelle on a inséré un moulage de la Marseillaise de Rude. Grandes eaux, projecteurs et haut-parleurs complétaient une mise en scène qui avait des relents de spectacle totalitaire.

C'EST dans ce décor grandiose que s'exprimèrent tour à tour Edouard Daladier, le président du conseil, et le terne et incolore Albert Lebrun, qui venait d'être réélu, en avril, président de la République. Grâce aux progrès de la technique, on devait entendre sept voix venues de l'Hexagone et de la plus grande France : on avait choisi un marabout sénégalais, un notable tunisien, un mandarin annamite, un chef modèleur d'une PME strasbourgeoise, un employé d'une maison de commerce lyonnaise, un cultivateur-vigneron angevin et le pacha



14 juillet 1939

## La force tranquille des tirailleurs sénégalais

par  
Jean-Pierre Azéma

célébration une ligne avant tout défensive, prudente politiquement, et la plus neutre possible idéologiquement.

On s'en tenait frileusement à la défense des droits de l'homme et à la glorification de l'unité de la nation. Parmi les voix autorisées, le « président Hieriot », homme de poids, président de la Chambre des députés, et, de surcroît, historien de métier, s'en prenait vertement à la définition célèbre qu'avait donnée Clemenceau de la Révolution, celle d'un « bloc » ; il séparait le bon grain de la Terreur et exaltait le courage des insurgés lyonnais contre la tyrannie de la Montagne. Au point que l'extrême droite protestait contre pareil escamotage : il était entendu, pour un Léon Daudet et pour les lecteurs de *l'Action française*, que la Terreur a pris son point de départ du 14 juillet 1789, que la Révolution fut « un bloc de bêtise, de fumier et de sang » dont allaient découler cent cinquante ans de convulsions.

DE façon symétrique, la circonspection gouvernementale irritait profondément le Parti communiste français, qui cria au « Munich historique ». Le PCF, en effet, était très attentif à établir une continuité entre les « géants » de 89 et les forces progressistes en lutte contre le fascisme. Et le lecteur de *l'Humanité* lira sans surprise que « c'est l'esprit même de Saint-Just [très bien coté à l'extrême gauche] qui anime aujourd'hui notre camarade Staline ». Le Parti avait organisé, une fois encore, un défilé, dans l'après-midi, entre Bastille et Nation à travers ce haut lieu révolutionnaire qu'est le faubourg Saint-Antoine. Par ironie, il avait seulement accepté qu'il n'y ait aucune « pancarte revendicative ». Dans le Paris des quartiers populaires, c'est bien le peuple qui est en marche, car, comme le précise *l'Humanité*, « s'il y a une armée, en France, c'est l'armée du peuple ».

Le peuple commémore la prise de la Bastille mais également le « serment », prêté quatre ans auparavant, lors du défilé du 14 juillet 1935, par les signataires du Front populaire. Ceux qui sont demeurés « unis et fidèles au serment » ont dans l'enthousiasme acclamé la délégation du comité central du PCF et scandé : « Halte au fascisme et à la trahison ! » Car le mot d'ordre est d'abord à

du *Normandie*, ce joyau de la flotte transatlantique française. On pouvait difficilement faire plus convenable. Et les spectateurs clairsemés vinrent à peine un peu plus nombreux pour écouter sur l'esplanade les orchestres régionaux, l'Harmonie des mineurs d'Aniche, la Bourrée d'Aurillac, ou les Petits Chanteurs d'Hochstadt. Mais le bon peuple préféra guincher dans les bals de quartier on applaudit Charles Trenet et Maurice Chevalier.

C'est en fait la revue, puisque c'était le terme consacré, que les Parisiens et les observateurs allaient retenir de ce 14 juillet, qui n'aurait pas dû être comme les autres : ils se déplacèrent très nombreux, de bon matin, pour « voir et complimenter l'armée française », et l'armée fut la grande vedette du jour. On n'avait pas lésiné sur les moyens : 30 000 hommes, 3 500 chevaux, 600 véhicules, 120 pièces d'artillerie, 350 automitrailleuses et chars allaient descendre les Champs-Élysées, que survolaient 350 avions français et anglais. Le déroulement était classique : des décorations, les avions, puis le défilé proprement dit : la garde républicaine, les grandes écoles militaires, la garde anglaise, la légion, l'infanterie, à nouveau la garde républicaine, les tirailleurs, les engins mécaniques. Tous les quotidiens parisiens (à l'exception de *la Croix*, qui ne prit guère cet étalage de force guerrière, et de *l'Humanité*, qui estima que la fatigue endurée était « peu goûtée du troupière ») célébrèrent en termes lyriques un défilé qui aurait dépassé — et la référence est de poids — celui de la Victoire, en 1919.

Cette démonstration était un message : la France, soulignait *Paris-Soir*, voulait étaler la « puissance des moyens défensifs ». *La Dépêche de Toulouse* était encore plus explicite : « La France ne cherche querelle à personne mais n'admet pas qu'on lui cherche de mauvaises querelles. » C'était le thème du discours de Daladier, très ferme de ton : « [...] Nous ne menaçons personne. Nous ne rêvons d'aucune conquête. Mais toute menace [...] nous trouvera résolu. »

Cette force tranquille utilisait deux atouts supplémentaires : les réserves vives de l'Empire et l'alliance franco-britannique. L'Empire avait le vent en poupe. *Le Temps*, un quotidien peu

porté aux enthousiasmes, et qui donnait assez fidèlement la température de la vie politique, n'hésita pas à écrire : « Pour la première fois, l'Empire français a été associé non pas seulement de façon officielle, mais de par le consentement unanime et chaleureux de la foule, à la fête de la Liberté française. »

Sans doute, il y a déjà longtemps que les écoliers repèrent sur un planisphère les taches roses des possessions coloniales, et les adultes ont été fort nombreux à visiter l'Exposition coloniale de 1931 ; mais les hommes d'outre-mer n'étaient encore, pour le Français moyen, que de lointains cousins, d'ailleurs demeurés de grands enfants. Ce 14 juillet fait de ces tirailleurs algériens, marocains, tunisiens, sénégalais, indochinois, des soldats à part entière. Leur prestation est saluée en termes quasi épiques : « Et voici nos tirailleurs avec leur drapeau et leurs noubas [musiques militaires autochtones qui plurent beaucoup]. On aime « les burnous flottant comme des ailes » des spahis algériens et marocains.

MAIS les vedettes furent les tirailleurs sénégalais. Le rédacteur de la *Dépêche de Toulouse* les voit en « magnifiques stèles de bronze », celui de *Paris-Soir* les transforme en « noires cariatides de la force française ». Les Sénégalais, il est vrai, avaient la réputation d'être des guerriers auxquels personne ne résistait. Comme à la veille de la Grande Guerre, on exaltait de nouveau la « force noire ». Pour impressionner Hitler. Pour appuyer ceux qui, dans la classe politique, préconisaient le repli sur l'Empire.

L'Entente cordiale était également choyée : le millier de soldats qui avaient fait le déplacement d'outre-Manche eurent droit à leur content d'applaudissements. La presse détailla la texture des bonnets à poil des cinq détachements de la garde de Sa Majesté, leurs chambrées dans la caserne Bessières, leurs menus (on leur servit un potage Crécy !). Cette célébration de l'alliance, c'était un autre

message destiné à Hitler. Le gouvernement français signifiait surtout que la page de Munich, la participation de Daladier au dépeçage de la Tchécoslovaquie dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938, était tournée.

En faisant entrer la Wehrmacht dans Prague, le 15 mars 1939, Hitler avait indiqué qu'on ne peut plus clairement que la boulimie territoriale du Reich ne se cantonnait plus dans l'absorption des *Volksdeutsche*, ces minorités de langue allemande : l'espace vital nazi, c'était l'Europe tout entière. Bon nombre de Munichois devaient en convenir. S'ajoutaient à cela les redoutables de Mussolini. Les Français n'oubliaient pas que, en novembre 1938, les Italiens avaient osé considérer comme leurs Nice, la Savoie, la Corse, la Tunisie et quelques autres contrées ; le 26 mars 1939, le Duce en personne exigeait l'établissement d'un condominium à Djibouti, deux sièges dans la Compagnie du canal de Suez et la reconduction des privilèges accordés, en 1896, aux ressortissants italiens en Tunisie.

Depuis 1938, on peut distinguer, dans la diplomatie française, trois écoles. Les « réalistes orientaux » étaient convaincus qu'une grande fermeté, avec l'alliance des pays capables de prendre le Reich à revers, était le seul moyen d'arrêter l'expansionnisme hitlérien. Une deuxième école estimait que la France, n'étant prête ni politiquement ni militairement, devait s'efforcer de gagner du temps : avec à sa tête Alexis Léger (Saint-John Perse en littérature), le tout-puissant secrétaire général du Quai d'Orsay, ils avaient en septembre 1938 rallié à leur cause Edouard Daladier.

La troisième école, derrière Georges Bonnet, le ministre des affaires étrangères, estimait qu'il fallait maintenir à l'Ouest la paix à tout prix, quitte à devoir abandonner à Hitler le Mittel-Europa ; ce qui contiendrait au moins les hordes soviétiques. Cette troisième école avait rallié la deuxième, et c'était été Munich. Depuis le printemps, la situation avait notablement évolué : les partisans du répit avaient basculé du côté de la fermeté. Il fallait gagner du temps, pour augmenter le potentiel militaire. Mais il fallait se montrer ferme, faire comprendre à Hitler que tout nouveau

coup de force devenait *casus belli* et que mener une guerre sur deux fronts serait suicidaire pour le Reich. Daladier multipliait les avertissements, par exemple dans un discours radiodiffusé le 29 mars : « J'ai dit, et je maintiens, que nous ne céderons ni un arpent de nos terres ni un seul de nos droits » ; le 4 mai il disait « non au prétendu espace vital » ; le 27 juin, il donnait pour mots d'ordre : « S'armer, s'unir, veiller. » Affirmer la détermination de la France à travers un défilé de troupes impressionnant était, à ses yeux, une manière d'être jacobin.

PAREILLE politique de « virilité » avait reçu l'aval du gros de la classe politique : les ultra-munichois, militants de la gauche pacifiste, et plus encore les néo-pacifistes de l'extrême droite, à l'image des jeunes loups de *Je suis partout*, avaient cédé du terrain. Car l'opinion penchait également pour la fermeté. Et Daladier se plaisait à déclarer à ses ministres qu'il ne pouvait « entrer dans un café sans voir les gens se lever et lui dire : « Marchez, on vous suit ! »

A cause de l'effondrement de 40, on se croit obligé de dresser de la France de 1939 un tableau misérabiliste. Les contemporains, eux, avaient plutôt l'impression que le pays était en train de se requinquer après les crises des années 30. Ils le portaient volontiers au crédit de Daladier, qui avait acquis une popularité indéniable. Ce combattant de la Grande Guerre personnifiait parfaitement le Tiers Etat qui avait fourni ses assises de granit à la République. Lui-même le revendiquait hautement, le 9 décembre 1938, face aux députés : « Je suis un fils de France, un peu brutal mais libre, et qui entend le demeurer... Un homme qui est d'abord un patriote sincère, patriote comme ceux qu'on appelait autrefois les matras d'école lui ont appris à l'être ; un républicain qui peut entendre le langage du fils de l'ouvrier mineur parce que lui-même est un fils d'ouvrier fidèle à ses origines. »

Fils d'un boulanger de Carpentras aux revenus assurément modestes, boursier, reçu premier à l'agrégation d'histoire, il avait enseigné quelques années avant de se lancer en politique dans le Parti radical et radical-socialiste. Maire de Carpentras à vingt-huit ans, député du Vaucluse continuellement réélu depuis 1919, il avait parcouru tout le *cursus honorum* : ministre, président du Parti radical, président du conseil dès 1933. En cette année 1939, il a une parfaite maîtrise de la donne politique, et les soutiens qu'il a perdus sur sa gauche sont compensés par des renforts que doit lui accorder, bon gré mal gré, la droite modérée.

Car c'est lui qui officiellement mis fin à la coalition de Rassemblement populaire, parce que, comme il le déclarait devant les instances du Parti radical, il fallait mettre fin à l'« alliance du prolétariat et du Tiers Etat » ; en effet « si le Tiers Etat peut avoir, à un moment donné, l'impression qu'il est sacrifié et qu'en réalité on ne respecte ni ses idées ni son effort, le divorce se produit inévitablement ». Il profite de sa position de force pour gouverner par décrets-lois, raccourcir les sessions des Chambres, et il se permet même, sous le prétexte que des élections pourraient révéler les divisions des Français, de proroger par décret-loi le pouvoir de la Chambre des députés jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1942.

Les républicains sourcilieux s'offusquaient de ce qu'ils considéraient comme le fruit d'une « dictature ». Mais le Français moyen estimait que le régime avait retrouvé le caduc qui lui manquait. Et, en ce 14 juillet 1939, il se félicitait de voir présider aux destinées du pays un homme qu'on pouvait considérer comme un jacobin à part entière.

### REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► René Rémond et Janine Bourdin, *la France et les Français en 1938-1939*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978, 365 p.  
► Pascal Ory, « Le cent cinquantième ou comment s'en débarrasser », in *la Légende de la Révolution au vingtième siècle*, sous la direction de Jean-Claude Bonnet et Philippe Roger, Flammarion, 1988, 222 p.

Demain :

Le pacte qui ébranla le monde



# La fin du sommet des Sept

## Les pays industrialisés mesurent leur soutien aux banques créditrices

Interrogé à l'occasion de la conférence de presse qu'il a donnée après la clôture du sommet, sur la continuation au-delà de la réunion des Sept de la négociation entre les banques commerciales et le Mexique sur la réduction de la dette, alors qu'un accord, avait-on dit, était attendu pour le 14 juillet au plus tard, M. François Mitterrand a bien mesuré ses mots pour répondre. La discussion qui est menée par les banques privées est, a-t-il dit, « dans une phase délicate, sensible ». Après avoir déclaré que les Sept étaient « extrêmement attentifs » à son égard, le président de la République a encore dit que la négociation « connaît des hauts et des bas ». En conséquence, a-t-il ajouté, « rien ne doit venir la troubler ».

Sur la probabilité de la voir aboutir à un résultat positif, le chef de l'Etat ne s'est évidemment pas prononcé, se contentant de déclarer : « Je crois à ses chances de succès sans pouvoir l'affirmer ». Et de dire pour terminer : « Toute conclusion serait imprudente, c'est dans l'intérêt du Mexique qu'il a été jugé nécessaire de ne pas faire allusion à la négociation en cours, car les choses changent d'heure en heure et toute déclaration aurait pu se révéler dépassée ».

C'est un fait que le document final, qualifié de « déclaration économique » (par opposition aux déclarations particulières concernant tel ou tel sujet évoqué par les Sept à l'occasion de leur rencontre au sommet), ne mentionne nulle part le Mexique. Pourtant, deux de ses articles, sur cinquante-six, sont consacrés à des pays nouvellement cités, les Philippines (article 24) et la Yougoslavie (article 25).

Or, ce que la déclaration économique appelle « la stratégie renforcée de la dette pour les pays lourdement endettés », plus connue sous le nom populaire par les journaux et la presse orale de « plan Brady », n'a

reçu encore aucune application concrète. Il s'agit d'un cadre dont attendait du sommet qu'il nous aide à préciser la nature et la portée. Or, pour parler plus précisément : qu'on attendait de juger sur un premier exemple, celui du Mexique, et sur l'appréciation que les Sept en donneraient avec plus ou moins de clarté. Or cette exigence est rendue impossible par l'absence de la communication attendue entre les deux événements.

Aut sujet d'un programme de réduction de la dette qui implique tant d'incertitudes contradictoires et, maintenant, depuis le plan Brady, un soutien officiel du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, la question politiquement la plus importante qui se pose est, de toute évidence, la suivante : les créanciers en titre, à savoir les banques privées (et dans cette affaire une banque nationale comme le Crédit lyonnais est aussi privée) que la Société générale ou la Chase Manhattan Bank, seront-ils incités à se montrer généreux par l'assurance de voir leurs créances réduites, et surtout les intérêts qui leur seront attachés assortis, directement ou indirectement, d'une garantie dont ne bénéficiaient pas les crédits d'origine ?

### L'embarras des gouvernements

On comprend l'embarras des gouvernements. D'un côté il leur est impossible de se désintéresser des risques d'explosion (pas seulement liés à la dette extérieure, il est vrai) que renferme la difficile, très difficile situation des pays lourdement endettés, d'un autre côté — et cela ne vaut pas seulement pour la Grande-Bretagne de M. Thatcher et les Etats-Unis de M. George Bush — les gouvernements sont très réservés devant la perspective de devoir, pour fournir les ressources correspondantes aux institutions

internationales, demander à leurs contribuables respectifs de se substituer, au moins en partie, aux débiteurs défaillants et cela au profit des banques.

« Nous soulignons », est-il écrit dans le document final des Sept dans son article 32, que les créanciers publics ne devraient pas se substituer aux prêteurs privés. « Il est assez curieux de constater que ce genre de rappel est plutôt considéré comme inspiré par la droite (aux Etats-Unis, les ultra-libéraux parlent avec mépris du « renforcement des banques imprudentes et inconséquentes ») alors qu'après tout... Il est vrai que si la gauche est encline à professer, comme l'a fait M. Mitterrand, au cours de sa conférence de presse, qu'il est impossible de séparer complètement l'aide privée de l'aide publique, elle le ferait par souci non pas de soulager les banques ruinées, mais dans celui d'alléger le fardeau des pays pauvres ».

A la question posée plus haut, que répond la déclaration économique ? On se permettra ici une remarque de forme parce qu'elle intéresse directement le fond et qu'elle rend pratiquement sans intérêt la lecture de l'article 32 dans sa version française. Le texte anglais (lequel à cause de la maladresse de style des traducteurs français fait doublement foi) emploie intentionnellement la même expression pour exhorter les pays débiteurs à « progresser rapidement dans la mise au point de programmes vigoureux de réformes économiques ouvrant la voie à des réductions de l'encours et du service de la dette... », et pour exhorter les banques commerciales « à adopter des approches (sic) réalistes et constructives dans leurs négociations avec les pays débiteurs et à conclure rapidement des accords financiers comprenant une réduction de l'encours et du service de la dette ainsi que des apports d'argent frais... ».

Il est dit en anglais que les Sept « pressent » (urge) les uns et les autres à faire au plus vite ce qui vient d'être rapporté. Mais, sans doute par une fautive coquetterie de style, les auteurs du texte français se sont crus autorisés à varier l'expression. Aux débiteurs, les Sept sont censés « demander instamment... » (ce qui traduit assez bien aussi le verbe to urge), mais vis-à-vis des créanciers, à en croire le texte français, ils se monteraient moins impératifs. Car il est dit : « Nous encourageons les banques à... ».

Il est difficile de supposer qu'une telle manipulation du texte ait pu être faite sur demande de l'Elysée. Du texte en langue anglaise, il ressort l'impression, confirmée par les propos prononcés, évidemment par hasard, par M. Pierre Bérégovoy entre autres, que le message des Sept aux banques comporte un sérieux avertissement du genre : « Vous avez gagné et l'Amérique latine et ailleurs assez d'argent au cours des dernières années par des opérations pas toujours très bien calculées, le temps des concessions est arrivé. » Le ministre français de l'économie et des finances avait dit : « Les banques doivent comprendre que c'est leur intérêt de faire un effort ».

Le ministre avait encore précisé qu'il était urgent de conclure avec le Mexique car l'accord servirait d'exemple pour résoudre le problème de la dette d'autres pays tels que les Philippines, le Maroc, la Côte-d'Ivoire, le Venezuela. On remarquera que n'est cité ni l'Argentine ni le Brésil, peut-être à cause de l'énormité des sommes en jeu ou bien du caractère quasi désespéré du problème posé.

Reste que deux fois 12 milliards de dollars ont été réservés pour l'application du plan Brady « en devenir » et que l'expérience montre qu'une fois que des crédits sont approuvés ils sont dépensés. La

déclaration économique confirme que les ressources à la disposition du Fonds monétaire seront augmentées d'ici à la fin de 1990 (en vertu de la neuvième révision des quotas-parts). Il n'est pas précisé quel sera le pourcentage de cette révision : l'éventail est très largement ouvert entre 25 % (c'est le chiffre avancé par les Américains) et 100 % (ce que réclament bien sûr le Fonds monétaire, la France, etc.). Une forte augmentation est-elle le moyen de venir à bout de la dette ou bien au contraire de la perpétuer en fournissant les moyens d'une nouvelle vague de nouveaux prêts ?

### « Fructueux et harmonieux »

La déclaration économique faisait la part égale entre les efforts « demandés instamment » aux débiteurs et aux créanciers.

L'une des deux parties s'estimera forcément, dans un avenir plus ou moins proche, lésée par rapport à l'autre. La balance doit nécessairement pencher d'un côté ou de l'autre.

En attendant, ce quinzième sommet, présenté par certains comme gros d'incidents potentiels à cause de la présence simultanée, à côté de la table des riches, d'invités du tiers-monde, au dire de M. Nicholas Brady, aura été « l'un des plus fructueux et des plus harmonieux ».

Est-ce ce sentiment d'entente, ces progrès de la coopération en matière économique et monétaire relevés dans la première partie du texte officiel qui ont poussé les auteurs de celui-ci à profiter des son premier paragraphe en jugeant peut-être imprudent, en tout cas invérifiable avant plusieurs années : « Le sommet de l'Arche marque le début d'un nouveau cycle des sommets après ceux commençant à Rambouillet en 1975 et à Versailles en 1982 » ? A Rambouillet, il s'agissait

sauf erreur, dans l'esprit de la puissance invitante (la France), de reconstruire le système monétaire international. Ce premier cycle attend toujours son début. A Versailles fut lancé le cycle de la coopération entre les Sept. Son bilan objectif reste à dresser. Il est impossible de savoir si un nouveau cycle vient de commencer, mais il est vrai que le monde où la Communauté européenne de Bruxelles est chargée d'organiser une opération d'assistance aux économies de dix pays du COMECON, la Pologne et la Hongrie, est fondamentalement différent de celui qu'on connaissait alors.

On doit cette évolution au chemin à l'envers parcouru par les pays de l'Est. Diplomatiquement, M. Mitterrand, interrogé sur ce point, n'a pas fait allusion à cet aspect des choses. Pour le président de la République, si les Sept ont parlé d'un nouveau cycle, ce serait plutôt pour marquer l'éclatement du domaine de leur réflexion en commun (incluant par exemple le problème de la drogue), leur prise de conscience des problèmes de la dette et de l'environnement auxquels ils n'avaient pas jusqu'alors consacré autant de temps.

Au sujet de la querelle qui lui avait été faite pour avoir fixé, à la même date que la célébration du Bicentenaire de la Révolution, la tenue du sommet des pays riches, M. Mitterrand a eu le mot de la fin. Faisant remarquer qu'il « était totalement incongru » que des pays démocratiques qui ont précédé la France dans la définition des droits de l'homme, tels la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, soient invités à s'associer à la célébration de la Révolution française. « Ex d'ajouter : « On ne peut en plus leur faire grief de leur prospérité : peut-être est-elle due en partie à la pratique de la démocratie ».

PAUL FABRA.

## Encourager les réformes des pays de l'Est

(Suite de la première page.)  
Mais M. Delors était arrivé à l'Arche en ayant visiblement déjà réfléchi à la question. Sa première idée concerne uniquement la Pologne : il s'agit, pour le président de la Commission européenne, de mettre au point un « mécanisme d'approvisionnement alimentaire régulier sur deux ans », c'est-à-dire non seulement d'apporter une aide proprement dite à copays qui actuellement produisent insuffisamment, mais aussi de créer un véritable circuit de distribution alors que la Pologne est actuellement incapable d'acheminer sa propre production vers les centres de consommation.

« Le but final », a précisé M. Delors, est de permettre aux Polonais de faire l'expérience de ce qu'est un marché et de les aider à moderniser leur production et leur infrastructure agricoles et à lutter contre l'inflation ».

### Les morceaux de l'Empire

M. Delors a défini aussi deux autres volets de l'action concertée qui concernent également la Hongrie : l'accroissement des échanges commerciaux et des possibilités d'exportation de ces deux pays, ainsi que la modernisation de leur économie par une gamme de moyens qui va de la création de sociétés mixtes à la formation du personnel. « Ce n'est pas une manne qui tombe du ciel », a précisé M. Delors. Nous devons aux Polonais et aux Hongrois : aidez-vous vous-mêmes et nous vous aiderons ».

Le président américain était arrivé jeudi à Paris avec en tête surtout les deux visites qu'il venait d'effectuer à Varsovie et Budapest. Tous les participants avaient l'intention de s'attaquer au sujet, mais l'on s'attendait qu'il fût conflictuel. La France notamment était sur ses gardes, d'autant qu'elle avait recueilli la semaine précédente le message appuyé de M. Gorbatchev contre ceux qui ne conçoivent le rapprochement Est-Ouest que comme un moyen de venir à bout du communisme.

Il est clair qu'aux yeux d'une partie de la droite américaine on assiste actuellement au début de l'effondrement de l'Empire soviétique et que l'objectif de la politique à l'Est doit être d'accélérer le processus, de contribuer à détacher les morceaux périphériques de « l'Empire » en y installant un nouveau système économique et politique. Pour ceux-là, toute aide économique doit être conditionnée par des concessions d'ordre politique.

La France, ne sachant pas exactement jusqu'à quel point le président américain était prisonnier de cette approche, mais très défavorablement impressionnée par la petite phrase qu'il avait lâchée sur la nécessité du retrait des troupes

soviétiques de Pologne, n'entendait pas se laisser ligoter et soumettre à une nouvelle politique à l'Est à un tel leadership américain. Surprise : il a suffi que le chancelier Kohl reprenne à son compte l'offre de services de M. Delors pour que le président américain passe la main.

### Transfert symbolique

Pour la Commission, c'est une consécration. C'est la première fois en effet qu'elle est l'objet d'une telle délégation de pouvoir de la part des Etats-Unis. M. Delors voulait y voir une reconnaissance de l'expérience qui est celle de la Commission en matière de concertation. Mais ce n'est pas la seule explication. Le président américain a compris — et il l'a déjà expliqué — la nécessité, pour ce qui est des affaires européennes, de substituer le partenariat au traditionnel leadership américain.

Ce transfert symbolique, outre qu'il lui permet d'éviter une polémique interne à l'administration américaine, lui semble aussi, vraisemblablement, de nature à favoriser

l'ensemble du processus de détente Est-Ouest, dans tous ses aspects, et à diminuer les risques de déstabilisation qui lui sont inhérents et que M. Gorbatchev avait abondamment soulignés lors de son voyage en France.

L'idée de confier cette tâche à la Commission européenne est aussi très commode pour le chancelier Kohl. La RFA est en effet dans une période pré-électorale où toute action gouvernementale est soumise à débat au sein de la coalition au pouvoir. Les relations avec la Pologne sont un sujet extrêmement sensible et ont fait récemment l'objet d'une polémique qui a conduit le chancelier à reporter le voyage qu'il devait faire dans ce pays. M. Kohl avait, lui aussi, tout intérêt dans ce contexte à ce que l'action à mener vis-à-vis de la Pologne soit endossée par la Commission.

Enfin, on peut douter que M. Thatcher ait accepté de confier un tel rôle à M. Delors, si la question s'était posée à douze seulement. L'imprimatur donnée à la démarche par le président Bush l'aura gagnée au consensus.

### La lettre de M. Gorbatchev à M. Mitterrand

## « La vie détruit les vieilles barrières artificielles entre les systèmes économiques »

Dans sa lettre adressée le 14 juillet à M. Mitterrand, « en tant que président de la quinzième conférence économique annuelle des dirigeants des sept Etats », M. Gorbatchev souhaite faire part à ses membres de « certaines réflexions sur les problèmes clés de l'économie mondiale, qui exercent une influence sur tous les pays sans exception ». Il poursuit : « L'interdépendance aide à surmonter la division du monde. Mais, en même temps, elle élève radicalement le risque de heurts entre les intérêts et d'explosion des contradictions (...). L'équilibre sera instable si l'on tente de le faire reposer sur une autre base que celle des intérêts universels de l'humanité. (...) Le processus objectif par lequel se constitue une économie mondiale unique exige de passer à un niveau qualitativement nouveau de partenariat économique multilatéral ».

« Nous observons avec intérêt les efforts des sept Etats dirigeants du monde occidental pour mettre au point une coordination de leur politique macroéconomique. Nous pensons que l'on peut, grâce à la coordination, rendre l'évolution de l'économie mondiale plus prévisible. (...) Lorsque nous parlons de sécurité économique, nous entendons avant tout jeter les bases d'une

coactivité et d'un développement stable, désidéologisé et mutuellement avantageux. (...) »

« Notre perestroïka est inséparable du cours visant à une participation pleine et entière à l'économie mondiale. (...) Le reste du monde ne peut que gagner à l'ouverture à l'économie mondiale d'un marché tel que l'URSS. »

M. Gorbatchev mentionne ensuite les résultats obtenus dans le cadre des accords bilatéraux, de la « deuxième corbeille » (coopération économique) de la conférence de Vienne sur la sécurité et la coopération en Europe et des relations établies entre la CEE et le Comecon, avant d'ajouter : « Cependant, la coopération multilatérale entre l'Est et l'Ouest sur les problèmes économiques globaux reste clairement l'évolution la plus importante de l'évolution des liens bilatéraux et régionaux. Cette situation est difficilement justifiée si l'on considère le poids de nos Etats dans l'économie mondiale. (...) Nous voyons des points de convergence et de complémentarité dans la manière qu'ont les parties d'aborder des problèmes globaux tels que, en particulier, l'environnement du tiers-monde. Il ne s'agit pas ici de savoir quelle initiative mérite le palme de l'antériorité.

Le principal est qu'il existe une possibilité réelle de contribuer en commun à rendre efficaces les mesures pratiques pour le règlement du problème de la dette. Nous sommes favorables à un renforcement de l'aide collective au développement, à une coordination des actions des créanciers et des débiteurs, à l'extension des formes d'aide multilatérale.

### Pour un « partenariat universel »

« Des prémisses existent pour la création d'un consensus sur les moyens d'assurer un développement stable de tous les Etats, ce qui suppose la mise au point de stabilisateurs écologiques sûrs pour l'édifice d'une économie mondiale unique en voie de construction aujourd'hui. »

« Un autre problème qui nous est commun est celui des tendances à l'intégration qui se renforcent dans différentes régions du monde. Nous souhaitons que cette évolution se déroule dans le cadre d'un partenariat universel. Aujourd'hui la vie elle-même détruit avec difficulté, mais progressivement, les vieilles barrières artificiellement érigées entre les divers systèmes économiques. Bien que chacun de ces sys-

petite révolution, et elle a effectivement surpris les participants, qui l'ont favorablement accueillie. On en retient, en effet, la reconnaissance par l'URSS de l'utilité des travaux des Sept, autant que sa volonté de s'intégrer pleinement à la communauté internationale.

Il n'est, certes, pas encore question d'inviter M. Gorbatchev à la prochaine réunion, dans un an aux Etats-Unis ; beaucoup de progrès sont encore à faire en URSS vers la démocratie et vers un autre système économique, dans les forums consacrés au désarmement aussi. Mais une perspective lointaine est ouverte, qui reste incertaine mais qui n'est plus baroque.

Les pays du Sud auront, eux aussi, apprécié cette invitation faite par M. Gorbatchev à lui-même. C'est à eux autant qu'à l'URSS que dit sonner le numéro un soviétique, sans plus faire d'eux un sujet de polémique idéologique avec les Occidentaux. Les Sept, dans leur déclaration finale, affirment qu'ils « examineront avec intérêt les démarches faites par plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que par diverses organisations ». C'est leur seule réponse à

l'appel lancé jeudi par l'Egypte, l'Inde, le Venezuela et le Sénégal et soutenu par la France, pour la convocation rapide d'un sommet Nord-Sud.

« D'une façon générale », a dit M. Mitterrand dans sa conférence de presse, on souhaite apporter une réponse au problème du développement. Mais de là à franchir la pas vers une conférence Nord-Sud... L'idée d'une rencontre dans le cadre des institutions existantes a fait des progrès mais n'est pas acquise. Le président de la République s'est engagé en tout cas à poursuivre ses efforts en vue d'une telle rencontre et il pourra compter sur l'appui de M. Perez de Cuellar, le secrétaire général des Nations unies.

### Pas question de rejouer Cancun

Bien sûr, M. Thatcher n'a pas été le plus hostile à cette idée, beaucoup moins en tout cas que les membres de la délégation américaine, MM. Baker et Summu, qui l'avaient écartée vendredi. Tout ce qu'exige le premier ministre britannique, c'est que l'on ne débouche pas sur une pure et simple remise de dettes qui détruirait, estime-t-elle, le système bancaire mondial.

Une réunion Nord-Sud, nous a déclaré M. Dumas (il ne peut s'agir pour l'instant de plus qu'une réunion), devrait aussi être un véritable dialogue à double sens : il permettrait certes aux pays en voie de développement de se faire entendre, mais il devrait aussi offrir une occasion aux pays du Nord d'insister sur leurs exigences démocratiques vis-à-vis du Sud, sur les questions relatives aux droits de l'homme et sur celles de l'environnement.

Il n'est donc pas question de rejouer Cancun. M. Mitterrand lui-même en est d'ailleurs convaincu dans sa conférence de presse : « Je suis conscient, a-t-il dit, que l'échec de la conférence de Cancun a été dommageable à la cause qu'elle voulait servir. »

Les Sept n'ont guère fait que prodiguer leurs encouragements aux pays débiteurs pour qu'ils procèdent à des réformes économiques, aux banques pour qu'elles fassent leur part du chemin et aux institutions monétaires internationales (FMI et Banque mondiale) pour qu'elles mettent en œuvre la stratégie de réduction de la dette définie entre eux il y a quelques mois. Les pays en voie de développement sont par ailleurs directement concernés par l'important chapitre de la déclaration finale consacré aux questions de l'environnement.

C'est la première fois qu'une réunion des Sept s'empare de ces questions et ce sera, avec l'espèce de nouvelle donne internationale qui s'est dessinée à l'Arche, la principale innovation de ce sommet.

CLAIRE TRÉAN.

(Traduit du russe par la rédaction du Monde.)

# La fin du sommet des Sept

## Les déclarations économiques

### «Trois enjeux principaux : maintien d'une croissance équilibrée, meilleure insertion des pays en développement et sauvegarde de l'environnement»

#### ● Déclaration économique

1) Le sommet de l'Arche marque le début d'un nouveau cycle de sommets après ceux commençant à Rambouillet en 1975 et à Versailles en 1982. Le cycle débutant en 1982 correspond à l'une des plus longues périodes de croissance depuis la seconde guerre mondiale (...).

2) Cette année, trois enjeux principaux caractérisent la situation économique mondiale :

— Le choix et la mise en œuvre des mesures propres au maintien d'une croissance équilibrée, à la maîtrise de l'inflation, à la création d'emplois et à la justice sociale. Ces mesures devraient également faciliter la réduction des déséquilibres extérieurs, promouvoir les échanges et les investissements internationaux ainsi qu'améliorer la situation des pays en développement ;

— Le développement et la meilleure insertion des pays en développement dans l'économie mondiale. Des progrès substantiels ont certes été réalisés dans nombre de ces pays, en particulier dans ceux qui mettent en œuvre des politiques économiques saines. Mais le fardeau de la dette et la persistance de la pauvreté (...) sont autant de problèmes que nous abordons dans un esprit de solidarité ;

— L'urgence de la sauvegarde de l'environnement au bénéfice des générations à venir (...). De graves menaces pèsent sur notre environnement : la diminution de la couche d'ozone de la stratosphère et les émissions excessives de dioxyde de carbone ou d'autres gaz à effet de serre pouvant provoquer des changements climatiques (...). La communauté internationale doit réagir avec détermination et mettre en œuvre rapidement des politiques concertées visant à assurer un développement durable.

#### ● Situation économique internationale

3) Cette croissance soutenue a été rendue possible par des politiques ayant pour objectif l'amélioration de l'efficacité et de la flexibilité de nos économies et par le renforcement de la coopération et de la coordination entre nous. Le bon niveau de l'investissement réalisé au cours de cette période devrait favoriser à moyen terme la croissance de l'offre de biens et de services, et contribuer à réduire les dangers d'inflation. L'avenir n'est cependant pas exempt de risques.

4) La menace d'inflation dans de nombreux pays a pu être contenue jusqu'à présent par les efforts conjoints des gouvernements et des autorités monétaires. Il convient cependant de demeurer vigilant et, là où l'inflation a augmenté, de poursuivre une politique ferme pour la faire décroître (...).

5) La balance des paiements et les balances de paiements courants sont en déficit, notamment aux États-Unis d'Amérique, au Canada et en Italie, de nouvelles réductions des déficits budgétaires sont nécessaires ; des mesures seront prises à cet effet (...).

6) La balance des paiements courants est en excédent, notamment au Japon et en Allemagne, il faut poursuivre des politiques macro-économiques appropriées et des réformes structurelles favorisant une croissance non inflationniste de la demande intérieure et facilitant l'ajustement extérieur (...).

7) L'urgence de nouvelles économies industrielles et le dialogue engagé avec elles sont bienvenus. Nous demandons à celles d'entre elles ayant des excédents substantiels de contribuer à la réduction des déséquilibres extérieurs et de participer pleinement au système multilatéral des échanges et au marché financier mondial (...). Elles devraient laisser leur taux de change refléter leur position concurrentielle, respecter les engagements souscrits au GATT et réduire leurs barrières commerciales.

8) Développement monétaires internationaux et coordination internationale.

9) Par les accords du Plaza et du Louvre, nos pays sont convenus de poursuivre des politiques de surveillance et de coordination afin, d'une part, d'améliorer les données fondamentales de leurs économies et, d'autre part, de favoriser la stabilité de taux de change conformes à ces données. Ces deux volets sont complémentaires (...).

10) Il est important de poursuivre et, de besoin est, de développer une approche coopérative et flexible, afin d'améliorer le fonctionnement et la stabilité du système monétaire international (...). Nous demandons donc aux ministères des finances de continuer à examiner les mesures qui pourraient être prises pour améliorer le processus de coordination, la coopération sur les marchés des changes et le fonctionnement du Système monétaire international.

11) Nous nous félicitons du prochain achèvement des travaux sur la

neuvième révision des quotas-partis du Fonds monétaire international qui permettra qu'une décision soit prise à ce sujet avant la fin de l'année. Nous notons que la question d'une nouvelle allocation de DTS reste en cours d'examen au conseil d'administration du Fonds monétaire international.

12) Le système monétaire européen a contribué de manière significative à la convergence des politiques économiques et à la stabilité monétaire au sein de la Communauté économique européenne.

#### ● Amélioration de l'efficacité économique

13) Nous continuerons à promouvoir des mesures visant à supprimer les obstacles à l'efficacité de nos économies (...). Des réformes fiscales, la modernisation des marchés financiers, le renforcement des politiques de la concurrence et la réduction des rigidités dans tous les secteurs (...) sont nécessaires. De même, l'enseignement et la formation professionnelle, les systèmes de transport et de distribution doivent être améliorés. Il faudra approfondir les politiques visant à rendre plus souple et plus mobile le marché du travail et à réduire le chômage. Au sein de la Communauté européenne, les progrès constants effectués pour achever d'ici la fin de 1992 le programme contenu dans l'Acte unique européen ont déjà fortement accru l'efficacité économique.

14) La baisse de l'épargne observée dans certains de nos pays au cours de cette décennie est un motif d'inquiétude. Cette baisse peut contribuer à élever les taux d'intérêt réels et entraver ainsi la croissance (...).

15) Les activités financières font de plus en plus appel à de nouvelles techniques au niveau mondial. Les défis d'initiatives peuvent nuire à la crédibilité des marchés financiers ; or les réglementations sont très diverses selon les pays (...). La coopération internationale en matière de réglementation doit être poursuivie et renforcée.

#### ● Questions relatives au commerce international

16) Les échanges mondiaux ont connu l'an dernier une expansion

Nous publions ci-dessous les principaux extraits de la déclaration économique des Sept publiée dimanche 16 juillet. Ce texte de vingt-trois feuillets traite de trois « enjeux principaux » : le maintien d'une croissance équilibrée, la meilleure insertion des pays en développement dans l'économie mondiale et la sauvegarde de l'environnement. Le contenu des paragraphes consacrés à la protection de l'environnement est traité par ailleurs. Nous publions, en revanche, les passages consacrés à la lutte contre les stupéfiants et le blanchiment de l'argent de la drogue. Le dernier paragraphe de la déclaration rappelle que ce sont les États-Unis qui organiseront le seizième sommet des Sept en 1990.

rapide. Toutefois, le protectionnisme demeure une véritable menace. Nous réaffirmons avec force notre volonté de lutter contre toutes les formes de protectionnisme et les engagements de non-discrimination et de statu quo pris à Punta del Este (...). Nous évitons toute action discriminatoire ou autonome, contraire aux principes du GATT et remettant en cause l'intégrité du système commercial multilatéral. Nous nous engageons également à rejeter fermement la proposition à l'unilatéralisme, au bilateralisme, au sectorialisme (...).

17) Les négociations fructueuses au comité des négociations commerciales de l'Uruguay Round en avril dernier à Genève, marquant la fin de l'examen à mi-parcours, constituent un acquis très important (...). Nous exprimons notre plein engagement à réaliser encore des progrès substantiels dans l'Uruguay Round afin d'achever celui-ci d'ici la fin de 1990.

18) Nous notons avec satisfaction l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, ainsi que les initiatives plus récentes prises pour intensifier les relations économiques étroites entre la Communauté européenne et les pays de l'AELE (...).

19) La Communauté européenne a la ferme intention de faire en sorte que le marché intérieur, dans ses aspects commerciaux, soit également créateur d'échanges et complice du processus de libéralisation multilatérale.

20) Nous notons avec satisfaction les progrès réalisés dans le ren-

forcement des disciplines multilatérales portant sur les crédits à l'exportation subventionnés engendrant des distorsions de l'aide et des échanges (...).

#### ● Problèmes généraux du développement

21) Le développement est un enjeu commun à tous les pays du monde (...). L'aide publique au développement demeure essentielle (...). Nous insistons également sur l'importance que nous devons donner à la qualité de l'aide accordée ainsi qu'à l'évaluation des projets et des programmes financés.

22) Nous demandons instamment aux pays en développement de mettre en œuvre des politiques économiques saines. L'adoption de mesures (...) visant à attirer les investissements et à favoriser la croissance comme le rapatriement des capitaux est un facteur tout à fait déterminant.

23) Nous notons avec satisfaction que l'initiative d'aide multilatérale aux Philippines, à laquelle la déclaration économique de Toronto, avait consacré une attention particulière, a enregistré d'importants progrès.

24) Face à la situation économique préoccupante de la Yougoslavie, nous encourageons son gouvernement à mettre en œuvre un vigoureux programme de réformes économiques qui permette à ce pays de bénéficier d'un soutien bilatéral et multilatéral (...).

#### ● La situation dans les pays les plus démunis

25) Comme nous l'avions demandé l'an dernier à Toronto, le Club de Paris est parvenu à un consensus, en septembre 1988, sur les conditions de mise en œuvre d'une réduction significative du service de la dette pour les pays les plus démunis. Treize pays ont déjà bénéficié de cette décision.

26) Nous nous félicitons de l'augmentation de la part de dons dans l'aide au développement ainsi que des mesures prises pour convertir les prêts en dons et nous demandons que de nouvelles actions soient engagées dans ce sens (...).

27) Nous accordons une grande importance à ce que la préparation de la prochaine Conférence générale des Nations unies sur les pays les moins avancés, qui se tiendra à Paris en 1990, soit efficace et fructueuse.

#### ● Une stratégie renforcée de la dette pour les pays lourdement endettés

28) Il reste encore de sérieuses difficultés à surmonter : dans beaucoup de pays, le service de la dette rapporté aux exportations demeure élevé, les moyens pour financer les investissements nécessaires à la croissance sont rares et la fuite des capitaux est un problème essentiel. Le rétablissement d'un environnement propice aux investissements est nécessaire pour maintenir un bon niveau de croissance sans endettement. Ces améliorations dépendent avant tout de la mise en œuvre de politiques d'ajustement préférentielles dans les pays débiteurs.

29) Pour toutes ces raisons, nous sommes fermement attachés à la stratégie renforcée de la dette appliquée cas par cas. Celle-ci comportera les mesures suivantes :

— les pays emprunteurs devraient mettre en œuvre, avec l'aide du Fonds et de la Banque, des politiques économiques équilibrées, capables notamment pour mobiliser l'épargne, stimuler l'investissement et rapatrier les capitaux ;

— en complément de nouveaux prêts, les banques devraient accorder une importance accrue aux opérations de réduction de l'encours et du service de la dette, librement

agréées et fondées sur des techniques de marché ;

— le Fonds monétaire international et la Banque mondiale contribueraient à une réduction substantielle de la dette en mettant en réserve une partie des prêts - programmes ;

— pour les transactions impliquant une réduction importante de la dette et du service de la dette, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale accorderont un financement complémentaire qui constituera un soutien mesuré au paiement des intérêts (...).

— la poursuite des réacheminements au Club de Paris et la flexibilité des organismes de crédit à l'exportation ;

— le renforcement de la capacité des institutions financières internationales à soutenir les programmes d'ajustement macroéconomique et structurel à moyen terme et à compenser les effets négatifs des déficits à l'exportation et des chocs extérieurs (...).

— Nous encourageons les banques commerciales à adopter des approches réalistes et constructives dans leurs négociations avec les pays débiteurs et à conclure rapidement des accords financiers comprenant une réduction de l'encours et du service de la dette ainsi que des apports d'argent frais. Nous soulignons que les créanciers publics ne devraient pas se substituer aux prêteurs privés. Nos gouvernements sont disposés à revoir comme il convient leurs fiscalités, leurs réglementations et les règles comptables afin d'éliminer les obstacles aux réductions de l'encours et du service de la dette.

Suivent les dix-neuf paragraphes consacrés aux problèmes d'environnement et que nous publions par ailleurs. Les cinq derniers paragraphes sont consacrés à la lutte contre les stupéfiants et au SIDA. En voici les principaux extraits :

#### ● Problèmes relatifs aux stupéfiants

30) Nous décidons de prendre les mesures suivantes dans les instances concernées :

— Accroître une plus grande importance aux programmes bilatéraux des Nations unies en vue de la conversion des cultures illicites dans les pays producteurs. Le Fonds des Nations unies pour la lutte contre l'abus de drogues (UNFODC), les autres agences des Nations unies et les organisations multilatérales doivent être soutenus, renforcés et rendus plus efficaces (...).

— Soutenir les efforts de tous les pays producteurs qui demanderaient à être aidés dans leur lutte contre la production ou le trafic de stupéfiants ;

— Renforcer le rôle des nations unies dans la lutte contre les stupéfiants par une augmentation de leurs ressources et une efficacité accrue de leur fonctionnement ;

— Intensifier les échanges d'informations sur la prévention de la toxicomanie et la réhabilitation des toxicomanes ;

— Soutenir la convocation en 1990 d'une conférence internationale sur la réduction de la demande de cocaïne et de stupéfiants ;

— Renforcer l'efficacité de la coopération et de l'assistance mutuelle sur ces questions, en encourageant par une prompt adhésion, ratification et mise en œuvre de la convention de Vienne sur le trafic illicite des narcotiques et des substances psychotropes ;

— Conclure d'autres accords bilatéraux et multilatéraux et soutenir, en tant que de besoin, les initiatives et la coopération destinées à faciliter l'identification, la détection, la saisie et la confiscation des gains illicéges de la drogue ;

— Convoyer un groupe spécial d'experts financiers comprenant des participants au sommet et d'autres pays intéressés par ces problèmes. Son mandat est d'évaluer les résultats de la coopération déjà mise en œuvre afin de prévenir l'utilisation du système bancaire et des institutions financières aux fins de blanchir l'argent et d'étudier des mesures préventives supplémentaires dans ce domaine, y compris l'adaptation des systèmes juridiques et réglementaires de façon à renforcer l'efficacité judiciaire multilatérale. Le groupe se réunira pour la première fois, à l'invitation de la France et son rapport devra être achevé d'ici avril 1990.

#### ● Coopération internationale contre le sida

31) Nous prenons acte de la création d'un Comité international d'éthique sur le sida qui s'est réuni à Paris, en mai 1989 comme cela avait été décidé au sommet de Venise (juin 1987). Il réunit les pays du sommet et les autres membres de la Communauté économique européenne et a bénéficié de la participation active de l'Organisation mondiale de la santé.

## Le cadre de vie, nouvelle préoccupation

7 C'est une « première » pour un sommet des Sept : pour la première fois, la déclaration économique est consacrée au problème de l'environnement, à son « instruction sommaire » consistant à « encourager l'adoption de politiques saines » par M. Mitterrand lors de sa conférence de presse, dimanche 16 juillet. Plus intéressant : le texte dont nous publions ci-dessous les extraits n'est pas constitué de vœux pieux mais, au contraire, est extrêmement précis. Il a été accueilli par les participants pratiquement sans discussion.

Après avoir affirmé qu'il est « urgent de prendre des mesures pour protéger et préserver l'environnement » et « remplir ainsi nos obligations envers les générations futures », les Sept déclarent notamment :

« Nous recommandons vivement à tous les pays de donner un nouvel élan à la recherche scientifique sur les problèmes d'environnement, de développer les technologies nécessaires et de faire des estimations précises des coûts et des avantages économiques des politiques d'environnement. Les incertitudes qui demeurent sur certaines de ces questions ne devraient pas retarder indûment notre action (...).

« Nous pensons que la coopération internationale devrait également être développée dans le domaine de la technologie et des transferts de technologie, afin de réduire la pollution ou d'apporter des solutions alternatives.

« Nous pensons que l'industrie a un rôle déterminant à jouer pour prévenir les pollutions à la source, réduire le volume des déchets, conserver l'énergie, ainsi que concevoir et commercialiser des technologies propres rentables (...).

« La protection de l'environnement est inséparable du commerce, du développement, de l'énergie, de l'agriculture, des transports et de la planification économique. Il faut donc en tenir compte dans toute prise de décision économique (...). Afin de parvenir à un développement durable, nous favoriserons une croissance économique compatible avec la protection de l'environnement (...).

« Grâce à une évaluation précise des coûts, des avantages et des implications en termes de ressources de la protection de l'environnement, les gouvernements devraient être mieux à même de trouver le juste équilibre entre les décisions en matière de prix (par exemple, taxes ou subventions) et de réglementation, en tenant compte, lorsque cela

est possible, de la valeur des ressources naturelles.

« Nous encourageons la Banque mondiale et les banques de développement régionales à intégrer la dimension de l'environnement dans leurs activités. Il sera demandé à des experts internationaux de l'Organisation des Nations unies ainsi qu'à ses institutions spécialisées de mettre en œuvre de nouvelles techniques d'analyse qui aident les gouvernements à évaluer les mesures économiques nécessaires à une meilleure qualité de l'environnement. Nous demandons à l'OCDE (...) d'examiner comment évaluer certains indicateurs de l'environnement. Nous attendons de la conférence des Nations unies de 1992 qu'elle donne un élan supplémentaire à la protection de l'environnement.

« Pour aider les pays en développement à remédier aux dommages passés et les encourager à prendre des mesures préventives en matière d'environnement, il convient d'envisager des incitations économiques incluant l'utilisation de mécanismes d'aide ainsi que des transferts spécifiques de technologie. Dans des cas particuliers, l'annulation de la dette publique ou l'aide publique au développement et des accords d'échange dette/nature peuvent jouer un rôle utile pour la protection de l'environnement (...).

« L'appauvrissement de la couche d'ozone de la stratosphère est un sujet de vive inquiétude et appelle une réaction rapide.

« Nous nous félicitons des conclusions de la conférence d'Helsinki, édictant entre autres l'arrêt complet, dès que possible et au plus tard à la fin du siècle, de la production de la consommation des chlorofluorocarbones visés par le protocole de Montréal. Les substances appauvrissant la couche d'ozone qui ne figurent pas dans le protocole de Montréal appellent aussi une attention particulière. Nous encourageons la mise au point et l'utilisation de substances et de technologies de remplacement appropriées (...).

#### Observatoires de surveillance

« Nous préconisons que des efforts soient mis en commun pour limiter les émissions de dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre susceptibles de provoquer des changements climatiques (...). Il est indispensable de renforcer le réseau mondial d'observatoires de surveillance des gaz à effet de serre et de

soutenir l'initiative prise par l'Organisation météorologique mondiale de créer un réseau mondial de référence pour détecter les modifications climatiques.

« Nous considérons qu'un meilleur rendement énergétique pourrait contribuer notablement à ces objectifs (...). Nous sommes attachés au maintien des normes les plus strictes de sécurité pour les centrales nucléaires et au renforcement de la coopération internationale dans le domaine de la sécurité de fonctionnement des centrales et de la gestion des déchets. Nous recommandons que l'énergie nucléaire joue aussi un rôle important en réduisant l'émission de gaz à effet de serre.

« La déforestation porte également atteinte à l'atmosphère et doit cesser (...). Les organisations internationales compétentes seront invitées à achever leur rapport sur l'état mondial des forêts d'ici à 1990.

« La préservation des forêts tropicales est un enjeu de première importance pour le monde entier. Tout en reconnaissant le droit souverain des pays en développement d'utiliser leurs ressources naturelles, nous appelons à une gestion avisée des forêts tropicales (...).

« Les forêts, lacs et cours d'eau des zones tempérées doivent être protégés contre les effets des polluants acides tels que le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote (...).

« La complexité croissante des problèmes liés à la protection de l'atmosphère requiert des solutions novatrices (...). La conclusion d'une convention-cadre sur l'évolution du climat (...) s'impose d'urgence pour mobiliser et rationaliser les efforts déployés par la communauté internationale. Nous nous félicitons des travaux qu'effectue actuellement le programme des Nations unies pour l'environnement en collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale, à partir des travaux du groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat et des résultats d'autres réunions internationales. Des protocoles spécifiques contenant des engagements concrets pourraient être intégrés dans ce cadre à mesure que les connaissances scientifiques le nécessitent et le permettent.

« Nous condamnons l'utilisation aveugle des océans comme décharges pour les déchets polluants. La dégradation des eaux côtières pose un problème particulier (...). Nous demandons aux organismes compétents des Nations unies de préparer un rapport sur l'état des océans dans le monde. Nous exprimons notre souci de développer aux plans national, régional

et mondial, la capacité à maîtriser et à diminuer les conséquences des pollutions pétrolières en mer (...). Nous demandons à l'Organisation maritime internationale de présenter des propositions pour développer la prévention.

« Nous notons avec intérêt l'initiative du gouvernement italien d'organiser en 1990, un forum sur le droit international de l'environnement, auquel participeront des universitaires, des experts scientifiques et des fonctionnaires (...).

#### Un soutien financier accru

« Nous recommandons le renforcement des institutions existantes chargées de l'environnement au sein du système des Nations unies. En particulier, le Programme des Nations unies pour l'environnement doit de manière urgente être renforcé et bénéficier d'un soutien financier accru. Certains de nos pays sont convenus que la création d'une nouvelle institution dans le cadre des Nations unies mériterait aussi d'être prise en considération (...).

« Nous soulignons l'urgence d'une action efficace et coordonnée de la communauté internationale pour soutenir le gouvernement du Bangladesh en vue de trouver un problème des inondations des solutions rationnelles aux plans technique, financier, économique et écolo-

gique. Dans cet esprit, nous prenons acte des différentes études relatives à la maîtrise des inondations engagées par la France, le Japon, les États-Unis et le Programme des Nations unies pour le développement et examinées par des experts de tous nos pays. Nous nous félicitons de ce qu'à la suite de ces études, la Banque mondiale accepte de coordonner les efforts de la communauté internationale afin que soient mis en place les moyens nécessaires pour atténuer les conséquences des inondations. Nous nous félicitons également de l'accord de la Banque mondiale pour prescrire une réunion qui se tiendra d'ici la fin de cette année au Royaume-Uni, à l'invitation du gouvernement du Bangladesh, et rassemblera les pays désireux de prendre part activement à ce programme.

« Nous apportons notre soutien politique à des projets tels que le projet de création d'un Observatoire des zones sahariennes, pour suivre l'évolution d'un milieu aride, fragile, dont la dégradation ne cesse de s'accroître, afin de le protéger, de manière plus efficace, »



# La fin du sommet des Sept

et politiques

## EST-OUEST : « les changements politiques seront difficiles sans progrès économique »

Voici les principaux extraits de la déclaration sur les relations Est-Ouest adoptée par les Sept le samedi 15 juillet :

- 1) Nous (...) réaffirmons l'importance suprême et universelle que nous attachons à la liberté, à la démocratie, et à la promotion des droits de l'homme.
- 2) Nous voyons ces mêmes aspirations à une liberté et à une démocratie plus grandes se manifester à l'Est. Les peuples (...) y réaffirment leur attachement à ces valeurs et y réclament une société pluraliste et démocratique. Certains dirigeants de ces pays (...) commencent à modifier leurs lois, leurs pratiques et leurs institutions. D'autres s'efforcent encore de résister à ce mouvement en prenant des mesures répressives, que nous condamnons fermement.
- 3) Nous espérons que cette liberté d'expression, que cette démocratie se renforcera et qu'elle constitueront la base, après des décennies d'affrontements militaires, d'antagonismes idéologiques et de méfiance, d'un dialogue et d'une coopération renforcés. Nous nous félicitons des réformes en cours et des perspectives d'atténuation de la division de l'Europe.
- 4) Nous invitons le gouvernement soviétique à traduire sa nouvelle politique et ses déclarations en actes concrets (...). Les déséquilibres des forces militaires en faveur de l'Union soviétique tant en Europe qu'en Asie demeurent une menace objective pour chacun de nous. Nous espérons que les deux gouvernements doivent continuer à être vigilants et à maintenir

la force de nos pays. A échéance prévisible, il n'existe pas pour chacun d'entre nous, au sein des alliances existantes, d'alternative au maintien d'une stratégie de dissuasion fondée sur une combinaison appropriée de forces nucléaires et conventionnelles adéquates et efficaces. (...) Nous réaffirmons notre engagement à rechercher de manière urgente l'interdiction totale des armes chimiques, l'établissement d'un équilibre des forces conventionnelles en Europe qui soit le plus haut niveau possible compatible avec nos impératifs de sécurité, et une réduction substantielle des armements nucléaires stratégiques soviétiques et américains.

5 - Nous offrons aux pays de l'Est de développer une coopération économique équilibrée sur une base commerciale saine qui soit compatible tant avec les intérêts de sécurité de chacun de nos pays qu'avec les principes généraux des échanges internationaux (...).

6 - Nous nous félicitons du processus de réforme en cours en Pologne et en Hongrie. Ces changements politiques (...) seront difficiles à poursuivre sans progrès économiques. Chacun d'entre nous est prêt à soutenir ce processus et à envisager, selon les besoins et d'une façon coordonnée, une aide économique destinée à transformer et à ouvrir leurs économies d'une manière durable, (...) à soutenir la dynamique de la réforme par l'investissement intérieur, des sociétés mixtes, le transfert de compétences en matière de gestion, la formation professionnelle (...).

Nous sommes convenus d'œuvrer avec d'autres pays intéressés et des institutions multilatérales et de nous concerter en vue de soutenir le processus de réforme en cours en Hongrie et en Pologne, afin que nos mesures de soutien soient plus efficaces et se renforcent mutuellement (...).

En ce qui concerne l'aide concertée à la réforme en Pologne et en Hongrie, nous demandons qu'une réunion se tienne dans les prochains semaines avec tous les pays intéressés. Nous soulignons l'urgent besoin alimentaire de la Pologne dans les circonstances actuelles. A cet égard, nous demandons à la Commission des Communautés européennes de prendre les initiatives nécessaires en accord avec les autres États membres et en associant, outre les participants au sommet, tous les pays intéressés.

7 - Nous sommes favorables à une conclusion rapide des négociations entre le Fonds monétaire international et la Pologne. La stratégie renforcée de la dette est applicable à la Pologne si elle remplit les conditions requises. Nous sommes prêts au sein du Club de Paris à soutenir un réajustement de la dette polonaise rapide, fait de manière souple et ouverte.

8 - Nous voyons de bonnes perspectives pour les pays de l'Ouest et de l'Est de travailler ensemble pour trouver de justes solutions aux conflits qui se développent dans le monde, pour lutter contre le sous-développement, pour préserver les ressources et l'environnement et pour bâtir un monde plus libre et plus ouvert.

LONDRES  
de notre correspondant

Elle aura gâché la fête du début à la fin, et c'est bien fait pour ces Français brailleurs qui croient avoir tout inventé, à commencer par les droits de l'homme ! Les aventures de Margaret Thatcher dans la France du Bicentenaire ont bien plus passionné les Britanniques que le sommet des Sept ou les fastes républicains célébrant la Révolution de 1789. Les lampions éteints, et même si Mrs Thatcher avait tenté d'affirmer avant de quitter Paris qu'elle avait été « exceptionnellement » bien traitée par ses hôtes français, la mésaventure est plus cordiale que jamais.

La presse populaire n'a vu que son premier ministre hôte par les Parisiens et « snobé » par les officiels français agacés que Mrs Thatcher leur ait dit leurs quatre vérités, avant de venir à Paris, et osé affirmer que « les droits de l'homme n'ont pas été commémorés en France » (le Monde du 13 juillet).

Beaucoup de correspondants britanniques ont noté avec horreur que lors des cérémonies officielles Mrs Thatcher était systématiquement assise plusieurs rangs derrière M. Mitterrand, moins bien placé

Vu de Londres

## Mésentente cordiale

que des chefs d'Etat africains ou M. Benazir Bhutto.

Les leçons d'histoire n'ont pas manqué. Le Sun, qui tirait samedi « Les grenouilles (les Français) attaquent Maggie », n'a pas eu besoin de remonter à la « Magna Carta », à la grande charte de 1215 pour démolir les acquis de la Révolution française.

Pour ses quatre millions de lecteurs, les grands mythes de 1789 se réduisent désormais à la prise d'une gâche (la Bastille), où il y avait sept prisonniers, un point c'est tout.

Les téléspectateurs de la BBC et des chaînes privées ont eu droit à de nombreux reportages sur les nouveaux grands monuments de Paris, de la Pyramide du Louvre à l'Opéra de Bastille en passant par la Grande Arche de la Défense. Ces programmes étaient souvent émaillés de commentaires ironiques sur la « folie des grandeurs » du président français et de son gouvernement socialiste, accusés de dilapider l'argent des contribuables alors que ces derniers étaient maintenus à l'écart de la fête par un service d'ordre féroce.

Quant au clou de la fête, le grand défilé sur les Champs-Élysées, le soir de « Bastille Day », les Britanniques n'en auront retenu que leur

propre contingent défilant sous une pluie fabriquée par les pompiers venus du Kent. Et le même soir, la chaîne Channel Four mettrait de l'huile sur le feu en diffusant une interview de M. Michel Rocard accusant Mrs Thatcher de « cruauté sociale » !

Leur penchant monarchiste aidant, les journaux du dimanche n'ont guère eu de mal à railler la pompe républicaine. Seuls le Sunday Mirror et le People de M. Robert Maxwell ont pris fait et cause pour la Révolution française et le Bicentenaire. Mrs Thatcher n'a fait que « montrer son ignorance de l'histoire et une impolitesse crasse », écrit le Mirror. Et l'Observer note que la fête à Paris « a été un spectacle triomphant qui a balayé les accusations de pagaille et de mégamégalomanie ».

La verve des commentateurs britanniques n'a en tout cas pas été prise en défaut, et les tribulations de Mrs Thatcher à Paris ont suscité les comparaisons les plus inattendues. Pour l'un, elle « se prend pour une Marie-Antoinette du vingtième siècle » et elle a offert un « spectacle excentrique » aux Parisiens. Pour un autre, elle n'est que le « John McEnroe de la diplomatie européenne » (l'Interim).

Vu de Bonn

## Frustrations allemandes

BONN  
de notre correspondant

Depuis plusieurs mois les médias ouest-allemands ont consacré une très large place aux célébrations du deux centième anniversaire de la Révolution française. Des historiens de toutes écoles et de toutes tendances ont été mobilisés pour tenter de mettre à la portée d'un public plutôt indifférent les éléments d'une histoire largement méconnue. Et pourtant, malgré tous ces efforts pédagogiques, jamais l'Allemagne n'a vraiment été de la fête. C'est ce que constatait avec un brin d'amertume l'éditorialiste de la Süddeutsche Zeitung, qui écrivait, le 14 juillet : « Les Allemands étaient absents des célébrations du deux centième anniversaire de la Révolution française. Ce n'est pas un hasard si nous sommes restés à l'écart. Les Allemands ont fort peu contribué à la réalisation des buts et des idéaux de ce bouleversement qui a changé le monde. Les libertés bourgeoises ont eu beaucoup de mal à s'imposer chez nous avant ces dernières décennies. Le Reich comme incarnation de la nation n'est pas imposé par la violence et a très vite sombré dans la violence. » L'hebdo-

madire Die Zeit constate lui aussi cette difficulté allemande à intégrer l'idée de « nation » dans l'éditorial de cet hebdomadaire dirigé par Helmut Schmidt : « Les Allemands ont du mal avec le concept de nation, tout d'abord parce que, rapporté à l'Allemagne, il reste diffus, et ensuite parce qu'il a été détourné de manière extrême par le national-socialisme ».

Ces deux commentateurs, qui s'expriment au nom de la fraction la plus libérale et la plus éclairée de l'opinion ouest-allemande, s'en tiennent au constat objectif de la distance qui sépare les deux peuples lorsque l'on radioscopie leur conscience nationale. Ce n'est pas le cas d'autres observateurs, qui organisent leur pensée selon le schéma suivant : « Ces choses-là nous dépassent, tentons donc de les détruire ».

De nombreux commentateurs ont mis l'accent sur la mégamégalomanie et le gaspillage qui ont, selon eux, été la caractéristique de ces célébrations. Il est vrai que dans un pays comme la RFA, qui n'accorde à son Etat fédéral qu'un train de vie spatiale - le chancelier n'hésite pas à faire sponsoriser sa garden-party annuelle par des chaînes de fast-food

et des producteurs de bière, - on a vite fait de voir dans la moindre opération un tant soit peu prestigieuse la manifestation d'un orgueil démesuré et dispendieux. Jamais la presse allemande, de droite comme de gauche, n'aura autant fait usage de l'expression « grande nation » pour désigner la France, une métaphore qui est exclusivement utilisée outre Rhin pour se moquer d'un pays et de ceux de ses dirigeants, François Mitterrand en tête, qui en font un peu trop à leurs yeux. On a beaucoup insisté sur le caractère monarchique de l'exercice du pouvoir républicain en France : « Un roi et sa cour fêtent la Révolution » titre le quotidien conservateur Die Welt. Ce même journal n'hésite pas, d'ailleurs, à affirmer que « les droits de l'homme ne se sont jamais imposés grâce à la Révolution, mais contre la Révolution. Liberté, Egalité, Fraternité ? Comme le disait Bismarck : les fous apprennent de leurs propres erreurs, les sages des erreurs des autres. » En d'autres termes, sagesse d'un côté du Rhin, qui a fait l'économie d'une révolution, et folie de l'autre, qui ne connaît jamais la raison incarnée par le réformisme prussien.

LUC ROSENZWEIG.

Vu de Rome

## « Plus d'Hollywood que de France »

Rome  
de notre correspondant

En dépit de l'« atmosphère glaciale » qui sévissait à Paris entre M. De Mita, le premier ministre démocrate chrétien, et son ministre des Affaires étrangères, M. Giulio Andreotti (qui pourrait bientôt prendre sa place...), les dirigeants italiens auront fait « belle figure » à Paris, selon la presse transalpine.

Sur les festivités du Bicentenaire, on a plutôt sur leur synchronisation avec le sommet des Sept. M. Andreotti n'a pas caché une certaine réserve. Il s'est demandé « s'il était opportun de montrer à tous les invités des pays pauvres » un tel festin de paillottes. Les médias italiens, eux, surtout les chaînes de télévi-

sion, ont moins boudé leur plaisir, et les envoyés spéciaux ont rivalisé d'imagination pour exprimer leur admiration devant l'inventivité de la Marcellaise. Seule la Repubblica regrette qu'il y ait eu dans le défilé « plus d'Hollywood que de France ». Il est vrai que les célébrations, en Italie même, avaient peut-être un parfum plus hexagonal que sur les Champs-Élysées.

Acteurs, danseurs et musiciens d'ailleurs ont été littéralement pris d'assaut une fois de plus au plein centre de Rome le 14 juillet au soir puis, après avoir symboliquement décapité deux marionnettes non loin de l'aristocratique palais Farnèse, qui abrite l'ambassade de France depuis plus d'un siècle, la troupe, applaudie par des milliers de

badouins, s'est dirigée vers la fameuse piazza Navona désertée pour l'occasion de longs oriflammes tricolores ; là, sur le grand podium dressé devant les façades grandioses des palazzi de l'endroit, les chœurs de l'Ecole populaire de musique du Testaccio ont offert à la foule un opéra révolutionnaire spécialement composé par Giovanna Marini à partir des articles de la Déclaration des droits de l'homme.

Deux heures de spectacle gratuit entrecoupé de feux d'artifice aux couleurs de la France et suivi d'un grand bal populaire dans la meilleure tradition. Pour un peu, on se serait cru place de la République, à Paris.

PATRICE CLAUDE.

## CHINE : « condamnation profonde »

Nous avons déjà condamné la violente répression exercée en Chine à l'égard des droits de l'homme. Nous demandons instamment aux autorités chinoises de mettre un terme aux actions engagées contre ceux qui n'ont fait que revendiquer leurs droits légitimes à la démocratie et à la liberté.

Cette répression a amené chaque d'entre nous à prendre des mesures appropriées pour exprimer notre sentiment profond de condamnation, à suspendre les contacts bilatéraux ministériels et à haut-niveau ainsi que le commerce des armes avec la Chine là où il existe. En outre, chacun de nous est convenu que, du fait des incertitudes économiques actuelles, l'examen de nouveaux prêts par la Banque mondiale serait ajourné. Nous avons également décidé de prolonger les séjours des étudiants chinois qui le souhaitent.

Nous attendons des autorités chinoises qu'elles instaurent les conditions qui permettraient d'éviter leur isolement et de rétablir une coopération fondée sur une reprise de confiance à l'égard de la réforme politique et économique, et à l'ouverture.

Nous comprenons et partageons la grave préoccupation de la population de Hongkong à la suite de ces événements. Nous invitons le gouvernement de la République populaire de Chine à faire ce qui est nécessaire afin de restaurer la confiance à Hongkong. Nous reconnaissons que le soutien constant de la communauté internationale constituera un élément important pour le maintien de la confiance à Hongkong.

## DROITS DE L'HOMME : « un sujet de préoccupation internationale légitime »

Voici les principaux extraits du texte de la déclaration sur les droits de l'homme adoptée par les Sept le samedi 15 juillet :

En 1789 étaient solennellement proclamés les droits de l'homme et du citoyen. Voilà à peine plus de quarante ans, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait la Déclaration universelle des droits de l'homme (...).

Nous réaffirmons notre engagement en faveur de la liberté, des principes de la démocratie et des droits de l'homme. Nous réaffirmons notre confiance dans l'état de droit qui respecte et protège, sans avoir recours à la crainte ou à la faveur, les droits et les libertés de chaque citoyen (...).

Les droits de l'homme sont un sujet de préoccupation internationale légitime. Nous renouvelons notre engagement à encourager et à promouvoir le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales (...).

Nous soulignons l'importance de la protection de la liberté de pensée, de conscience et de religion, et de la liberté d'opinion et d'expression ; car sans ces libertés, les autres droits ne peuvent être pleinement réalisés. Nous mettons aussi l'accent sur le respect de la primauté du droit et de la pluralité d'opinion, sans lesquels il ne peut y avoir ni gouvernement représentatif, ni démocratie. Nous croyons de même à la liberté d'association dans une société pluraliste.

Nous affirmons que le droit de chaque individu à l'intégrité physique et à la dignité doit être garanti. Nous abhorrons et condamnons la torture sous toutes ses formes. Nous croyons que tous les êtres humains doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Nous croyons que chaque individu a droit à l'égalité des chances ainsi qu'à la propriété, seul ou en association avec autrui. L'extrême pauvreté et l'exclusion sociale portent atteinte à la dignité de toute personne qui les subit. Ceux qui souffrent ou sont dans le besoin doivent pouvoir bénéficier de la solidarité.

Nous soulignons que les droits de l'enfant, des handicapés et des personnes âgées requièrent une protection spéciale.

Nous considérons que les découvertes des sciences de la vie, par exemple les progrès réalisés en matière de génétique et de transplantation d'organes, doivent être appliquées dans le respect de tous les droits de l'homme afin de contribuer à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Notre génération a l'obligation de veiller à ce que les générations futures reçoivent en héritage un environnement sain.

Nous réaffirmons notre conviction que ces droits et ces libertés ne peuvent être correctement préservés sans un état de droit, une justice impartiale et des institutions authentiquement démocratiques.

## TERRORISME : priorité à la lutte contre les attentats aériens

Voici les principaux extraits de la déclaration sur le terrorisme adoptée par les Sept le samedi 15 juillet :

- 1) Nous demeurons résolument opposés au terrorisme sous toutes ses formes. Nous rappelons l'attachement de chacun d'entre nous au principe du refus des concessions aux terroristes et à ceux qui les perdraient ainsi qu'à la coopération dans la lutte contre le terrorisme (...). En particulier, nous condamnons le terrorisme perpétré par des Etats. Nous sommes résolus à ce que les terroristes ne puissent demeurer impunis, mais soient traduits en justice, conformément au droit international applicable et dans le respect de la règle de droit. Nous appelons les Etats qui ont soutenu ou encouragé des actes de terrorisme à démontrer par leurs actions qu'ils ont renoncé à cette politique. Nous réaffirmons particulièrement notre condamnation absolue des prises d'otages. Nous lançons un appel à ceux qui détiennent des otages pour qu'ils les libèrent immédiatement et sans condition, et à ceux qui peuvent

exercer une influence sur eux pour qu'ils l'utilisent à cette fin.

2) Profondément préoccupés par la sécurité de tous les voyageurs et révoltés par les actes meurtriers perpétrés contre l'aviation civile internationale (...), nous réaffirmons notre engagement à lutter contre toutes les formes de terrorisme affectant l'aviation civile (...).

3) Nous condamnons tout particulièrement l'attentat récemment perpétré contre un appareil au-dessus de l'Ecosse, qui a fait deux cent soixante-dix victimes. Nous sommes convenus d'accorder la priorité à la prévention d'attentats de ce type en poursuivant le renforcement des mesures de sécurité (...).

4) - Nous sommes également convenus de la nécessité d'améliorer les méthodes de détection des explosifs. Nous soutenons les efforts actuellement accomplis dans le cadre de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour élaborer, en toute priorité, un régime international approprié dans le domaine du marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection.

Les participants à l'« Autre sommet économique » (« The other economic summit ») (TOES 89), organisé en contrepoint au sommet des sept pays les plus industrialisés, ont demandé, dimanche 16 juillet, la convocation par l'ONU d'une conférence internationale pour la remise de la dette et une aide accrue au Tiers-Monde.

Le TOES avait réuni pendant le week-end, à la salle de la Mutualité, plusieurs forums d'études sur le développement et la démocratie, en particulier le premier « sommet des sept peuples parmi les plus pauvres » avec des « témoins » non gouvernementaux venus du Bangladesh, du Brésil (Amazonie), du Burkina Faso, d'Haïti, des Philippines du Mozambique et du Zaïre.

Le communiqué final de dimanche - qui ne tient pas compte de celui des Sept publiés peu auparavant - fait sienne les demandes formulées par les « pauvres » et transmises samedi soir aux « sept riches »

par l'intermédiaire du conseiller spécial du président français François Mitterrand, M. Jacques Attali. Ce dernier avait reçu une délégation du comité de concertation pour un échange de vues sur les travaux des deux sommets. Il a jugé « très intéressantes » les conclusions du TOES.

« En particulier, dit le communiqué, nous demandons au secrétaire général des Nations unies de réunir d'urgence une conférence internationale pour une remise générale de la dette du Tiers-Monde, l'interdiction des prêts internationaux pour les ventes d'armes et la définition de nouvelles règles économiques et financières internationales conformes à la justice sociale, à la prudence écologique, à la promotion de la dignité humaine ».

Les participants ont annoncé « la mise en place d'un observatoire international et permanent des conséquences des sommets des Sept pays riches et des assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI ».

Cet observatoire indépendant des gouvernements, a précisé un des

organisateurs, l'économiste français Gustave Massiah, sera composé d'experts internationaux sur le développement venant du Nord et du Sud et de membres de la société civile. Ayant déjà le soutien des universités de Gênes et de Berlin-Ouest (Freie Universität), il réactualisera, a-t-il dit à l'AFP, les propositions avancées depuis la décolonisation (Cancun, CNUCED, non-alignés, etc.) à partir d'« expériences nouvelles à la base ».

Enfin, tout en jugeant « positif » que les chefs des sept grands Etats industrialisés aient dû prendre en compte « les aspirations de la société civile » sur la dette et l'environnement, le TOES reproche au G7 son manque d'actions concrètes ou au contraire des décisions « aux conséquences désastreuses pour le peuple du monde ».

Le TOES se tient depuis 1984 en marge des sommets annuels des Sept. Mais, cette année, les organisateurs, dont les Verts français, ont - tout comme le chanteur Renaud, organisateur d'une manifestation de protestation le 8 juillet - dénoncé le

caractère « provocant » de la réunion du « cartel des sept grands aux pouvoirs dictatoriaux et planificateurs » au moment même du Bicentenaire de la Révolution française.

Samedi, Susan George, spécialiste américaine du développement, avait stigmatisé « le scandale » que constitue le transfert net de fonds du Sud au Nord (280 milliards de dollars depuis 1982 au titre de la dette et de ses intérêts. « Il s'agit, a-t-elle dit, d'une véritable guerre », dont les conséquences désastreuses pour la production et les conditions de vie du tiers-monde conduisent à la mort de cinq cent mille enfants chaque année.

Dimanche, les organisateurs du contre-sommet ont annulé une manifestation symbolique, initialement prévue sur le parvis des droits de l'homme, place du Trocadéro à Paris, assurant que cette manifestation n'avait pas été autorisée à cet endroit par la préfecture de police. Contactée par l'AFP, celle-ci a cependant démenti avoir communiqué une telle interdiction.

## Europe

## POLOGNE : avant l'élection présidentielle

## Le général Jaruzelski se livre à une dernière mise au point avec Solidarité

Le général Jaruzelski devait se présenter lundi 17 juillet devant le groupe parlementaire de Solidarité. Seule cette rencontre pouvait permettre de lever les dernières incertitudes sur la candidature du général au nouveau poste de président de la République. Que le ton des échanges soit acerbe, les propos trop empreints d'acrimonie et, par amour-propre ou crainte d'être « mal » élu, il pourrait encore refuser de franchir le pas, c'est-à-dire se soumettre aux suffrages du Parlement lors de l'élection présidentielle prévue mercredi 19 juillet.

**VARSOVIE**  
de notre envoyé spécial

Les députés de l'opposition ont l'intention de demander des comptes au général Jaruzelski, ou au moins des explications précises sur les raisons qui l'ont poussé à déclarer l'état de guerre en 1981, péché originel que la population — et plus encore les membres de Solidarité — n'arrive pas à lui pardonner.

Cela dit, dans l'esprit des dirigeants de Solidarité, sinon de leurs troupes, les jeux sont faits et les décisions sont prises. La candidature du général Jaruzelski est considérée comme la meilleure ou la moins mauvaise solution, au stade actuel de la démocratisation du pays. En cas de besoin, les députés et sénateurs de Solidarité, sans voter pour lui, feront en sorte qu'il soit élu.

Le président du groupe parlementaire de l'opposition, qui s'est réuni tard dans la soirée de dimanche, envisageait les moyens d'abandonner à ce résultat. Un certain nombre, une vingtaine peut-être, d'élus pourraient sortir de la salle du Parlement au moment du vote de mercredi. L'élection du général Jaruzelski serait ainsi assurée, même au cas probable où certains députés des groupes « alliés » au PC lui feraient défaut. Tout cela ne signifie pas que la Pologne continuera à être dirigée « comme avant » : le général Jaruzelski s'est formellement engagé à démissionner à brève échéance, en cas d'élection à la présidence, de son poste de premier secrétaire du parti (ce qui s'est bien gardé de faire M. Gorbatchev). La structure du pouvoir devrait donc être sensiblement modifiée, le centre de gravité se déplaçant du parti vers la présidence, avec, en perspective, le douloureux processus de formation d'un nouveau gouvernement qui pourrait s'étaler sur plusieurs semaines, même si, comme tout l'indique, Solidarité refuse d'y participer.

Resterait à expliquer le revirement du général Jaruzelski, qui a dit et répété, ces dernières semaines, qu'il n'envisageait pas de se présenter. N'était-ce qu'une comédie, une manœuvre destinée à se faire prior ? Plusieurs de ses récents interlocuteurs, très bien placés pour juger, sont persuadés du contraire. Blessé dans son amour-propre après que M. Lech Walesa eût déclaré au début du mois que la candidature d'un homme comme le général Jaruzelski, ministre de l'intérieur, serait moins difficilement acceptable pour Solidarité que celle de l'homme du 13 décembre 1981 ; conscient aussi de son impopularité, le général Jaruzelski aurait réellement résolu de renoncer, précisément au profit du général Kiszczak.

Mais l'hypothèse Kiszczak n'a soulevé aucun enthousiasme dans l'opposition et aurait été peut-être encore moins bien comprise par la population : après tout, il a été étroitement associé à toute l'opération de destruction de Solidarité et, en tant que chef de la police, il est forcément l'objet de tous les soupçons. La mort récente, dans des conditions encore mystérieuses, d'un prêtre autrefois condamné pour avoir donné asile au meurtrier d'un policier, autant que l'état de guerre, a ramené l'attention sur ce sombre aspect des choses. L'hypothèse d'une provocation ou d'un signal émis par des groupes farouchement opposés à l'actuelle équipe, et donc au général Kiszczak, est couramment évoquée.

La visite du président Bush a aussi apporté un très appréciable ballon d'oxygène au général Jaruzelski, et la propagande officielle a tout fait pour qu'il en tire le bénéfice maximum, quitte à beaucoup exagérer la portée de la considération polie manifestée par le président américain à son hôte officiel.

Mais, avant de revenir sur sa décision, le général Jaruzelski souhaitait encore obtenir une assurance de la part de Solidarité, un signe que l'opposition ne lui manifestait plus une défiance particulière. Il le fit

savoir à une tierce partie qui joua les intermédiaires et obtint ce qu'il souhaitait vendredi 14 juillet, sous la forme d'une déclaration de M. Walesa reproduite intégralement par l'agence officielle PAP, et que toute la presse publia le lendemain en première page. Le président de Solidarité y expliquait que son mouvement s'efforçait de « coopérer » dans l'intérêt du pays avec le candidat désigné par le parti et ses alliés, qu'il s'agisse du général Jaruzelski, du général Kiszczak ou toute autre personne. Dès lors, le principal obstacle était levé — et M. Walesa en droit de se dire que le général Jaruzelski ne sera président que parce que lui, Lech Walesa, l'a bien voulu. Ce n'est pas une garantie pour l'avenir, mais ce n'est pas non plus dénué d'intérêt politique.

## Prochain plénum du comité central

Tout n'est pas réglé, loin s'en faut. Les modalités du vote restent à établir, ce qui fera l'objet des débats de mardi à la Diète. Le président du groupe de Solidarité penche pour un vote public, craignant qu'un certain nombre d'élus du groupe communiste ne profitent de l'anonymat pour voter contre le général Jaruzelski. Mardi également devrait se tenir un plénum du comité central, qui sera l'occasion, pour le parti, de confirmer son soutien (déjà exprimé par avance lors du dernier plénum) à la candidature du général Jaruzelski.

Surtout, le problème de la participation au gouvernement reste en principe entier. L'affaire soulève des passions et des positions diamétralement opposées au sein de Solidarité, depuis qu'un article provocateur d'Adam Michnik a lancé l'idée d'un premier ministre choisi parmi les dirigeants de l'opposition. Mais le problème se pose en termes plus complexes. D'abord, comme le souligne le professeur Bronislaw Geremek, « on ne nous a rien proposé ».

En fait, le général Jaruzelski n'est pas disposé, au stade actuel, à offrir à Solidarité de former un gouvernement cohérent (qui d'ailleurs serait dépourvu de majorité parlementaire) et en position précaire pour affronter un mécontentement social inéluctable à brève échéance dans la population, à bout de patience. De leur côté, les dirigeants de Solidarité ne veulent pas hériter de quelques portefeuilles qui seront forcément les plus ingrats (logement, approvisionnement) sans disposer de réels moyens d'imposer leurs vues. A tout prendre, ils préfèrent donc que le gouvernement représente l'actuelle « coalition » majoritaire, c'est-à-dire le parti et ses alliés.

Un nom s'est imposé, qui bénéficie de l'approbation tacite des responsables de Solidarité : celui de M. Wladyslaw Bala, un économiste, spécialiste des questions bancaires, qui était au centre du projet économique envisagé depuis plusieurs années, mais jamais proprement réalisé par l'équipe Jaruzelski. Cependant, s'il refusent une participation au gouvernement, certains dirigeants de l'opposition, et tout particulièrement le professeur Geremek, envisagent la création d'une « commission économique extraordinaire » composée à égalité d'un petit nombre de représentants des deux Chambres (ce qui assurerait la parité à Solidarité qui domine le Sénat). Cet organisme inhabituel serait obligatoirement consulté par le gouvernement sur toutes les décisions économiques.

L'opposition verrait ainsi accrues ses moyens de contrôler le gouvernement, mais aussi ses responsabilités dans la très difficile période à venir. En tout état de cause, depuis l'éclatante victoire de Solidarité, les dirigeants du mouvement savent fort bien qu'ils ne peuvent plus échapper à ces responsabilités, et que qu'ils participent ou non au gouvernement...

JAN KRAUZE.

## Rétablissement des relations diplomatiques entre Varsovie et le Vatican

Les relations diplomatiques entre la Pologne et le Vatican, interrompues durant la seconde guerre mondiale, ont été rétablies lundi 17 juillet.

Selon l'épiscopat polonais à Varsovie, le Saint-Siège devait publier un communiqué officiel.

Cette reprise des relations met un terme à une longue période marquée, surtout durant l'ère stalinienne, par de vives tensions entre autorités politiques et autorités catholiques de Pologne. — (AFP.)

## URSS : dans une interview à « Time »

## Alexandre Soljenitsyne réfute le caractère révolutionnaire d'octobre 1917

Alexandre Soljenitsyne estime, dans un entretien publié par le magazine américain *Time*, que c'est non pas une révolution qui a eu lieu en octobre 1917 en Russie, mais un « coup d'Etat ». Le Prix Nobel de littérature, qui réside depuis 1976 aux Etats-Unis, se refuse toujours, par ailleurs, à commenter les changements intervenus en URSS.

Selon l'écrivain, la révolution d'Octobre n'a pas été « un mouvement massif spontané » et la vraie révolution a été, en fait, celle de février 1917. Lénine a été « incroyablement maléfique [...] il était pénétré de l'esprit de l'internationalisme, il n'appartenait à aucune nation », affirme-t-il.

Alexandre Soljenitsyne indique qu'il vient d'ajouter trois cents pages à son roman paru en 1972, *Adieu à la vie*, et que cette nouvelle version doit paraître cette semaine aux Etats-Unis. Selon lui, il ne fait aucun doute que sa longue fiction historique, *La Roue rouge*, paraîtra un jour intégralement en Union soviétique. « J'ai travaillé pendant cinquante-trois ans sur la Roue rouge, j'y ai mis tout ce que j'ai pensé, décou-

vert, tourné et retourné dans ma tête [...] une fois que les gens l'auront lu, nous pourrions parler ; il faut que le livre soit disponible dans toutes les bibliothèques soviétiques », déclare l'écrivain.

« Je suis un patriote. J'aime ma terre natale. Je veux que mon pays, qui est malade, qui, depuis soixante-dix ans, est détruit et est sur le point de mourir, revienne à la vie », affirme Soljenitsyne. Interrogé sur son refus de commenter publiquement les changements en cours en URSS et dans le monde communiste, l'écrivain répond : « Pourquoi aurais-je interrompu mon travail et commencé à jouer les commentateurs politiques ? Je n'ai pas voulu le faire. Il fallait que je termine mon travail. J'ai plus de soixante-dix ans, et le temps presse ».

*Time* rappelle que la revue littéraire soviétique *Novy Mir* doit bientôt publier des extraits de l'Archipel du goulag, que l'ensemble de l'ouvrage doit paraître en Union soviétique, et que l'Union des écrivains a appelé le Soviet suprême à lui rendre la citoyenneté soviétique.

## Asie

## PAKISTAN : première visite d'un premier ministre indien depuis 1960

M. Rajiv Gandhi a rencontré M<sup>me</sup> Benazir Bhutto à Islamabad

M. Rajiv Gandhi a effectué dimanche 16 juillet une visite historique au Pakistan, la première d'un chef de gouvernement indien depuis celle de Nehru en 1947. Il s'est longuement entretenu avec M<sup>me</sup> Benazir Bhutto, qui avait déjà rencontré peu de temps auparavant à Paris au cours des cérémonies du Bicentenaire de la Révolution française. Entre-temps, M. Gandhi avait fait escale à Moscou où il avait eu un entretien avec M. Gorbatchev.

Les deux premiers ministres ont lancé un appel à la coopération et à l'amitié entre les deux pays, qui se sont fait trois fois la guerre depuis l'indépendance en 1947 et qui s'opposent toujours des conflits frontaliers. M<sup>me</sup> Bhutto a proposé d'entamer des négociations sur le contrôle des armements et sur l'interdiction des armes nucléaires dans le sous-continent indien. « Nous devons veiller à ce que la paix et l'amitié ne deviennent pas, dans notre région, les otages de contestations nationales étroites », a-t-elle ajouté. Le chef de l'Etat pakistanais, M. Ghulam Ishaq Khan, a dit à M. Gandhi que certains soupçonnaient l'Inde de briser une hégémonie régionale et qu'il fallait dissiper cette impression par des initiatives de nature à créer un climat de confiance.

## AFGHANISTAN : selon le « Washington Post »

## La Maison Blanche va augmenter son aide à la résistance

La Maison Blanche a décidé d'accroître ses livraisons d'armes aux moudjahidines afghans pour répondre à l'augmentation massive de l'aide militaire soviétique au régime de Kaboul, a rapporté dimanche 16 juillet le *Washington Post*. Citant un haut responsable gouvernemental, le journal écrit que la résistance afghane va être dotée d'artillerie capable de détruire des aéroplanes ou d'abattre des avions volant à haute altitude. L'ampleur de l'aide soviétique à Kaboul « dépasse ce que nous avons imaginé et c'est plus qu'il n'en faut jamais fait. Cela signifie simplement que c'est seulement la nature de l'intervention soviétique qui a changé. L'énorme contingent de troupes est bien parti, remplacé par un non moins énorme investissement militaire », a ajouté ce officiel.

D'autre part, l'explosion dans la nuit de samedi à dimanche à Kaboul d'une voiture piégée contenant une demi-tonne de dynamite a fait une

vingtaine de morts et onze blessés. L'attentat s'est produit dans une rue fréquentée proche du ministère de la justice. Les mesures de sécurité ont été renforcées dans la capitale tandis que Kandahar, la deuxième ville du pays, se prépare à une nouvelle attaque de la résistance. — (AFP, AP, Reuters.)

## Afrique

## SOMALIE

## Une vague d'arrestations a provoqué les sanglantes émeutes de Mogadiscio

**NAIROBI**  
Correspondance

A la suite des violentes émeutes qui ont ensanglanté vendredi 14 juillet, la capitale somalienne, une partie de la communauté italienne a choisi de quitter provisoirement le pays. Durant le week-end, près de quatre-vingts personnes — femmes et enfants essentiellement — ont quitté Mogadiscio à bord d'un avion militaire italien.

La situation semble redevenue « normale » à Mogadiscio.

Les familles enterrées leurs morts, et c'est l'heure des prières. Selon le ministre de l'Intérieur, vingt-quatre personnes ont été tuées et cinquante-neuf blessées — dont un Néo-Zélandais. D'autres « observateurs », proches des opposants du Mouvement national somalien (MNS), avancent des chiffres plus élevés, évoquant « plusieurs centaines de morts », voire « près de trois mille ».

Tout est parti, semble-t-il, des mosquées : celles-ci offrent à la population un des rares espaces de liberté où ni l'armée, ni la police, ni le parti au pouvoir ne sont censés intervenir. Les prêcheurs du vendredi ont-ils irrité le régime ? Certains d'entre eux se seraient montrés très acerbés envers le gouvernement, dénonçant notamment la guerre sans fin qui épuise le pays et la cherté de la vie qui a multiplié par trois en un mois le prix des produits de première nécessité. Quel qu'il en soit, plusieurs de ces dignitaires religieux

ont été arrêtés, jeudi 13 juillet, par les forces de l'ordre.

Parmi eux, le cheikh Abdouraman Ali Souf, une des figures les plus populaires et les plus respectées de Mogadiscio. C'est de sa mosquée, située dans le quartier de la Casa Popolare, que seraient parties les émeutes du 14 juillet. On croit connaître le nom de deux autres imams également arrêtés : les cheikhs Ali Ibrahim et Adji Ali Yusuf. D'autres personnes civiles ont été interpellées, dont le fils de l'ancien président, Aden Abdallah Hosman, ingénieur, et l'avocat Ismail El Jimaleh, propriétaire de la revue *Tribune* avant l'arrivée au pouvoir du président Siad Barre en 1969.

Aucune explication officielle n'a été donnée pour justifier cette vague d'arrestations, échauffées au premier jour de la fête de l'Id. Mais la nouvelle a aussitôt fait le tour de la ville. Vendredi, vers 13 h 30, c'est-à-dire après la grande prière de midi, la foule des fidèles a commencé à se répandre sur l'avenue principale de Mogadiscio. La manifestation a été aussitôt contrôlée par la police et par l'armée.

Façon au nez de marée grondant de la foule, les forces de l'ordre, en particulier la 7<sup>e</sup> division qui dirige un des fils du président, ont chargé et « tiré dans les tas » selon des témoins.

Dans les milieux chrétiens (environ deux mille personnes dans tout le pays), les événements sanglants ont aggravé les inquiétudes provoquées la semaine dernière par l'assassinat de l'évêque de la capitale, Mgr Salvatore Colombo, abattu sur le parvis de la cathédrale « par un tir au hasard », selon la version officielle. Ses obusques ont eu lieu dimanche.

Pendant que les émeutes éclataient dans la capitale, on signalait plusieurs cas de désertion dans le nord du pays où les forces régulières combattent depuis plusieurs années la rébellion armée du MNS. Des militaires ont eu lieu dans plusieurs garnisons.

CATHERINE SIMON.

## Proche-Orient

## Intensification des bombardements sur Beyrouth

**BEYROUTH**  
De notre correspondant

Répétés jour après jour, les bombardements des quartiers résidentiels des deux secteurs — musulman et chrétien — de Beyrouth ainsi que du littoral du « redouté » chrétien, toujours soumis au blocus naval de la Syrie, ont été, samedi 15 et dimanche 16 juillet, les plus durs depuis plus d'un mois. Ils ont fait deux morts et trente-cinq blessés.

Le scénario de ces cinq derniers jours, au cours desquels dix personnes sont mortes et soixante ont été blessées, est quasiment identique : les premiers obus partent des régions contrôlées par les Syriens, Kimshaba, pour se diriger vers la zone de la part du camp chrétien.

D'autre part, faute de ravitaillement régulier en fuel en raison du blocus syrien, l'électricité est, de nouveau, totalement coupée dans les deux secteurs.

Enfin, les deux milices chiites rivales, Amal pro-syrienne et le Hezbollah pro-iranien, ont appelé, samedi, depuis Téhéran, aux côtés de formations palestiniennes soutenant par Damas, à la constitution d'un « front uni contre les forces maronites » au Liban.

L. G.

Juillet formidable chez NEUBAUER

Prix spéciaux sur les derniers modèles 89 en livraison immédiate !

205 GTI, 205 automatique, 405 M16, 309 Diesel.

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

مكتبة الأصيل





## RELIGIONS

Le plus grave contentieux judéo-chrétien de l'après-guerre

## A Auschwitz, le carmel de la colère

Des incidents violents ont eu lieu, vendredi 14 juillet, à la porte du carmel, installé en 1984 près de l'ancien camp de concentration d'Auschwitz (Pologne), entre des manifestants juifs américains, conduits

par le rabbin Weiss, et des ouvriers travaillant dans le couvent.

C'est dimanche prochain, 22 juillet, qu'expirera le délai prévu par la hiérarchie catholique pour le transfert des reliques.

en un autre lieu. Celui-ci a été trouvé, mais le démantèlement n'est pas pour tout de suite. Une délégation des anciens déportés français doit se rendre sur place le mardi 24 juillet.

## AUSCHWITZ de notre envoyé spécial

Les cheminées des baraques noires de Birkenau se dressent comme autant d'index vengeurs pointés vers le ciel (1). « Les nazis ont fait d'Auschwitz une terre de malédiction. Seule la prière peut rompre la chaîne qui relie notre ville au malheur », dit Piotr Wrona, prêtre à la paroisse Saint-Maximilien Kolbe. Message reçu. Nuit et jour, depuis 1984, une quinzaine de carmélites, pour la plupart venues de Poznan, résident ici des semaines, priant pour les victimes et leurs bourreaux.

Elles ont choisi pour couvent l'ancien théâtre de briques rouges, adossé au mur d'enceinte du camp-musée d'Auschwitz I, encore hâlé de barbelés et de miradors. Avant 1914, on l'appelait le théâtre autrichien, souvenir d'une occupation étrangère qui ne serait pas la dernière. Sous les nazis, sa destination fut moins lyrique : c'est là qu'étaient entreposés les fameux gaz Zyklon B. Après la guerre, il servit d'entrepôt agricole. Plus personne n'en voulait, sauf les carmélites qui, pour une bouche de pain, l'ont loué à la municipalité.

Si elles avaient su quelle tempête allait déclencher, chez les juifs du monde entier, leur installation dans ce site inclus au camp classé en 1979 par l'Unesco monument du patrimoine mondial, sans doute se seraient-elles abstenues. Petites causes, grandes effets : cette modeste présence religieuse à Auschwitz est devenue la cause du plus grave contentieux judéo-chrétien de l'après-guerre.

Signe traditionnellement discret de vie contemplative, ce carmel est aujourd'hui objet de scandale. Anciens déportés ou simples touristes viennent filmer les lieux. Avant la bagarre du 14 juillet, trois cents Américaines, Israéliennes, Françaises du mouvement de femmes sionistes WISO avaient déjà manifesté sous les fenêtres des sœurs. Les passagers d'un car belge sont également venus déployer des banderoles. « Qui a la mémoire, non au carmel ! » — et jeter des paquets de lettres de protestation. A cette colère juive correspond une exaspération croissante des Polonais, notamment dans la ville d'Auschwitz où des pétitions circulent pour réclamer le maintien en place des sœurs et dénoncer les concessions faites aux juifs par l'Eglise.

« Nous sommes ici pour prier, pas pour donner des interviews », répondent invariablement ces dévoties du silence, à qui tente de leur arracher quelques confidences. Mais il n'est pas besoin de longues conversations pour deviner que leur installation ici est tout sauf provisoire. Autour du funeste ancien théâtre, les pelouses sont abondamment fleuries et le potager garni. Des arbustes poussent comme autant de défis. Une aile neuve a été ajoutée à l'intérieur, les tas de sable à l'extérieur n'annoncent pas un prochain démantèlement.

## Détails trop courts

Pourtant, si les accords signés le 22 février 1987 à Genève, à l'issue d'une négociation sans précédent, exceptionnelle par la qualité de ses représentants juifs et chrétiens (2), avaient été appliqués, l'ancien théâtre d'Auschwitz aurait dû redevenir désert depuis au moins le 22 février 1989. Au nom de la partie catholique, le cardinal français Decourtray a publiquement fait ses excuses pour le retard pris et demandé un nouveau sursis de cinq mois ; mais ce 22 juillet prochain, les carmélites seront toujours dans les lieux. Leur journée sera semblable à toutes les autres.

Le seul signe de changement sera un écrêtement, planté à l'entrée d'un terrain cultivé d'environ deux hectares, à cinq cents mètres du sinistre camp, séparé de lui par deux routes, un cimetière et un musée d'histoire d'art. Cet écrêtement confirme le projet de construction d'un nouveau couvent, voisin d'un centre judéo-chrétien d'éducation et de recherche sur la Shoah, dont l'édification aussi a été décidée à Genève. On y trouve les noms du propriétaire (Eglise polonaise), des architectes, mais aucune mention touchant au début des travaux, que personne n'envisage ici avant le printemps 1990.

Les négociateurs catholiques se mordent les doigts d'avoir fixé des délais trop courts. Il a fallu plus de

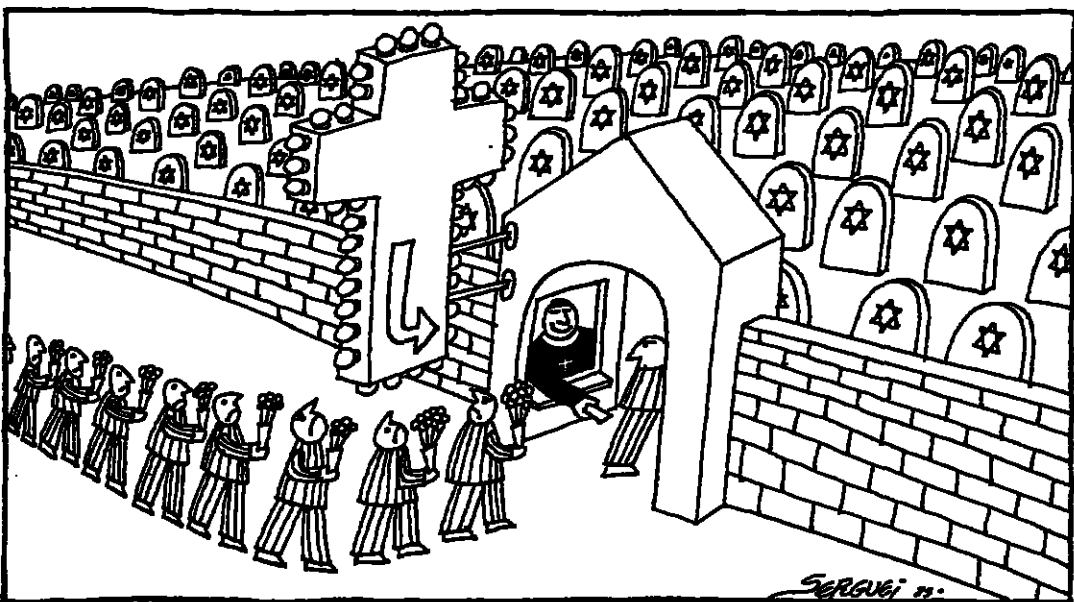
deux ans pour trouver un nouveau terrain, négocier son achat avec quatre propriétaires, qui ont fait monter les enchères, attendre le résultat des enquêtes d'administration et d'urbanisme. Le permis de construire n'a été délivré qu'en juin et une première parcelle de soixante-sept ares achetée le 11 juillet dernier. Compte tenu des lenteurs de la construction en Pologne, l'archevêché de Cracovie ne croit guère à une fin des travaux avant... trois, voire cinq ans, à moins, dit-on sur place, qu'un constructeur occidental se mette sur les rangs.

## Le scandale de la croix

L'irritation juive s'est accrue au cours des derniers mois avec la présence d'une croix de bois de

publics, on se bat pour maintenir le crucifix. Plus qu'ailleurs, tout attentat contre une croix est, en Pologne, un attentat à la foi chrétienne. « Les communistes nous ont toujours osé toucher aux croix de nos cimetières », dit une Polonaise. Sous-entendu : à Auschwitz, les juifs pourront toujours expulser les carmélites, ils n'oseront jamais toucher à notre croix.

Si les catholiques aiment les symboles religieux autour de leurs tombes, les juifs entretiennent avec elles une relation de distance et de silence. « Ce n'est pas la non-mémoire, c'est une autre forme de mémoire », dit le Père Stanislas Musial, spécialiste des relations avec le judaïsme, répondant ainsi à ceux qui, dans la population polonaise, y compris le clergé, se demandent encore pourquoi les juifs ne



7 mètres de haut, dressée au milieu d'une vaste pelouse côtoyant l'ancien théâtre. Elle devance un chemin de croix de quatorze stations, alignées au pied même de l'enceinte du camp de concentration, de l'autre côté du mur d'exécution. De toutes les baraques à l'intérieur du camp, on ne voit qu'elle. Alors même que le transfert du carmel n'est pas réglé, cette nouvelle affaire de croix révèle celle du couvent au second plan.

Les sœurs auraient-elles voulu piéger les autorités ecclésiastiques ou juives qu'elles ne s'y seraient pas prises autrement. Cette grande croix, en effet, n'est pas banale. C'est celle-là même qui a servi pour la messe du pape en visite à Auschwitz et à Birkenau il y a dix ans. Elle a été plantée près du carmel, à l'insu des autorités du diocèse de Cracovie. Le lien choisi semble inattaquable. Comme l'indique un panneau au pied de ce calvaire, il s'agit de la fosse de graviers (Zwornisko) où étaient fusillés au début de la guerre tous les résistants polonais.

## Deux systèmes de symboles

A un désaccord sur des échéances, se substitue donc à Auschwitz, entre juifs et catholiques polonais, une véritable crise de confiance, que manifeste l'opposition de deux systèmes de symboles et de références, de deux manières de refaire l'histoire du génocide et d'envisager la relation aux lieux du crime.

Pour les juifs, comme le croissant pour les chrétiens orientaux, la croix est le symbole des souffrances endurées au cours de l'histoire. Pour les Polonais, c'est celui de leur unité nationale et de leur résistance patriotique au communisme. Dans les écoles ou autres édifices

## Violences

Conduits par le rabbin de New-York, Abraham Weiss, sept juifs américains ont pénétré dans les jardins du carmel d'Auschwitz, le 14 juillet, entonné des chants et manifesté contre l'attitude des religieuses et du Vatican. Les ouvriers du carmel, suivis par un groupe de badauds et un jeune prêtre d'Auschwitz, ont chassé les sept manifestants de l'enceinte du couvent. Dans la bousculade, un juif aurait été blessé.

« La situation est de plus en plus dangereuse », nous a déclaré M. Theo Klein, chef de la délégation juive dans les négociations qui ont eu lieu à Genève sur cette affaire.

viennent pas prier dans les camps de concentration et souhaitent que ces lieux restent vides.

Le carmel et la croix d'Auschwitz, l'Eglise de l'autre camp de Sobibor, la canonisation de Maximilien Kolbe, la béatification d'Edith Stein (juive convertie au catholicisme), marquent le projet à Auschwitz, la deuxième, à Birkenau : ce seraient autant de signes de ce que les juifs qualifient volontiers de complot catholique, encouragé par le pape, ancien archevêque de Cracovie et familier des lieux. Ils craignent qu'au terme de trente ou cinquante ans Auschwitz ne soit plus qu'un cimetière chrétien banalisé, que les générations à venir n'oublient l'identité juive de ceux qui y ont péri. Un peu comme l'ancien quartier juif de Cordoue (Espagne), où le vénitien Malinowski, est appelé aujourd'hui Santa-Cruz.

## « Un terrible paradoxe »

Les responsables ecclésiastiques polonais confient volontiers leurs erreurs d'appréciation à propos de cette présence chrétienne dans un camp dont ils craignent surtout, disent-ils, qu'il ne devienne « un musée de l'athéisme et de la propagande ». Ils ont sous-estimé l'offense à la sensibilité religieuse de ceux qui y ont perdu leur vie. Cette omission est le résultat d'une perte de contact avec les juifs dans un pays où leur nombre est passé de 3,3 millions en 1939 à moins de 10 000 aujourd'hui, ainsi que d'une présentation fort sélective de l'histoire en Pologne qui fait d'Auschwitz d'abord le mémorial de la résistance polonaise au nazisme, et viennent encore défigurer les petits écoliers.

« C'est un terrible paradoxe », affirme Mgr Henryk Muszyński, évêque de Wrocław et président du comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme, la Pologne passant pour la deuxième partie des juifs et cette terre est devenue leur tombeau. Polonais et juifs étaient dans le même camp : celui des victimes. Mais, aujourd'hui, quand les Polonais entendent les juifs dire qu'Auschwitz est le symbole du caractère unique de la Shoah, ils se sentent menacés dans leur propre mémoire. Et quand les juifs entendent les Polonais parler d'Auschwitz comme lieu de leur martyre, ils ont la volonté d'appropriation.

Non-respect des délais, montée des exaspérations : on est dans la pire situation que n'avaient pas prévue les négociateurs juifs et catholiques de Genève, désireux non seulement de régler la querelle du carmel, mais surtout de faire pro-

gresser la conscience mutuelle de la Shoah et du martyre polonais dont Auschwitz est également le lieu symbole. La portée ecuménique de cet accord se réduit comme peau de chagrin. C'est l'interprétation minimale qui semble l'emporter aujourd'hui. Les catholiques polonais n'en retiennent plus que la non-opposition des juifs à un lieu de prières éloigné du camp et des juifs, que l'engagement de l'Eglise à faire évacuer au plus vite l'actuel carmel et supprimer tout signe religieux extérieur.

Là où il faudrait du temps pour s'expliquer, se comprendre, vaincre la montagne des méfiances, les partenaires du dialogue engagé donnent l'impression de se battre contre la mer. « Comment faire comprendre à l'opinion que depuis le concile Vatican II tout l'effort de l'Eglise

catholique consiste à redécouvrir les racines juives du christianisme non à les effacer ? dit Mgr Muszyński. Au point où nous en sommes, je voudrais demander aux juifs encore un peu de tolérance et de patience. »

HENRI TINCO.

(1) Le site d'Auschwitz (Oświęcim en polonais, 100 000 habitants) compte trois anciens camps de concentration : le camp principal (Auschwitz I), Birkenau, à 3 kilomètres (Auschwitz II) et Monowitz (Auschwitz III). De mai 1940 à janvier 1945, 1 600 000 prisonniers et déportés d'une vingtaine de pays sont passés par ce camp. On estime à 1 355 000 le nombre de juifs morts dans les chambres à gaz et à 100 000 celui des Polonais.

(2) Deux séances de négociations ont eu lieu à Genève les 22 juillet 1986 et 22 février 1987, réunissant une délégation juive conduite notamment par M. Theo Klein, alors président du Congrès juif européen, et une délégation catholique comprenant quatre cardinaux : Lustiger (Paris), Decourtray (Lyon), chef de la délégation, Damski (Bruxelles) et Macharski (Cracovie, près d'Auschwitz), ainsi que des représentants du Vatican.

## FAITS DIVERS

Après le meurtre de trois jeunes gens d'origine maghrébine

## Deux inculpations et une série de manifestations

Après la mort de trois jeunes gens d'origine maghrébine dans la nuit du 13 au 14 juillet (Le Monde du 16-17 juillet), trois informations judiciaires ont été ouvertes. A Cluses (Haute-Savoie), où Youssef Braika, un Tunisien de vingt-trois ans, avait été tué d'un coup de couteau au cours d'une rixe entre membres des communautés maghrébines et italiennes, Renato Tripodi, vingt-sept ans, a été inculpé d'homicide volontaire et écorché. Ce meurtre avait provoqué la colère d'une cinquantaine de membres de la communauté maghrébine, qui avaient incendié des voitures de la gendarmerie et cassé les vitres de la mairie et de plusieurs magasins.

A Dijon (Côte d'Or), un retraité de soixante ans, Eugène Volpato a été inculpé de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner et écorché, après la mort d'Abdelmajid Benzari, vingt et un ans, tué d'un coup de canif porté à l'arrière fémorale. Une querelle avait éclaté dans

un bar du centre de la ville où le victime avait refusé de payer ses consommations. C'est en intervenant pour porter secours à son futur gendre qu'Eugène Volpato aurait porté les coups mortels et blessé un autre Tunisien, Kamel Belhadj, vingt et un ans, au dos et à la jambe.

A Saint-Laurent-des-Arbres (Gard), un groupe de jeunes harkis a retenu en otage pendant plusieurs heures le maire de la ville, M. Michel Anassazy et un conseiller municipal pour protester contre les lenteurs de l'enquête ouverte après la mort d'Atssa Bodaine, vingt-deux ans, sur lequel des inconnus avaient ouvert le feu, depuis une voiture, alors que le jeune homme qui venait de fêter l'Aïd el Kebir, se promenait avec des amis. Un représentant de la République de Nîmes se sont rendus sur place et ont obtenu que la prise d'otage cesse. Des barrages mis en place sur les routes de la région par des manifestants ont été levés. Les protestataires reprochaient aux enquêteurs de ne pas avoir diffusé de portrait-robot des agresseurs du jeune homme, décrits comme « des jeunes gens aux cheveux courts ». Ce détail a orienté l'enquête vers les milieux militaires et notamment les légionnaires.

● M. Queyranne (PS) : une tache sur le Bicentenaire. — M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a déclaré, lundi 17 juillet, au cours de son point de presse hebdomadaire, que les trois crimes commis dans la nuit du 13 au 14 juillet « ont entaché la célébration du bicentenaire de la Révolution ». Selon M. Queyranne, « ce climat de haine raciale violente défigure notre société des droits de l'homme », et « une grande vigilance s'impose pour que de tels actes ne se renouvelent plus ».

● Le RECOURS solidaire des harkis. — Le mouvement du RECOURS a décidé de « saisir le premier ministre et le ministre de la justice pour leur demander de faire toute la lumière, dans les meilleurs délais, sur l'assassinat de Saint-Laurent-des-Arbres ». « Sans vouloir préjuger qu'il s'agisse d'un acte déshonoré de racisme », M. Jacques Rocard, porte-parole de cette association, estime que, « si tel était malheureusement le cas, l'instruction devrait l'établir clairement et rapidement ». Il se déclare « tout à fait décidé à mobiliser les rapatriés et l'opinion publique pour empêcher le renouvellement de telles ignominies et pour exprimer sa totale solidarité avec la communauté des harkis, qui ont déjà payé si cher le droit de rester français ».

● Attentats contre des prisons en construction à Arles et à Tarascon. — Deux charges explosives — vraisemblablement du plastique — déposées sur les chantiers des deux prisons actuellement en construction à Arles et à Tarascon (Bouches-du-Rhône), ont endommagé des grues, dans la nuit du vendredi 14 au samedi 15 juillet. Des deux attentats à l'explosif ont été revendiqués, samedi, dans un appel téléphonique anonyme adressé à l'agence d'Arles du quotidien Le Provençal par un interlocuteur déclarant avoir agi au nom des Enfants du Père Duchesne.

## JUSTICE

Au quartier de haute surveillance des Baumettes

## Evasion d'un détenu considéré comme « très dangereux »

Impliqué dans des affaires de meurtres de vigiles et d'un gendarme, un malfaiteur, considéré comme « très dangereux », Ahmed Othmane, vingt-huit ans, a réussi à s'évader, dimanche matin 16 juillet, du quartier de haute surveillance de la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille. Après avoir scoté les barreaux de sa cellule, le détenu réussit à sortir de l'enceinte de la prison et à échapper aux gardiens qui avaient fait feu sur lui, à plusieurs reprises, sans l'atteindre. Il a pu rejoindre un véhicule où l'attendaient des complices et prendre la fuite sans être intercepté par le très important dispositif policier aussitôt mis en place entre Marseille et Cassis.

Ahmed Othmane est soupçonné d'être le meurtrier d'un gendarme de Draguignan, Christian Massébian, tué le 18 décembre 1985, de plusieurs balles de 11,43, au Muy (Var) et de deux vigiles, également tués par balles, retrouvés dans une voiture au Cannet-des-Maures, le 30 septembre de la même année.

Le malfaiteur avait été arrêté au mois de mars 1987. Après une fusillade qui les avait opposés, ses frères et lui, à des policiers de Bandol, Ahmed Othmane, blessé, avait été tué par ses proches à l'hôpital d'Aubagne, où il devait être interpellé par la police. Condamné à trois ans de prison par la cour d'assises du Var, au mois de mars 1988, pour un vol avec violence, le détenu avait déjà tenté, au mois de décembre 1987, de s'évader de la maison d'arrêt des Baumettes, mais il avait été repris dans la cour intérieure par les gardiens. Pour cette tentative d'évasion, il fut condamné à une peine d'un an de prison supplémentaire.

## L'ÉVÉNEMENT

Les sciences et techniques occupent désormais une place prépondérante dans tous les aspects de la vie au point qu'elles transforment son contenu et l'idée même que nous nous en faisons.

Comment contribuer au développement des capacités créatrices humaines individuelles et collectives, indispensables pour mettre en œuvre économiquement et socialement de telles avancées, pour améliorer l'efficacité de toutes les entreprises ?

Comment participer à la valorisation et une large diffusion de la culture scientifique et technique, conditions majeures à remplir pour que la société tout entière participe pleinement à cette véritable révolution.

## LE FORUM DE LA COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

DU 18 AU 22 OCTOBRE 1989 : FONTENAY-SOUS-BOIS



A L'INITIATIVE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL DE MARNE PRÉSIDENT MICHEL GERMA

ORGANISÉ PAR L'ASSOCIATION SCIENCE TECHNOLOGIE ET SOCIÉTÉ



Dans le cadre de l'Opération États Généraux de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle.



## Société

BICENTENAIRE

### Feu d'artifice au Palais de Chaillot La dernière fête

Fallait-il encore y croire ? Pour-  
voir à cause du décalage de la fête, le  
feu d'artifice du samedi 15 juillet  
à Paris s'annonçait comme en  
décalage après la grande parade  
de la veille. Décalé, il l'était bel et  
bien puisque la Marseillaise des  
Champs-Élysées avait retardé  
d'un jour le traditionnel feu  
d'artifice du 14 juillet offert par la  
ville de Paris.

Et pourtant, ce fut encore une  
fête. Moins physique, moins berg-  
ues, moins folle, moins conviviale  
que l'autre. Mais une fête sur la  
colline de Chaillot, qui en aura fait  
plus d'un.

Les mêmes d'ailleurs qui, aux  
Champs-Élysées, ont vu les  
généralistes, par exemple, venir  
célébrer à 15 heures au premier  
rang du pont de l'Alma comme ils  
s'étaient précipités, un jour plus  
tôt, au premier rang des Champs-  
Élysées.

Ils ont leurs trois quarts  
d'heure de fanfare d'écoles et de

fortaines de feu. Orange et bleu  
éclatés, mauves et rouges en  
cortège. Que les pétards  
soient justes ou pas, ils ne rampent  
pas sous les pieds ou n'éclatent  
pas au visage des touristes !  
L'artifice — celui-là même de la  
Concorde et de l'Étoile la veille —  
avait dispersé 170 000 bombes  
multicolores entrecroisées par  
3 000 feux lumineux.

Bleu et rouge de Paris posés  
sur le blanc royal et l'on eut le  
drapeau tricolore : ce fut vraiment  
la fête des couleurs. « Vert, le  
drapeau français faillit être vert  
comme les feuilles des marronniers  
du Palais royal, avant qu'on  
s'aperçût que c'était le couleur du  
drapeau comme d'habitude », rap-  
portait le commentateur dit par le  
comédien Jean Rochefort. Et des  
voix d'enfants du Lycée interna-  
tional de Saint-Germain-en-Laye  
égrenèrent : « Rouge comme la  
passion, la fidélité, la certi-  
tude ». « Rose, c'est blanc et

rouge, colombe et cerise ».  
« Noir, comme l'esclavage ». Cou-  
leurs sur un gigantesque tableau  
de feu tendu entre les deux ailes  
du Palais de Chaillot et composé  
par le peintre Raymond Moretti,  
mais que la brise, trop douce ce  
soir-là, oublia dans un voile de  
fumée.

Couleurs de la musique aussi  
parfaitement épousées aux jalle-  
gements et aux déboussèlements  
de la lumière et qui baignèrent  
parmi les spectateurs, une Anouk  
Aimée « éblouie ».

La musique américaine Quincy  
Jones trouvait, pour sa part, une  
raison supplémentaire à son évi-  
dent bonheur : sa chanson *We  
are the world* faisait partie du  
spectacle. Et il le savait bien elle  
restait au cœur des dizaines de  
milliers de spectateurs qui s'écou-  
laient lentement un soir, rien  
qu'un soir encore, entre les haies  
de policiers bleus.

CHARLES VIAL

### Rencontre avec M. Robert Maxwell

#### « Mme Thatcher aurait mieux fait de se taire »

M. Robert Maxwell est à Paris  
pour les fêtes du Bicentenaire.  
Pour rien au monde, le magnat de  
la presse britannique n'aurait  
voulu manquer l'ouverture de  
l'Opéra-Bastille, la garden-party  
de l'Élysée, le dîner de Jean-Paul  
Gautier et l'inauguration de la  
Grande Arche. Comme s'il vou-  
lait, à lui tout seul, témoigner de  
l'intérêt des Britanniques pour les  
valeurs de 1789 et contre-  
balancer les réserves acerbes de  
Mme Thatcher. Dans sa suite, du  
Ritz, Captain Bob n'en oublie pas  
pour autant le « business ». Il  
règle au téléphone les détails  
d'une nouvelle et mystérieuse opé-  
ration financière. Entra deux  
appels, il brandit la « une » de  
« son » *Sunday Mirror Magazine*,  
où s'étale, à plus de quatre  
millions d'exemplaires, le monu-  
ment de la Défense.

« Je suis fier d'avoir aidé le  
Bicentenaire, même si ma contri-  
bution ne représente qu'une petite  
note en bas de page quand on  
écrit l'Histoire. C'est Michel  
Baroin qui est venu me trouver le  
premier pour que je l'aide à  
contacter des investisseurs étran-  
gers capables d'aider la Mission  
du Bicentenaire. A sa mort, son  
successeur Edgar Fauré m'a pro-  
posé la vice-présidence de la Fon-  
dation des droits de l'homme et  
des sciences qui devait s'installer  
dans l'Arche de la Défense. Après  
la disparition d'Edgar Fauré, il a  
fallu se battre pour éviter que la  
société de l'Arche ne soit trans-  
férée en musée de l'automobile.  
J'ai acheté le bâtiment avec la  
Caisse des Dépôts et nous avons  
financé l'exposition « La traver-  
sée de Paris ». Si l'on ne donne  
pas davantage de choses au peup-  
le, à quoi sert de faire des  
monuments ? »

Mais M. Robert Maxwell a  
toujours à l'esprit son nom à  
d'autres initiatives moins specta-  
culaires : « Mon groupe Pergo-  
man Press a édité sur vidéodisque

38 000 illustrations de la Révo-  
lution française pour offrir au  
grand public des documents  
jusqu'alors réservés aux spécia-  
listes. J'ai organisé des colloques  
d'historiens à Shanghai comme à  
la Sorbonne. Ma maison de dis-  
ques édite les œuvres de Mehul.  
Mes journaux parlent aux Bri-  
tanniques des valeurs de 1789. Il  
faut que tout le monde connaisse  
l'importance de la Révolution  
française. Mme Thatcher aurait  
mieux fait de se taire lorsqu'elle  
a affirmé que la Grande-Bretagne  
avait inventé les Droits de  
l'homme (le Monde du 13 juil-  
let). Pour les lords peut-être,  
mais pas pour le peuple. »

#### Réaliser le rêve de Napoléon

Qu'est-ce qui pousse un homme  
d'affaires aussi redoutable, qui  
étend son empire dans la presse,  
l'audiovisuel et l'édition aux qua-  
tre coins du monde, à jouer ainsi  
les mécènes ? « J'ai soixante-sept  
ans et je dois bien préparer ma  
retraite, soupire-t-il, puis il éclate  
d'un formidable rire : « En fait,  
quand une idée me touche, je ne  
sais pas dire non. Mes amis pré-  
tendent que, si j'étais une femme,  
je serais toujours enceinte ! On  
vient me trouver pour toutes les  
causes désespérées. Savez-vous  
que je suis un des premiers  
actionnaires du tunnel sous la  
Manche ? J'ai apporté 500 mil-  
lions de francs pour rassurer les  
banquiers, alors qu'à Paris  
comme à Londres personne ne  
voulait prendre de risques. Pour  
une fois, j'ai fait une bonne  
affaire ! Et puis, il fallait bien  
réunir la Grande-Bretagne et la  
France, réaliser le vieux rêve de  
Napoléon sans avoir recours aux  
balonnettes. »

Pourtant, certains observateurs  
mettent volontiers en doute le  
désintéressement de l'homme

d'affaires. Ne chercherait-il pas à  
s'attirer les bonnes grâces du pou-  
voir ? Actionnaire minoritaire de  
TF1, candidat malheureux au  
rachat du *Provençal*, M. Robert  
Maxwell ne finance-t-il pas le  
Bicentenaire pour renforcer sa  
position en France ? L'homme se  
fâche : « Je n'ai pas besoin  
d'acheter les faveurs d'un gouver-  
nement. Si la France ne veut pas  
de mon théâtre, j'irai le jouer aux  
États-Unis. Je viens d'y racheter  
les éditions MacMillan et de  
signer un contrat exclusif avec  
Georges Schullz pour publier ses  
mémoires. Il est vrai qu'en  
France je suis aujourd'hui un peu  
bloqué, mais cela ne va pas durer.  
Un pays où, malgré la loi,  
M. Berlusconi peut avoir des par-  
ticipations dans TF1 et la Cinq  
est une sorte de république ban-  
nière. J'ai signé un armistice  
mais pas la paix. Quant à la  
presse, j'attends avec intérêt la  
décision de la justice sur le  
contentieux qui m'oppose à  
Hachette pour le rachat du *Pro-  
vençal*. Mais on en parlera un  
autre jour : il ne faut pas mélan-  
ger le « business » et la fête. »

Propos recueillis par  
JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Onze millions de téléspecta-  
teurs pour la Marseillaise. — Selon  
Médiamétrie, moins d'un quart des  
téléspectateurs ont suivi, entre  
22 heures et 24 heures, la retrans-  
mission de la Marseillaise de Jean-  
Paul Gaudin sur le petit écran.  
L'audience s'est partagée égale-  
ment entre TF1, qui compte 11,5 %  
de téléspectateurs, et Antenne 2, qui  
en a eu 11,2 %, soit au total onze  
millions de personnes. Des chiffres  
légèrement supérieurs aux scores  
habituels des émissions de fin de so-  
rée en cette saison.

Les chiffres recueillis par SORRES-  
Nielsen, sur la totalité de la retrans-  
mission, sont légèrement inférieurs :  
9,8 % des téléspectateurs pour TF1  
et 8,7 % pour A2.

### TF1-« LE MONDE » : MESSAGES SUR LA RÉVOLUTION

#### « Aujourd'hui, proclamer les droits de la solidarité »

M. Abdou Diouf, président de la République du Sénégal

En collaboration avec TF1, le  
Monde achève de publier les  
réponses à trois questions posées  
à un chef d'Etat ou de gouverne-  
ment. Aujourd'hui, le président  
de la République du Sénégal,  
M. Abdou Diouf.

« Que représente pour vous la  
Révolution française ? »

« La Révolution française a  
constitué le triomphe d'idées révo-  
lutionnaires à l'époque, un boule-  
versement dans la pensée politi-  
que, dans l'action politique, dans  
l'éthique politique. Elle a porté au  
premier plan les idées de droit des  
peuples à disposer d'eux-mêmes,  
de liberté, de justice, de démocra-  
tie et les valeurs fondamentales  
incluses dans la Déclaration des  
droits de l'homme et du citoyen.

« Qu'est-ce que la Révolution  
aurait apporté plus précisément à  
votre pays, et plus largement à  
l'Afrique ? »

« Je pense que si aujourd'hui  
l'Afrique est indépendante et s'est  
constituée en Etats, elle le doit en  
partie à la Révolution française,  
parce que nous essayons, peut-  
être imparfaitement, mais en tout  
cas comme idéal, de construire  
des sociétés prospères et justes. Et  
je crois que c'est là aussi une des  
conquêtes de la Révolution fran-  
çaise, une conquête qui n'est pas  
démocratie une conquête nationale  
mais qui est devenue une  
conquête universelle.

« A l'aube de l'an 2000, quel  
nouveau message universel  
voudriez-vous délivrer ? »

« Que nous nous inspirions tou-  
jours de la Déclaration des droits  
de l'homme et du citoyen, qui,  
comme vous le savez, a inspiré la  
Déclaration universelle des droits  
de l'homme, et, on peut le dire, la  
charte africaine des droits de  
l'homme et des peuples. Il est bon  
aujourd'hui de proclamer plus  
hautement, à côté des droits indi-  
viduels qui sont des acquis, des  
droits collectifs que nous appelons  
les droits de la deuxième généra-  
tion, qui ont déjà été proclamés  
mais qui ne sont pas encore suf-  
fisamment pris en compte, notam-  
ment les droits économiques,  
sociaux et culturels et surtout le  
droit au développement, les droits  
de la solidarité. »

Propos recueillis par  
RÉGIS FAUCON

## LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

61 rue Froidevaux 75014 Paris



Bibliothèque "Ligne Standard" Acajou - Près de 200 modèles - 12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs - 12 autres versions de teintes et placages d'essences véritables

### Du meuble traditionnel... ... au meuble contemporain.

500 modèles  
14 lignes et styles  
85 versions (coloris,  
teintes ou essences de bois)



### CATALOGUE GRATUIT dans nos magasins

PARIS : 61, rue Froidevaux (14<sup>e</sup>)

Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi  
inclus de 9 h à 19 h sans interruption.  
RER : Denfert Rochereau - Métro : Denfert Rochereau - Ga-  
te - Edgard Quinet - Autobus : 28, 38, 58, 68 - SNCF : Gare  
Montparnasse.

#### OU DANS NOS MAGASINS RÉGIONAUX

ARPAJON (200 m avant la sortie Arpejon Centre), 13, route nationale 20, tél. 64.90.05.47	MONTPELLIER 8, rue Sérane, (près Gare), tél. 67.50.19.32
BORDEAUX 10, rue Bouf- lard, tél. 56.44.38.42	NANCY 8, rue Pétionne St-Michel, (face Saint- Epvre), tél. 83.32.84.84
BRIVE (Point Expo) 30, rue Louis-Lafayette, tél. 55.74.07.32	NANTES 16, rue Gambetta, (près rue Coumiers), tél. 40.74.59.35
CLERMONT-FERRAND 22, rue G. Clémenceau, tél. 73.82.87.06	NICE 2, rue Offenbach, tél. 93.88.84.55
DIJON 100, rue Monge, tél. 80.45.02.45	POITIERS 42, rue du Moulin-à-Vent, tél. 49.41.68.46
DRAGUIGNAN (Point Expo), ZAC de St-Herménard, tél. 94.57.33.19	RENNES 18, quai E.-Zola, (près du Musée), tél. 99.79.55.33
GRENOBLE 59, rue St- Laurent, tél. 78.42.55.75	ROUEN 43, rue des Char- rettes, (tél. 35.71.96.22)
LILLE 66, rue Esque- moise, tél. 20.55.88.39	ST-ETIENNE 40, rue de la Montat, tél. 77.25.91.46
LIMOGES 57, rue Jules- Nouat, tél. 55.78.15.42	STRASBOURG 11, rue des Bouchers, (tél. 68.36.73.78)
LYON 9, rue de la Républi- que (métro Hôtel-de-Ville - Louis Pradel), tél. 78.28.38.51	TOULOUSE 1, rue des Trois-Renards, (près place St-Sernin), tél. 61.22.92.40
MARSEILLE 109, rue Para- dis, (métro Estrangin), tél. 91.37.80.54	TOURS 5, rue H.-Barbouse, (près des Halles), tél. 47.38.63.06

Magasin ouvert du mardi au samedi inclus.

par téléphone 24 h / 24  
(1) 43 20 73 33  
OU AVEC CE BON ➤



Bibliothèque "Ligne Standard" (version Frêne  
Naturel)



Bibliothèque "Louis XIII" - 28 modèles - 4 hauteurs -  
2 largeurs - 3 profondeurs - 5 versions



Bibliothèque "Ligne Or" - 30 modèles - 4 hauteurs -  
2 largeurs - 3 profondeurs - 6 versions

### BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT

A renvoyer à :  
La Maison des Bibliothèques 75000 Paris Cedex 14  
J'aimerais recevoir rapidement et gratuitement votre dernier cata-  
logue complet sur tous vos modèles de bibliothèques, avec tarif et liste  
des magasins, ceci sans aucun engagement de ma part.

Mr, Mme, Mlle  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_  
Profession \_\_\_\_\_

## Culture

La mort d'Herbert von Karajan

## L'image et le son d'une star internationale

Le chef d'orchestre Herbert von Karajan est mort le 16 juillet à Salzbourg à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Herbert von Karajan (il avait simplifié son prénom de baptême, Herbert) appartenait à une famille originaire de Macédoine grecque. Son trisaïeul, qui se nommait Karajannis (le « Jean noir ») émigra à Chemnitz en 1792 et fut anobli par l'électeur de Saxe. Herbert naquit le 5 avril 1908 à Salzbourg, second fils du Dr Ernst von Karajan, grand chirurgien, bon acteur et clarinettiste amateur, et de Martha Kosma, d'origine slovaque.

Dès l'âge de trois ans et demi, il assiste à une représentation des *Motets chantés* et commence le piano avec un excellent professeur, Franz Ledwinka. Il fait ses études au Mozarteum, dont le directeur, Bernhard Paumgartner, discerne très vite sa vocation de chef d'orchestre. A huit et neuf ans, il joue des pièces de piano dans les séances données chaque année pour l'anniversaire de Mozart.

En 1926 il va poursuivre ses études musicales et classiques à Vienne. A l'Académie für Musik, son professeur de piano, le célèbre Josef Hofmann, confirme le diagnostic de Paumgartner, et il obtient en 1929, dans la classe d'Alexander Wunderer, son diplôme de chef d'orchestre. Il s'est déjà présenté en public l'année précédente avec l'ouverture de *Guillaume Tell*. Son premier concert, donné à ses frais, à Salzbourg en janvier 1929 (*5<sup>e</sup> Symphonie* de Tchaïkovski et *Don Juan* de Strauss) provoque l'enthousiasme de l'audience de l'Opéra d'Ulm, qui l'engage immédiatement... alors qu'il n'a jamais dirigé d'œuvre lyrique ! Et il fait son apparition dès le 2 mars au pupitre dans les *Noches de Figaro*.

Débuts brillants à l'image de toute sa carrière, d'autant qu'il est rapidement invité comme professeur aux sessions internationales du Festival de Salzbourg. Pourtant, après cinq ans d'activité, l'Opéra d'Ulm refuse de renouveler son contrat. Il connaît trois mois difficiles à Berlin, puis est appelé à l'Opéra d'Aix-la-Chapelle, dont il devient en 1935 le *Generalmusikdirektor* (le plus jeune d'Allemagne), ce qui l'oblige, d'après ses déclarations réitérées, à s'inscrire au Parti nazi.

En réalité, il s'y est affilié dès le 8 avril 1933 à Salzbourg (donc en Autriche), puis le 1<sup>er</sup> mai à Ulm, enfin le 23 octobre 1934 à la section d'Aix-la-Chapelle, dont il sera encore membre en mai 1944. Son attitude sera pour le moins ambiguë : s'intéressant sans doute peu à la politique, il profite néanmoins sans scrupules des appuis que lui vaut son talent auprès de Goering ou de Goebbels, ou l'utilisera sûrement pour ébranler la position de Furtwängler, qui gêne le régime ; lui-même n'hésitera jamais à diriger pour des cérémonies nazies et à commencer ses concerts



(notamment à Paris) par le *Horst Wessel Lied*. Il gravit alors rapidement les échelons de la renommée : en 1937, *Tristan* à l'Opéra de Vienne ; 1938, la Philharmonique de Berlin, et surtout, le 21 octobre, *Tristan* à l'Opéra de Berlin, où un grand critique lance la formule qui le rend célèbre : « Wunder Karajan » (« le miracle Karajan »).

Il réalise son premier disque en 1938 (ouverture de *la Flûte enchantée*) et, dès 1939, enregistre avec la Philharmonique de Berlin (*Symphonie pathétique* de Tchaïkovski).

**De l'Opéra au Philharmonique de Berlin**

Mais l'Opéra de Berlin l'attire de plus en plus. En 1940, il y dirige les *Motets chantés* devant Hitler ; malencontreusement, Hans Sachs, pris de boisson, saute plusieurs passages, et Karajan, conduisant toujours sans partition, le rattrape comme il peut... Le Führer déclare que jamais il n'ira plus à l'Opéra quand Karajan sera au pupitre ! Malgré cela, il est nommé *Kapellmeister* de l'Opéra Unter den Linden et abandonne son poste d'Aix-la-Chapelle en 1941. En mai de la même année, il dirige *Tristan* au Palais Garnier, dans Paris occupé.

Convoqué alors par la Wehrmacht, il échappe à la mobilisation grâce à la fille de son dentiste qui est la secrétaire particulière de Goebbels. Il se remarie en 1942 avec une *Vierteiljudin* (quart de juive), Anita Göttermann, sans être inquiété (peut-être grâce à la même protection).

On manque de renseignements sur les années noires de la guerre, où

l'activité artistique de Karajan se réduit sans doute de plus en plus : rien sur 1943, sinon qu'il enregistre à Amsterdam avec l'orchestre du Concertgebouw ; en 1944, on sait seulement qu'il dirige le 23 janvier à Bucarest, et les 19 avril et 4 mai à Paris. Mais il parle avec une sombre ferveur des répétitions et des concerts dans la capitale allemande à cette époque : « Les derniers mois difficiles à Berlin, les bombardements, la faim et l'insécurité générale, étaient une période merveilleuse du point de vue de la musique. On avait toute une semaine pour préparer un concert, et c'était toujours l'admirable résultat d'un travail intense ».

En février 1945, il dirige la Staatskapelle de Dresde, où il postule en vain la direction de l'Opéra. La vie sous les bombardements devenant intenable, il profite d'un engagement à la radio de Milan pour se réfugier en Italie, puis à la fin de la guerre, revient à Salzbourg. Dès le 18 janvier 1946, il donne un premier concert à la tête du Philharmonique de Vienne ; les autorités d'occupation soviétiques suppriment le second. Les Américains à leur tour lui interdisent toute apparition en public. Mais Walter Legge, directeur anglais des disques Columbia, vient lui proposer une série d'enregistrements (*5<sup>e</sup> Symphonie*, *Requiem allemand*, *Métamorphoses* de Strauss, etc.) qui débute à Vienne en octobre 1946. Entre-temps, il a participé au Festival de Salzbourg, faute de mieux, en qualité d'assistant et de souffleur.

Le 20 décembre 1947, Karajan « dénazifié » repart au grand jour en dirigeant le Philharmonique de

Vienne dans la *9<sup>e</sup> Symphonie* de Beethoven. Alors commence sa fabuleuse carrière internationale dont on ne peut indiquer que quelques étapes : en 1947, débuts à Los Angeles ; en 1948, débuts au Festival de Salzbourg (*Opéra*, *Noches de Figaro*), où Furtwängler obtiendra son éloignement de 1950 à 1956, mais où il reviendra ensuite en patron presque chaque année (il en sera le directeur de 1957 à 1960), tournée en Amérique du Sud, première représentation de la Scala (un de ses théâtres favoris jusqu'en 1968, où il donnera en 1956 une inoubliable *Lucia* avec Maria Callas) ; en 1949, directeur des concerts de la Société des Amis de la musique de Vienne ; en 1950, « chef à vie » de la Philharmonie de Londres. Il est obligé de quitter le Philharmonique de Vienne à cause de la jalousie de Furtwängler et se consacre à l'Orchestre symphonique de Vienne, le rival.

**De Vienne à Salzbourg**

Pour la réouverture du Festival de Bayreuth en 1951, il dirige les *Motets chantés* et un des cycles du Ring, et l'année suivante *Tristan*, avant de se brouiller avec les frères Wagner. Après la mort de Wilhelm Furtwängler le 30 novembre 1954, il fait une première grande tournée aux États-Unis (où il est lui-même parvenu à la tête du Philharmonique de Berlin, qui lui donne « chef à vie » en 1955).

L'année suivante, il prend la direction artistique de l'Opéra de Vienne. Collaboration orageuse : Karajan transforme le vénérable opéra de

de stagione ou de festival permanent (comme le fera plus tard à Paris, après l'avoir violemment critiqué, Rolf Liebermann) avec de grandes vedettes internationales, les productions étant données successivement à Vienne et à Milan. Les interventions atteignent des hauteurs vertigineuses (120 millions de schillings par an en 1964, soit plus que le budget des affaires étrangères), et la direction autocratique de Karajan entraîne les fonctionnaires autrichiens. Il démissionne une première fois en 1962, en raison d'une grève des machinistes, puis pour de bon le 8 mai 1964.

Le 6 octobre 1958, Karajan s'est marié pour la troisième fois, à Megève, avec Eliette Mourer, une Française de près de vingt ans plus jeune que lui, mannequin, qui lui donnera deux filles.

Libéré de Vienne, Karajan se consacre au Philharmonique de Berlin, avec lequel il fait de longs séjours à travers le monde, et se tourne vers le cinéma, en collaboration, au début, avec H.-G. Clouzot et François Reichenbach. Il fonde la firme Cosmotel, et tourne huit opéras et quelque quarante œuvres symphoniques.

Dernières grandes inventions : en 1967, il inaugure le premier festival « Fêtes à Salzbourg » (qu'il paie de ses propres deniers) avec le Philharmonique de Berlin, comme un défi à l'Opéra de Vienne (et à Bayreuth), où il montra et dirigea la plupart des drames de Wagner et bien d'autres œuvres avec un succès éclatant. (Depuis 1940, où il a réalisé les *Motets chantés* à Aix-la-Chapelle, il adore mettre lui-même en scène les spectacles qu'il dirige.) Les années suivantes, il crée la Fondation Karajan, un concours de jeunes chefs d'orchestre et d'orchestres de jeunes, une académie de musiciens d'orchestre (pépinière pour le Philharmonique de Berlin) et un Institut de recherche sur la psychologie musicale à Salzbourg, projets ambitieux qui auront des fortunes diverses, et dont il reste peu de chose aujourd'hui.

À la mort de Charles Münch (1969), il devient conseiller musical de l'Orchestre de Paris, poste qu'il abandonne deux ans plus tard, parce que les autorités françaises jugent qu'il ne peut consacrer assez de temps à un ensemble trop jeune encore pour se passer de chef permanent. En 1973, nouveau festival Karajan à Salzbourg, pour la Pentecôte.

Son activité ne faiblit pas, même si elle se concentre sur Berlin, Salzbourg et Vienne (il se réconcilie avec l'Opéra où il dirige en 1977 *le Trouvère*, les *Noches de Figaro*, la *Bohème*). Il réalise une vingtaine de films Unités entre 1970 et 1982, puis fonde en 1983 sa propre maison, Telemondial, pour laquelle il engrange en vidéo quantité de documents destinés à pérenniser sa présence, comme ses nombreux enregistrements (vendus à quelque 115 millions d'exemplaires depuis

1938 pour la seule marque Deutsche Grammophon), dont ses troisième et quatrième intégrales des symphonies de Beethoven, en 1977 et 1982 (1).

Pourtant, une certaine fragilité subsiste chez ce musicien de fer qui vit à deux cents à l'heure. Il souffre de polyarthrite ; en 1975, à Zurich, il subit une grave opération d'une hernie discale, qui lui laisse une raideur de la colonne vertébrale ; en septembre 1978, il tombe (à la suite d'une petite attaque) au cours d'une répétition ; en juin 1983, il est à nouveau opéré à Hanovre, du cordon médullaire cervical, ce qui ne l'empêche pas de monter et diriger en juillet, à Salzbourg, un nouveau *Cherubino* à l'opéra.

Dès lors, sa santé ne cessera de perturber son programme de concerts, qu'il a maintenu inflexiblement chargé, comme pour défier la mort : en 1985, il doit diriger assis ; en 1986, il est hospitalisé aux États-Unis et annule sa participation au Festival de Berlin.

En novembre 1982, pour la première fois un conflit sérieux l'oppose à ses musiciens de Berlin, à propos de l'engagement d'une clarinettiste de vingt-trois ans, Sabine Meyer. En menaçant de s'en tenir aux termes stricts de son contrat (douze concerts par an), le maestro avait eu gain de cause. Mais la crise continua de couler et faillit se terminer, en 1984, par une rupture totale. Sabine Meyer dut démissionner.

Il semble qu'au-delà du prétexte la rancœur des instrumentistes ait eu pour raisons profondes, d'une part, le sentiment d'être exploité à l'excès par le trust Karajan, d'autre part (et surtout), leur inquiétude à l'égard de la succession de leur « chef à vie », qui, peut-être, ne se connaissait pas qu'il ne se voulait pas de successeur de son vivant. Il avait horreur d'évoquer la maladie, le vieillissement et la mort, même s'il les envisageait, quand il y était confronté pour son compte, d'une manière très objective et avec le courage inflexible qu'il a déployé pendant toute sa vie.

Le coup de grâce, ce fut peut-être, récemment, la décision qu'il prit de démissionner de son poste au Philharmonique de Berlin après trente-quatre années (*le Monde* du 26 avril). Une décision trop tardive sans doute et trop douloureuse pour un homme tellement handicapé. Certes, il formait encore beaucoup de projets et il allait, cet été, diriger *Un bel masque* de Verdi au Festival de Salzbourg, avec lequel d'ailleurs il était à moitié brouillé. Ses dernières années auront été bien cruelles.

J. L.

(1) Il existe même une cinquième intégrale (1968-1972) enregistrée en vidéo-disques pour Sony. On trouvera une discographie filmographique et une chronologie très complètes par Philippe A. Antezler dans l'excellent *Karajan*, de Roger Vaughan, éd. Pierre Belfond, 1988, 342 p.

## L'amour fou de la musique

(Suite de la première page.)

Très vite, Karajan s'est intéressé au cinéma (créant sa propre compagnie de production) pour laisser des témoignages complets de son art, puis au vidéodisque, distant avec quelque infériorité : « Que n'ai-je vingt ans de moins pour participer au prodigieux développement que nous promettement les techniques à la fin de ce siècle ! ».

La carrière de Karajan est en effet marquée par la vitesse. Cet homme pressé est toujours le premier : comme Napoléon, il est déjà où on ne le croyait pas encore, il occupe tous les terrains à la fois et retourne les défaites provisoires en victoires définitives : tout jeune à Ulm, il prend déjà position à Salzbourg ; directeur de la musique à Aix-la-Chapelle, il investit Berlin ; interdit de concert à Vienne, le voici qui multiplie les enregistrements avec les artistes qui seront les célébrités de demain ; doit-il abandonner la Philharmonique de Vienne, il repart aussitôt à la tête de l'orchestre rival ; Furtwängler s'est ingénié à le tenir à l'écart et c'est lui qui, dès la mort du grand chef qu'il admirait, le remplace.

A peine est-il au pinacle, nommé chef à vie de la Philharmonique de Berlin qu'il prend la direction de l'Opéra de Vienne et le jumeau avec la Scala de Milan. Et quand il démissionne avec fracas de l'Opéra de Vienne, c'est pour créer, trois ans plus tard, à Salzbourg un formidable Festival Wagner (qui doit se poursuivre au Met de New-York) dont il sera à la fois le directeur, le commanditaire, le chef d'orchestre et le metteur en scène, faisant la nique à la fois à Vienne et à Bayreuth. A soixante ans encore, il succombera à la fascination de notre pays et prendra la responsabilité de l'Orchestre de Paris, hélas pour trop peu de temps.

Rien, dirait-on, ne pouvait assouvir sa passion frénétique. Il aura été un grand chef d'entreprise, le

maître d'un immense empire artistique et financier, qui rêvait d'arriver dans le même « holding » Berlin, Vienne, Milan, New-York, Salzbourg et Paris — et y a en partie réussi, — un rêveur-réaliste comme, en son temps, Richard Wagner créant Bayreuth de toutes pièces.

**Un long apprentissage**

Volonté de puissance ? Peut-être. Ambition, sans aucun doute, mais très haute, nullement vulgaire. Jamais Karajan ne s'est senti arrivé, son ambition l'a toujours porté au-delà. Sa vie, son action reflètent en définitive un amour fou de la perfection qu'on n'arrive jamais à saisir ; ainsi de la musique : plus on la joue et plus on découvre de nouvelles interpréta-

tions. Comme un scientifique penché sur les mystères de l'univers, Karajan savait que la recherche se poursuivait à l'infini. « La musique, disait-il, est un excellent biographe Ernst Hausserman (Ed. Molen, 1978), a pour moi tant de visages que chaque jour et chaque année seront trop courts pour tout ce que j'en aurais encore à faire. Non pas pour diriger davantage, mais pour parvenir à une plus grande maturité ».

Toute son évolution artistique confirme cela : elle a décrit elle-même une courbe ascendante sans s'arrêter dans la satisfaction, le non-bis, le clinquant, la banalité, qui accompagnent trop souvent la réussite matérielle, lorsque celle-ci commence à pourrir l'homme de l'intérieur. Son art n'a cessé de s'élever jusqu'à la plus grande transparence.

Sa vie, comme il le dit lui-même, n'a été qu'un long apprentissage pour aboutir, à partir d'un métier extraordinairement complexe, à la simplicité. La batte souveraine, abstraite, de Karajan, où tout allait sans dire et n'avait plus besoin d'être dit à un tel degré de communication, reposait sur des années de travail acharné, une exploitation totale, intransigeante du texte dans sa literalité absolue, et un investissement minutieux de l'orchestre qu'il façonnait lentement pour l'amener à sa perfection jusqu'à devenir, disait-il, « le prolongement de mon bras gauche : il m'a fallu huit ans avec la Philharmonique de Berlin ». Mais il a fait de cet orchestre le meilleur du monde, « comme un vol d'oiseaux groupés, homogène et harmonieux, conduit par une

force mystérieuse », selon une expression qu'il aimait.

S'il donnait tant de bonheur à ses musiciens, visiblement transportés pendant les concerts (avant la cassure des dernières années), et à son public, c'est qu'il unissait la plus parfaite lisibilité et la richesse d'une architecture conduite avec une rigueur inflexible, au raffinement, au brio et à l'intensité les plus extrêmes pour atteindre presque toujours à une plénitude de sens. Mais avec de considérables différences de nature selon les partitions, poussant jusqu'à l'exaspération les idées fixes, le machonnement amer, les visions terrifiantes de Tchaïkovski ou de Mahler, déchaînant les vagues cosmiques de Strauss dans une lumière aveuglante, et donnant des symphonies de Schubert, voire de Brahms, des visions sublimes, immatérielles et pourtant riches de poésie et d'énergie intime.

Il a en quelque sorte signé son évolution dans ses intégrales des symphonies de Beethoven : la dernière, de 1982, contraste étonnamment avec celle de 1963, plus objective, dure, spectaculaire et solennelle ; d'une rapidité extrême, elle a gagné à la fois en puissance, en finesse et en intensité, et le lyrisme fort et allusif, marquant Apollon et Dionysos dans la séried.

**Un regard jeté dans la lumière**

Dans les années 70, Karajan offrait de lui-même une image aussi transcendante, une silhouette menue, d'une jeunesse inaltérable, des yeux bleus aux reflets d'acier, qui s'étaient beaucoup adoucis, les cheveux plus ramassés en arrière, jamais, une démarche toujours alerte qui dénotait, ou démentait avec quelque coquetterie — quel que soit le héros — les séquelles d'une douloureuse opération. Les yeux fermés pour maintenir la plus grande concentration, les mains comme de douces flammes ou des

## Les indispensables

Herbert von Karajan a beaucoup enregistré. Il a tout dirigé, le répertoire symphonique et l'opéra, la musique baroque et celle du vingtième siècle. Karajan a mis certaines œuvres plusieurs fois sur le métier : quatre fois les symphonies de Beethoven, deux fois les quatrièmes et cinquièmes de Tchaïkovski, au moins cinq fois la *Pathétique*. Ses interprétations d'œuvres russes ne méritent pas de passer à la postérité (mis à part son Boris), et pas davantage ses symphonies de Mozart. Voici ses dix meilleurs enregistrements.

Beethoven : *Symphonie « héroïque »* ; ouverture *Léonore III*. Orchestre philharmonique de Berlin. Un disque compact Deutsche Grammophon 419 049-2. Une cassette 419 049-4.

Schoenberg : *Pelléas et Mélisande* ; *Variations pour orchestre* op. 31 ; la *Nuit transfigurée*.

Webern : *Pasacaille* op. 1 ; *Cinq Mouvements* op. 5 ; *Six Pièces pour orchestre* op. 6 ; *Symphonie* op. 21. Orchestre philharmonique de Berlin. Un coffret de trois disques compacts Deutsche Grammophon 427 424-2.

Dvorak : *8<sup>e</sup> Symphonie*. Orchestre philharmonique de Vienne. Un disque compact Decca 417 744-2.

Mahler : *9<sup>e</sup> Symphonie*. Orchestre philharmonique de Berlin. Deux disques compacts Deutsche Grammophon 410 728-2. Enregistrement live.

Mossorgski : *Boris Godounov*. Avec Nikolai Ghiaurov, Galina Vichnevskia, Mari Talvela, etc., les Chœurs de la radio de Sofia, l'Orchestre philharmonique de Vienne, trois disques compacts Decca 411 862-2.

Mozart : *Così fan tutte*. Avec Elisabeth Schwarzkopf, Nan Merr-

man, Lisa Otto, Léopold Simoneau, etc., le Chœur et l'Orchestre Philharmonie. Trois disques compacts EMI-VSM 455 766-2. Mono.

Mozart : les *Noches de Figaro*. Avec Erich Kunz, George London, Elisabeth Schwarzkopf, Immogard Seefried, Sera Juvino, etc., les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Vienne, trois disques compacts EMI-VSM 655 455-2 mono.

Puccini : la *Bohème*. Avec Mirella Freni, Luciano Pavarotti, etc., le Chœur de l'Opéra de Berlin, l'Orchestre philharmonique de Berlin. Deux disques compacts Decca 421 049-2, deux cassettes K2B5.

Sibelius : *4<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> Symphonies*. Orchestre philharmonique de Berlin. Un disque compact Deutsche Grammophon 415 108-2.

A. L.

مكتبة الأمل



# Culture

## FESTIVAL D'AVIGNON

« *Edipe tyran* » mis en scène par Jean-Pierre Vincent

### Un dirigeant sourd et aveugle

Jean Pierre Vincent aborde le théâtre grec dans une transposition de Bernard Chartreux. *Edipe aveugle et aveugle, étape quasiment obligée dans la vie d'un homme de théâtre.*

« Je ne sais pas les scènes des hommes qui sont au pouvoir », dit le chœur. Les électeurs, les élus, n'ont pas, de nos jours, cette franchise, cette lucidité de Sophocle. Et la voix du peuple de l'abbé, de la voix de la pibère, trouve quelle ne « sait » pas, l'effet, puisqu'elle interromp l'attention, pourtant capitale de l'étranger et d'Edipe : « Ces débats sont inutiles », dit-elle.

Le chœur a l'esprit plus clair lorsqu'il s'en tient aux vieilles sagesses : « Quel homme a connu l'autre bonheur que celui de se croire heureux ? ». Ou lorsqu'il lance tout crûment son sentiment de premier jet, par exemple lorsqu'il s'écrit qu'Edipe, ayant enfin compris, ne se tue pas : « Mieux vaudrait pour toi être mort que de survivre aveugle ! ».

Mais Edipe, c'est l'orgueil inguérissable, il répond : « Nul autre que moi ne serait capable de supporter mes maux ». *Edipe roi* de Sophocle balance sans cesse entre deux aveuglements, celui de l'orgueil et d'une confiance qui est proche de la sottise, et celui des yeux, de la cécité physique. Edipe frôle la fureur quand il dit à sa Cité qu'il va rechercher l'assassin de Laïos pas seulement pour le bien de Thèbes mais dans son propre intérêt, puisque, dit-il, « Il pourrait se passer...

... moi aussi ». Mais Edipe ne quitte pas le tragique quand il jette au vent et aveugle Thérès : « La nuit est ton seul pain, jamais tu ne pourras manger, ni à moi, ni à aucun de ceux qui voient la lumière ». Ce sont toutes ces interférences, ces tonalités, qui font les richesses, et, partant, l'immensité de l'*Edipe roi* de Sophocle. Or elles sont gommées, parfois même absentes, du grand spectacle réglé par Jean-Pierre Vincent, qui s'attache avant tout à un suspense du déroulement de l'enquête, et au pathos d'innocences et d'attitudes qu'appellerait, faut-il croire, l'origine de la Tragédie.

#### Les appels du pied de Jean-Paul Chambas

Soit dit en passant, Bernard Chartreux donne à sa pièce le titre *Edipe tyran*, calqué sur les termes du titre exact de Sophocle, *Oedipus Tyrannos*, et pourquoi pas, c'est une manière pas illégitime de se démarquer de ses devanciers, mais n'est-il pas permis aussi, pour rendre compte de cette œuvre sans malentendu, de garder le titre français *Edipe roi*, qui est devenu, durant tant de siècles, comme l'« état civil » de la pièce, au point qu'écrivant *Edipe tyran* le lecteur pourrait croire qu'il s'agit de quelque chose d'autre ?

Lorsqu'un metteur en scène, aujourd'hui, porte la main sur un trésor comme *Edipe roi*, il va y avoir les mots de la traduction française qui vont voler dans l'air, immatériels, mais il y a, plus permanent, plus concret, plus fortement perceptible, le « décor ». Le metteur en scène de cet *Edipe* a fait réaliser par son com-

pagnon Jean-Paul Chambas un décor qui en jette plein les yeux.

Au-dessus de l'ouverture par quoi Thérès entre et s'en va, il y a une trentaine de chaises de paille, peintes en bleu turquoise, pendues à l'envers au plafond. Le chœur, lui, et aussi Créon, vont et viennent en traversant un réduit grillagé qui est la reproduction fidèle de certains poulxiers parus : sol en magma, nuire des poteaux, plumes prises dans le vieux grillage troué. Edipe, devant son palais, a droit à un trépan de plongeur, à l'extrémité duquel est installé un miroir sur pied, lorsqu'il s'adresse au peuple. Idée insistante de mise en scène : Edipe marche comme tout le monde, mais il gravit très difficilement les marches qui montent à son palais : il a eu les chevilles blessées, quand il était nouveau-né.

Copieux, même omniprésent, englobant l'assistance, le décor est ainsi constitué d'« appels du pied » au moyen d'assemblages visuels, de coasseries qui font dire : un entonnoir style garagiste est accroché à un robinet de cuivre, ou bien, plus subrepticement, plus drôlement, l'escalade devant le palais est traitée comme un terrain de pétanque, rectangle allongé, sable bien tassé, et la chemise et le pantalon du messager qui vient annoncer la mort de Jocaste rappellent si nettement, par leur coupe, par leur tombé, la tenue du bouliste de Saint-Paul-de-Vence ou d'ailleurs, qu'un lien de l'entendre dire du Sophocle nous nous attendons à ce qu'il vise ou pointe — le metteur en scène a poussé l'image jusqu'à lui mettre dans la main gauche le bout de tison avec quoi le bouliste casque sa boule, avant de la lancer.

Pour ce qui est du texte, des voix, les acteurs ont recouru à l'imprécation, au cri. Avec l'antique, c'est une solution courante : oraculaire, grand écho fondant les époques, grandement des dieux, l'antique. Mais c'est la solution de facilité, en fin de compte inopérante, parce que le cri, à la longue, tue l'écoute, ôte au texte sa substance. Celui qui crie, à la maison comme au théâtre, très vite il casse les oreilles, on ne l'écoute plus. L'acteur n'est plus alors l'image et la voix d'Edipe, de Créon, il n'est qu'un cauchemar de crier public, sourd, borné, mécanique, qui dévide sa gueulante. Un acteur aussi habité et sensible qu'Andréen Recoing (il joue Edipe) s'échappe pas à cette réduction, il n'est presque plus qu'un haut-parleur en gilet de bonne coupe, un PDG dépassé qui ne se domine pas. L'ensemble des acteurs sombre dans ce hurlement. Sauf Jocaste (Evelyn Didi), mais nous n'avons d'elle que son long tchador qui l'enveloppe, que sa voix, et c'est une voix si parigote, si « minipeau-d'chien », qu'elle nous transporte à Montmartre, dénature le propos. Par exemple l'actrice fait décider de rite le public lorsqu'elle prononce les mots célèbres, ceux de gravité de la tragédie : « Le mieux est de vivre à l'aventure, pour autant qu'on le puisse. Toi, tu trembles d'avoir épousé ta mère, cesse donc ! Tant de mortels, déjà, aussi dans leurs songes, ont partagé le lit de leur mère. Et celui pour qui ces choses-là passent pas, supporte plus facilement sa vie ». Et le public, oui, de hurler de rire.

Beau travail.  
MICHEL COURNOT.  
\* *Edipe tyran* 18, 25, 26, 27 juillet, 21 h 30 gymnase du lycée Assol.

## Georges Aperghis, souvenirs d'un autre temps

Depuis 1971, Georges Aperghis, qui est grec d'origine, serein et souriant, ne manque pratiquement aucun festival. Cette année, il compose la musique de trois spectacles, la Célestine, pour Antoine Vitez avec qui il travaille de façon permanente, et pour Jean-Pierre Vincent, *Edipe tyran* et *Edipe à Colone*.

« La première fois, dit-il, c'était donc en 1971, dans le off, un mini-opéra interprété par les marionnettes d'Hubert Jappele. Auparavant, j'étais venu pour un concert où était jouée une de mes pièces. Je vivais depuis peu en France. Je m'étais installé dans la ville, les cohortes de spectateurs qui courent dans tous les sens. Guy Erismann, responsable de la musique sur France Culture, cherchait à promouvoir le théâtre musical, et moi, j'avais envie d'écrire pour la voix. De la voix, on passe normalement à l'action scénique.

En 1972, j'ai vu le *Faust* monté par Antoine Vitez à Ivry, sa manière de traiter le texte par fragments m'a énormément séduit. Je préparais *Pandemonium*, et comme le thème sonore également autour de Faust, j'ai demandé à Vitez s'il pouvait assurer la mise en scène. Il n'était pas libre, mais nous nous sommes bien entendus et par la suite nous nous sommes retrouvés.

A présent, chaque coin d'Avignon me rappelle un moment de ma vie. Des suites de rue semblent s'être formées à tous les coins de rue, et particulièrement sur la place, devant le cloître des Célestins, qui était réservé à la musique. Quand j'arrive, je ressens un mélange de bien-être parce que c'est une ville de soleil comme chez moi, et de tension terrible à cause de toutes ces peurs que j'ai vécues ici. Je me souviens, au début, il y avait encore les trompettes de Maurice Jaar avant les représentations. Dès que je les entendais, j'avais des montées irrésistibles de trac.

Certains fois, je me tiens au-dessus de la ville et de son bruit. Cette année, j'habite juste sur la place de l'Horloge, plongé dans une incroyable bande-son, faite de tambours, de cris, de paroles, des musiques les plus vociférantes. Je ne comprends pas pourquoi tout le monde vient là, et comment les gens peuvent y rester, côte à côte, chacun avec son truc à faire, comme s'ils étaient insensibles à la cacophonie du monde. Comme s'ils étaient insensibles à la cacophonie du monde.

Journal au milieu d'un bombardement.

« Moi, je ne peux absolument rien produire dans cette ambiance, j'ai besoin de calme. D'ailleurs, je ne peux travailler que dans un climat de paix, parce que j'en connais tous les détails, tous les détails. Ailleurs, je serais distrait, il me faudrait le temps d'apprendre.

Je ne donne pas, je ne donne plus d'écritures à la musique. Je parle de spectacles où elle raconte des choses à la place du texte. Un jour, j'aurai peut-être envie d'écrire un opéra, et je m'efforcerai de le faire. Le problème, ce n'est pas l'écriture, c'est la structure, le système toujours fondé sur les crises du XIX<sup>e</sup> siècle. Le répertoire est déjà compliqué à monter, quant à la création, c'est un casse-tête insoluble. Non seulement il faudrait pouvoir répéter avec les chanteurs et l'orchestre aussi longtemps que pour une création théâtrale, mais il faudrait réfléchir sur la question de l'orchestre justement, sur la possibilité d'introduire des instruments exotiques, par exemple.

Pour l'instant, autre chose m'intéresse : le cinéma. Hugo Santiago a tourné un film à partir d'*Edipe tyran*. Pour moi, la sonorisation de l'opéra est une aberration. Mais là, c'est différent : on peut jouer sur l'intensification des sons, travailler avec des voix faibles, mais intéressantes. Je peux faire entendre des détails subtils... Hugo Santiago montre la production de la musique. C'est une réponse à mon envie d'opéra, une façon d'échapper au carcan du XIX<sup>e</sup> siècle.

Pourtant, j'aime toujours les acteurs, les planches, le théâtre. La Grèce ? J'entretiens un tel rapport passionnel avec ce pays que je ne peux pas en parler. J'y vais de temps en temps, voir ma mère, mais il m'est impossible d'y rester longtemps, je tombe malade au bout de trois jours. J'en suis parti parce que je le devais. Le prétexte était la musique. Faire de la musique à Paris. Je n'avais pas dix huit ans. Ensuite il y a eu les colonels et je n'ai pas pu y retourner pendant dix ans. Le pays est tellement beau. Je m'y sens bien, et en même temps complètement étranger. Complètement en dehors.

C'est un sentiment terrible, trop dur à supporter.

Parfois là-bas, j'ai l'impression de me trouver hors du temps. J'ai le souvenir d'avoir rencontré des personnes. C'était dans un village de montagne, au bout d'une route. Ma femme et moi, nous nous étions perdus. Personne n'habitait jamais là, alors les gens sont venus vers nous. Avec des gestes antiques, des femmes lissaient des feuilles de tabac sur un fil attaché au pouce du pied. Nous étions évidemment étrangers, mais je parle grec, c'était bizarre. Un homme est arrivé, il nous a fait visiter le village. Il nous a emmenés dans l'arrière-salle d'un café, il était comme chez lui. Il était manifestement quelqu'un d'important. Il a ouvert la porte-fenêtre face à la montagne et s'est assis. Il a dit trois mots, et les gens nous ont apporté des morceaux de viande rôtie, comme ça avec les mains, et du sel, du vin. Il a raconté l'histoire du village. Il était le roi, il était Agamemnon.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

## Communication

Création d'un nouveau quotidien en Espagne

### « El Independiente », en croisade pour la liberté de la presse

Lancé le 4 juillet, *El Independiente*, est devenu en quelques jours le deuxième quotidien d'informations générales de grande diffusion en Espagne. Son objectif est de dépasser dans trois ans le barre des 100 000 exemplaires vendus, l'équilibre financier étant atteint dès le début de 55 000.

MADRID  
de notre correspondant

Une semaine après sa parution, il est un peu tôt pour se faire une idée sur l'avenir de ce journal qui espère à la rentrée conquérir une part importante du marché publicitaire. Mais *El Independiente* s'est déjà forgé une certaine notoriété chez les lecteurs dans sa version hebdomadaire, lancée il y a deux ans, sous la forme d'un journal épais avec de nombreux cahiers. Le premier numéro de l'édition quotidienne — cinquante pages de format tabloïd — a volontairement été lancé un 4 juillet, jour anniversaire de la proclamation de l'indépendance des Etats-Unis. « Il s'agit pour nous, souligne Pablo Sebastian, d'une référence à un modèle de liberté d'expression et de liberté de la presse pour toutes les démocraties ». La campagne publicitaire lancée à la sortie du quotidien a d'ailleurs insisté sur le caractère offensif du journal : « né en pleine démocratie ». Ses concurrents, les grands

quotidiens comme *El País*, *Diario 16*, *El Periodico de Catalunya* sont, eux, apparus pendant la transition. Et la manchette interpellé le lecteur en le tutoyant : « notre liberté est entre tes mains ».

*El Independiente* et sa centaine de rédacteurs prétendent rétablir le climat « radical et débattant des premiers jours de l'après-franquisme ». « Un climat que les journalistes comme moi ont connu au *País*, assure Pablo Sebastian, qui se hâte d'ajouter avant que le navire central de la presse espagnole ne s'aligne sur les thèses du gouvernement de Felipe Gonzalez. « *El Independiente* voudrait bien relancer en Espagne un vrai débat idéologique et culturel. « Depuis le référendum du 12 mars 1986, déclare M. Sebastian, certains cercles proches du gouvernement appartenant aux milieux financiers ont exercé des pressions sur les groupes de presse en faisant miroiter la possibilité de participer au développement des futures sociétés de télévision privée. Le choix des concessionnaires des trois premiers canaux de télévision privée espagnole sera bientôt annoncé en conseil des ministres. »

Mais Pablo Sebastian, qui a été correspondant d'*El País* à Bruxelles et à Paris, n'est pas seul à diriger le journal. Il partage le pouvoir avec un chef d'entreprise — M. Garcia Pardo — qui lui laisse administrer leur

partie rédactionnelle. La présidence est assurée par l'ancien dirigeant du groupe de presse Grupo 16, M. Seara. Porté à deux milliards de pesetas (100 millions de francs environ), le capital est réparti entre une centaine d'actionnaires, mais personne ne possède plus de 15 % des parts. Le conseil de journaux est formé par le noyau de lecteurs fidèles à la précédente formule hebdomadaire, vendue à 45 000 exemplaires : principalement des chefs d'entreprise et des intellectuels.

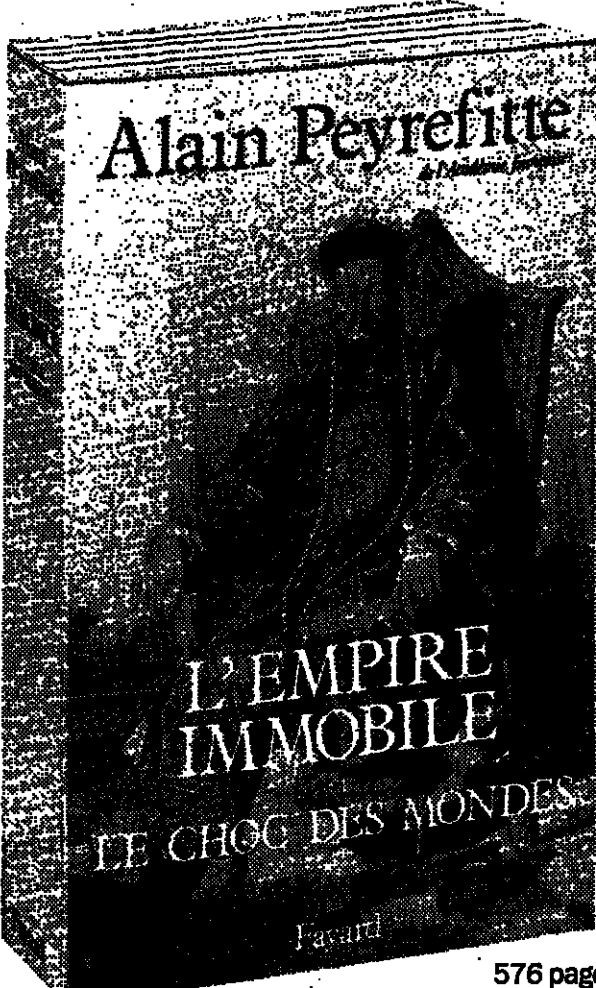
Installé dans l'un des quartiers chics de Madrid, le journal annonce pour bientôt des correspondants en Europe, à Moscou, à Washington, à Pékin, à Mexico et à Buenos-Aires. Il mise sur la construction d'une Europe politique forte et sur la consolidation de la démocratie en Espagne. Deux bureaux importants fonctionnent à Barcelone et au Pays basque.

Enfin, *El Independiente* soigne ses relations avec la maison royale : le roi Juan Carlos a reçu l'équipe dirigeante deux jours avant le lancement du premier numéro. Le gouvernement, pour sa part, a choisi de garder ses distances. Les ministres invités à la fête inaugurale ont bondé l'événement. « Ce qui prouve notre indépendance et notre honneur », conclut le directeur du quotidien, qui aime bien dire que son journal est à gauche d'*El País*, entre *Libération* et *Le Monde*. (L'intérêt.)

# 150 000 ex. Alain PEYREFITTE

L'époustouflante diversité de l'information, les voix européennes et chinoises qui se répondent, en font un document exceptionnel, en même temps qu'un discours prémonitoire. Mais aussi un roman d'aventures admirablement ficelé. L'écriture est d'une étonnante fluidité, jouant avec l'espace et le temps... Un livre clef. Un tour de force.

Pierre-Jean REMY, *Le Monde*



576 pages  
dont 16 en couleurs  
140 F

Moi, j'ai trouvé ce livre vraiment extraordinaire. Cela m'a appris mille choses... Si c'était signé par n'importe quel jeune historien, on dirait : quel livre magnifique !... Je rêve d'un film fait à partir de votre livre.

Bernard PIVOT, *Apostrophes*

Superbe... extraordinaire... fantastique... Une lumière crue, éblouissante, celle-là même du roman vrai.

Lucien BODARD, *Le Point*

Extraordinaire histoire ! Vous faites partager, Alain Peyrefitte, votre fascination pour cette Chine du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours. Avec un sens du pittoresque et du permanent qui rend cette aventure d'un bout à l'autre passionnante.

Jean-Pierre ELKABBACH, *Europe n°1*

On ne saurait ressusciter avec un plus minutieux brio, plus de saveur dans le choix des scènes et des traits, plus de virtuosité dans la manipulation des personnages, cet opéra de Pékin... Fascinante plongée... Eblouissantes variations sur l'incommunicabilité des visions du monde.

Jean LACOUTURE, *Le Nouvel Observateur*

# L'EMPIRE IMMOBILE OU LE CHOC DES MONDES FAYARD







## Sports

## CYCLISME : le Tour de France

## LeMond repasse au jaune

Détrôné par Laurent Fignon à Superbagnères, l'Américain Greg LeMond a repris le maillot jaune, dimanche 16 juillet, au cours de la 15<sup>e</sup> étape Gap-Orcières-Merlette, remportée par Steven Rooks. Une étape à surprises, dans laquelle Laurent Fignon a devancé Fignon et Mottet. Elle replace Rooks qui menait désormais les principaux favoris.

ORCIÈRES-MERLETTE  
de notre envoyé spécial

Avec la casquette américaine qu'il coiffe lorsqu'il monte sur le podium, Steven Rooks ressemble à Clint Eastwood, à ceci près qu'il ne fait pas de cinéma. Dans l'ascension d'Orcières-Merlette, le coureur néerlandais, sobre et efficace, a simplement confirmé son talent. Il a rejoint Delgado, le super-piqueur, à 49 secondes, LeMond, le nouveau titulaire du maillot jaune à

57 secondes et Fignon à 1 minute 44 secondes.

Paradoxalement, cette étape de montagne contre la montre, qui devait creuser les écarts à resserrer les positions. Delgado, dominé par ses compatriotes Lejaureta et Indurain, n'a grignoté que quelques secondes à ses adversaires directs. Pascal Simon a fait mieux que Mottet et le jeune Fabrice Philippon a devancé Lucho Herrera d'une seconde.

Un tel classement prouve que après deux semaines d'une course exigeante, la fraîcheur athlétique importe davantage que la spécialisation. Delgado, Fignon et LeMond sont aujourd'hui partagés entre la confiance et le doute. Le premier a plané sur son terrain préféré. Le second a subi le handicap d'un départ laborieux. Quant à l'Américain, il ne possède que 40 secondes d'avance et reste sous la menace de ses différents challengers. La prise du pouvoir n'est pas forcément pour lui une bonne affaire. Il vivait dans l'espoir, il va connaître la crainte.

D'autant que les favoris du Tour se découvrent de nouveaux concurrents. A commencer par Steven Rooks.

Certes, le roulier leader de la formation PDM, aborde les sommets des Alpes avec un passif supérieur à 6 minutes. Il avait complètement raté l'étape contre la montre Dinard-Remmes, à l'issue de laquelle il se classa 60<sup>e</sup> à 7 minutes 17 secondes de LeMond. Mais, s'il a connu cette déception, il a aussi connu la victoire. En effet, c'est lui qui a remporté la course, ce qui lui a permis de passer à l'Alpe d'Huez. Or le programme immédiat comporte une dizaine d'étapes majeures, dont l'Alpe d'Huez précisément. Tout est possible à un grimpeur d'élite qui possède l'avantage d'être solidement équipé. Kelly, Alcalá, Theunisse, ses partenaires du groupe PDM se sont classés parmi les huit premiers à Orcières-Merlette.

JACQUES AUGENDRE.

## Chaude journée pour Bruno Cornillet

ORCIÈRES-MERLETTE  
de notre envoyé spécial

Ce devait être, à 1 830 mètres, le sommet des plus riches du Tour de France. Ce ne l'a pas été tout à fait. Il y a eu à Orcières-Merlette, dimanche 16 juillet, pour devancer les LeMond, Delgado, Kelly, Mottet et autres Fignon, trois costauds inattendus de moindre popularité mais au dire d'experts, non de moindre capacité, et nommés dans l'ordre Steven Rooks, Marino Lejaureta et Miguel Indurain. Ce Néerlandais et ces deux Espagnols ont prouvé qu'en 39 kilomètres on peut ainsi faire de grandes choses sans forcément faire la révolution. Car finalement, comme le veut la règle dans une étape contre la montre, ce sont bien dans l'ensemble les derniers partis qui ont arrivé les premiers, par le temps qu'il leur fallait à parcourir ce rude chemin.

Dans cette aventure Bruno Cornillet, lui, partait de Gap porteur d'un dossard n° 63 et d'une bonne réputation parmi les siens. Il occupait alors la place fort honorable de vingt-cinquième au classement général à 15 minutes 49 secondes de Laurent Fignon, encore revêtu du maillot jaune. 1 heure 14 minutes et 7 secondes plus tard Bruno Cornillet achevait son contre-la-montre à la vingt-cinquième place de l'étape. Dans l'affaire, il gagnait un rang au classement général mais perdait du temps sur le nouveau maillot jaune Greg LeMond.

Si la journée de Bruno Cornillet a été chaude comme elle le fut pour tous, elle a été tout autant satisfaisante. Le 63 de l'équipe Z-Pugeot n'a pas perdu son temps dans les lacets sévères du col de

Manse suivis d'un semblant de descente et du plus hypocrite des faux plateaux avant les derniers coups de trique pour l'assaut d'Orcières-Merlette. Sa première satisfaction fut de découvrir à 15 kilomètres du but, aux entrées de Pont-des-Fossés tout enroulé de tricolore qu'il rejoignait sur une ligne droite propice à ses desseins Dominique Arnaud, le numéro 2, un Français comme lui mais équipé de Pedro Delgado. Sa détermination s'en trouva un peu plus affirmée. Dominique Arnaud, qui allait achever son parcours à la 82<sup>e</sup> place, s'avoua vaincu sans résignation. Il ne chercha même pas à suivre son dominé. Il demeura à son rythme, qui n'avait point l'aisance de celui de Cornillet.

## Régatiens

Ce dernier progressait régulier, le regard suffisamment lucide pour un coup d'œil à droite vers la route en contrebasse et la vallée du Drac, un autre à gauche pour jauger de son immédiat avenir dans les pentes futures. La foule le saluait et le portait. Il fut pourtant, vers le 36<sup>e</sup> kilomètre rapidement à la peine, bégayant dans ses changements de brequet. Tout le corps, dressé sur les pédales, s'en mêla, jetant le torse alternativement de gauche à droite et de droite à gauche, faisant tanguer la machine au rythme de ses déhanchements, cherchant pour les mains la meilleure position possible.

La pente, impitoyable dans ses 8 %, ce qui veut dire qu'en 100 mètres on s'élève de 8, ne lui accordait pas le moindre répit. Et puis, soudain, comme par

enchantement, Bruno Cornillet retrouvait son aïe. Chaque virage redevenait pour lui un tremplin. La foule, qui disait son non avec de plus en plus de fermeté, parvenait à porter vers l'arrivée. En de tels instants un coureur, comme il aime à le dire, « se sent bien ».

On allait, pour finir, découvrir que Bruno Cornillet avait été le meilleur de son équipe, qu'il avait fait mieux que ses leaders nommés pourtant Robert Millar, Ronan Penac et Eric Boyer. Pour faire une autre comparaison, il fallait aussi constater que le célèbre Luis Herrera, tête de liste de la Colombie, ne le précédait que d'une poignée de secondes.

Ainsi, pour son quatrième Tour de France, Bruno Cornillet, né à Lamballe-voici vingt-six ans, Breton marié à une Suissesse, connu lors d'un Tour de Suisse, est d'ores et déjà assuré d'avoir maintenu sa réputation. Il confirme ses débuts prometteurs de 1986 honorés cette année-là par le maillot dit « du meilleur jeune » mais dont il lui faut pleurer la perte après une chute dans la descente du Tourmalet. Il le retrouvait en 1987. 1988 se présente aussi comme une année faste. Durant trois jours, Bruno Cornillet fut porteur du maillot du meilleur grimpeur. Cette année-là encore le destin devait être cruel. Une chute dans les Vosges, un vélo défilé sous lui, des fractures aux mains et aux doigts, empêchèrent une fois encore ses espérances.

Bruno Cornillet ne veut pas être superstitieux. Pour lui, dimanche soir, la montagne du côté d'Orcières-Merlette était belle.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

## MOTOCYCLISME : le Grand Prix de France

## L'absence des « bleus »

Le pilote américain Eddie Lawson (Rothmans-Honda) a remporté, dimanche 16 juillet, sur le circuit Bugatti du Mans, la onzième manche du championnat du monde de vitesse dans la catégorie des 500 centimètres cubes. Auteur d'une course parfaite, le champion du monde en titre a su résister aux assauts de son fonceur compatriote Kevin Schwantz (Pepsi-Suzuki). Dans cette lutte sous le soleil, le Français Christian Sarron, handicapé à la suite d'une blessure lors des essais, s'est contenté de la quatrième place.

L'autre pilote du team Ganolles blanches-Yamaha, le jeune Jean-Philippe Ruggia, victime d'ennuis mécaniques a terminé cinquième de l'épreuve des 250 centimètres cubes.

Car il est brillant le Jean-Phi, et il n'y a pas que la fibre maternelle pour l'affirmer. Sa façon de s'insérer dans les virages, jusqu'à ripier son cuir sur le bitume, a impressionné plus d'un spectateur. Une troisième place, la saison dernière au Grand Prix d'Espagne, l'a propulsé parmi les grands de la catégorie des deux et demie. Kenny Robert, l'ancien pilote devenu responsable d'écurie, se déclare impressionné par le « français » et Jean-Claude Olivier, le patron de Sonauto, vante ses qualités d'attaquant.

Le titulaire d'un CAP de mécanicien moto, l'enfant qui a enfourché son premier engin à cinq ans, le jeune qui connaît le circuit du Castellet comme sa poche — « mon père m'y emmenait souvent pour m'apprendre à piloter » — ne pour-

rait que réussir dans une direction où toute sa famille le poussait. Des coupes, il en a remportées sur les circuits français, mais devenu pilote officiel de la firme japonaise, il s'aperçoit que la lutte est plus sévère dans le championnat mondial.

Deuxième en Australie puis troisième en Espagne, et encore deuxième en Italie, il a l'impression cette saison que sa machine est bonne. Mais ces réussites sont aussi suivies de contre-performances, comme en Belgique où il chute au deuxième tour. Face à l'Espagnol Sito Pons ou au Suisse Jacques Cornu, Jean-Philippe Ruggia n'annonce que peu de points au classement mondial des pilotes. Alors, quand la déroute le saisit il a tendance à mettre en cause son équipe bleue.

« Au moment où celle-ci annonce qu'elle va concentrer ses efforts sur la catégorie reine des 500 centimètres cubes et invite son jeune pilote à prendre, l'an prochain, le guidon d'une machine semblable à celle de Christian Sarron, le bédouin haïrite « Ma décision n'est pas encore prise », affirme Ruggia, en évoquant des contacts avec d'autres fabricants. La famille veille, cherchant les meilleurs contrats pour celui qu'elle estime « au plus haut niveau ». Le public, lui, attend toujours l'exploit du pilote, ou, plus simplement, que le « minot » s'émancipe.

SERGE BOLLOCH.

## AUTOMOBILISME : le Grand Prix de Grande-Bretagne

## La revanche d'Alain Prost

Alain Prost (McLaren-Honda) gardait un mauvais souvenir du Grand Prix de Grande-Bretagne de formule 1, où son abandon l'an dernier, sous un déluge de pluie, avait été très sévèrement jugé. Sur cet ancien autodrome de la Royal Air Force, devenu le circuit le plus rapide du championnat, à Silverstone, le pilote français a pris une belle revanche, dimanche 15 juillet, en obtenant sa trente-huitième victoire en grand prix à 231 km/h de moyenne en devançant de 19 secondes le Britannique Nigel Mansell (Ferrari), favori des cent mille spectateurs.

Le champion français a surtout bénéficié du quatrième abandon consécutif de son coéquipier Ayrton Senna, parti en tête mais sorti de la piste dans une course au double tour.

Après avoir manqué son passage en troisième avec la nouvelle boîte de vitesses transversale montée pour la première fois sur les deux McLaren-Honda. Avec 20 points d'avance à la mi-championnat, il peut raisonnablement espérer un troisième titre mondial s'il continue à être traité à égalité avec son coéquipier brésilien.

Si l'avenir se présente bien pour Alain Prost, il n'est pas de même pour deux des trois écuries françaises (AGS et Larrousse) qui, contrairement aux Ligier, devront disputer les séances de préqualification du vendredi matin dans la deuxième partie du championnat du monde.

A.G.

## Les résultats

## Automobilisme

## GRAND PRIX DE GRANDE-BRETAGNE DE FORMULE 1 A SILVERSTONE

1. Prost (Fr./McLaren-Honda), les 305,520 km en 1 h 19 min 22 s ; 2. Mansell (G.-B./Ferrari) à 19 s ; 3. Nannini (It./Benetton-Ford) à 48 s ; 4. Piquet (Br./Lotus-Judd) à 1 min 6 s ; 5. Martini (It./Minardi-Ford) à un tour ; 6. Perez Sala (Esp./Minardi-Ford) à un tour.

Championnat du monde des conducteurs. — 1. Prost (Fr.), 47 points ; 2. Senna (Br.), 33 points ; 3. Piquet (Br.), 22 points ; 4. Mansell (G.-B.), 21 points ; 5. Boutsen (Bel.), 13 points.

## Cyclisme

## TOUR DE FRANCE

## Les classements

## Quatrième étape

## Marseille-Gap

1. Jelle Nijdam (P.-R. Superconfex) les 240 km en 6 h 27 min 55 s (moyenne : 37,121 km/h) ; 2. Pascal Poisson (Fr.) ; 3. Eddy Planckaert (Bel.) ; 4. Giovanni Fidanza (It.) ; 5. Sean Kelly (Ir.) même temps.

## Quatrième étape

## Gap-Orcières-Merlette

## (contre la montre)

1. Steven Rooks (P.-R. PDM), les 39 km en 1 h 10 min 42 s (moyenne : 33,097 km/h) ; 2. Marino Lejaureta (Esp.) à 24 s ; 3. Miguel Indurain (Esp.) à 43 s ; 4. Pedro Delgado (Esp.) à 49 s ; 5. Greg LeMond (E.-U.) à 57 s.

Classement général. — 1. Greg LeMond (E.-U. ADR) 67 h 50 min 54 s ; 2. Laurent Fignon (Fr.) à 40 s ; 3. Charly Mottet (Fr.) à 2 min 17 s ; 4. Pedro Delgado (Esp.) à 2 min 48 s ; 5. Marino Lejaureta (Esp.) à 5 min 11 s.

## TOUR FÉMININ

## Quatrième étape

## Digne-les-Bains-Gap

1. Katrin Tobin (E.-U.) les 97 km en 2 h 42 min 57 s ; 2. Kelly Ann Way (Can.) à 8 s ; 3. Valérie Simonnet (Fr.)

à 55 s ; 4. Monica Bandini (It.) ; 5. Loutchik Moorel (F.-B.) même temps.

Classement général. — 1. Kelly Ann Way (Can.) en 8 h 6 min 55 s ; 2. Jeanne Longo (Fr.) à 43 s ; 3. Benki Benjaita Davi (E.-U.) à 46 s ; 4. Susan Elias (E.-U.) à 1 min ; 5. Sally Zack (E.-U.) à 1 min 6 s.

## Escrime

## CHAMPIONNATS DU MONDE

Avec six médailles, dont quatre d'or, les escrimeurs soviétiques ont été sévèrement punis du tableau des médailles aux championnats du monde, qui viennent de s'achever à Dornum (Danemark). Avec trois médailles (une d'argent et deux de bronze) le champion français est « correct pour une année post-olympique », selon Gilbert Lefin, le directeur des équipes.

## Motocyclisme

## GRAND PRIX DE FRANCE

• 500 centimètres cubes. — 1. Lawson (E.-U./Honda), les 29 tours en 50 min 16 s (moyenne : 153,298 kilomètres-heure) ; 2. Schwantz (E.-U./Suzuki) à 0 s 77 ; 3. Ruggia (E.-U./Yamaha) à 15 s ; 4. Sarron (Fr./Yamaha) à 23 s ; 5. Magoo (Ans/Yamaha) à 24 s.

• 250 centimètres cubes. — 1. Cardus (Esp./Honda), les vingt-quatre tours en 43 min 21 s (moyenne : 148,547 kilomètres-heure) ; 2. Cornu (Suisse/Honda) à 0 s 35 ; 3. Forns (Esp./Honda) à 0 s 95 ; 4. Hanna (Jap./Yamaha) à 2 s 39 ; 5. Ruggia (Fr./Yamaha) à 2 s 67.

## Tennis

## COUPE DE GALEA

L'équipe de France, composée d'Arnaud Boetsch, Frédéric Fontang et Guillaume Raux, a remporté pour la deuxième fois le coupe de Galea (joueurs de moins de vingt et un ans) en battant, en finale, l'Algérie, par trois victoires à deux, les 15 et 16 juillet à Vichy.

## FOOTBALL : le championnat d'Amérique du Sud

## Le Brésil renoue avec le succès

L'équipe nationale de football du Brésil a remporté le titre de champion d'Amérique du Sud des nations en dominant l'Uruguay (1-0), dimanche 16 juillet au stade Maracana de Rio. Très critiquée au début de cette « Copa America » qui a lieu tous les deux ans, la sélection brésilienne a reconquis son public et affiché ses ambitions à moins d'un an de la Coupe du monde en Italie. L'Argentine, très décevante, à l'image de Diego Maradona, s'est classée troisième, à égalité avec le Paraguay.

RIO-DE-JANEIRO  
de notre envoyé spécial

Le démon est mort dimanche 16 juillet à 18 h 04. Une mort subite. Un simple coup de tête de l'attaquant brésilien Romario a suffi à l'achever : une déviation judicieuse, le ballon hors de portée du gardien de but uruguayen et le Brésil a été sacré champion d'Amérique du Sud des nations 1989. Plus encore que ce succès mérité dans la Copa America, c'est bien une forme d'exorcisme à l'échelle d'une nation que les 150 000 spectateurs réunis dans le stade Maracana de Rio — le plus grand du monde — ont célébré, dans une ambiance de carnaval, au rythme des orchestres de samba dont les tambours résonnaient comme des tam-tams sur les travées de béton.

Le 16 juillet 1950, il y a tout juste trente-neuf ans, sur cette même pelouse et devant 200 000 personnes depuis, la capacité du stade a été réduite pour des raisons de sécurité — le Brésil avait été battu par l'Uruguay (1-2) en finale de la Coupe du monde. Jamais défaite sportive n'a autant marqué l'histoire d'un peuple. Des dizaines de supporters avaient alors opté pour le suicide. Plusieurs avaient succombé à des crises cardiaques.

A la faveur de cette victoire dans le championnat d'Amérique du Sud des nations, les forces du mal ont quitté l'arène de Maracana et pour les Brésiliens, gens de superstitions, c'est sans doute l'essentiel. Certains verront également dans ce succès le signe annonciateur d'un renouveau espéré depuis l'époque glorieuse du Roi Pelé. Le Brésil n'avait pas connu le moindre titre international depuis la Coupe du monde 1970 au Mexique. Décennales, après une vingtaine d'années passées à ressasser des souvenirs jaunés, les plus optimistes envisageaient d'abord un nouveau titre mondial, le quatrième, en 1990, en Italie.

Le football brésilien est ainsi fait qu'il passe sans transition du pessimisme le plus sombre aux rêves les plus insensés.

En juin dernier, l'équipe nationale a disputé une série de matches amicaux en Europe. Bilan : trois défaites (1-2 contre la Suède ; 0-4 face au Danemark et 0-1 contre la Suisse) et un modeste match nul

face au Milan AC (0-0). Sebastiao Lazaroni, trente-neuf ans, promu sélectionneur en janvier 1989, connaît la patience, répété combien il est difficile de former une équipe quand 600 joueurs brésiliens évoluent à l'étranger (le Monde du 15 juillet) dans des clubs qui rechignent souvent à les libérer. Rien n'y faisait : pour les supporters, l'équipe nationale était dirigée par des dirigeants corrompus (des « mafiosi » comme on dit au Brésil) et entraînée par un incompétent.

Le début de la Copa America avait d'ailleurs donné raison à ses détracteurs : à Salvador de Bahia, sous la pluie et dans un stade vide, l'infortuné Lazaroni avait en la malencontreuse idée de se priver des services de Charles, l'idole locale. Les Brésiliens ont éprouvé bien des difficultés à dominer le Venezuela et à décrocher un pénal décisif au stade du Pérou (0-0) et la Colombie (0-0).

## Talent et rigueur

Puis le miracle a eu lieu à la faveur d'un dénouement salvateur. De Bahia, la sélection est partie pour Recife affronter le Paraguay lors du dernier match du premier tour. Soixante-dix mille spectateurs, des orchestres de samba, un belvédère et du soleil : le Brésil retrouvait le Brésil de la victoire (2-0) comme si cette équipe avait besoin de se sentir adorée pour briller.

مكتبة النجف



# Le Monde

## ECONOMIE

LES RÉSULTATS DES BANQUES FRANÇAISES DE 1981 A 1987

### Les crédits paient les chèques

LES banques françaises ont entrepris depuis quelque temps d'afficher les tarifs de leurs services. Effort louable d'information en direction du consommateur qui peut désormais comparer les prix pratiqués d'un guichet à l'autre, comme il pouvait le faire auparavant entre deux commerces pour une boîte de petits pois ou un lave-linge. Mais le souci de transparence des banques ne va pas jusqu'à décorer la formation du coût de leurs services. Une étude menée par la commission bancaire et annexée à son rapport annuel pour 1988 (1) arrive à point nommé pour apporter des éléments de réponse.

En s'appuyant sur un échantillon représentatif d'établissements, la commission analyse de 1981 à 1987 la structure et l'évolution des coûts et des marges qui s'attachent aux activités bancaires, réparties en quatre grandes fonctions : l'intermédiation (collecte de dépôts et octroi de crédits), la gestion des moyens de paiement (chèques, carte, avis de prélèvement...), le service des titres (opérations de marché, conservation des titres et tenue des comptes...), enfin les activités diverses (ingénierie financière, change, location de coffres, gestion de leur patrimoine par les banques...).

Deux lignes de force s'en dégagent. D'une part, en termes de

**Malgré le krach, les opérations de marché n'ont pas perdu leur importance, mais les sources de bénéfices se sont diversifiées**

structures, l'intermédiation reste sur la période étudiée, malgré les charmes des marchés qui ont détourné des guichets les grandes entreprises et malgré la concurrence qui lamine les marges, la principale activité à contribuer aux bénéfices, alors que la gestion des moyens de paiement est toujours la fonction la plus déficitaire.

#### Une stabilité apparente

D'autre part, en termes d'évolution, le changement de l'environnement économique (déréglementation, internationalisation, développement des innovations financières...) a entraîné la montée en puissance des « activités diverses » qui, avec un quasi-triplupement de leurs performances en six ans, représentent 20 % de la marge bénéficiaire brute.

L'évolution du produit net bancaire (voir graphique ci-dessous), l'équivalent du chiffre d'affaires pour les banques, traduit la forte croissance des opé-

tions de marché (+ 189 % pour le service des titres de 1981 à 1987 en francs constants) et des services commerciaux générateurs de commissions (+ 149 %), malgré un tassement en 1987 dû au krach boursier d'octobre. En revanche, le phénomène de « désintermédiation » et l'accroissement de la concurrence expliquent la faible progression de l'activité traditionnelle de crédit et de dépôt (+ 10 %).

Mais, malgré ces évolutions divergentes, la fonction traditionnelle reste le principal apport au chiffre d'affaires : elle compte pour 72,5 % dans le produit net bancaire en 1987 (contre 83,5 % en 1981) alors que les contributions respectives du service des titres et des activités diverses sont de 5,3 % (contre 2,3 %) et de 16 % (contre 8,1 %). La gestion des moyens de paiement reste stable à environ 6 %.

La répartition des frais généraux et des amortissements témoigne d'une relative stabilité. La fonction d'« intermédiation » apparaît comme la plus lourde avec une part de 44,1 % en 1987 (contre 43,3 % en 1981), devant la gestion des moyens de paie-

ment (39,5 % contre 41,1 %), le service des titres (8,2 % contre 7,6 %) et les activités diverses (8,2 % contre 8 %).

Différence entre le produit net bancaire et les frais généraux et amortissements, la marge bénéficiaire brute a globalement progressé de 19 % entre 1981 et 1987, avec un déséquilibre considérable entre les différentes fonctions. Schématiquement, les bénéfices de l'activité de crédit servent à couvrir le déficit de la gestion des moyens de paiement. Malgré une diminution de sa part dans la marge bénéficiaire brute (de 95,6 % en 1981 à 80 % en 1987), l'intermédiation reste, en effet, fortement positive (grâce essentiellement à des ressources bon marché, notamment les dépôts à vue non rémunérés) aux côtés des activités diverses qui, avec une progression explosive de 430 % sur la période, portent leur contribution de 4,4 % à 20 %.

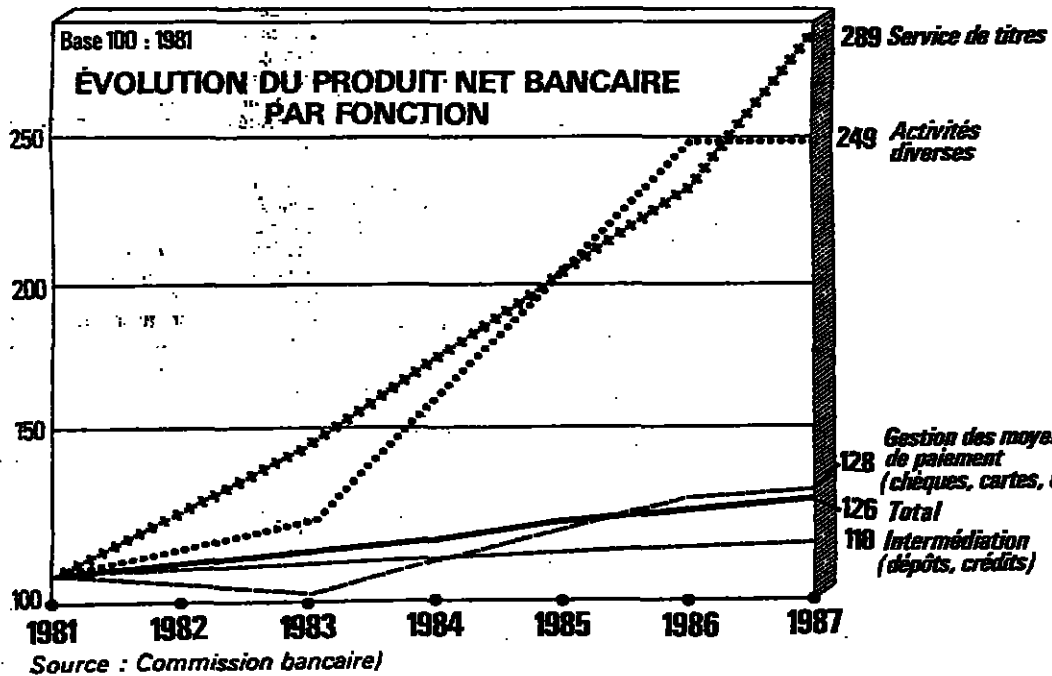
Si le service des titres réduit son déficit en n'absorbant plus que 1,4 % de la marge bénéficiaire en 1987 contre 5,8 % en 1981, il n'en va pas de même de la gestion des moyens de paiement qui en consomme 45,2 % contre 43 %. Encore, souligne la commission, cette évolution cache-t-elle un retournement de tendance puisqu'en 1983 ce taux atteignait 48 %.

La marge bénéficiaire brute sert également à couvrir les dotations aux provisions dont la part, de 30,9 % en 1981, s'est stabilisée depuis 1983 aux alentours de 33 %. L'effort de provisionnement essentiel a porté sur les « risques-pays » (prêts dans les pays en voie de développement endettés), qui représentent 53 % de l'ensemble des dotations en 1986 ; mais le krach boursier de 1987, en portant de 13,5 % en 1986 à 27,2, l'année suivante, les provisions destinées aux activités diverses, a réduit la part consacrée aux « risques-pays » à 37,7 %.

Solde final : la marge bénéficiaire nette apparaît stable entre 1981 et 1987 à environ 20 %. Une stabilité qui n'est qu'apparente puisqu'elle cache une profonde dégradation, avec une proportion réduite à 14,4 % en 1983, avant une remontée.

CLAIRE BLANDIN.

(1) Commission bancaire : « Rapport 1988 », 73, rue de Richelieu, 75002 Paris. Tél. : 42-92-58-14.



LE RENOUVEAU DE L'INDUSTRIE LOURDE EN FRANCE

### Un regain fragile

**Chimie, verre, papier, aluminium, ciments : les entreprises ont retrouvé les profits et les usines renaissent... prudemment**

LE chimiste Atochem décide d'investir 450 millions de francs pour accroître la capacité de son vapocraqueur de Gonfreville, en Seine-Maritime. Son confrère Orkem va faire de même en Lorraine, à Carling, pour 1,5 milliard de francs. Saint-Gobain va construire de son côté une nouvelle usine de verre de 500 tonnes par jour dans la vallée du Rhône. UPM et NSI, groupes papetiers scandinaves, vont bâtir chacun une nouvelle unité de pâtes à papier en Alsace et en Lorraine. Pechiney enfin va élever une toute nouvelle usine d'aluminium à Dunkerque. L'industrie lourde est-elle de retour en France ?

Rondant les années 50 et 60, le feu des aciéries et les fumées des raffineries ont symbolisé le développement industriel. Les débouchés semblaient toujours renouvelés. Gérer c'était croître, c'était investir. A Fos, en Lorraine et dans le Nord. Puis la crise est venue, brutale comme un hiver. La glace s'est emparée des projets et la rouille des hauts fourneaux. Réduire les capacités, fermer les sites, licencier... gérer c'était reculer. A Fos, en Lorraine, dans le Nord et ailleurs, partout : le déclin. L'industrie lourde accumule d'un coup les handicaps.

D'abord la demande mondiale se ralentit pour nombre de pro-

duits. Bâtiment, travaux publics, automobiles et construction mécanique, les débouchés traditionnels du ciment et du verre trebuchent (la demande d'acier en France passe de 25,9 tonnes en 1973 à 15,5 tonnes en 1985). Dans le même temps les matériaux de substitution sortent des laboratoires ou se généralisent : l'aluminium et les plastiques remplacent les tôles des voitures.

#### De bons débouchés

La conséquence est une concurrence exacerbée entre les groupes qui les pousse à délocaliser leur production soit au plus près des matières premières (golfe Persique pour la pétrochimie, Brésil pour la sidérurgie), soit là où l'énergie est moins coûteuse (Canada pour l'aluminium), soit enfin là où la main-d'œuvre est bon marché. Entre 1973 et 1987 le basculement vers les pays en développement est général dans les engrais, les oléfines, l'acier ou l'aluminium. L'Europe n'est d'ail-

leurs pas seule à souffrir puisque le Japon lâche quasiment toutes ses fonderies d'aluminium pendant la période tandis que les Etats-Unis perdent un tiers de leur production d'engrais azotés et 37 % de leur sidérurgie.

Les investissements de Pechiney, Saint-Gobain et des autres marquent-ils un retournement ? Le regain observé depuis deux ans est-il une embellie ou le début d'un retour au pays des usines lourdes ? Est-ce le printemps de l'industrie de base ? L'enjeu est d'importance pour les entreprises de ces secteurs, mais aussi pour leurs fournisseurs, en particulier pour EDF : un colloque a été organisé fin juin sur ces thèmes par l'association ASIE (1).

Les premiers facteurs favorables sont d'abord globaux et conjoncturels, note une étude du BIFE (Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques) réalisée pour l'occasion. L'éloignement de la crise soulage les industries de base comme les autres. La nouvelle croissance qui atteint l'Europe après les Etats-Unis et le Japon s'appuie surtout, comme

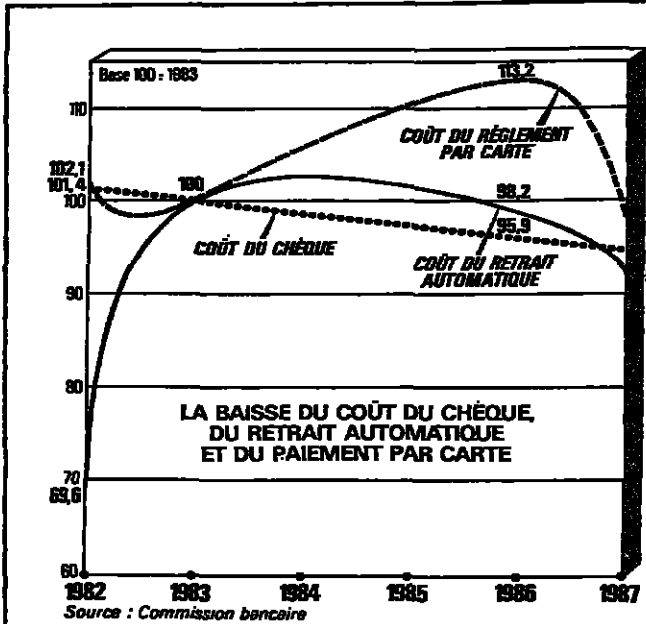
vient de le faire remarquer une étude du Crédit lyonnais (2), sur le BTP, l'automobile et l'aéronautique : autant de secteurs qui sont de bons débouchés pour les industries intermédiaires. En outre, le sous-investissement pendant les quinze ans passés provoque aujourd'hui des manques de capacité, des pénuries relatives et une flambée des prix. L'embellie est sous cet angle certaine et son effet est de redonner aux groupes les moyens financiers pour investir dans de nouvelles usines.

Les causes d'optimisme sont ensuite plus structurelles et plus spécifiques aux secteurs lourds.

● Les restructurations des groupes sont achevées ou presque, en particulier en France. La traversée du tunnel fut longue, douloureuse, mais les profits retrouvés des grands groupes français de Pechiney à Usinor, de Saint-Gobain à Lafarge prouvent que la sortie a été trouvée, y compris pour leurs activités en France même.

ERIC LE BOUCHER.  
(Lire la suite page 16.)

(1) Association pour l'Analyse des stratégies industrielles et énergétiques, 30, rue de Martignac, 75007 Paris.  
(2) Prévisions de la direction des études économiques et financières du Crédit lyonnais.



### Le coût des moyens de paiement

LA commission bancaire a complété son étude en analysant, dans l'activité la plus déficitaire, l'évolution du coût des principaux instruments de paiement utilisés par les Français : le chèque, l'avis de prélèvement et la carte utilisée pour le règlement d'achats comme le retrait automatique d'argent. Globalement ces instruments ont vu leur coût unitaire moyen se réduire entre 1982 et 1987 :

— le moins automatisé, le chèque, connaît une tendance linéaire et durable à la baisse de 1,4 point par an, même lorsque le nombre d'opérations diminue, comme ce fut le cas, pour la première fois, de 1986 à 1987 ;

— le plus anciennement automatisé, l'avis de prélèvement, a atteint un seuil et ses fluctuations sont liées aux amortissements de nouveaux équipements. En raison de la faiblesse du coût unitaire de départ, l'évolution de l'indice 100 en 1983 à 109,3 en 1987 a peu de signification. A cette date, son coût « technique » (frais de fabrication, de traitement...) ne représente que 58,4 % de celui du chèque. Son coût total, intégrant notamment le coût des incidents de paiement relativement nombreux (4,3 % contre 0,3 % pour les chèques), atteint 88,8 % de celui du chèque ;

— le plus récemment automatisé, la carte de crédit est très sensible aux efforts d'investissement et aux effets d'échelle.

Ainsi la constitution d'un réseau de distributeurs et de guichets automatiques au début des années 80 a entraîné une hausse du coût du retrait, passant de l'indice 69,6 en 1982 à l'indice 100 en 1983 avant que l'augmentation du nombre des opérations (+ 22 % entre 1986 et 1987) ne se traduise par une baisse de 98,2 en 1986 à 91,7 en 1987. De même, le développement des terminaux de vente a conduit à une sensible augmentation du coût du règlement par carte jusqu'à 113,2 en 1986, puis le « bond » de 70 % de ces règlements en 1987 a fait redescendre l'indice à 98,2 cette année-là. Le paiement par carte coûte en moyenne 60,9 % de plus que le chèque pour sa partie « technique » et 71,9 % de plus au total (incluant incidents de paiement, débit différé pour la clientèle).

La commission en conclut que les banquiers ont tout intérêt à inciter les Français à privilégier les instruments de paiement les plus automatisés, dont le coût est, théoriquement, le plus bas. Encore faut-il que les dépenses d'innovation et d'investissement puissent être amorties par une utilisation accrue. Sinon le déficit de la gestion des chèques et des cartes bancaires grèvera encore longtemps les comptes des banques françaises. Un handicap dans la compétition européenne à l'aube du grand marché de 1993.

C. B.

AVANT DE TOURNER LA PAGE POUR 1 SIECLE... VIVEZ DANS

TIME INTERNATIONAL

LES PLUS BELLES PAGES DU BICENTENAIRE

## L'INDUSTRIE DES IDÉES AUX ÉTATS-UNIS

## Des penseurs prospères

« Un membre du Congrès n'est pas une personne ordinaire : il ne lit pas, il passe en revue (...). Il ne pense pas, il réagit. C'est pour cela qu'il existe des think-tanks. Ils sont à la charnière entre le monde des chercheurs universitaires et celui des politiques. Ils servent d'incubateurs aux idées qui ne sont pas tout à fait prêtes à être lancées, puis les présentent, les emballent de telle manière qu'elles puissent être consommées par les décideurs, les médias ou l'opinion publique. »

Victoria Hughes, directrice du développement de l'Heritage Foundation, la plus dynamique de ces institutions conservatrices, a le don pour expliquer clairement la « mission » de son organisation. Il le faut : elle supervise l'énorme travail de collecte de fonds qui assure à cet institut 15 millions de dollars de rentrées annuelles.

Plus de cent trente mille Américains répondent aux courriers de l'Heritage — aussi judicieusement ciblés que ceux du Reader's Digest — et envoient des dons qui vont de 15 dollars à plus de 2.500 dollars, aussi bien pour défendre leurs idées (de droite) que pour financer des recherches de haut niveau sur la privatisation du système de santé et des routes ou la réforme du travail du Congrès.

Il y a du militantisme dans ces supports financiers aux divers think-tanks.

## Forcément ambiguë

Le président de l'Heritage, Edwin Feulner, le revendique. « Nous avons trois fois plus de gens derrière nous que Ralph Nader. Nous représentons donc un fort courant d'opinion. Notre philosophie est claire : nous sommes pour les valeurs américaines traditionnelles, les lois du marché et une défense nationale forte. Nous nous affichons comme conservateurs, mais restons intellectuellement honnêtes. »

L'industrie des idées est forcément ambiguë. Financée par des contrats avec les administrations ou les associations professionnelles et des dons de particuliers, de fondations et surtout d'entreprises, elle doit servir son public — les politiques — sans mécontenter ses « actionnaires » les donateurs.

Beaucoup de think-tanks débattent grâce aux contrats de recherche passés par les administrations, et en particulier le Pentagone. C'est ainsi que la Rand Corporation, l'Hudson Institute, la Brookings Institution ou l'Urban Institute concourent leurs premiers succès. D'autres, comme la National Association of Housing and Redevelopment Officials (NAHRO) défendent depuis

longtemps les points de vue d'un lobby (celui des logements sociaux, pour le NAHRO). D'autres enfin, comme l'Heritage Foundation ou l'American Enterprise Institute (AEI), se consacrent autant à la promotion d'idées nouvelles qu'à la recherche proprement dite. Tous se mesurent selon deux critères : leur budget et leur influence.

Le premier point semble, dans leurs discours, venir toujours en tête : l'AEI pèse 10 millions de dollars annuels, l'Hudson 6 millions, la Brookings 16, l'Urban 11, et, pour les plus petits... la NAHRO 3 millions de dollars, la Free Congress Foundation (ultra-conservatrice) 4 millions, le Cato (« libertarien ») 2,5 millions... Quant à leur influence, elle s'apprécie de façon diverse : au nombre de leurs chercheurs qui sont passés dans les équipes gouvernementales, à celui des appels qu'ils reçoivent des politiques (Edwin Feulner aime à raconter

Ils travaillent pour les entreprises et les administrations, mais ils cherchent surtout à en infléchir les politiques

équipe gouvernementale. Leur travail essentiel est de produire des livres : Brookings en publie une vingtaine par an, et il faut en moyenne deux ans à deux ans et demi pour en faire un. »

## L'image de qualité

Pour être complet, il faudrait ajouter que la Brookings « produit » également des colloques, conférences et autres séminaires. Tandis que son président détaillait l'influence de son institution, fin mai dernier, dans l'immeuble impressionnant de la Brookings, se tenait une conférence sur le Liban et un groupe de trente ingénieurs chinois invités aux États-

Unis par ATT s'initiait aux arcanes de la dérégulation.

Quant à la position politique de la Brookings, créée en 1927 pour donner des arguments aux adversaires du New Deal de Roosevelt, puis devenue dans les années 60 et 70 un « repaire anti-Nixon », il se situe aujourd'hui dans un centre de bon aloi : « Nous sommes légèrement à gauche du centre, reconnaît Bruce MacLaury, mais le centre, ici, s'est beaucoup déplacé vers la droite ces derniers temps ! Nous qualifions de démocrates les démocrates ne sont pas de cet avis et ont créé leur propre think-tank. Les deux tiers de ce que nous produisons ne peut être qualifié de travail de

droite ou de gauche. En fait, nous faisons de la recherche en économie de base et de la recherche appliquée en science politique. »

Libéral, hostile au protectionnisme, proche de l'école de Chicago : ainsi Christophe DeMuth, président de l'American Enterprise Institute, résume-t-il le credo de son groupe. Bien que vingt-quatre de ses chercheurs (soit la moitié de l'effectif) soient allés travailler dans l'administration Reagan au cours des années 80 — notamment Jean Kirkpatrick — l'AEI affirme-t-il n'est pas un think-tank républicain : certains démocrates viennent aussi y chercher des idées. Son obsession, c'est de sauvegarder l'image de qualité de l'institut par le prestige des chercheurs et la « classe internationale » de leurs travaux.

« Je suis à l'écoute des industriels qui nous financent et de nos donateurs en général : souvent ce sont eux qui orientent les recherches. Mais, s'ils suggèrent un sujet d'étude pour lequel nous n'avons pas d'expert reconnu, je préfère abandonner le projet plutôt que de produire un résultat médiocre. »

L'AEI publie les travaux de ses chercheurs sous forme de revues et de livres (beaucoup de think-tanks ressemblent à de grosses maisons d'édition), mais aussi à travers de petits dossiers aisément assimilables par les politiciens ou dans les éditoriaux des pages « opinions » des quotidiens.

## Des militants agressifs

Face à la stratégie sage de la Brookings, du Hudson ou même de l'AEI, les conservateurs militants de l'Heritage ou de la Free Congress Foundation paraissent beaucoup plus agressifs. La moitié du considérable budget de la première, par exemple, est affectée à la promotion de ses idées. Cette organisation offre ses conseils aux politiques sous de multiples formes, public de nombreuses revues, lettres et back-grounders (courtes notes sur un sujet) et se tient prête, sur tous

les sujets, à offrir aux journalistes le « point de vue des conservateurs » : dans le luxueux immeuble de l'Heritage on trouve même un studio de télévision qui permet à ses experts d'être interrogés sur place.

Beaucoup plus modeste, mais encore plus agressif, le Free Congress (fondé en 1985 par Paul Weyrich, un transfuge de l'Heritage), qui conçoit son rôle dans le cadre plus général d'une organisation quasi politique : compétition des « comités d'action » et des groupes de lobbying faisant campagne pour l'extension du référendum d'initiative populaire, d'une justice plus musclée ou même de la vente libre des armes à feu.

Le développement rapide de l'industrie des idées, aux États-Unis, ne concerne pas seulement les quelques soixante-dix instituts de Washington qui réfléchissent sur la privatisation, le système de santé ou le protectionnisme : les petits think-tanks se multiplient également en dehors de la capitale. Le Yankee Institute du Connecticut ou le Pioneer du Massachusetts cherchent à imposer de nouvelles idées au débat local : en s'appuyant sur des équipes plus modestes mais très spécialisées.

En tout, on estime qu'il y a entre mille cinq cents et deux mille think-tanks répartis sur tout le territoire américain. Tous rêvent d'accéder un jour à la consécration suprême : donner au président, le jour de son élection, un recueil de propositions pour son mandat. Après tout, si la Brookings ou l'Heritage peuvent le faire, un institut plus modeste comme le Cato a réussi, pour la prise de pouvoir de George Bush, à faire sensation en publiant son American Vision, dans lequel il préconise aussi bien de réduire le budget de l'État — y compris la défense — que de légaliser la marijuana ! Le marketing n'est pas seulement une question d'emballage ou de promotion : il faut aussi vendre des produits-chocs.

de Washington.  
DIDER POURQUERY.

## En France, l'artisanat

Si en Grande-Bretagne la révolution idéologique Thatcherienne a favorisé l'éclosion de nombreux think tanks, en France le système n'a pas encore pris. Outre-Manche, à côté des deux grands acteurs, Centre for Political Studies et Institute for Economic Affairs, les partis commencent à éprouver le besoin de se doter de leur propre institut : Institute for Public Policy Research des travaillistes et Social Market Foundation pour le petit SDP.

A Paris, à côté des clubs politiques souvent très actifs idéologiquement (le Club de l'Horloge à l'extrême droite, par exemple) et des instituts patronaux (Institut de l'entreprise, ou ETHIC), deux organisations viennent de fêter leur dixième anniversaire, qui se sont dès l'origine conformées au modèle américain : l'IFRI (Institut français des relations internationales) et l'Institut La Botz.

Organisateur de colloques et de conférences, éditeur d'une lettre bimestrielle et d'ouvrages (dont le recueil annuel *Ramasse*), l'IFRI a été conçu par trois chercheurs ayant étudié aux États-Unis et il a été financé au départ grâce à un mélange de concours de fondations américaines (Ford, Rockefeller) et de commandes de ministères. Seule contrainte que lui impose ce double parrainage : ne s'occuper que d'affaires internationales.

L'IFRI fait partie, aux côtés de la Brookings, de l'IFO de Munich et du Royal Institute de Londres, d'un groupe de travail international financé par la firme japonaise Nomura. A noter que l'un des fondateurs de l'IFRI, Pierre Lelouch, est aujourd'hui conseiller en communication de Jacques Chirac. Dans la grande tradition américaine, donc.

L'Institut La Botz, financé uniquement par des industriels

(cotisation annuelle : 130 000 francs), travaille depuis dix ans sur des sujets de politique intérieure : logement, fiscalité, santé, réforme institutionnelle (cumul des mandats, référendum d'initiative populaire). Son originalité : mêler dans les mêmes chantiers des « patrons qui pensent » à des universitaires « consultants » et utiliser une méthode simple qui consiste à comparer systématiquement la situation française à celle d'autres pays développés. Ses positions, parfois surprenantes, se distinguent souvent de celles du CNPF.

Mais pour se développer, les think-tanks à la française devront trouver des relais naturels dans les partis et les ministères. Le système politique français — basé sur les partis — n'est peut-être pas prêt encore à s'appuyer au quotidien sur une industrie des idées au fonctionnement autonome. D. P.

## LE RENOUVEAU DE L'INDUSTRIE LOURDE EN FRANCE

## Un regain fragile

(Suite de la page 15.)

Pendant un temps, les filiales « délocalisées » compensaient les pertes subies sur le sol national : ce n'est plus le cas.

S'il reste à opérer quelques réorganisations, dans la chimie surtout, l'essentiel a été fait et les groupes ont vidé leur portefeuille de leurs activités déficitaires ou marginales. Ils nourrissent désormais des ambitions internationales fortes pour, en particulier, s'implanter outre-Atlantique, mais sans que cela semble se faire aux dépens des investissements en France. Pechiney décidait de racheter American Can en investissant en France.

De nouvelles techniques renforcent la compétitivité des usines. Face aux producteurs du Sud et aux usines délocalisées dans les pays à bas coût de main-d'œuvre, les efforts d'équipement faits depuis quinze ans commencent à payer. Les coulées continues dans les aciéries, les économies d'énergie grappillées partout, calorifère par calorifère, les ordinateurs de contrôle de tous les processus ont nettement amélioré les compétitivités. Dans le même temps les produits eux-mêmes ont évolué. Les engrais sont plus efficaces, les aciers plus légers et plus fiables.

Cette recherche permanente de valeur ajoutée destinée à se différencier des produits banalisés fabriqués au Sud se reflète dans la structure des qualifications des branches concernées : dans la chimie, par exemple, les ouvriers sont passés de 78 % de la main-d'œuvre en 1969 à 59 % en 1987 à calculé M. Jacques Maire de Gaz de France.

Il faut produire au plus près des lieux de vente. Ce facteur est lié au précédent : les produits évoluant, il faut établir des liaisons constantes avec les clients pour connaître leurs problèmes et leurs souhaits. Un va-et-vient client-fournisseur qui traduit le fait que les spécificités, la qualité du produit et le service après-vente

comptent désormais plus que le seul prix. Cette commercialisation, nécessairement fine, s'ajoute alors aux frais de transport des usines du Sud vers les marchés du Nord qui même s'ils ont baissé restent élevés : une tonne de polyéthylène produite dans le golfe Persique arrive en France 20 % plus cher que celle sortie des vapoacquéreurs européens. Les groupes ont alors tendance à réviser leur politique passée de délocalisation pour désormais produire plutôt au plus près des marchés c'est-à-dire dans chacune des trois grandes zones Amérique du Nord, Europe et Japon. Le besoin de minimiser les risques de change milite dans le même sens : les aléas du système monétaire international poussent à produire en dollars pour vendre en dollars, en ECU pour vendre en ECU et en yens pour vendre en yens.

L'endettement des pays en voie de développement a au mieux ralenti leurs investissements et a le plus souvent annulé leurs projets. Si tel n'est pas le cas pour les « quatre dragons » d'Asie (Corée du Sud, Taiwan, Hongkong et Singapour), en revanche le Brésil, le Mexique ou le Venezuela ont dû ravalier leurs ambitions dans l'acier, la pétrochimie ou l'aluminium.

Le prix de l'électricité enfin peut, en France, offrir un avantage de compétitivité important. Suréquipée en centrales nucléaires, EDF signe avec ses gros clients comme Pechiney à Dunkerque, des contrats à long terme aux conditions secrètes mais déterminantes. La France devient un pays à énergie électrique bon marché.

## Des gains récents

La conjugaison de tous ces facteurs conjoncturels et structurels suffira-t-elle pour inverser durablement le mouvement de déclin ? Les investissements qui fuyaient

ont-ils revenir pour de bon ? Le BIPE, après une analyse sectorielle par secteur, tire une conclusion prudente. D'abord parce que les gains de productivité et les changements techniques vont se ralentir. La mutation est faite, et les techniques révolutionnaires qui redonneraient un nouvel avantage à l'Europe (préproduction du minerai de fer, filières électrolytiques d'ammoniac...) ont « peu de chance », selon lui, de s'imposer avant l'an 2000. Ensuite, selon le BIPE, « l'instabilité des cours des matières premières et des produits de base fait peser une incertitude permanente sur la rentabilité des sites européens ».

Enfin, et surtout, les perspectives de développement de ces marchés ne sont pas fameuses. Selon le meilleur scénario, calculé par le BIPE — appelé « nouvel équilibre » et caractérisé par une croissance de la demande et le maintien d'un « talon » important

de capacité dans la CEE — la production d'acier reculerait néanmoins de 0,3 % l'an, celle d'ammoniac ne gagnerait que 0,5 %, celle de chlore 1,1 %, tandis que les oléfines et l'aluminium plafonneraient à + 2 % par an. Un scénario « gris » de poursuite du déclin ou de des tendances négatives ou stagnantes pour tous ces produits.

Il ne faut donc pas rêver. L'industrie de base n'a pas, n'a plus, l'avenir de l'électronique. La France qui, EDF y contribuant, aligne depuis deux ans de beaux investissements ne doit pas perdre de vue que son meilleur avenir est ailleurs. Sans doute néanmoins le recul est stoppé, les entreprises des secteurs lourds développant désormais des stratégies plus complexes et certainement plus favorables à l'Hexagone que ces quinze dernières années.

ERIC LE BOUCHER.

## Le Monde

## ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (tous normal)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	260 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	385 F	700 F

\* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-88-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS  
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

PAYS \_\_\_\_\_

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

\_\_\_\_\_

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

## LA PASSION DU BONHEUR

Conscience puritaine et sexualité moderne

Edmond Lefebvre

Bilan d'une étonnante

enquête sur

l'histoire de la conscience

de mariage et des émotions

aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles

en Angleterre.

2 FASCULES, L'ESPRESSO

Cod. Passages

182 pages 120 F

cert

Collection Puritanisme et sexualité moderne



La chronique de Paul Fabra

Transfiguration des révolutions

Dieu sait si on a répété à l'occasion du Bicentenaire, et l'on a eu raison, qu'en soi la prise de la Bastille ne fut pas une action glorieuse, que ce fut en vérité un épisode lamentable. Avant, pendant et après que la citadelle « ayant même d'être attaquée » (pour reprendre le mot d'un des « esueillants ») ne fut rendue. Dans les heures qui précéderont l'entrée des assiégés, une fraction de la foule avait cru mettre la main sur le fils du gouverneur, M. de Launay. On parle de le brûler, dans l'idée que le père, à la vue du bûcher en flammes, abaissera aussitôt le pont-levis. La scène devait être répétée, malheureusement pour de vrai, cent quarante-sept ans plus tard, devant l'Alcazar de Tolède, un groupe de combattants républicains obligeant le fils du commandant de la place à téléphoner à son père et, sur le refus de ce dernier de se rendre, fusillant leur otage.

À la Bastille, le pont-levis fut effectivement abaissé quelques heures plus tard par le garnison elle-même après que le gouverneur, dont la tête fut ensuite promenée au haut d'une pique, eut reçu l'assurance formelle qu'aucune violence ne serait commise contre personne.

Qu'un événement, magnifique ou pas, se mue en une grande date historique ne dépend pas principalement du comportement, héroïque ou pas, de ses acteurs immédiats. La transfiguration a des chances de se produire si les spectateurs ont été préalablement disposés à la recevoir. C'est pour moi une des deux idées que je tire des multiples rappels, commentaires, récits lus et entendus depuis plusieurs semaines. Si tel fait prend ensuite valeur de symbole, ce n'est pas principalement, comme on serait enclin à le croire, parce qu'on l'a par la suite, pour les besoins de la cause, arrangé. Le processus serait plutôt inverse. C'est parce qu'il a été longtemps préparé, qu'il a mûri dans les esprits, que l'incident qu'on aurait voulu, dans d'autres circonstances, oublier (et

les peuples ont une aptitude multipliée de faire ainsi le vide autour de certaines périodes de leur passé) est retenu, choyé, vénéré dans le souvenir. Chateaubriand a écrit (je cite de mémoire) que la Révolution était accomplie avant de se produire. C'est parce qu'on a reconnu ce que l'on savait déjà au fond de soi qu'on s'arrête sur l'événement, comme si le fil de l'histoire s'immobilisait l'instant d'une journée au moment où sa marche se précipite.

Il arrive du reste parfois, peut-être même découvrirait-on, si on savait tout, qu'il arrive souvent, que l'événement historique ait été choisi comme tel avant même qu'il éclate. La Bible donne beaucoup d'exemples de malheurs — et aussi de bonheurs — que Dieu annonce par la bouche de ses prophètes, afin que nul n'ignore parmi le peuple le sens, la portée, l'importance de ce qui lui arrive au moment où ce qui devait arriver arrive. Quand les circonstances s'y prêtent, l'événement historique peut même être organisé méthodiquement. Ce fut le cas, par exemple, pour la libération de Paris. L'entrée de l'armée fut retardée pour laisser le temps à l'insurrection de libérer elle-même Paris.

C'est pourquoi, n'en déplaise à M<sup>me</sup> Thatcher, il n'y a pas beaucoup de sens à nier la grandeur d'une action historique sous prétexte que, tout bien considéré, ce n'est pas elle qui a changé le cours de l'histoire. Outre qu'une prudence accrue s'impose lorsqu'il s'agit du passé des autres, qu'on ne connaît que de l'extérieur pour ne pas l'avoir vécu comme un fils voit les récits mille fois entendus de la vie de son père, c'est précisément parce que l'événement fait corps avec l'idée qu'on a de l'histoire au point de s'y confondre,

qu'il parle encore aux imaginations. Il parle à l'imagination de ceux qui ont été façonnés par l'instruction qu'ils ont reçue, l'éducation qu'on leur a donnée, pour le plaisir dans toute sa réalité encore présente.

M<sup>me</sup> Thatcher cite en exemple la « révolution tranquille de 1688 » (en oubliant de mentionner que cet épisode pacifique avait été précédé, au milieu du siècle, par la décapitation d'un roi). Le ferait-elle si de grands penseurs, à commencer par le philosophe Locke, n'avaient pas donné de l'événement une interprétation grandiose (et probablement justifiée, mais là n'est pas la question) ? Cette interprétation, pour toute rationnelle qu'elle ait voulu être et qu'elle soit probablement, a fini par modeler la sensibilité politique des sujets de Sa Gracieuse Majesté, et, au-delà des îles Britanniques, de beaucoup d'hommes et de femmes cultivés à travers le monde. Au sujet de Locke, l'historien américain Carl Becker, auteur d'un livre publié pour la première fois en 1922 sur la « Déclaration d'indépendance » des États-Unis, se réfère lui aussi à ces événements de 1688 que les Anglais appellent « la glorieuse révolution ». Il écrit à ce sujet : « Les whigs avaient besoin d'une théorie politique qui ferait de leur révolution une « glorieuse Révolution » (la theory of politics that would make their revolution of 1688 a « glorious revolution »).

En d'autres termes, si les Français ont dû faire oublier le sang versé par leur Révolution, les Anglais ont eu besoin de rehausser par quelques fortes idées, peut-être inventées après coup, celle, par trop banale, du Parti des whigs. Becker ajoute cette précision : « Locke était le premier à dire qu'il avait fait toutes ses découvertes en appliquant intention-

nellement l'effort de son esprit dans une certaine direction. »

L'autre conclusion qui pourrait, me semble-t-il, se dégager des débats contradictoires autour du Bicentenaire, est que l'ignorance de l'histoire et de ses filiations sert à faire l'histoire, mais qu'elle contribue à y inscrire de nouvelles tâches d'ombre. Dans ses admirables Origines de la France contemporaine, publiées il y a un siècle, Taine nous rappelle l'avertissement suivant prononcé par l'Assemblée de 1791 : « L'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des maux publics et de la corruption des gouvernements. » De là à penser que la proclamation de la Déclaration des droits de l'homme (celle qui est reproduite dans notre actuelle Constitution est une version légèrement modifiée en 1791 de la version rédigée en août 1789) marque une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité, est un pas que beaucoup ont jusqu'à une époque récente franchi. Il est malheureusement clair que, premièrement, il n'a pas suffi de consigner dans un document solennel les droits en question et, deuxièmement, que la Déclaration n'était pas sortie tout droit du cerveau des membres du comité des Cinq dont Mirabeau faisait partie (lequel Mirabeau dit dans un de ses discours prononcés à cette occasion : « Ces mots « comité » et « rédaction » hurlent d'effroi de se voir accouplés. »).

La Déclaration des droits de l'homme a une histoire, comme la « Déclaration d'indépendance » américaine qui l'a précédée de treize ans et qui se réfère aussi aux droits « naturels » et « imprescriptibles » de l'homme.

Pour justifier leur révolte contre l'autorité britannique, les Pères fonda-

teurs de la Constitution américaine de 1776 donnaient de la leur une interprétation pour le moins contestable. C'est ainsi que, dans le texte de la « Déclaration d'indépendance », il est fait état de la « tyrannie absolue » exercée par le roi et qu'aucune allusion, sinon très vague, est faite au Parlement de Londres, qui pourtant légiférait pour les treize colonies. Mais le plus intéressant est de s'interroger sur l'origine de ces droits naturels dont l'autorité est invoquée pour s'opposer à l'autorité monarchique (et parlementaire) établie.

En n'est pas le lieu ici d'entamer une discussion sur cet immense sujet. Bornons-nous à faire remarquer que beaucoup d'historiens des doctrines politiques estiment aujourd'hui que la première formulation moderne de cette notion de droits et notamment de droits de propriété, attachés à tout homme du simple fait qu'il est un homme, remonte au seizième siècle et qu'elle émane de jésuites espagnols. Avant eux, et notamment chez saint Thomas d'Aquin, on trouve cette idée, mais exprimée en termes plus philosophiques que politiques et juridiques. Les jésuites espagnols avaient pour souci de protéger les personnes et les biens des Indiens d'Amérique contre les exactions des colons. C'est dans ce dessein qu'ils forgèrent la doctrine des droits imprescriptibles et indépendants des origines religieuses et nationales. Les constituants de 1791 étaient loin de se douter de cette filiation intellectuelle, eux pour qui l'Eglise en général, et les jésuites en particulier, représentaient l'abus de pouvoir par excellence.

L'ignorance des droits de l'homme n'est pas, comme ils le croyaient, à l'origine de tous les maux des hommes. Le mal, peut-être, se trouve dans le cœur de tous les hommes, y compris dans celui des rédacteurs de la Déclaration des droits de l'homme.

A TRAVERS LES REVUES

Par MICHEL BEAUD

En pleins remous...

ENTRE le Nord et le Sud, la dette extérieure fait l'objet d'un intense débat politique et d'interminables négociations ; elle est aussi de plus en plus l'enjeu d'opérations financières dont on mesure mal encore toutes les incidences. On sait que des opérateurs rachètent à prix de soldes — parfois de braderie — des titres de dette de la dette des banques soucieuses de s'en débarrasser ; on sait moins bien ce qu'il en advient (1).

Dans certains cas, ces opérateurs les recèdent en monnaie nationale — à meilleurs prix ou en obtenant des compléments de financement — à l'État débiteur lui-même, en s'engageant à réaliser dans le pays des investissements nouveaux : ce fut le cas en Argentine, en Uruguay et au Brésil (2) ; on peut alors parler de « capitalisation de la dette », première source de financement de l'investissement, ces dernières années, dans ces trois pays — mais d'un investissement d'un niveau bien modeste il est vrai... et le montant de la dette n'en est guère amoindri.

Dans d'autres cas, les disponibilités financières obtenues par la double opération de rachat/revente des titres de la dette sont utilisées pour l'acquisition d'actions d'entreprises existantes, notamment à l'occasion d'opérations de privatisation : ce fut le cas au Chili, pour une part appréciable de la dette (environ 30 %), les opérateurs étant principalement des entreprises étrangères (2) ; dans ces conditions, la combinaison d'opérations de privatisation et de conversion de la dette a conduit à un renforcement du contrôle étranger sur l'économie : en quelque sorte, d'un seul coup, une double « dénationalisation ».

Ce n'est là qu'un des aspects de la transformation du paysage de l'économie mondiale. Un autre aspect est la déstabilisation des oligopoles internationaux : pour le pétrole comme pour le blé, le soja ou le café ; pour les industries minières et métallurgiques, comme pour les industries électriques et électroniques (3).

Fin, déclin des oligopoles ? Pour Pierre Chalmid, du Conservatoire national des arts et métiers, ils sont, comme les dino-

saures d'autrefois, confrontés au changement du climat : aussi certains « cherchent-ils à s'adapter (...) ». Mais la plupart, bloqués dans des structures publiques ou dans des schémas idéologiques, n'en ont pas la possibilité (5). Pour Jean-Louis Perrat, du GERDIC (université Rennes-I), « c'est la notion même d'oligopole, trop statique, trop fugitive, qui semble désuète face à la richesse et à la complexité des comportements observables des firmes » (3).

De ce nouveau comportement des grandes firmes mondiales, quelques grandes lignes se dégagent.

Concentration et recentrage

D'abord, le recentrage sur le métier principal : « La notion de métier est mise à l'épreuve par la plupart des groupes dans la définition et l'exécution de leur stratégie », souligne Michel Delapierre (CEREM, université Paris-X) et Lynn Krieger (Mytelka, Carleton University) (4) ; d'ailleurs, les groupes renouent de plus en plus au comportement congloméral et ont tendance à se défaire des activités éloignées de leur métier.

Kaléidoscope

— Le calcul économique public, bilan de quinze années de recherche et perspectives, numéro spécial sous la direction de Bertrand Munier et de Guy Tamy, *Revue d'économie politique*, mars-avril 1989.

— Nord et Sud, Ouest et Est : les politiques de croissance économique, théories et réalités, *Revue internationale des sciences sociales*, mai 1989.

— Libéralisation des échanges, déréglementation et privatisation, vieillissement démographique et économie, *Revue économique de l'OCDE*, printemps 1989.

— Empirisme et théorie, organisation et marché, plein emploi et libéré des échanges en Suède, monnaie européenne et monnaie africaine, *Revue*

française d'économie, hiver 1989.

— Les comparaisons internationales dans l'analyse du travail, *Revue d'économie politique*, 1989, n° 2.

— La hiérarchie des salaires en France, *Economie et statistique*, mai 1989.

— Les salariés de l'Etat et des collectivités territoriales, *Economie et statistique*, juin 1989.

— Espagne 2025, les investissements japonais dans le monde, *Futuribles*, juin 1989.

— L'énergie hydraulique : numéro spécial de la *Revue de l'énergie*, mars-avril 1989.

— Etats et sociétés nomades, dossier de *Politique africaine*, juin 1989.

— Lié à ce recentrage, un nouveau mouvement de concentration à l'échelle mondiale : « A l'horizon de l'an 2000, il ne devrait plus rester que trois ou quatre grands constructeurs dans de nombreux secteurs » (4).

Cette concentration et ce recentrage permettent d'assumer dans de nombreux domaines les coûts de plus en plus élevés de la recherche et du développement ; ils sont conçus en fonction non d'une guerre de positions, mais d'une guerre de mouvements : avec le souci permanent de la capacité de répondre à des situations diversifiées et de l'adaptation — notamment par la mise en œuvre d'une combinatoire de compétences diversifiées articulées en grappes autour de technologies génériques » (4). D'où la progression de la stratégie dite des grappes technologiques.

Dès lors, selon Michel Delapierre et Charles-Albert Michélet, du CEREM, c'est à une double transformation de la nature et de la stratégie des firmes multinationales que l'on assiste (5).

Ces dernières sont en train de remettre en cause les formes d'organisation qu'elles avaient dans les années 60-70 : structures hiérarchiques et internalisation de l'ensemble des activités, ce qui

implique à la fois contrôle direct et investissement direct. « Au cours des quinze dernières années, les firmes ont eu une tendance de plus en plus marquée à substituer aux investissements directs des modalités plus légères moins dépendantes d'un apport en capitaux : joint-ventures, contrats de gestion, sous-traitance, usines « clés en main », crédit-bail. Ce choix a surtout été observé dans les économies les moins développées. »

Pivots et satellites

Plus largement, ce qui se met en place, c'est une structure en réseau avec un centre qui sert de pivot pour les diverses activités, dispose de l'information (sur le marché mondial, les créneaux, la concurrence), mène la stratégie, définit les normes, assure le contrôle avec aussi des satellites liés à ce centre par des liens divers et, pour l'essentiel, par un « contrat de collaboration » assurant l'équilibre nécessaire entre le partage des risques et partage des gains.

Ainsi la nouvelle structure peut-elle être qualifiée de « firme-réseau multinationale » (FRMN) : « Dans tous les cas, l'autonomie — juridique et financière — des nouveaux partenaires est au centre de la nouvelle configuration. Les règles du jeu sont désormais fixées par l'accord lui-même. La forme contractuelle est au cœur de la construction de la FRMN. Elle se substitue aussi bien aux structures hiérarchiques qu'aux échanges marchands » (5).

Réduction des coûts engendrés par l'organisation hiérarchique et l'internalisation d'activités réparties dans de nombreux pays, plus grande souplesse, meilleure capacité d'innovation et de réaction à l'Aléa, meilleure mobilisation des savoir-faire : telles devraient être les principales vertus de cette nouvelle forme d'organisation multinationale.

Il y a plus : ces « firmes-réseaux multinationales » adoptent de nouvelles stratégies d'alliances, plus diversifiées et plus mobiles : alliances entre FRMN appartenant au même

secteur, et donc concurrentes, pour « des opérations en commun dont elles partagent les fruits » ; alliances entre des partenaires provenant de secteurs différents, sur de nouveaux domaines de coopération, susceptibles de devenir de nouveaux champs de concurrence ; alliances entre groupes industriels et organismes de recherche, universitaires notamment ; alliances aussi entre puissantes firmes mondiales et moyennes ou petites entreprises.

Au total, les changements en cours annoncent la mise en place d'une économie mondiale à la fois fortement polarisée et mobile, en incessante adaptation.

(1) R.R. Brandel, « Les nouveaux instruments de la gestion de la dette, une espérance ou un leurre ? », mars-avril 1989 (14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 08). Cet article fait partie d'un dossier : « Le tiers-monde doit-il payer sa dette ? ».

(2) Voir les publications et les documents de travail de l'équipe de recherche plurinationale PRIES Coo Sur,

(Programa Regional de investigaciones económicas y sociales del Coo Sur, Pichincha 667 C, Buenos Aires, Argentine), avec notamment les travaux de Gustavo Marin et Patricia Rozas sur le Chili, Miguel Alberto Sanchez sur l'Argentine, Gustavo Arce sur l'Uruguay et Marcos Arrada sur le Brésil.

(3) « Déstabilisation des oligopoles internationaux », numéro spécial d'*Economía y sociedad*, 1988 n° 11-12. *Cahiers de l'ISMEA* — série « Relations économiques internationales » — P n° 31, sous la direction de Jean Cousy, de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (PUG, BP 47 X, 38040 Grenoble Cedex).

(4) Michel Delapierre et Lynn Krieger Mytelka, « Décomposition, recomposition des oligopoles », *Economía y sociedad*, 1988 n° 11-12.

(5) Michel Delapierre et Charles-Albert Michélet, « Vers un changement de structures des multinationales : le principe d'internalisation en question », *Revue d'économie industrielle*, 1<sup>er</sup> trimestre 1989 (3, rue Soufflot, 75005 Paris) ; l'ensemble du numéro présenté par Jean-Pierre Gilly, professeur à l'université Toulouse-III, est consacré aux groupes industriels et financiers.

ISEEC		
COMMUNIQUE SES RÉSULTATS AUX		
CONFIDENTIALITÉ-SECTOR	ACTION COMMERCIALE	COMMERCIALISATION
97 %	77 %	81 %
2 <sup>e</sup> édition : Pour les inscriptions aux : • ISEEC : Diplôme des études commerciales. • ISEECM : Diplôme Supérieur, Étud. Sup. Markt. Int. • ISEECMBA : Diplôme Supérieur, Étud. Sup. Marketing. • Statut « Sécurité sociale étudiante ».		
S'adresser à ISEEC Réseau 24, rue Tiphaine, 75013 Paris (1) 45-79-82-97 (Adm. GP : (1) 45-37-71-10)		

(Publicité)

**AVIS APPEL A LA CONCURRENCE**

La société HUICOMA, huilerie cotonnière du Mali, lance un appel à la concurrence pour la présélection des entreprises en vue des travaux préparatoires à la construction d'un atelier d'extraction.

LOT 1 : Aménagement du terrain, remblai, drainage.

LOT 2 : Fondation de l'atelier et construction des ouvrages annexes en b.a.

**Financement CCCE**

Délais : date limite de dépôt des candidatures pour la présélection, le 07-08 1989 à HUICOMA BAMAKO.

Le dossier complet peut être consulté et/ou retiré auprès de la :

- CFDT, 13, rue de Monceau, 75008, Paris. Tél. : 43-59-53-95.
- HUICOMA C/O CMDT-BP 487 BAMAKO (MALI).

## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**36 15**  
**£ M**

Maintenant des postes auxquels  
vous ne pensiez pas  
vous sont proposés.



Le système  
télématique  
expert  
de l'emploi  
des cadres.

Développer notre image

### RESPONSABLE RELATIONS EXTERIEURES

Département important du Groupe EGOR, nous souhaitons accélérer notre développement dans de nouveaux secteurs et créons le poste de responsable des relations extérieures.

Chargé d'initier des contacts à haut niveau auprès des instances professionnelles, de la presse spécialisée... vous assurerez la promotion de notre image dans ces nouveaux secteurs. Vous développerez les relations de notre département dans le cadre de manifestations professionnelles (salons, congrès...). Vous établirez des liens privilégiés avec les Associations d'Anciens Elèves des Ecoles dans les domaines concernés.

Ayant acquis une première expérience en entreprise, de préférence dans le secteur commercial, vous souhaitez vous investir, au sein d'un groupe performant, dans une fonction nouvelle dans laquelle vous pourrez pleinement mettre en valeur votre sens relationnel, votre goût des contacts et votre dynamisme.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 31/2700 AM à :

**EGOR S.A.**  
8, rue de Berri - 75008 PARIS

**EGOR**  
PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

# MARSEILLE GRAND CHEF DE PUBLICITE

ORC Méditerranée est l'agence marseillaise de l'une des toutes premières agences de publicité de recrutement françaises. Nous recherchons un jeune chef de publicité qui souhaite grandir avec nous. Diplômé de l'enseignement supérieur (lettres ou école de commerce), vous avez déjà exercé vos talents commerciaux lors d'une expérience significative de préférence dans le service ou le conseil. Votre mission vous conduira à développer et à suivre des budgets de communication de recrutement auprès des entreprises de votre région. Nous vous remercions d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. + photo (retournée) à Anne Florence Trebault - O.R.C. 10, rue Louvois - 75002 PARIS. Les entretiens auront lieu à notre agence de Marseille à compter du 21 août prochain.

**ORC**  
ORGANISATION RECRUTEMENT COMMUNICATION

**VOUS AVEZ MOINS DE 25 ANS**

La presse écrite vous intéresse  
Vous êtes motivé(e) par une carrière commerciale  
Vous êtes (ou vous serez) titulaire d'un BTS  
ou équivalent au 01-09-1989.

**FAITES PARTIE DES 50 JEUNES QUI DEVIENDRONT**

### CHEF DE PUBLICITE

DANS L'UN DES PRINCIPAUX TITRES DE LA PRESSE FRANÇAISE

L'Institut de formation du Centre d'Études-Média (IFCEM), vous propose, dans le cadre des contrats de qualification, une formation spécialisée (formation en alternance, rémunérée, du 1-10-89 au 31-07-90).

Pour obtenir les programmes détaillés et notre dossier de candidature, adressez une lettre manuscrite, une photo et un C.V. avant le 30 juillet 1989.

**CENTRE D'ÉTUDES-MÉDIA, 41, RUE YBRY, 92200 NEUILLY/SEINE.**

## 2 secrétaires d'édition

Les ÉDITIONS DU CHENE recherchent pour leur collection d'ouvrages de référence en Histoire de l'Art deux secrétaires d'édition rattachées à la Direction Éditoriale.

- De niveau maîtrise, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience dans l'édition de beaux livres ou d'encyclopédies. Réf. 89065/M
- De niveau licence ou maîtrise, vous possédez une expérience de la recherche iconographique et des beaux livres. Réf. 89061/M

Ces deux postes, à durée déterminée d'environ 2 ans, exigent une bonne culture en Histoire de l'Art ainsi qu'une bonne pratique des langues (anglais nécessaire). L'expérience de la micro-informatique est souhaitée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature sous la référence choisie à la Gestion des Cadres du Groupe LIVRE HACHETTE, 24, bd Saint-Michel, 75006 PARIS.

**HACHETTE GROUPE LIVRE**

### RESPONSABLE ETUDES TECHNIQUES

Vous avez impérativement une formation supérieure, de préférence juridique, et au moins 5 ans d'expérience dans le domaine de l'assurance. Vous êtes un généraliste des risques IARD : votre compétence a été acquise au sein d'une petite compagnie (production, études techniques, bureaux d'études...) ou chez un courtier (montage de contrats). Une expérience en milieu bancaire, ou du moins une bonne connaissance du fonctionnement d'un établissement bancaire, serait un atout favorable. Sous l'autorité du Directeur Général en relation constante à établir une offre d'assurances au profit des sociétés (gestion globale des risques avec interactivité entre tous les contrats). Il s'agit de participer progressivement aux risques informatiques du réseau et aux produits d'assurance destinés à la clientèle de notre réseau. Il participera aussi à la vie de la production et au règlement des sinistres en particulier dans le domaine de la sécurité bancaire. En dehors de ses compétences techniques, nous souhaitons une personne à l'esprit ouvert au marketing, au service de nos utilisateurs. Notre structure offre une grande variété de tâches et des aptitudes au travail en équipe et une forte capacité à s'investir dans des projets importants de développement. Poste à pourvoir : Paris 15<sup>e</sup>.

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo sans référence 6268 M à Sérino, 47 bis avenue Daumesnil, 75007 Paris.

**SÉRINO**  
Membre de Syntec

### SAVOIE PRALOGNAN-LA-VANOISE

site olympique 1992  
recherche

### LE DIRECTEUR

capable de concrétiser les idées de développement et les ambitions de la station

Il contribuera à la valorisation des possibilités exceptionnelles de Pralognan la Vanoise.

Il dirigera la société d'économie mixte, exploitant l'ensemble des activités sportives et touristiques de la commune (budget 15 MF).

Il aura à élaborer et mettre en place des produits commerciaux adaptés aux nouvelles exigences de la clientèle.

Il dirigera le syndicat d'initiative. Angles obligatoires.

Age minimum : 35 ans. Libre automne 1989.

Adresser lettre et c.v. à :  
Mairie de Pralognan-la-Vanoise 73710 - Tél. : 79-08-71-23.

Un très puissant groupe industriel français fortement exportateur et parmi les leaders mondiaux dans son secteur de pointe, recherche un

## Juriste d'Entreprise

à dominante Internationale

Région Paris-Ouest

Au sein d'une équipe de juristes d'affaires réellement opérationnelle, votre mission comprend : la négociation et le suivi des contrats de vente, de licence, accords industriels, en France et à l'étranger ; la définition et la mise en place des interventions de la Société sur ses marchés internationaux (agents, bureaux, filiales, joint-ventures...). Pour mener à bien vos actions, vous travaillerez en étroite relation avec les différentes entités du Groupe et les intervenants extérieurs (Clients étrangers, cabinets juridiques...).

A 30/35 ans, doté d'un solide bagage juridique en droit des affaires complété idéalement par Sciences-Po, une ESC ou une Ecole de Gestion, et ayant eu une expérience réussie en entreprise et/ou en Cabinet, vous souhaitez pouvoir exprimer vos qualités de rigueur et de contact dans une entreprise internationale qui valorise pleinement la fonction juridique. Vous avez évidemment un très bon niveau d'anglais.

Contactez Frédéric Foucard au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tel + rémunération actuelle à : Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. FTLAS4MO.

**Michael Page Tax & Legal**  
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal  
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney

## ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN

### recherche un

## CHARGE DE CLIENTELE INSTITUTIONNELLE

Il intégrera le département de l'exploitation bancaire, organisé par clientèle, et se verra confier un portefeuille spécifique, avec pour missions :

- d'entretenir la relation commerciale et de développer la clientèle ;
- d'organiser une gestion de trésorerie sous mandat.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de gestion (IEP, ESCAE, DESS éco...) riche d'une première expérience de 3 ans en exploitation bancaire.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature s/réf. 3140600 à Contesse Publicité, 20 av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**CONTESSÉ**

### INGENIEURS SUPPORT A LA VENTE

Le leader Européen de la communication informatique sur ethernet crée sa filiale française en Ile de France sud.

Support technique d'une cellule de marché vous serez l'homme des applications clients. Votre connaissance des architectures et techniques des réseaux (spécialement ethernet) vous permettra de former et conseiller les utilisateurs de nos produits, de valider les propositions commerciales et de créer et maintenir une documentation technique.

Débutant ou expérimenté vous maîtriserez l'anglais écrit et parlé.

Pour nous rejoindre adressez votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à :

Didier Bourgeot  
Spider Systems SA  
Les Algorithmes  
Saint-Aubin  
91194 Gif sur Yvette  
PARIS

**SPIDER SYSTEMS**

## Consultant

Mais avec la trentaine, et vous voulez devenir Consultant

Autre par la diversité des problèmes, vous savez les aborder avec une intelligence aiguë.

Avec un diplôme d'une Grande Ecole d'ingénieurs, et une première expérience industrielle réussie, vous disposez d'une forte puissance de travail et d'une bonne capacité de persuasion.

Notre Cabinet, membre de Syntec, possède une notoriété de premier ordre et peut vous permettre d'évoluer rapidement vers un poste de responsabilité, comprenant de larges initiatives et une réelle autonomie dans l'action.

Nos bureaux sont à Paris et Lyon.

Votre domicile est en France.

La rémunération que nous vous proposons sera très attractive, à la mesure de votre potentiel et de votre ambition professionnelle.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, écrivez à AXIAL, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, sous réf. 1635, en adressant lettre manuscrite, c.v. et photo.

Votre dossier sera examiné de façon confidentielle.

### Le maire de Beauvais (Oise)

recherche

### COLLABORATEUR DE CABINET

- animation du cabinet,
- relation presse,
- bonne capacité de rédaction.

Formation : niveau Bac + 4

Adresser candidature avec C.V. détaillé et photo à M. le maire de Beauvais, secrétaire général, hôtel de ville BP 330, 60021 Beauvais Cedex, pour le 1<sup>er</sup> août 1989 au plus tard.

مكتبة الأمل

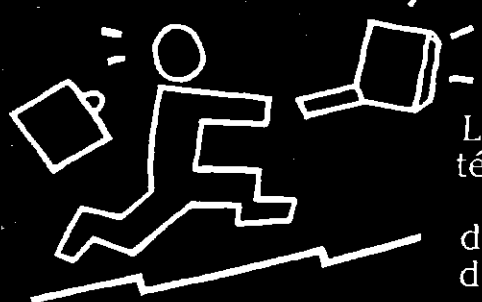


**Le Monde**  
**CADRES**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**36 15**  
**FM**

Maintenant vous pouvez  
savoir si votre profil  
est très demandé.



Le système  
télématique  
expert  
de l'emploi  
des cadres.

**DIRECTEUR DES OPERATIONS**

Logistique - Secteur textile

350.000 F +

Paris - Cette société (70 personnes, chiffre d'affaires : 80 millions de francs), jeune filiale française d'un groupe britannique important, commercialise des textiles pour le linge. Pour faire face à sa croissance, elle recherche aujourd'hui son directeur des opérations. A la tête d'une équipe de 15 personnes, il sera chargé de tous les aspects logistiques : achats, commandes, stockage, transport, sous-traitance... Il sera ainsi le garant du service rendu à la clientèle : quantités, qualité, délais. Ce poste qui offre de réelles perspectives de carrière, s'adresse à un professionnel de la logistique, diplômé de l'enseignement supérieur, connaissant l'outil

informatique et ayant un minimum de cinq années d'expérience dans un poste de management opérationnel. La connaissance du secteur textile et du monde de la grande distribution seraient des atouts supplémentaires. Le candidat appréciera le travail en équipe enthousiaste, dynamique et impliquée et devra couramment parler anglais. Fonction des compétences présentées, la rémunération sera très motivante pour un candidat de valeur. Ecrire à J. MOLLER en précisant la référence A/R9572M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84 (PA Minitel 36.14 code PA)

**PA Consulting**  
Group

Creating Business Advantage

**IMPORTANT GROUPE DE PRESSE**

recherche

**JURISTES ET FISCALISTES DE TALENT**

Notre groupe lance une publication juridique et fiscale d'un style nouveau s'adressant à une clientèle de dirigeants d'entreprises et de professionnels du droit. Son rédacteur en chef recherche des jeunes spécialistes du droit des affaires et de la fiscalité pour leur confier la responsabilité à part entière d'un département.

Si vous êtes sensible(e) aux problèmes concrets du management, si vous êtes attiré(e) par le secteur de la communication, si vous êtes titulaire d'un diplôme de troisième cycle en droit fiscal ou en droit des affaires (DEA, DESS, Doctorat) et si vous avez une expérience professionnelle de plusieurs années dans les domaines concernés, venez innover avec nous !

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V.,  
photo et prétentions, sous n° 8450  
LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.



**MENSIA**

Cabinet de conseil implanté à Paris

RECRUTE des consultants à haut potentiel  
pour poursuivre le fort développement de ses activités  
• STRATÉGIE et TERRITOIRE • et • SYSTÈME D'INFORMATION •

**STRATÉGIE et TERRITOIRE**

Vous avez les qualités suivantes :

- Une sûreté et une rapidité de diagnostic ;
- Une forte rigueur intellectuelle allée à un sens critique aiguisé ;
- Une culture économique et financière solide.

Nous vous proposons de participer à des missions d'audit de fonctionnement, de diagnostic stratégique et à la mise en œuvre des plans de mutation élaborés avec nos clients.

Si, en plus, vous aimez confronter votre intelligence à celle d'autrui dans le cadre d'un travail en équipe, si vous manifestez une forte plasticité intellectuelle qui vous amène à préférer la méthode aux méthodologies, si votre assurance personnelle garantit le modestie indispensable à une « éthique de service », nous serions très heureux de vous associer rapidement au choix et à la mise en œuvre de notre stratégie au service de nos clients.

**• Poste n° 1, CONSULTANT**

Vous avez acquis une très bonne connaissance des organismes publics ou parapublics comme conseil au service des Collectivités territoriales et des services extérieurs de l'Etat ou, mieux encore, au sein de la fonction publique locale ou nationale.

Vous apporterez votre expérience à l'activité « Stratégie et Territoire » comme expert au sein d'équipes d'intervenants complémentaires ou comme responsable opérationnel de missions :

- Evaluation de politiques publiques ;
- Modernisation des services extérieurs de l'Etat et d'établissements publics ;
- Conseil en stratégie pour les entreprises productrices de services collectifs.

Rémunération très attractive en fonction de l'expérience et du profil (IPC, HEC option management public, Sciences Po, double formation appréciée).

**• Poste n° 2, CONSULTANT**

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieur ou universitaire (Doctorat), vous avez au moins 4 ans d'expérience au sein d'une Société de conseil.

Vous avez mené à bien des missions de diagnostic stratégique et de conduite d'opérations de changement (réorganisation, projet d'entreprise).

Vous intégrerez l'activité « Stratégie et Territoire » comme chef de mission.

Une spécialisation en management public ou une expérience professionnelle réussie dans le domaine de la production de services collectifs seront très appréciées et valorisées.

Rémunération annuelle : 320 000 F + +.

**SYSTÈME D'INFORMATION**

**• Poste n° 3, CHEF de PROJET/CHEF de MISSION**

Diplômé d'une grande école d'ingénieur (X, ECP, ENSIMAG...), vous avez 3 ou 4 ans d'expérience dans une société de service ou au sein de la Direction des études informatiques d'un grand groupe.

Vous avez :

- Une bonne culture technique (langages, architecture des bases de données, réseau, génie logiciel...) ;
- Une expérience d'analyse fonctionnelle de systèmes importants et éventuellement de la conduite d'études préalables ou de schémas directeurs informatiques ;
- Une expérience de l'encadrement de projet de réalisation informatique ;
- Une certaine maîtrise des environnements gros systèmes.

Vous souhaitez élargir le champ de vos responsabilités dans des environnements diversifiés sans abandonner le « métier » technique qui vous passionne, alors venez nous aider à concevoir l'architecture des systèmes d'information que nous mettons en place chez nos clients.

Rémunération envisagée : 300 000 francs et plus en fonction du profil.

MERCI D'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE MANUSCRITE  
AVEC C.V. ET PHOTO A L'ATTENTION DE MONSIEUR NADAL  
sous le n° 8431 - Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.



**MERRELL DOW RESEARCH INSTITUTE**  
Centre de Recherche de Strasbourg

**Docteur ès Sciences**  
**Spécialiste en chimie analytique**

Notre Centre emploie près de 200 personnes et a pour vocation la découverte de nouveaux médicaments par une approche rationnelle et fondamentale. Notre équipe multidisciplinaire de chercheurs venant de 14 pays bénéficie d'une excellente réputation au sein de la communauté scientifique internationale et constitue un environnement particulièrement stimulant.

Nous souhaitons intégrer un Docteur ès Sciences spécialiste en Chimie Organique ou Biochimie ayant acquis une solide expérience en méthodes analytiques, soit au cours d'un stage postdoctoral soit dans un poste similaire. Ce chercheur aura pour mission essentielle la mise au point des méthodes de dosage de molécules d'intérêt biologique et d'analyse de traces.

Nous recherchons un candidat faisant preuve d'une excellente maîtrise des techniques chromatographiques (CLHE, CPG, LPS) et spectroscopiques (RMN, IR, SM). Une expérience en programmation est vivement souhaitée. La maîtrise de l'anglais est indispensable dans ce groupe international.

Veuillez adresser votre CV + photo et trois références au Service du Personnel, Merrell Dow Research Institute, 16 rue d'Ankara - 67084 Strasbourg Cedex - France.

**RESPONSABLE MARKETING**

Un poste nouveau. Un double marché.  
Un triple objectif.

Nous sommes une Société de prestation de services. En liaison étroite avec un très grand réseau de professionnels, leader en France de la Transaction Immobilière, nous vous proposons :

- soutenir activement la mutation de ce réseau face au marché européen.
- lui donner des outils marketing pour optimiser son rendement commercial.
- lui permettre de s'adapter au nouveau comportement de sa clientèle.

**MEDIATEAM**

Adressez lettre, C.V. et photo (en précisant la référence 325), à notre Conseil Sophie Guénot - MEDIATEAM - 15/17, rue de Vanves - 92100 BOULOGNE.

Rattaché directement à la Direction Générale,

- vous étudiez les besoins du consommateur final et proposez des nouveaux produits (crédit, gestion, assurance, etc...).
- vous analysez les besoins des professionnels et développez des services qui les aideront à consolider leur avance vis-à-vis de la concurrence.

Dans le cadre de votre mission,

- vous appliquez les méthodes commerciales de pointe, en particulier celles du Marketing Direct, pour améliorer la prestation de

service des Agents Immobiliers du réseau.

- vous proposez des produits et services qui facilitent la vie du groupe.
- vous prenez en charge toute la communication interne, préparez les plans de lancement et contrôlez les résultats.

A 30 ans environ, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis, si possible une réelle expérience, soit dans le service Marketing d'un établissement financier (banque ou assurance) soit dans le cadre d'une direction commerciale d'une PME.



CA : 2 milliards, 1500 personnes, 26 unités de production, importante branche de LAFARGE COPPEE, premier producteur français et le seul à fabriquer et à commercialiser une gamme complète de plâtres en poudre, carreaux et plaques et aussi des cloisons isolantes, collés et enduits, recherche dans le cadre de son développement un :

**Ingénieur Etudes et Projets Industriels**

Vous intégrerez la Direction des Etudes Industrielles dont la responsabilité est essentiellement de concevoir nos nouvelles installations et de promouvoir le progrès Technique dans nos unités de fabrication, tant au niveau de la définition et de l'utilisation des équipements qu'au niveau des procédés. Dans ce contexte votre mission sera variée : étude et réalisation des projets qui vous seront confiés dans le cadre de la création de nouveaux sites industriels, réalisation d'audits techniques et participation à l'élaboration des programmes d'investissements en vue d'optimiser l'outil de production existant, assistance technique auprès de sociétés associées ou extérieures au Groupe.

Pour ce faire, vous êtes ingénieur diplômé : SUPELEC, GRENOBLE, ou AM, ICAM, avec une spécialisation en électricité, automatisme, informatique industrielle et vous avez acquis une expérience de 2/5 ans (entretien-travaux neufs, méthodes, fabrication...) dans une unité industrielle de process. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Des déplacements (France/étranger) sont à prévoir pour ce poste basé au siège à l'Isle-sur-Sorgues (Vaucluse). Un candidat de valeur peut être assuré d'évoluer dans nos structures.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous référence 457 M à :

J.P. parichon  
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris

## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

36 15  
IM

Maintenant vous ne pouvez plus  
manquer l'offre d'emploi  
de votre vie.



Le système  
télématique  
expert  
de l'emploi  
des cadres.

### CHEF DU SERVICE ETUDES ECONOMIQUES

PARIS

Un organisme professionnel - transformation des  
métaux - (50 personnes - 400 adhérents)  
recherche le responsable de son service Etudes  
Economiques.

En relation directe avec le Délégué Général, le  
titulaire de ce poste sera chargé de fournir aux  
adhérents les informations souhaitées, de mener à  
bien les études d'intérêt collectif sur les marchés et  
l'évolution de la profession à moyen et long terme.

Vous avez au moins 32 ans, vous possédez un  
diplôme d'ingénieur et/ou d'une Ecole de Gestion.  
Vous maîtrisez la micro-informatique et parlez bien  
anglais.

Votre expérience vous a permis de bien connaître  
la gestion de production, les relations  
commerciales, l'évolution des produits.

Il s'agit d'un poste autonome, demandant de la  
rigueur intellectuelle et une grande aisance dans  
les relations.

C'est aussi une situation d'avenir.

Merci d'adresser votre C.V. avec une lettre  
manuscrite à : Philippe VINCHON - CENAS, Tour  
Neptune - Cedex 20 - 92086 PARIS LA DEFENSE 1

CENAS

### Chambre d'agriculture de Normandie RECRUTE

#### CHARGÉ(E) D'ETUDES FORMATION

pour préparer les orientations régionales en formation agricole et  
pour organiser des actions de formation  
(sciences-po, universitaire, ingénieur agri, agro).

ENVOYER LETTRE + C.V. + PHOTO à :  
CRAN  
6, PROMENADE DE SEVIGNÉ, 14034 CAEN CEDEX.

#### Délégué juridique

d'un important syndicat professionnel

Ce syndicat professionnel regroupe 400 adhérents. Il représente la  
profession auprès des Pouvoirs publics et des collectivités locales.  
Délégué juridique, vous êtes en rapport direct avec le secrétaire  
général et le président. Homme ou femme, de réflexion, votre esprit  
de synthèse vous permet de suivre l'ensemble de la législation de la  
construction, de rédiger les dossiers, d'assurer dans votre domaine  
les relations avec les Pouvoirs publics et les contacts avec les  
adhérents.

Vous avez 35 ans environ, une formation juridique solide, une  
disponibilité et un dynamisme à toute épreuve et de réelles capacités  
de négociation.

Adresser-nous votre candidature (C.V., photo, prétentions)  
sous la référence 8 449  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

### CABINET D'AUDIT ET DE CONSEIL

à vocation internationale  
recherche POUR SON DÉPARTEMENT CONSEIL

#### UN CONSULTANT EN ORGANISATION

formation grande école

2 ans d'expérience minimum, pour conception et mise en place de  
systèmes informatiques et de contrôle de gestion. Qualités requises :  
sans du contact, autonomie. Nous proposons une rémunération  
attractive et de nombreuses possibilités d'évolution.

Envoyer lettre + C.V. à notre Conseil en recrutement qui  
traitera les candidatures de façon confidentielle  
D.S.A., 22, place du général-Cetroux, 75017 Paris.

### Filiale d'un Groupe International Aéronautique recherche le

#### RESPONSABLE DES ACHATS PIÈCES ET RECHANGES « MOTEURS »

- De formation Bac + 3 (ES, MAI, ESAP...),
- Vous connaissez le milieu industriel,
- Vous avez une expérience réussie des achats dans des technolo-  
gies similaires aux nôtres,
- Vous possédez les qualités nécessaires pour :
  - diriger un groupe de plusieurs personnes,
  - gérer un stock important en valeur et en nombre,
- La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. s/n° 8447  
LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

En bord de Lora, à 1 h 30 de PARIS, nous sommes un centre  
d'optique mutualiste bien placé en centre ville, avec une gamme  
très complète de produits et un service de qualité.  
Le taux de fidélisation de notre clientèle est de 80 %. Nous cherchons un

#### OPTICIEN H/F

motivé(e), pour compléter notre structure. Si vous êtes doué(e)  
d'un grand sens du service et de la relation, rigoureux(se) dans  
l'organisation, et fortement motivé(e) par une expérience de gestion  
et de management d'un centre d'optique de 7 personnes, en  
coopération avec l'opticien expérimenté, votre candidature nous  
intéresse. Rémunération intéressante avec projet négocié d'évolution.  
Envoyer votre C.V. avec photo et lettre manuscrite à notre Conseil.

10, rue de l'Elysée - 37000 TOURS  
JEAN VINDRAS CONSULTANTS

## UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### La Compagnie du B.T.P.

Le CCME, filiale de la Compagnie Financière et Bancaire du BTP (800 personnes, 28 milliards d'engage-  
ments et 17 milliards de capitaux gérés), occupe une position de leader dans le financement des investis-  
sments des entreprises et maitres d'ouvrages de la profession.

Pour renforcer ses structures commerciales, le CCME recrute

#### Jeunes Cadres Financiers

Paris - Ile de France (Ref CFP) - Grenoble (Ref CFG)

Rattaché à la Direction Réseau et disposant d'une gamme complète de produits, ils auront pour mission  
après une période de formation, de développer leurs portefeuilles de clientèle, analyser les besoins des  
clients, monter les dossiers, promouvoir nos services et notre image auprès de nos partenaires (entreprises  
et maitres d'ouvrages, banques, organismes professionnels, etc.).

Les candidats devront nécessairement être diplômés d'une grande école de commerce ou de gestion. Ils  
seront tout particulièrement retenus pour leur dynamisme commercial, leur aptitude à négocier à haut  
niveau et leur capacité à assumer, sur le terrain, une large délégation de responsabilités.  
Une première expérience en entreprise, dans une banque ou un établissement financier sera un  
atout supplémentaire.

Merci d'adresser candidature motivée avec photo, prétentions sous référence choisie à Jean RICHET,  
Direction des Ressources Humaines, CCME, 128 rue la Boëtie 75008 PARIS

CCME

### LABORATOIRES SQUIBB

Nous sommes un Laboratoire Pharmaceutique International en  
pleine expansion et nous recherchons pour notre Direction  
Financière:

#### UN AUDITEUR INTERNE

Il assistera le Responsable du Contrôle Interne dans la mise en  
place de procédures, en conformité avec les normes du  
Groupe, et sera chargé du suivi et de l'amélioration des  
procédures existantes.

Nous recherchons un candidat diplômé E.S.C. ou équivalent,  
ayant une première expérience de 12 à 18 mois au sein d'un  
cabinet d'Audit ou d'une Société Industrielle, acquise de  
préférence dans un contexte Anglo-Saxon.

L'anglais est indispensable.

Si vous êtes intéressés: Merci de nous adresser une lettre  
manuscrite accompagnée de votre CV + photo et prétentions à  
C. GRANIER - Laboratoires SQUIBB - Tour Générale - Cedex 22 -  
92088 PARIS - La Défense.

### Contrôle de gestion et acquisitions

Branche importante du Groupe COMPAGNIE GENERALE DES  
EAUX, nous comptons parmi les leaders européens du secteur des  
travaux électriques et industriels (9000 personnes - CA 4 Mil-  
liards de FF). Notre développement rapide s'appuie sur une poli-  
tique de forte croissance externe: un contrôle de gestion rigou-  
reux fait partie de nos impératifs quotidiens.

La fonction de Contrôleur de Gestion dépend du Secrétaire  
Général et couvre certes le suivi de l'information chiffrée, mais  
aussi l'assistance à la Direction Générale et aux Directions d'unités  
dans la maîtrise de leur gestion, l'appréciation des performances  
des différentes fonctions, un rôle de conseil en gestion interne,  
une participation très active aux études d'acquisitions, notamment  
à travers l'Europe.

Nous souhaitons rencontrer un Contrôleur de Gestion d'environ  
30 ans, de formation supérieure et ayant une conception très  
opérationnelle de sa fonction.

Disponible pour les déplacements, parlant Anglais et, si possible  
l'Allemand. Ce poste peut évoluer dans trois ans vers celui de Direc-  
teur Administratif et Financier d'une Filiale. Il est basé dans le  
Nord.

Merci de bien vouloir adresser les dossier de candidature sous la  
référence 1470 PC à notre conseil PLEIN CADRE - 350, rue de  
Vaugirard - 75015 PARIS.

PLEIN CADRE

### S.A. D'ELM GÉRANT 10.000 LOGEMENTS recherche

#### SON RESPONSABLE de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion H/F

Cette personne sera diplômée de l'enseignement supérieur, titu-  
laire du DECS et aura acquis une réelle compétence dans ces  
domaines.

Elle devra :

- Prendre en charge l'ensemble de la comptabilité (générale,  
analytique et budgétaire).
- Mettre en place un contrôle interne, des tableaux de bord  
mensuels.
- Participer à la mise en place d'un progiciel intégré.

Elle sera rattachée à la sous Direction financière et comptable et  
animer une équipe de 6 personnes.

Le poste est à pourvoir en 1er Septembre 1989.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions  
Les Trois Vallées - Service du Personnel  
BP 104 - 94303 VINCENNES CEDEX

### DIRECTEUR

#### ADMINISTRATIF ET FINANCIER

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Avec 7 bureaux, 60 personnes en France et 19 ans d'expérience, DANIEL  
PORTE CONSULTANTS est un groupe de conseil diversifié et international  
déjà implanté à Madrid et Zurich, avec des projets avancés en Allemagne et en  
Italie. Son activité essentielle est la recherche par approche directe de diri-  
geants et de cadres confirmés. Il en est le numéro 1 en France et a une stra-  
tégie de croissance.

Directement rattaché au Président, le DAF aura la responsabilité totale de  
tous les aspects financiers, comptables, administratifs, fiscaux et légaux du  
groupe. Il aura en charge le contrôle de gestion, l'optimisation des systèmes  
d'informations (informatique, comptable et spécifique au recrutement,  
bureautique).

Il assurera en outre la fonction de Secrétaire Général (investissements et leur  
financement, gestion du personnel, etc.), il sera assisté d'un comptable.

A terme, en fonction de son niveau de responsabilité, il fera partie du Comité  
de Direction.

Profil : Diplômé de l'enseignement supérieur commercial, si possible avec un  
DECS, il aura une expérience globale de la fonction de préférence en PME.  
Une connaissance solide de la comptabilité est un préalable.

Merci d'envoyer votre dossier (CV + lettre manuscrite) en mentionnant votre  
salaire actuel, sous référence IL DFC 88 M à préciser sur enveloppe et cour-  
rier, à DANIEL PORTE CONSULTANTS - Tour Winterthur - Cedex 18 -  
92085 PARIS LA DEFENSE 8

KEY MEN

GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

مكتبة العمل



UNIVERS DE  
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BANQUE DE VIZILLE  
BANQUE D'INVESTISSEMENTS

LYON

Banque d'investissement en croissance rapide, rattachée à un grand Groupe et liée à des actionnaires puissants, nous nous développons sur tous les métiers de l'ingénierie financière. A l'horizon 1992, notre ambition est de devenir la première banque d'affaires française des PME, opérant depuis une base régionale et possédant un rayonnement européen. Pour renforcer notre Département «Prise de Participations» nous souhaitons intégrer un :

**Chargé d'Affaires Confirmé**  
Homme de stratégie, finance et négociation

En relation avec un Réseau étoffé, il sera responsable de la prospection, de la conduite et du montage d'opérations de capital-développement et capital-croissance auprès de PME régionales, depuis la négociation avec les Dirigeants, le montage technique complet, jusqu'au suivi dans le temps des participations.  
A 30/35 ans, diplômé d'une Grande Ecole de Gestion (ou Ingénieur + cycle de management), vous possédez une expérience de 5 à 8 ans en entreprise industrielle dans une fonction financière ou comme Consultant dans un organisme spécialisé (stratégie, capital-risque...). Vos connaissances techniques (en analyse industrielle, finance, droit des sociétés et fiscalité) évaluent votre approche stratégique, pragmatique et prospective des entreprises, et s'allient à vos talents de négociateur.  
Merci de contacter notre Conseil ALGOE, 9 bis route de Champagne 69134 Ecully cedex sous la référence 339 M. Votre dossier complet (lettre, CV, rémunération actuelle) sera étudié en toute confidentialité.

ALGOE  
CONSEIL EN MANAGEMENT

La filiale française (CA : 3 Mds FF) d'un groupe anglais recherche son

**Trésorier Groupe**

Paris

350KF+

A la tête d'une petite équipe, il négocie et contrôle les accords de crédit contractés, gère et optimise la trésorerie francs et devises de la Société, et coordonne les prévisions des besoins financiers des différentes entités du Groupe. Il anime également le travail des trésoriers d'exploitation des filiales. De manière générale, il est en relation avec les partenaires financiers du Groupe et est impliqué dans le montage d'opérations spécifiques ou d'ingénierie financière.

Agé de 30 à 40 ans, vous êtes de formation supérieure et vous avez une expérience significative d'au moins 5 ans acquise en milieu bancaire (exploitation grandes entreprises, corporate banking, trésorerie...). Votre anglais est courant et vous avez l'habitude des contacts à haut niveau.

Contactez Xavier d'Anglade au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.XA1818MO.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier  
Paris, Lyon, Londres, Amsterdam, Bruxelles, New-York, Sydney

Un service en plus pour nos clients

**Documentaliste en immobilier**

Notre jeune groupe immobilier, soutenu par une compagnie financière, exerce son métier avec des professionnels reconnus.

Votre mission essentielle est de fournir des données pertinentes et complètes aux entreprises qui veulent investir dans le domaine immobilier.

Chargé de collecter les informations, vous constituez une base de données que vous alimentez et faites vivre. Pour renseigner nos clients sur l'évolution du marché et véhiculer des informations techniques, juridiques, fiscales, vous élaborer un support à usage interne comme externe.

30 ans environ, diplômé d'une école de documentaliste ou équivalent, vous avez une bonne capacité de rédaction aussi bien en français qu'en anglais. Rompu aux techniques du métier par votre expérience de 4 à 5 ans, vous avez une bonne connaissance du secteur immobilier.

Vous évoluez dans une petite équipe où vos qualités de contact et d'imagination sont primordiales pour vous intégrer rapidement et donc participer de façon active à nos projets.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. LM 117 A à notre Conseil ARCO - 18, Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

ARCO

NOTRE METIER: LA FIABILITE

BANQUE  
HERVET

La Banque HERVET veut saisir les opportunités de croissance que propose l'espace européen, et renforce son équipe :

**Exploitant à la Direction  
des Affaires Internationales**  
Classe VII

Responsable d'une zone géographique, le candidat participera activement au développement et à la promotion des produits internationaux existants, tout en mettant au point de nouveaux produits. L'assistance commerciale et l'appui auprès du réseau feront partie intégrante de sa mission ainsi que l'étude et le montage de financements internationaux.

Diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 35 ans environ, votre expérience de plusieurs années du commerce extérieur et des financements internationaux dans une grande banque est indispensable. Une expérience, même courte, dans un service des opérations avec l'étranger serait un plus.

Pour mener à bien la mission, la maîtrise de l'anglais et la pratique courante de l'allemand sont nécessaires ainsi qu'un réel dynamisme commercial et une bonne aptitude à travailler en équipe.

Ce poste très évolutif permettra à un candidat de valeur de réussir au sein du groupe.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à : Marie-Dominique Kharouni, Banque HERVET, Division des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous réf.M34DAI.

GEO

Ca

prima

Femme  
Actuelle

Tele  
Loisirs

Voici

En 10 ans Prisma Presse est devenu l'un des premiers groupes de presse magazine.

Le Département DIFFUSION recrute un

**Assistant Contrôleur  
de Gestion**

ESC + 2 ans d'expérience

Rattaché au contrôleur de gestion du département, vous participerez à l'élaboration des budgets ventes et promotion. Vous serez responsable du contrôle budgétaire. Vous saurez proposer et développer des outils de simulations économiques.

Une première expérience vous a permis de compléter vos connaissances comptables et de maîtriser les outils micro informatiques.

Vous souhaitez valoriser ces acquis au sein d'une équipe où l'imagination, le goût de la recherche, la fiabilité seront des qualités indispensables.

Adressez votre dossier de candidature, sous référence DACG à PRISMA PRESSE - Direction des Ressources Humaines - 6, rue Daru - 75008 Paris.

BANQUE  
HERVET

**Exploitant PME/PMI**

La BANQUE HERVET souhaite vous confier la gestion et le développement d'une clientèle sélectionnée de PME/PMI.

Banque de siège et de réseau  
70 guichets  
1 350 personnes  
Total de bilan : 125 milliards FF  
CA : 1,5 milliard FF  
Résultat net : 100 millions FF  
en progression de 25 %

Diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4, ITB), 4 ans d'expérience bancaire dont 2 au moins dans la fonction vous permettront de mettre à profit : qualités commerciales, sens du risque et esprit d'initiative.

Intégré au sein de petites équipes responsables et dynamiques, vous bénéficierez des conseils et savoir-faire des départements spécialisés du siège : établissement à taille résolument humaine, la BANQUE HERVET offre les moyens d'une grande banque.

Un métier passionnant où rapidement, suivant vos résultats, vous évoluerez vers de nouvelles fonctions et des perspectives de carrière vous seront offertes.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à : Marie-Dominique Kharouni, Banque HERVET, Division des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous réf.M35EX.

Un conseil personnalisé pour une clientèle d'entreprises.

**Fiscaliste immobilier**

Notre jeune groupe immobilier, soutenu par une compagnie financière, exerce son métier avec des professionnels reconnus. Nous souhaitons être encore plus performant et complet dans notre offre de service.

Votre principale mission est de proposer des solutions fiscales optimales et vous agissez comme conseil auprès de notre Direction et de nos clients. Vous élaborez et mettez en place les procédures nécessaires tout en assurant le bon respect de la réglementation.

32 ans environ, titulaire d'un DESS en fiscalité ou diplômé de l'ENI, vous avez acquis une expérience de 4 à 5 ans et possédez une excellente connaissance du secteur immobilier.

Vos compétences techniques, vos qualités de rigueur, de dialogue et d'autonomie vous permettent d'être un élément déterminant pour la réalisation de nos ambitions.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. LM 117 B à notre Conseil ARCO - 18, Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

ARCO

NOTRE METIER: LA FIABILITE

CEPME

LES PREIS DE LA REUSSITE

Spécialiste du développement des petites et moyennes entreprises, le Crédit d'Equipe des PME finance les investissements de 220.000 entreprises et leur offre un service complet, associant crédit, conseil et ingénierie financière. Dans le cadre du renforcement de son département de spécialistes du financement de l'Hôtellerie et du Tourisme, le CEPME recherche

**UN CHARGE D'AFFAIRES HF**

Il aura pour mission de commercialiser nos produits auprès des chaînes et groupes hôteliers en vue des montages de dossiers de financement. Il assurera également l'étude et le suivi de ces dossiers. Il justifiera d'une formation supérieure de gestion type IEP, Sup de Co ou équivalent. Une première expérience dans un poste similaire est nécessaire. Une bonne maîtrise de la langue anglaise serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier en précisant la réf. EL au CEPME - Direction des Ressources Humaines 14, rue du 4 septembre - 75002 PARIS.

Crédit d'équipement des PME

UNIVERS DE  
LA GESTION

REPRODUCTION INTERDITE

## Établissement culturel polyvalent

reçoit son :

## DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

chargé notamment

- de l'élaboration et du suivi des budgets,
- de la gestion financière et de la trésorerie,
- de la gestion administrative et de la gestion du personnel,
- des contrats commerciaux et de partenariat,
- de l'organisation des services et de l'informatique.

Collaborateur direct de l'administrateur général, il supervise le fonctionnement administratif et le service comptable.

Ce poste convient à un diplômé de l'enseignement supérieur en gestion, économie ou équivalent, motivé par la participation à un projet d'entreprise culturelle en pleine évolution. Une expérience de la gestion de personnel et une bonne aptitude à la négociation sont requises. La maîtrise de la comptabilité, privée et une bonne connaissance des administrations publiques sont indispensables.

Lieu de travail : Paris.

Adresser C.V. et prétentions avant le 28 juillet, s/n° 8448  
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

## CREDIT MANAGER

Europcar

Rattaché au Directeur des Services Financiers, vous êtes responsable du Département Clients (éducation du risque, recrutement, conseil) et encadrez 25 personnes. Formation supérieure (ESC, Droit), expérience réussie dans un environnement fortement informatisé, en tant que responsable ou adjoint d'un service important : dynamisme, goût de challenge, forte autonomie, organisation.

Adresser votre candidature à EUROPCAR FRANCE, Jean Aggris, Directeur des Ressources Humaines, 3 avenue du Centre, Les Cadres, 78182 Saint-Quentin-en-Yvelines.

Le Monde  
CADRESDEMANDES  
D'EMPLOIS

## GESTIONNAIRES

Pour résidences hôtelières, documentaires, mandats, devis, contact, médias et thématiques, aggrégés à RESPECT 2, 1145-21-22-47-10.

## UN CADRE EXPÉRIENTÉ

recherche par la direction de son siège à Paris.

## UN PROFESSEUR

pour enseigner en CLASSE PRÉPARATOIRE L'ÉVALUATION DE L'ÉCONOMIE (EXC. IV 11).

## DIRECTEUR

équipements sociaux culturels, 48-49-25-47.

## UN JOURNALISTE

pour septembre 1989. Expérience Conseil, entretiens, téléphone, connaissances des outils informatiques, maîtrise de la langue française, 7000 F à 9 000 F selon expérience.

## GABRIEL

SERVICES COMPTABILITÉ ET CONTRÔLES

## COLLABORATEURS

Jeunes, bon niveau en comptabilité, 1145-21-22-47-10.

## TELEINFO

cherche

## COMMERCIAUX

Bon niveau, motivés, 1145-21-22-47-10.

## FORMATION

soit Bac + 2 et exp. prof. soit BTS + exp. prof. soit licence master, C.V. et photo à ADAP, 21, rue de Montessuy, 75007 Paris.

## SOCIÉTÉ

recherche

## CANADIEN FRANCOPHONE

pour adaptation documentaire, connaissances requises en micro-informatique, 47-21-22-47-10.

## INGÉNIEUR

TRANSDUCTEUR/TRICE

ayant une parfaite connaissance de l'anglais. Envoyer candidatures à :

BOTS S.A. Documentation, 11 rue de la République, 94-95, bd de la Mission, Marolles, 92400 Courbevoie.

## PROFESSEUR

de Sciences physiques

classes scientifiques, lycée, pour rentrée sept. 89, temps partiel ou fractionné, 48-75-42-82.

## LA VILLE D'ASSENTUEIL

recherche pour la direction de l'enseignement urbain

1 PROF. DE CHINOIS, 1 PROF. D'ESPAGNOL, 1 PROF. DE JAPONAIS, 1 PROF. D'ITALIEN, 1 PROF. DE PHYSIQUE.

Motivés min. + 5 ans d'exp. pour poste dans le 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> cycle.

Écrire à Ecole Internationale d'Études de l'Économie, 91150 Écouvry. Ne pas téléphoner.

## EMBASSY SERVICE

75008 Paris, recherche APPRENTIS DE GRANDE CLASSE

(1) 45-62-78-99

## locations meublées

demandes

## Paris

## INTERNATIONAL SERVICE

rech. pr. BANQUES, STES MULTIN, et DIPLOMATES 928 APPE de 1000 F, 5, 7 P. Tél. : 42-80-20-42.

## viagers

## ÉTUDE LODEL

Viagers, 35, bd Voltaire, 75011 Paris, 43-86-81-88.

## immobilier

information

PROFESSEURS DE L'ANGLAIS ET DE L'ESPAGNOL, 25 000 propriétaires de 38 000 immeubles, 40-22-40-33.

## JOURNAL PROFESSIONNELLE

J.P. 35 ans, journal, profession, 10 ans d'exp. en quinquennat, rédaction et photo, secteur de rédaction, formation aux techn. informat. et P.A.O., ch. poste d'avenir.

Écrire sous le n° 6017, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

## ETUDIANT

(thème) cherche emploi en juillet, août et septembre, Tél. : 42-04-24-02.

## Le Monde

## L'IMMOBILIER

## appartements ventes

10<sup>e</sup> arrdt

A vendre à Paris-10<sup>e</sup>, petit hôtel de 10 étages, entièrement rénové, 92 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, 10 m<sup>2</sup>, 2 s. de bain, sol. 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> ét., P.V., 42-75-42-11, p. 10, 42-25-42-77, don.

## appartements achats

Recherche 1 à 3 pièces PARIS, près RIVE GAUCHE avec ou sans travaux, 40-75-42-07 même le soir.

## locations non meublées

demandes

## Paris

## EMBASSY SERVICE

75008 Paris, recherche APPRENTIS DE GRANDE CLASSE

(1) 45-62-78-99

## locations meublées

demandes

## Paris

## INTERNATIONAL SERVICE

rech. pr. BANQUES, STES MULTIN, et DIPLOMATES 928 APPE de 1000 F, 5, 7 P. Tél. : 42-80-20-42.

## viagers

## ÉTUDE LODEL

Viagers, 35, bd Voltaire, 75011 Paris, 43-86-81-88.

## immobilier

information

PROFESSEURS DE L'ANGLAIS ET DE L'ESPAGNOL, 25 000 propriétaires de 38 000 immeubles, 40-22-40-33.

## JOURNAL PROFESSIONNELLE

J.P. 35 ans, journal, profession, 10 ans d'exp. en quinquennat, rédaction et photo, secteur de rédaction, formation aux techn. informat. et P.A.O., ch. poste d'avenir.

Écrire sous le n° 6017, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

## ETUDIANT

(thème) cherche emploi en juillet, août et septembre, Tél. : 42-04-24-02.

## Le Monde

## L'IMMOBILIER

## appartements ventes

10<sup>e</sup> arrdt

A vendre à Paris-10<sup>e</sup>, petit hôtel de 10 étages, entièrement rénové, 92 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, 10 m<sup>2</sup>, 2 s. de bain, sol. 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> ét., P.V., 42-75-42-11, p. 10, 42-25-42-77, don.

## appartements achats

Recherche 1 à 3 pièces PARIS, près RIVE GAUCHE avec ou sans travaux, 40-75-42-07 même le soir.

## locations non meublées

demandes

## Paris

## EMBASSY SERVICE

75008 Paris, recherche APPRENTIS DE GRANDE CLASSE

(1) 45-62-78-99

## locations meublées

demandes

## Paris

## INTERNATIONAL SERVICE

rech. pr. BANQUES, STES MULTIN, et DIPLOMATES 928 APPE de 1000 F, 5, 7 P. Tél. : 42-80-20-42.

## viagers

## ÉTUDE LODEL

Viagers, 35, bd Voltaire, 75011 Paris, 43-86-81-88.

## immobilier

information

PROFESSEURS DE L'ANGLAIS ET DE L'ESPAGNOL, 25 000 propriétaires de 38 000 immeubles, 40-22-40-33.

## Le Carnet du Monde

## Naissances

— Brigitte OUVREY-VIAL et Stéphane OUVREY sont très heureux d'annoncer la naissance de leur fils

Alix,

à Paris, le 27 juin 1989.

33, boulevard Arago, 75013 Paris.

— Véronique EMMENEGGER et Charles BAUDINAT sont heureux d'annoncer la naissance de

Benoit, Charles, Marie

le 11 juillet 1989, à Lanneme.

32, boulevard de la Forêt, 1009 Polly (Suisse).

— Isabelle PALUMBO-FOSSATI et Jean-Michel CASA ont l'immense joie d'annoncer la naissance de

Mathilde.

Paris, le 29 juin 1989.

17, rue Lagrange, 75005 Paris.

S. Maria del Giglio, 2597, Venise.

## Mariages

— Claude RAVILLY et Anne LANGLOIS-RAVILLY sont heureux de faire part du mariage de leur fille

Sophie avec Jean-François TOUSSAINT, qui a été célébré le 15 juillet 1989, à Boussay (Eure).

3, quai de Stalingrad, 92100 Boulogne, 33 bis, rue de Moscou, 75008 Paris.

## Décès

— Maya Malou, épouse de Robert PRUD'HOMME, née Brigitte Langoust, est décédée le 13 juillet 1989, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 18 juillet 1989, à 14 h 30, au cimetière de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Christian Jacques Camouilly, née Robert de Mandras, son épouse, M. Michel Camouilly et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Camblain et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul ABRAMSKI, qui est né à Grodno (Russie) en 1900.

Les obsèques auront lieu le mardi 18 juillet 1989, à 14 h 30, au cimetière de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Christian Jacques CAMOUILLY, administrateur en chef de la France d'Outre-mer, chevalier de la Légion d'honneur, le 15 juillet 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 18 juillet 1989, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame de Versailles, suivie de l'inhumation au cimetière Notre-Dame de Versailles.

14, rue Saint-Sophie, 75000 Paris, 62 bis, boulevard Joffre, 92340 Bourg-la-Reine, 10, rue Oswald-Cruz, 75016 Paris.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03

## Mort du poète cubain

Nicolas Guillén

Le poète multilingue cubain Nicolas Guillén, qui était hospitalisé à La Havane depuis plusieurs semaines et qui avait dû être amputé d'une jambe, est mort dimanche 16 juillet. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Commencé sous le signe de la révolte avec *Motifs de Rumba* (1930), où apparaissent déjà tout l'univers de Guillén — la critique de la discrimination raciale, la question du sang-mêlé, l'impossible patrie, — sa carrière littéraire s'était développée sous le signe du malentendu. Ce poète rebelle et populaire était peu à peu devenu, notamment par la trise castriste Casa de las Américas, le « poète national » de Cuba. Cela lui avait valu d'être réintégré par certains de ses pairs, notamment le Chilien Pablo Neruda. Nicolas Guillén a été peu traduit en français (voir *Nicolas Guillén*, textes choisis et présentés par Claude Confon, Seghers, collection « Poètes d'aujourd'hui », n° 111).

## Anniversaires

— Le 18 juillet 1980, décédait le poète GILBERT TROLLIET.

## Messes anniversaires

— Il y a un an, le 23 juillet 1988, disparaissait dans sa quarante-deuxième année.

## Aline BELLANGER

Il était notamment cofondateur de l'agence-conseil en marketing direct Bellanger, Foucaud et Associés et de la revue *Les Docteurs du marketing direct*.

Dominique Bellanger, sa veuve, Georges Fortin, sa fille, Jean-Claude Bellanger, son frère, s'adressent à tous ceux qui l'ont connu, spécialement à ses amis et à ses collègues, pour lui rendre un hommage.

Une messe sera célébrée le dimanche 23 juillet 1989 en l'église arménienne, rue Jean-Goujon, à la mémoire de la petite.

8, boulevard de Montparnasse, 75015 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Patrick Ambelouis, M. et M<sup>me</sup> Christophe Prud'homme, M. et M<sup>me</sup> Christophe de Margerie, M. et M<sup>me</sup> Nicolas Prud'homme, ses enfants, Valentine, Charlotte et Aurélie Ambelouis, Alexandre et Daphné Prud'homme, Lucie, Diane et Fabrice de Margerie, Brice et Tanguy Prud'homme, ses petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Claude Langoust, M. et M<sup>me</sup> Joseph Blanchy, M. et M<sup>me</sup> Jacques Gardy, ses frères, sœur et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Robert PRUD'HOMME, née Brigitte Langoust, survenue le 13 juillet 1989, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 18 juillet 1989 en l'église Saint-Thomas d'Aquin, sa paroisse, suivies de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Une messe sera célébrée le dimanche 23 juillet 1989 en l'église arménienne, rue Jean-Goujon, à la mémoire de la petite.

8, boulevard de Montparnasse, 75015 Paris.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des samedi 15 et dimanche 16 juillet.

## DES DÉCRETS

N° 89-493 du 13 juillet 1989 approuvant l'extension de l'aire de production donnant droit à l'appellation d'origine contrôlée « Nuits-Saint-Georges ».

N° 89-494 du 13 juillet 1989 approuvant l'extension de l'aire de production donnant droit à l'appellation d'origine contrôlée « Corbières ».

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléx MONDEAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile, Les Rédacteurs du Monde, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sales.

Reproduction interdite de tout extrait, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437-2.

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-95-81.

## ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-95-72

TARIF FRANCE BENELUX SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 345 F 395 F 584 F 709 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 406 F

9 mois 1 030 F 1 089 F 1 484 F 2 040 F

1 an 1 300 F 1 369 F 1 800 F 2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ARO

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Localité : Code postal : Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



## SOMMAIRE

- A l'occasion de son déplacement le 18 juillet à Bruxelles, M. Jacques Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions, tentera d'obtenir un élargissement de la quote-part de la France dans les crédits européens régionaux (lire ci-dessous).
- La plus ancienne entreprise du Nouveau-Monde, du Pont de Nemours, se présente aujourd'hui comme un bicentenaire alerte (lire ci-dessous).
- Parachevant sa restructuration industrielle, CIT-Alcatel met au point le volet social (lire page 24).
- ATT, comme prévu, abandonne Olivetti mais fait alliance avec Carlo De Benedetti (lire ci-dessous).

Rencontre entre M. Jacques Chérèque et M. Jacques Delors

## La France cherche à bénéficier d'une part plus importante des fonds européens régionaux

M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, se rend à Bruxelles le 18 juillet pour rencontrer M. Jacques Delors et M. Bruce Millan, commissaire chargé de la politique régionale. La France est parvenue, au terme de négociations difficiles, à maintenir pour ses zones les plus défavorisées une quote-part honorable des crédits régionaux européens sur la période 1989-1993. Mais M. Chérèque essaiera d'obtenir de la Commission de nouvelles concessions, notamment pour les régions rurales, la Corse et les régions d'outre-mer.

La politique régionale européenne s'aligne dans une tirelire composée de trois tiroirs-cassés : le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE) et le Fonds d'orientation et de garantie agricole, le célèbre FEOGA. A la fin de l'année dernière, conformément à l'acte unique, a été adoptée par les Etats et la Commission une réforme du règlement d'utilisation de ces fonds, en même temps qu'il était décidé d'en doubler globalement le montant, entre 1989 et 1993.

Quels pays, quelles régions en priorité, bénéficieront de cette importante manne communautaire ? Sans trop de contestations, et parce qu'il fallait préparer l'intégration européenne de 1993, les Etats admettent que les pays les plus en retard étaient ceux du bassin méditerranéen, ainsi que le Portugal, et qu'en conséquence ils devraient être servis en priorité. Du coup, la France et les pays du nord de la « CEE historique » allaient voir réduire très fortement leur quote-part des crédits tirés sur les trois fonds.

Tout au long de 1988, et dans les premiers mois de cette année, des négociations ardues se sont déroulées entre Paris et Bruxelles pour améliorer les services de la Commission (qui dans le domaine de la politique régionale, comme dans celui de la concurrence, par exemple, dispose de pouvoirs considérables quasi supranationaux) à infléchir leur position, et, de proche en proche, à

agrandir le gâteau qui, à un titre ou à un autre, reviendrait aux régions françaises. Mais, en dépit d'avancées significatives par rapport à une position initiale de la Commission extrêmement pénalisante, Paris n'est pas encore pleinement satisfait, ce qui explique le déplacement de M. Jacques Chérèque auprès de MM. Delors et Millan pour tenter — avant qu'en septembre la Commission rende publics, avec précision, ses engagements financiers — de grappiller ici ou là, quelques enveloppes additionnelles.

La majeure partie des crédits des trois fonds sera affectée aux régions « en retard de développement ». Pour la France, initialement, c'est-à-dire il y a un an, Bruxelles n'acceptait de prendre en compte à ce titre que les quatre régions d'outre-mer. Mais, après plusieurs démarches, Paris est parvenu à rendre éligible aussi la Corse. L'enveloppe française totale approche 2,8 milliards de francs sur cinq ans. Mais là où le bât blesse, c'est que la répartition de cette somme n'est pas encore faite entre l'outre-mer et l'île méditerranéenne. La Commission estime que l'enveloppe corse qui lui a été présentée (30 % du total) est excessive. Michel Rocard devra arbitrer entre « ses » régions et « ses » ministères concernés d'ici deux mois. Arbitrage d'autant plus délicat que personne ne sait encore exactement quels projets envisageront un FEDER et quels autres un FEOGA ou un Fonds social (1).

### Protestations des élus locaux

Les fonds européens doivent aussi intéresser les régions affectées par le déclin industriel. L'enveloppe française est estimée à 960 millions de francs par an, mais Paris, qui veut une programmation financière sur cinq ans, s'oppose à Bruxelles, qui préfère une période de trois ans pour, éventuellement, modifier la carte des zones retenues. Le Nord, la Somme, les Côtes-du-Nord, les Ardennes, la Touraine, notamment, sont concernés. Mais certaines petites régions ont été oubliées, comme la Haute-Saône, Rochefort ou Castres, ce qui a donné lieu à de vives protestations

### Soutien allemand et anglais

Enfin, restent les zones rurales fragiles raccochées en extrême au train des fonds régionaux à la fin de 1988. Alors que, dans un premier temps, la Commission ne voulait retenir comme départements éligibles qu'une surface représentant 20 % du territoire français, MM. Chérèque et Nallet sont parvenus à en faire passer 31 % contre 24 % en Grande-Bretagne et 21 % en Allemagne. Mais la Commission a insisté sur des critères départementaux, à exclu

### Mini-sommet à Nantes

Entre deux négociations financières, M. Chérèque précède à MM. Delors et Millan son projet de réunir les douze ministres chargés de l'aménagement du territoire à la fin de l'année. Jamais une telle rencontre n'a eu lieu.

Décentralisation oblige : ce mini-sommet pourrait se tenir, le 24 novembre, à Nantes. De quoi donner à la ville de M. Jean-Marc Ayrault (PS) l'occasion de démontrer que, reliée à un réseau moderne d'autoroutes et de TGV, avec un aéroport en pleine expansion et un port antérieur, elle peut prétendre au titre de métropole de l'ouest Atlantique européen.

certaines zones d'une même entité géographique, ce qui est le cas par exemple dans le Massif central. La zone, le classement de la Commission a donné lieu à des courriers parlementaires courtois non seulement dans les Deux-Sèvres, mais dans le Doubs. En revanche, la Bretagne ou la Lorraine ont bien tiré leur épingle du jeu, ainsi que les Pyrénées et le Massif Central.

La quote-part de la France devrait se situer autour de 1,5 milliard de francs sur cinq ans, mais un nouveau consensus a été établi entre Paris et Bruxelles. La Commission souhaite en effet que soient imputés sur cette enveloppe les crédits engagés avant la réforme des fonds au titre de différents programmes d'intérêt communautaire (PNIC) ou opérations intégrées de développement (OID). Des programmes lancés par les régions, comme la Lorraine, le Nord, la Bretagne ou la Lorraine. « Pas question », avertit Paris, car sur l'enveloppe quinquennale de 1,5 milliard, il ne nous resterait plus rien pour les zones qui ne bénéficient pas auparavant de PNIC ou de OID. Une négociation dans laquelle la France n'est pas seule face à la Commission mais se dit forte du soutien de la RFA ou de la Grande-Bretagne.

Enfin, et parce que les contre-pouvoirs de l'Espagne et du Portugal dans la CEE ne sont pas totalement amortis dans les régions méditerranéennes les plus exposées, la Commission a accepté, il y a quelques jours, de renvoyer pour cinq ans les programmes intégrés méditerranéens (PIM) imaginés en 1986. A ce titre 2,9 milliards de francs d'ici à 1993 seront affectés aux cinq régions françaises du Sud surtout le Languedoc-Roussillon auxquelles s'ajoutent la Drôme et l'Ardèche.

Grands perdants dans cet arrosage à grande échelle : l'île de France et la quasi-totalité de l'Alsace et du Centre. De l'inconvénient d'avoir une réputation de riches...

FRANÇOIS GROSCHICHARD.

(1) Cette somme de 2,8 milliards, à laquelle s'ajoutent des prêts d'un niveau comparable, a été octroyée, en 1984, pour « rétablir la croissance », la justice allait casser l'entreprise en sept compagnies régionales et une huitième qui conserve le nom d'ATT et les liaisons interregionales. Cette nouvelle ITT allait aussi avoir le droit, en échange, d'entrer sur le marché informatique et de sortir des Etats-Unis pour investir le monde. Prenant à l'époque 25 % du capital d'Olivetti marquait donc un premier axe offensif tant dans la micro-informatique qu'en Europe. Le second axe était un accord « mondial » conclu la même année avec un autre européen, Philips, mais dans les centraux téléphoniques cette fois.

Olivetti de son côté affichait une belle santé. M. De Benedetti avait redressé l'affaire acquise en 1978 et venait de sortir d'un premier grand accord stratégique avec Saint-Gobain. Le groupe verrier national se voyait en effet confier le tiers du capital d'Olivetti qu'il avait acheté, pas cher, deux ans plus tôt. Les actions avaient été confiées à une autre entreprise nationale, la CGE qui s'est révélée incapable d'en tirer partie avec M. De Benedetti il est très très réticent vis-à-vis des entreprises d'Etat.

## Tout en restant partenaires financiers

### ATT et Olivetti rompent leurs accords stratégiques

Divorce attendu par tous les informaticiens : les groupes italiens Olivetti et américain ATT ont annoncé, samedi 15 juillet, qu'ils rompaient leurs « accords stratégiques » conclus en 1983.

ATT, qui possédait 22,2 % du capital d'Olivetti, les revend à la Compagnia industriale Riunita (CIR), société holding de M. Carlo De Benedetti qui détient donc au total 40 % du capital d'Olivetti. Mais le groupe américain ne se retire pas complètement puisqu'il sera payé par des actions CIR dont il détient 18,6 % du capital. L'accord prévoit qu'il doit conserver cette part au moins cinq ans.

L'opération s'effectuera financièrement par des augmentations de capital d'Olivetti de 1 200 milliards de francs (5,7 milliards de francs) et de CIR de 1 450 milliards de francs (7 milliards de francs). Aux cours actuels de bourse ATT revend 22 % d'Olivetti d'une valeur de 4,7 milliards de francs pour 18,6 % de CIR d'une valeur de 4 milliards de francs. Il paie donc 700 millions pour se dégoûter.

Depuis 1983, ATT et Olivetti ont pris des votes industriels très différentes : a reconnu M. Robert Allen, le patron d'ATT. Les espoirs commerciaux et technologiques mis à cette date dans la corvée de mariage ne se sont pas matérialisés. Il y a cinq ans l'ambiance était très très différente. ATT, géant des télécommunications, vivait ses dernières heures de monopole aux Etats-Unis. La vogue était alors à la déreglementation et le 1<sup>er</sup> janvier 1984, pour « rétablir la concurrence », la justice allait casser l'entreprise en sept compagnies régionales et une huitième qui conserve le nom d'ATT et les liaisons interregionales. Cette nouvelle ITT allait aussi avoir le droit, en échange, d'entrer sur le marché informatique et de sortir des Etats-Unis pour investir le monde. Prenant à l'époque 25 % du capital d'Olivetti marquait donc un premier axe offensif tant dans la micro-informatique qu'en Europe. Le second axe était un accord « mondial » conclu la même année avec un autre européen, Philips, mais dans les centraux téléphoniques cette fois.

Olivetti de son côté affichait une belle santé. M. De Benedetti avait redressé l'affaire acquise en 1978 et venait de sortir d'un premier grand accord stratégique avec Saint-Gobain. Le groupe verrier national se voyait en effet confier le tiers du capital d'Olivetti qu'il avait acheté, pas cher, deux ans plus tôt. Les actions avaient été confiées à une autre entreprise nationale, la CGE qui s'est révélée incapable d'en tirer partie avec M. De Benedetti il est très très réticent vis-à-vis des entreprises d'Etat.

Le gouvernement français revend ses actions Olivetti à M. De Benedetti qui les recède quelques jours plus tard avec forte plus-value à ATT. Olivetti veut vendre ses micros sur le marché américain grâce à ATT, et ce dernier cherche un allié dans l'informatique : tout paraît aller au mieux dans cette « alliance américaine ».

### Place forte italienne

En fait les ventes de micros outre-Atlantique seront décevantes. De 120 000 en 1988 elles n'atteindront pas 30 000 cette année. M. De Benedetti de son côté entame une carrière de financier qui se perdra dans les marais de la Société générale de Belgique en 1988. Olivetti, entre-temps, accumule du retard dans ses nouveaux produits. Sa part du marché européen de la micro-informatique tombe de 11,6 % en 1986, à 7,6 % en 1988, d'après la société d'analyse de marchés Dataquest. Les profits régressent en 1988 (356 milliards de francs pour 840 milliards de francs ce chiffre d'affaires) et ne redécroissent pas cette année malgré le retour à bord de M. De Benedetti.

ATT, de son côté, n'arrive pas à opérer son entrée dans l'informatique. L'alliance avec Philips tourne elle aussi à l'échec. Le groupe américain veut tenter le tout pour le tout et il offre de racheter le contrôle majoritaire d'Olivetti. Mais, l'ingénieur, refuse. Dès lors, il faut vendre qu'il a conservé ses liens avec M. De Benedetti, qui n'aura pas été complètement inutile. C'est, en effet, grâce à son influence que ATT réussit son seul « coup » d'importance en Europe : prendre 20 % du groupe italien de télécommunications Italtel et devenir ainsi le premier fournisseur de centraux téléphoniques de la péninsule.

Dans l'informatique il reste à ATT un espoir dans la micro. Il vient de conclure un accord avec l'américain Intel qui se substitue à Olivetti comme partenaire stratégique. Mais il a globalement échoué face à IBM. En revanche, il a réussi finalement à conserver une très forte position dans les télécommunications. Chacun est resté maître chez soi. En Europe, de sa place forte italienne, ATT peut voir venir.

Olivetti devra accélérer sa restructuration et l'augmentation de capital effectuée au détour du retrait d'ATT l'aidera. M. De Benedetti n'exclut pas des accords potentiels mais ne semble plus vouloir chercher un grand partenaire. Il reste que les secteurs de la bureautique et de la micro-informatique sont très difficiles face aux géants américains et aux pays du Sud-Est asiatique. Pourra-t-il vivre seul ?

ERIC LE BOUCHER.

## Gel des prix jusqu'au 30 septembre en Argentine

Le gouvernement argentin a annoncé dimanche 16 juillet un gel des prix qui restera en vigueur jusqu'au 30 septembre prochain, ainsi que la convocation de commissions paritaires chargées de fixer les niveaux des salaires jusqu'à cette même date. Ces mesures font partie d'un plan d'urgence destiné à surmonter la grave crise économique que traverse l'Argentine. Elles devraient être complétées d'ici peu par la présentation au Congrès d'un projet de loi réformant le statut de la Banque centrale argentine et traitant des subventions accordées par l'Etat, des investissements financiers, de la dette interne et du marché des capitaux, ainsi que l'a annoncé lors d'une conférence de presse, le nouveau ministre de l'Economie, M. Néstor Rapanelli, qui a succédé à M. Roig, décédé vendredi après-midi d'une crise cardiaque après avoir assisté aux festivités du Bicentenaire de la Révolution française à l'ambassade de France. — (AFP.)

La Confédération de l'artisanat du bâtiment signe un protocole avec des organisations de consommateurs. La Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) a annoncé, le 13 juillet, la signature d'un protocole d'accord avec huit organisations de consommateurs. La CAPEB veut de la sorte garantir aux clients la qualité des prestations (devis, délais d'exécution, références d'assurance de l'entreprise).

M. Paul Leterrier, président de la CAPEB, a indiqué que la conjoncture, dans le secteur du bâtiment, avait été exceptionnellement favorable depuis deux ans, le nombre de salariés embauchés par les entreprises artisanales ayant augmenté de 3 %.

## WILMINGTON (Delaware) de notre envoyé spécial

Quelque chose a changé à Wilmington, royaume du groupe Du Pont de Nemours. On ne devient pas un grand de la chimie sans une bonne dose de mystère. Et puis les grandes familles industrielles ne furent jamais très discrètes sur leurs affaires. Durant ses cent quatre-vingt-sept ans d'existence, Du Pont n'a guère sacrifié qu'à la réglementation de la SEC (COB américaine) sur l'information aux actionnaires.

Les années ont passé. Les hommes, les mentalités ont changé et les vertus de la communication ne sont plus à vanter. Quelle plus belle occasion que le bicentenaire pour entretenir les portes ! Sans le grand chambardement de 1789, jamais sans doute Eleuthère Irénée Du Pont de Nemours, créateur du groupe, effrayé par les heurs de la Révolution, n'aurait fait souche outre-Atlantique.

Du 27 au 30 juin, Du Pont de Nemours avait donc convié quelque cent cinquante personnes, quatre-vingt clients directs ou indirects, une trentaine de journalistes et autant d'ambassadeurs de sa filiale française entrée dans sa trente et unième année, à venir lui rendre visite, pour faire connaissance et permettre aux gens de la maison de se ressourcer. Pendant soixante-douze heures, Wilmington a vibré au rythme effréné des conférences, de la station expérimentale forte de ses mille deux cents chercheurs disséminés dans la centaine de laboratoires plantés sur 52 hectares de terres isolées. De cette station sont nées les grandes inventions du siècle, à commencer par le Nylon, le Teflon, plus récemment le Kevlar, la fibre synthétique la plus résistante du monde. Le message était un peu

naïf mais très clair : « Nous sommes les plus grands, les plus beaux, les plus forts, et nous entendons le rester. »

Wilmington — ou plutôt Du Pont City — donne la mesure de ce credo. Du garage à l'hôtel, de la savonnerie à l'argenterie en passant par le papier toilette, de la clinique au terrain de foot, au musée, aux serres géantes : tout est marqué du sceau de Du Pont. Et Du Pont est, par sa dimension, la septième entreprise des Etats-Unis, la vingt-huitième du monde (1), avec un chiffre d'affaires de 32,4 milliards de dollars (217 milliards de francs), cent quarante mille employés, quatre-vingt-cinq divisions d'activité, deux mille produits différents, cinquante-cinq filiales implantées dans cinquante-deux pays. Une belle affaire, splendide même, qui, pour ses bénéfices (2,19 milliards de dollars, soit 14 milliards de francs), en déduisant beaucoup pour se classer numéro dix dans le monde.

### Deux axes prioritaires

Mais l'on ne peut éternellement être et avoir été. Continuer à en imposer exige de soutenir un effort important, fait de se voir rapidement distancé. En l'occurrence, la direction de Du Pont a choisi de mondialiser toutes ses activités pour être partout parmi les premiers. Ce qu'elle somme pompeusement la « globalisation », un leitmotiv qui revient inlassablement dans les propos tenus par tous les patrons du groupe. Le vice-président, C.S. Ninkandros, ne fardé pas la réalité ni la nécessité de changer de registre. Fier de lui et dominateur, « Du Pont est resté, assure-t-il, trop longtemps replié sur sa technologie ». Pour conserver son rang, le groupe doit désormais s'engager à servir au lieu de chercher à créer sys-

tématiquement le besoin, d'où ce rapprochement avec la clientèle pour être à l'écoute du marché.

Si M. Ed. Woodard, le nouveau PDG, est parvenu à étudier tous les segments d'activité du groupe dans le monde pour trouver les moyens de développer les profits, il se fixe au moins deux axes prioritaires. L'étranger d'abord, où les ventes augmentent deux fois plus vite qu'aux Etats-Unis. En Europe, en particulier, puisque Du Pont y réalise déjà un tiers de son chiffre d'affaires.

Dans la perspective du marché unique de 1993, qui exerce sur elle une véritable fascination, la direction de Du Pont a décidé d'investir de ce côté de l'Atlantique de 600 à 700 millions de dollars (de 3,8 à 4,5 milliards de francs) par an en installations et en acquisitions diverses pendant cinq ans, de façon à y doubler ses ventes d'ici à 1995. D'après M. Ed. Van Wely, PDG de Du Pont France, notre pays a ses chances. Le projet d'instal-

lation d'une station agrochimique sur 30 hectares près de Mantos (Yvelines) pourrait n'être qu'un hors-d'œuvre.

L'autre axe choisi est la pharmacie. Dans cette branche d'activité, Du Pont est encore un nain. Une situation parfaitement intolérable. Le groupe a les moyens de ses ambitions, soit, avec M. Ed. Woodard, 7 à 8 milliards de dollars (entre 45 et 52 milliards de francs), avec les lignes de crédit sur lesquelles il peut compter.

### Des projets dans le pétrole

Et puis Du Pont caresse aussi des projets dans le pétrole. Présent dans la recherche en France (Bassin parisien, Pyrénées-Atlantiques), sa filiale Conoco veut élargir ses petites activités de distributeur à l'intérieur de l'Hexagone et porter dans les dix-huit mois à venir de onze à trente-cinq le nombre de ses stations (mar-

que SECA) dans le nord de la France. Un coup pour voir comme se pègre ? A l'heure où l'essence sans plomb fait une entrée fracassante sur le marché, cet essai télévisé de Wilmington n'est sans doute pas innocent.

Eleuthère Irénée peut se reposer en paix : l'équipe en charge des affaires semble bien décidée à porter toujours plus haut le fanion de la renommée des Du Pont, qui peuvent s'enorgueillir, en ces temps d'écologie, d'un premier prix pour la sécurité des hommes et de l'environnement. Du Pont est la compagnie la plus sûre des Etats-Unis. Les descendants, qui détiennent encore 15 % du capital, et l'actionnaire majoritaire, le canadien Seagram (23 %), ne sont pas prêts, eux, de voir se tarir la source de leurs revenus.

ANDRÉ DESSOT.

(1) Classement Business Week.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Capitac

A compter du 11 juillet 1989, les Banques du Groupe CIC offrent à leur clientèle une nouvelle Sicav : Capitac.

Présidée par Jean Varda, Directeur Général Délégué du CIC Paris, Capitac est une Sicav obligatoire de capitalisation qui privilégie la constitution d'un patrimoine en bénéficiant des avantages fiscaux liés aux nouvelles réglementations devant paraître en matière de capitalisation.

Gérée dans une optique de valorisation à long terme, elle sera investie principalement en obligations françaises.

Valeur d'origine : F 1 000

Exonération de droits d'entrée du 11 juillet au 11 août 1989.

Banques CIC. En intelligence avec vous.

**GROUPE CIC**

## Économie

## SOCIAL

Après des années de restructuration

## Le groupe CIT-Alcatel harmonise son régime de protection sociale

Quatre organisations syndicales viennent de signer une série de trois accords avec la direction de CIT-Alcatel. Spécialisé dans le téléphone, ce groupe, lui-même filiale de la CGE, aborde ainsi le volet social d'une longue restructuration industrielle qui lui permet de bâtir son identité définitive. L'ensemble du personnel, venu de divers horizons, bénéficiera désormais d'un même régime de protection sociale complémentaire et d'un système commun d'intéressement et de participation, revu et corrigé à l'occasion.

Sur le plan industriel et financier, les responsables d'Alcatel-CIT aiment à dire que le pari, lancé voici trois ans, a été une réussite. Avec l'absorption de LIT et des activités d'ITT dans le secteur, principalement en Europe, le nouveau grand mondial du téléphone s'est, en effet, imposé, alors que, à l'époque, nombreux étaient les sceptiques.

Il faut dire que l'opération n'allait pas de soi. Depuis vingt ans, de découpages multiples ou fusions, dont Alcatel a eu largement sa part, cette industrie a été profondément bouleversée, l'avant-dernière étape ayant été l'intégration définitive de la branche téléphone de Thomson à un moment où la récession obligeait à de fortes réductions d'effectifs.

Raison de plus, expliquent aujourd'hui les mêmes responsables, pour porter l'attention sur les problèmes humains, condition d'une intégration dans une même collectivité de travail. La tempête étant passée, il fallait « symboliser concrètement » l'appartenance à une entité, passablement chahutée par ces changements successifs. Pour dix-neuf établissements, il existait cinq statuts différents de retraite et de prévoyance qui cohabitaient parfois dans certaines usines, la protection sociale complémentaire était insuffisante dans d'autres sites. « Il fallait en finir avec une mosaïque et une coexistence hétérogène », conclut M. Guy Métais, directeur des ressources humaines et des relations sociales, qui avait besoin, pour prouver l'unité sociale de l'entreprise, « d'un premier signe de cohérence ».

Ce qui ne l'empêche surtout pas de penser à l'avenir. « L'existence de plusieurs statuts constitue un frein à la mobilité », ajoute-t-il, et l'homogénéisation doit pouvoir servir de « pierre angulaire à l'harmonisation des classifications », qui sera la prochaine étape.

Compte tenu de l'importance psychologique et sociale de la négociation, celle-ci s'accompagne d'une longue période de préparation. Les travaux d'approche du dossier furent conduits pendant six mois avec les élus du comité central d'entreprise, qui s'étaient entourés d'experts, tout comme la direction. Et les accords purent être signés les 22 et 29 juin par la CFDT, FO, la CFTC et la CGC. Raisonnablement critique, la CGT a réservé sa réponse, essentiellement pour protester contre le refus de la direction d'accepter l'organisation d'un référendum parmi les salariés et de laisser chacun libre de son choix.

## Trois grandes catégories de personnels

Pour la protection sociale (prévoyance et retraite complémentaire), le protocole simplifie les formules en définissant trois grandes catégories de personnels : les ouvriers, les techniciens et les ingénieurs en cadres.

Le financement des cotisations se partage entre les salariés et l'entreprise à 40/60 pour les ouvriers, à 45/55 pour les techniciens et à 50/50 pour les cadres. S'il a fallu ne pas froisser la susceptibilité des cadres, qui tiennent à leur spécificité, le réaménagement a parfois entraîné, aussi, des prélèvements là où ils étaient absents ou une augmentation de leur montant là où ils étaient peu élevés. Mais l'harmonisation a pu être acceptée, malgré un surcoût dans certains cas, parce qu'elle signifiait également une amélioration des prestations ou des avantages supplémentaires.

Pour la participation et l'intéressement, les deux autres accords signés ajoutent à la clarification. Représentant 18 millions de francs l'an passé, et 55 millions cette année, la participation a été ramenée à son taux minimal afin de per-

mettre la mise en place de l'intéressement, conformément aux dispositions réglementaires.

Les sommes versées au titre de l'intéressement pourront, selon l'option retenue par le salarié, soit être disponibles immédiatement, soit être placées pendant cinq ans, sans impôts, dans le plan d'épargne d'entreprise. Dans ce dernier cas, Alcatel-CIT s'engage à ajouter 40 %, dans la limite de 4 000 francs, aux montants que chaque membre du personnel maintiendra dans le fonds commun de placement.

« Ces changements étaient nécessaires », affirme M. Métais, satisfait du résultat obtenu. Alcatel-CIT poursuit sa mutation et doit se rassurer, socialement. Le groupe comptait 20 000 salariés en 1988 et seulement 13 000 aujourd'hui. Le nombre d'ingénieurs a doublé en sept ans et représente maintenant le quart de l'effectif. Progressivement, les qualifications se déplacent vers le haut et il devenait urgent, pour la cohésion, d'abandonner des règles injustes. « Il y avait de moins en moins de distinction entre les techniciens et les cadres, ceux-ci perdant leur rôle hiérarchique pour une fonction d'expertise », note le patron social d'Alcatel-CIT qui songe, lui aussi, à une « vraie » gestion prévisionnelle des emplois impliquant les responsables opérationnels.

A. Le.

■ **Importantes perturbations dans le trafic aérien.** — La grève des électroniciens de la sécurité aérienne du centre d'Aix-en-Provence a provoqué, samedi 15 et dimanche 16 juillet, d'importantes perturbations dans le trafic des avions. Selon les autorités françaises, une baisse de capacité de traitement du trafic de 30 % au-dessus du territoire français a été enregistrée dimanche. Cette grève a perturbé notamment le trafic de transit entre l'Espagne et l'Europe du Nord. On a noté des retards allant jusqu'à dix-huit heures et plusieurs compagnies ont dû annuler des vols. Les électroniciens, qui devaient cesser leur mouvement lundi 17 juillet, demandent des améliorations du déroulement de carrière et de la formation.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Oblicie-Regions

Comptes de l'exercice clos le 31.03.1989

Actif net au 31.03.1989 : F 250 963 256

Valeur liquidative au 26.06.1989 : F 1 108,47

Performance 1988 : + 13,55 %

et entre le 30.12.1988 et le 26.06.1989 : + 3,53 %

Dividende de l'exercice 1988-1989 : F 90,74

+ F 1,65 d'avoir fiscal qui sera mis en paiement le 17 juillet 1989.

Le Président François Bienabe a déclaré :

Oblicie-Regions a dégagé en 1988 de bons résultats

qui la classent parmi les instruments en obligations

de première catégorie les plus performants.

Au cours de son nouvel exercice, Oblicie-Regions

poursuivra une politique de gestion active afin

de profiter des opportunités de marché et de respecter

l'objectif de valorisation à moyen terme de la Sicav

pour les particuliers et les investisseurs institutionnels.

(AGO du 29 juin 1989)

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav

et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOC.

Banques CIC. En intelligence avec vous.

GROUPE CIC

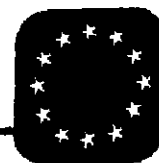
## Crédit Mutuel

une banque à qui parler

SICAV	CARACTÉRISTIQUES	Degré de risque	OBJECTIF	VALEUR LIQUIDATIVE (en F) AU 30/06/89	INDICIS AU 30/06/89 (en millions de F)	DERNIER COUPON (en F)
EPARGNE J	SICAV de réinvestissement procurant une rémunération proche de celle du marché monétaire au moyen de techniques de gestion offrant le maximum de sécurité. Taux de rendement actualisé depuis la création : 7,88 %.	QUASI NUL	RENDEMENT	53.647,83	4.014,8	3.782,12 payé le 20/06/89
EPARGNE COURT TERME	SICAV obligatoire assurant la progression du capital tout en favorisant la disponibilité. Taux de rendement actualisé depuis la création : 6,50 %.	FAIBLE	RENDEMENT	526,05	695,8	-
EPARGNE PREMIERE	SICAV obligatoire composée essentiellement d'emprunts d'Etat ou assimilés, et offrant de bonnes perspectives de valorisation. Taux de rendement actualisé depuis la création : 11,34 %.	MODÉRÉ	RENDEMENT ET PLUS-VALUE	12.402,03	1.063,7	1.080,86 payé le 28/06/89
EPARGNE QUATRE	SICAV obligatoire distribuant chaque trimestre un revenu d'un montant régulier et assurant le maintien du capital en termes réels. Taux de rendement actualisé depuis la création : 9,79 %.	MODÉRÉ	RENDEMENT	1.064,40	710,7	20,00 payé le 15/06/89
EPARGNE LONG TERME	SICAV obligatoire conseillée dans le cadre du Plan d'Épargne en vue de la retraite et participant à la constitution d'un capital sur longue période. Taux de rendement actualisé depuis la création : 17,42 %.	MODÉRÉ	PLUS-VALUE	182,05	1.080,6	10,17 payé le 31/03/89
EPARGNE INDUSTRIE	SICAV composée essentiellement d'actions françaises, permettant de bénéficier de déductions fiscales (LMI, Monop, PER). Priorité est donnée à la plus-value. Taux de rendement actualisé depuis la création : 18,94 %.	MODÉRÉ SUR LONGUE PÉRIODE	PLUS-VALUE	82,17	4.126,7	220 payé le 31/03/89
EPARGNE MONDE	SICAV composée essentiellement de valeurs internationales diversifiées et privilégiant la plus-value. Taux de rendement actualisé depuis la création : 20 %.	MODÉRÉ SUR LONGUE PÉRIODE	PLUS-VALUE	1.380,11	213,2	16,61 payé le 30/03/89

CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL - 18, RUE DE BILSI - 75017 PARIS

## Europe 93



## L'Amérique latine à la recherche d'une coopération politique et économique avec la CEE

Inspirée par l'exemple des Européens, l'Amérique latine cherche à la fois son unité et une coopération politique et économique plus poussée avec la CEE.

« Je t'aime... Moi non plus... »

Ainsi l'un des participants à un récent séminaire organisé à Madrid par l'Institut Aspen-Italie, sur le thème « L'Amérique latine et l'Europe dans les années 90 », résumait-il plaisamment les relations ordinaires entre deux parties du monde que rapprochent des élan et que tiennent éloignées des réalités. L'histoire les avait jusqu'à il y a peu unies pour le meilleur et pour le pire. Si l'on ne peut oublier la colonisation tridentaire par l'Espagne et le Portugal, on sait moins que le dix-neuvième siècle a été, pour le sous-continent, une « ère britannique ». Londres, il est vrai, était alors le centre de la puissance mondiale, économique principalement ; et la doctrine de Monroe a été édictée en 1823 à Washington pour défendre le Nouveau Monde contre cet empiètement-ci également. Et ce qui, à partir de 1945, a fait des États-Unis le médiateur désormais obligé de la région située au sud du Rio Grande avec le reste du monde, c'est autant le déplacement hors d'Europe du centre de gravité planétaire que la proximité géographique des Américains du Nord — surtout pesante envers le Mexique, l'isthme central et la Caraïbe.

Des Européens, les Néerlandais, les Britanniques et les Français, gardent encore institutionnellement pied dans la région par le biais de territoires à peu près tous désormais décolonisés ou en voie de l'être, ou de départements d'outre-mer, presque tous situés dans l'arc antillais. L'Espagne et le Portugal, depuis qu'ils ont réintégré, après le milieu des années 70, le concert des nations démocratiques d'Europe, ont manifesté leur ambition de recouvrer, fût-ce avec d'infimes subtilités, quelque poids dans une zone qu'ils avaient jadis dominée.

Les Allemands de l'Ouest, eux, se sont servis de leur puissance économique pour devenir de nouveaux partenaires de premier plan dans la région : ainsi, pour ne citer qu'un exemple, le commerce du café latino-américain est-il devenu un quasi-monopole de firmes sises à Hambourg ; quant aux célèbres fondations Friedrich-Ebert (proche du SPD) et Konrad-Adenauer (démocrate-chrétienne), elles sont devenues — tout comme les parcs, les syndicats, les Églises et les universités de RFA — un très important véhicule d'influence culturelle et, partant, politique.

L'Italie, pour sa part, s'intéresse plus spécialement à quelques pays où une forte et ancienne émigration nationale a « amené » le terrain, comme l'Argentine et le Venezuela ; Rome a récemment conclu avec eux des accords financiers visant à promouvoir des projets communs et à faciliter le travail sur place des PME de la Péninsule.

La France, quant à elle, joint en Amérique latine d'un réel prestige,

alimenté aux sources lointaines de la Révolution de 1789, et relayé par une politique de présence culturelle ancienne — encore qu'aux moyens déclinants. Ce n'est que très rarement que ce capital de sympathie a débouché sur une forme ou une autre d'activisme économique. Il est juste, en revanche, de rappeler que la France coopère activement avec de nombreux pays de la région sur un domaine crucial : la modernisation de leur système éducatif, à la fois hypertrophié et terriblement inefficace ; des missions sont à l'œuvre pour améliorer la fiscalité, les statistiques, la formation des fonctionnaires, etc.

## « Bon sauvage » contre « forteresse »

L'Amérique latine n'intéresse l'Europe que par à-coups et pour des raisons souvent ambiguës. Dans les années 60, l'écho de la révolution cubaine avait enthousiasmé l'intelligentsia. Dans les années 70, l'Unité populaire chilienne avait pris le relais — et, *a contrario*, le général Pinochet et ses collègues galonnés d'autres pays. Le sous-continent est alors redevenu ce qu'il a souvent été au cours de son histoire : une terre de « bons sauvages », réserve de rêves pour le Vieux Monde. Les gauches européennes s'y sont volontiers abonnées ; elles que la pratique du pouvoir convainquait que la réalité est plus amère que « le passage de l'ombre à la lumière », et qui identifiaient dès lors, outre-Atlantique, des solutions faciles à des situations voulues manichéennes.

Avec les années 80, l'Amérique latine est retombée aux yeux de l'Europe occidentale dans une sorte de puits sans fond. La vague des démocratisations (1981-1985) et la crise des régimes révolutionnaires (Cuba, Nicaragua) ont laissé behind des militants orphelins d'une cause ; et la crise économique, aussi grave que celle de 1929, a ôté aux investisseurs et exportateurs virtuels presque toute raison de s'intéresser à la région.

Ce « regain de désintérêt » de l'Europe pour l'Amérique latine a en pour conséquence l'augmentation proportionnelle du poids économique des États-Unis, pourtant déjà considérable dans le sous-continent — qu'on le mesure par le commerce international ou l'investissement. Le Japon a également entrepris de s'établir là-bas ; sa présence est encore modeste, mais elle croît vite ; elle est beaucoup mieux perçue que celle des Américains du Nord — même s'il est vrai que l'« anti-panglossisme », traditionnel au sud du Rio Grande, semble régresser. Quoi qu'il en soit, l'Amérique latine est actuellement en « demande d'Europe ».

Les « Latins », d'une part, perçoivent, à juste titre, le Vieux Monde comme plus sensible à leurs problèmes que les États-Unis ou même le Japon : ainsi ont-ils vu avec ferveur les Européens se faire les avocats d'une approche « politique », et pas seulement économique, du règlement du problème crucial de la dette. Ils observent, en outre, avec inquiétude et envie tout à la fois les progrès de la construction communautaire, singulièrement depuis l'accélération communiquée par l'Acte unique.

L'inquiétude est bien le sentiment dominant à travers le sous-continent. Après une décennie de terrible crise, beaucoup d'esprits commencent à voir leur région, naguère terre de grandes espérances, comme « condamnée à une progressive « tiers-mondisation » — à l'Afrique — en somme, mais sans les aides dont dispose le continent noir. En ce sens, la réalisation du grand marché à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993 apparaît aux Latins comme très lourde de menaces. Déjà la CEE a dressé à l'encontre de maints de leurs produits (textiles, acier, chimie) la barrière de quotas substantiels ; son « système général de préférence » exclut de ses bénéfices les matières premières — un des points forts de l'Amérique latine — et la politique agricole commune a été facile pour nombre de pays, à commencer par l'Argentine. Aussi la conviction est-elle répandue que 1993 verra l'Europe devenir une « forteresse » encore mieux gardée qu'au temps du protectionnisme ordinaire. Et cette Europe, que les Latins-Américains

## Lire aussi

● La rencontre entre M. Jacques Chirac et M. Jacques Delors, page 23.

## Le « groupe des Huit »

Le seul espoir qui demeure dans ce noir contexte c'est que la Communauté devienne un partenaire politique et économique majeur pour une région décidément trop effrayée pour demeurer en déshérence. Ainsi serait tournée, entre autres, la traditionnelle réticence de la Grande-Bretagne à tout accès d'embarquement de l'Europe envers une région réputée « chasse gardée » des États-Unis. La Caraïbe, par le biais des accords de Lomé, et, depuis 1984, l'Amérique centrale, sont, de fait, devenues l'objet d'une attention systématique des Douze.

Mais il est vrai que ces pays ne représentent que moins de 10 % de la population du sous-continent. Et pour le reste ? La douzaine de pays grands et moyens situés entre le Rio Grande et la Terre de Feu ne sait plus trop à quel saint se vouer. Une extension des préférences de Lomé en leur faveur est évidemment imaginable, même si plus d'un en rêve. Leur situation de pays particulièrement industrialisés les pose, malgré leur actuelle paupérisation, moins en partenaires de coopération qu'en concurrents au moins pour des productions que les Européens protègent dans la phase actuelle de restructuration de leurs industries.

C'est à ce point que, dans les esprits des Latins d'outre-Atlantique, s'insinue l'espoir : l'envie envers une Europe qui, tant bien que mal, progresse vers son unité, alors que l'Amérique latine est un cimetière de projets d'union (1). Depuis un lustre cependant, une ligne est apparue dans cette nuit : le « groupe des Huit », qui associe les principaux États du sous-continent : Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, Pérou, Venezuela, Uruguay (le Panama, huitième membre initial, a été suspendu en 1988 en raison de la crise politique qu'il vit ; la Bolivie, le Chili, l'Équateur et le Paraguay vont tenter de se joindre au « club »). Né des efforts, à partir de 1983, du « groupe de Contadora » pour promouvoir une solution de paix en Amérique centrale, le « groupe des Huit » a tenu, à partir de 1985, des réunions ministérielles régulières et déjà deux sommets : ces rencontres, à tout le moins, maintiennent vive la conscience que la région doit progresser vers davantage d'union ou, sinon, périr. En face des Douze, les Huit s'efforcent en tout cas aujourd'hui de devenir cet interlocuteur dont l'Amérique latine, pour son malheur, a toujours manqué.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Ainsi le Pacte andin (Venezuela, Colombie, Équateur, Bolivie, Pérou) a-t-il pu récemment fêter ses vingt-cinq ans d'âge, pour constater l'échec total de ses ambitions. Le marché commun latino-américain, à cinq, qui avait bien débouché, est aujourd'hui très freiné par les guerres de l'isthme. Le Caricom, qui unit treize petits ou micro-États de la Caraïbe, est évidemment pas viable dans le paysage malgré de louables efforts. Quant au SELA (Système économique latino-américain, dont le siège est à Caracas), censé promouvoir des projets économiques, il végète à la fois parce qu'il s'est bureaucratisé et parce que la crise paralyse aussi les relations entre les vingt-cinq États de la région qui le composent.

## Calendrier

Lundi 17 et mardi 18 juillet : conseil « affaires générales » (réunion des douze ministres des affaires étrangères) à Bruxelles. La Commission de la Communauté doit présenter, à cette occasion, ses nouvelles propositions sur la « télévision sans frontières ».

Mardi 18 : conseil « marché intérieur » (réunion des ministres des affaires européennes) à Bruxelles. Le programme : les marchés des concentrations et un débat sur les des inactifs (retraite et autres) au sein.

Lundi 24 et mardi 25 : « agriculture » à Br.

CERT S'EN S

AVEC LE COMPTE  
CHÉQUE  
BOURSEIL  
ET LA CARTE  
SEULE  
BOURSEIL

BOURSE INVESTISSEMENTS

LES CREDITS



# TOUT LE MONDE A UN LIVRET A CERTAINS SAVENT MIEUX S'EN SERVIR QUE D'AUTRES

## AVEC LE COMPTE CHÈQUE ÉCUREUIL ET LA CARTE BLEUE ÉCUREUIL

Votre Livret A vous offre tous les avantages d'un compte rémunéré à 4,5% défiscalisé (les comptes d'épargne bancaires sont imposés).

## BOURSE INVESTISSEMENTS

L'Ecureuil vous propose 20 SICAV et Fonds Communs de Placement. Des produits sûrs ou des produits plus offensifs. Une opportunité se présente, votre Livret A vous permet de la saisir. Et la réserve sur votre Livret A est toujours garantie.

## TOUS LES CRÉDITS

A la Caisse d'Epargne tout est possible. Les crédits personnels et sous certaines conditions le découvert et le crédit permanent. Mais pour conserver une totale tranquillité d'esprit vous avez tout intérêt à conserver une réserve disponible et rémunérée.

## L'IMMOBILIER

Un patrimoine qui se prépare et se développe avec le Plan d'Epargne Logement et le Livret d'Epargne Ecureuil. Là aussi, le Livret A joue un rôle important. Il peut vous servir à compléter un apport personnel ou à réaliser sans attendre un aménagement ou une réparation.

## LES AVANTAGES FISCAUX

Les emprunts Ecureuil, les SCPI Ecureuil, les SICAV, les PEL, LEL, CODEVI, Assurances, Bons, etc., présentent tous des avantages fiscaux. L'Ami Financier vous aidera à les choisir. Sans oublier évidemment le Livret A dont les intérêts sont totalement exonérés pour un capital de 80000 F. Et chaque membre de la famille peut avoir son Livret A. Qui dit mieux ! En utilisant tous les services bancaires Ecureuil et votre Livret A vous optimisez votre gestion. Parlez-en à votre conseiller Ami Financier. Il vous ouvrira de nouveaux horizons. Sachez en profiter.



Caisse d'Epargne Ecureuil

**TOUS LES SERVICES BANCAIRES. LE LIVRET A EN PLUS !**

## Marchés financiers

## Un redressement spectaculaire

## La Banque arabe et internationale d'investissements renflouée par ses actionnaires

La Banque arabe et internationale d'investissements (BAII) vivra. Après deux années difficiles, la plus parisienne des « banques arabes » a été renflouée par ses actionnaires, au premier rang desquels la BNP. Pressée par les autorités monétaires, celle-ci n'a pas hésité à injecter l'équivalent de 200 millions de dollars (1,26 milliard de francs environ) pour garantir l'avenir du modeste établissement, ont annoncé les dirigeants de la banque la semaine dernière. La BAII conservera ainsi son rôle crucial d'intermédiaire entre le Moyen-Orient et l'Europe.

Créée en 1973 afin de recycler les pétrodollars, la banque, siégeant à Paris, s'était spécialisée au fil des ans dans les opérations de crédits syndiqués, la gestion de patrimoines et le négoce pétrolier. Touchée en 1986, comme la plupart des établissements de même nature, par la chute des revenus pétroliers et les turbulences agitant le négoce, la BAII avait également pâti du krach boursier de 1987, et surtout de la montée des risques liés aux « saoudiens » sur les crédits accordés aux pays arabes. A la fin de 1987, elle se retrouvait avec 400 millions de dollars (2,5 milliards de francs environ) de crédits à risque, qu'elle devait, sous la pression des autorités, provisionner à hauteur de 30 %.

totalité du capital de BAII Paris. Dans un second temps, les actionnaires du groupe — tous des banques — ont racheté à leur valeur nominale ce portefeuille de créances et reçu en échange des actions de BAII Paris, cette opération équivalant à une injection de fonds de 200 millions de dollars.

Résultat : les actionnaires sont désormais directement présents dans le capital de la banque parisienne, qui constitue le principal actif du groupe et sur qui ont été reconstruits l'essentiel des activités. La holding luxembourgeoise ne détient plus aujourd'hui que 20 % du capital, le reste étant réparti entre des banques arabes (pour 30 %) et des grandes banques internationales, comme la BNP, la Barclays, la Dresdner, etc., pour 50 % du total.

La société va désormais se concentrer sur ses quatre points forts : la gestion de portefeuille — la banque a 3,5 milliards de dollars de fonds en gestion, — le négoce — chargé aux produits agro-alimentaires, — les opérations de banque spécialisées (comme le leasing) et l'immobilier. Bon indice : l'exercice 1988, malgré toutes ces turbulences, s'est soldé par un bénéfice net de 73,3 millions de francs.

V. M.

## Des mesures drastiques

Poussés par les autorités bancaires françaises, légitimement inquiètes, la direction et les actionnaires de la BAII ont donc mis en route en 1988 un plan de restructuration drastique, qui a totalement transformé l'établissement et lui a donné les moyens de repartir sur des bases saines. Premier objectif : le redressement de Sheppards (filiale spécialisée dans le courtage). Grâce à un allègement considérable de ses effectifs et à la cession de 49 % du capital aux cadres et aux dirigeants, la société londonienne est l'une des rares, assurément, à la BAII, qui ait rapidement renoué avec les bénéfices.

Seconde priorité, plus délicate à mettre en œuvre : le règlement du problème posé par les risques souverains. Dans un premier temps, le portefeuille de 400 millions de dollars de crédits à risque a été sorti du bilan de la banque et transféré dans une société ad hoc Euroinvest, domiciliée à Panama, filiale de la maison mère du groupe BAII holding, une société luxembourgeoise, détenant la

## Constructeur de bateaux de plaisance

## Jeanneau a augmenté son chiffre d'affaires de 25 %

La société Jeanneau a réalisé, pour l'exercice 1988-1989, un chiffre d'affaires de 770 millions de F. (+ 25 %). Le bénéfice net est passé de 23,4 millions de F. à 32,5 millions de F. (+ 39 %). En trois ans, depuis le rachat de cette entreprise par ses salariés — Jeanneau était jusque-là détenue par un groupe américain — le chiffre d'affaires a augmenté de 46 % avec l'espoir d'arriver à 850 millions de F. en 1990 et de toucher le milliard de F. en 1992.

Jeanneau, qui a obtenu l'oscar du meilleur exportateur en 1989, vend à l'étranger la moitié de ses bateaux de plaisance, tout en occupant le premier rang en France, avec 24 % du marché. La firme, qui emploie 1 440 personnes, 200 de plus qu'il y a deux ans, va mettre en route une cinquième unité de production, qui devrait créer 300 emplois en trois ans.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit Mutuel  
une banque à qui parlerSICAV  
Avenir  
Alizés

SICAV composée essentiellement d'obligations françaises, « Avenir Alizés », a pour objectif la valorisation à long terme du capital investi.

Au 30 juin 1989, son actif net totalisait 444,9 millions de francs ; la valeur liquidative s'établissant à 1 413,24 F. Payé le 20 avril 1989, le coupon se monte à 64,34 F net. Depuis sa création (21 avril 1986), le taux de rendement annuel actuariel de la SICAV s'élève à 19,94 %.

DEPOSITAIRE : CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL - 18, RUE DE TILSIT - 75017 PARIS

EPSILON

KFB

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT  
A CAPITAL VARIABLEBIMP Banque Industrielle  
& Mutuelle Privée

Le conseil d'administration de la SICAV EPSILON, réuni le 25 mai 1989 afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1989, a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires du 20 juillet 1989 la distribution d'un dividende net de F 10,04 par action d'un crédit d'imposition de F 0,16.

La performance de la SICAV pour l'année 1988 s'est élevée à 14,4 %.

Depuis le début de 1989 la valeur liquidative par action est passée de 1.130,32 F à 1.190,81 F le 20 juin 1989, soit une performance de 5,3 %. En taux annualisé la progression se situe à 8,7 %.

Rappels qu'EPSILON s'adresse aux entreprises, aux investisseurs institutionnels et aux particuliers recherchant la valorisation à moyen ou à long terme du capital et la distribution d'un coupon faible voire nul.

Les souscriptions et les rachats sont reçus auprès de :

KUWAIT-FRANCE BANK  
17, rue Caumartin - 75009 PARIS - Tél : 42 66 92 10  
94, avenue George-V - 75008 PARIS - Tél : 47 23 82 70  
7 Promenade des Anglais - 06000 NICE - Tél : 93 98 49 44

BANQUE INDUSTRIELLE ET MOBILIERE PRIVÉE  
22, rue Pasquier - 75008 PARIS - Tél : 40 06 50 00

YVES SOULIE SA Société de Bourse  
3, rue Rossini - 75009 PARIS - Tél : 42 46 92 20

LES INDICES HEBDOMADAIRES  
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

	7 juillet	13 juillet
Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8
Chimie	125	128,9
Métallurgie, mécanique	107,7	109,8
Electronique, électronique	128,3	132,1
Ind. de consommation, non alim.	104,9	107,8
Agro-alimentaire	114,9	116,8
Diversification	122,3	124,6
Transport, télécom, services	121,6	122,4
Assurances	127,4	129
Crédit bancaire	103,3	105,8
Siège	98	101,4
Industrie et service	103,3	105,8
Industrie et service	103,3	105,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	98,5	99
Valeur industrielle	98,5	99
Valeur des services	98,5	99
Valeur agricole	98,5	99

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	4.085,84	4.119,4
Valeur industrielle	4.085,84	4.119,4

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	98,5	99
Valeur industrielle	98,5	99
Valeur des services	98,5	99
Valeur agricole	98,5	99

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur totale à rev. variable	114,1	115,8
Valeur industrielle	117,7	119
Valeur des services	113,5	115,8
Valeur agricole	104,9	106,8

## PARIS, 17 juillet ↑

## Nouvelle progression

Début de semaine encourageant rue Vivienne. Sur la lancée de ces derniers jours, la Bourse de Paris a repris lundi sa progression. Amorcée dès l'ouverture (+ 0,31 %), le mouvement se poursuivait durant la journée. Vers 13 heures, l'indice instantané avait porté son avance à 0,47 %. Dans l'après-midi, il s'établissait à 0,48 % au-dessus de son niveau. Selon toute probabilité, l'indice SBF (ex-CAC) a battu son record d'altitude du 28 juin dernier. Tous les grands noms de la cote inscrits au MONEP ont monté. Peugeot, CSE, CGE, Sociétés générales et Saint-Gobain en tête.

Sur le marché affiché une excellente mine. Le plus grand calme a pourtant régné sous les colonnes. Un ancien assis non loin de l'ancienne corbeille dévorant un sandwich à belles dents tout en surveillant les valeurs françaises du coin de l'œil, sans être dérangé le moins du monde. « Mais où sont passées les bouclettes d'autan ? », murmurait un « irréductible » du parquet. Les professionnels ne se plaignaient cependant pas trop du manque d'affaires. La belle tenue de Wall Street à la veille du week-end (nouvelle séance consécutive de hausse) a continué d'exercer un effet stimulant sur le marché parisien. Apparemment, des deux côtés de l'eau, les spécialistes ne semblent vouloir renouer des relations statistiques américaines (publiées vendredi dernier) que la confirmation du ralentissement de l'expansion, sans trop se préoccuper de la persistance de la spirale inflationniste, qui pourrait retarder une nouvelle baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Seul renversement instantané de la situation, la liquidation générale de juillet, qui aura lieu vendredi prochain, sera positive. Dans l'immédiat, elle est gagnante d'un peu plus de 2 %.

## TOKYO, 17 juillet ↓

## Repli

La semaine s'est ouverte, à Tokyo, sur une note baissière. Amorcée pratiquement dès l'ouverture matinale, le mouvement de repli s'est poursuivi toute la journée en s'accroissant notamment dans l'après-midi. A la clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 33 456,22, soit à 118,55 points (- 0,35 %) en dessous de son niveau précédent. Selon les professionnels, cette baisse a surtout été le résultat de la déflation de la clientèle, comme en a témoigné



## Marchés financiers

## BOURSE DU 17 JUILLET

VALEURS					Réglement mensuel										VALEURS															
Cours	Prémière	Dernière	%	Compte	Cours	Prémière	Dernière	%	Compte	Cours	Prémière	Dernière	%	Compte	Cours	Prémière	Dernière	%	Compte											
3605	C.N.E. 36 *	3778	3800	3770	- 0.21	3605	C.N.E. 36 *	3778	3800	3770	- 0.21	3605	C.N.E. 36 *	3778	3800	3770	- 0.21	3605	C.N.E. 36 *	3778	3800	3770	- 0.21	3605	C.N.E. 36 *	3778	3800	3770	- 0.21	3605
1219	B.U.P.T.	1120	1120	1210	+ 0.80	1219	B.U.P.T.	1120	1120	1210	+ 0.80	1219	B.U.P.T.	1120	1120	1210	+ 0.80	1219	B.U.P.T.	1120	1120	1210	+ 0.80	1219	B.U.P.T.	1120	1120	1210	+ 0.80	1219
1121	E.C.T.P.	1204	1204	1210	+ 0.50	1121	E.C.T.P.	1204	1204	1210	+ 0.50	1121	E.C.T.P.	1204	1204	1210	+ 0.50	1121	E.C.T.P.	1204	1204	1210	+ 0.50	1121	E.C.T.P.	1204	1204	1210	+ 0.50	1121
1212	Ed. Lycei	1136	1136	1200	+ 0.66	1212	Ed. Lycei	1136	1136	1200	+ 0.66	1212	Ed. Lycei	1136	1136	1200	+ 0.66	1212	Ed. Lycei	1136	1136	1200	+ 0.66	1212	Ed. Lycei	1136	1136	1200	+ 0.66	1212
1726	Phonopost	1870	1870	1870	+ 0.26	1726	Phonopost	1870	1870	1870	+ 0.26	1726	Phonopost	1870	1870	1870	+ 0.26	1726	Phonopost	1870	1870	1870	+ 0.26	1726	Phonopost	1870	1870	1870	+ 0.26	1726
1347	St-Gabriel	1248	1248	1237	+ 0.08	1347	St-Gabriel	1248	1248	1237	+ 0.08	1347	St-Gabriel	1248	1248	1237	+ 0.08	1347	St-Gabriel	1248	1248	1237	+ 0.08	1347	St-Gabriel	1248	1248	1237	+ 0.08	1347
1357	St-Gabriel	1237	1237	1237	+ 0.08	1357	St-Gabriel	1237	1237	1237	+ 0.08	1357	St-Gabriel	1237	1237	1237	+ 0.08	1357	St-Gabriel	1237	1237	1237	+ 0.08	1357	St-Gabriel	1237	1237	1237	+ 0.08	1357
1202	Accor	617	617	620	+ 0.48	1202	Accor	617	617	620	+ 0.48	1202	Accor	617	617	620	+ 0.48	1202	Accor	617	617	620	+ 0.48	1202	Accor	617	617	620	+ 0.48	1202
6205	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	6205	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	6205	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	6205	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	6205	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	6205
3625	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	3625	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	3625	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	3625	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	3625	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	3625
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570
2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48	2570	Al. Liquid	617	623	620	+ 0.48</													

**Comptant** (réflexion)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom.	% du coupon		Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Dernier cours
Obligations											
Exp. 8.80 % 77	124 40	1 138	C.I. Machine	.....	841	Macdonald Ind.	.....	96	Viaque	.....	1445
8.50 % 78/82	107 95	1 524	Claremont	2200	2200	Macdonald Ind.	.....	136	Viaque	.....	140
10.80 % 79/84	104 76	3 280	Claremont Exp.	.....	1236	Macdonald Ind.	.....	322	Watkinson S.A.	.....	800
12.25 % 80/80	103 57	1 897	Claremont	.....	990	Macdonald Ind.	.....	322	Watkinson S.A.	.....	800
12.20 % 82/80	103 21	8 211	Claremont	.....	700	Macdonald Ind.	.....	147 10	Watkinson S.A.	.....	800
10 % juin 82	106 95	1 096	Claremont	.....	430	Macdonald Ind.	.....	185	Watkinson S.A.	.....	800
14.80 % 84/85	108 35	5 940	Claremont	.....	1100	Macdonald Ind.	.....	423	Watkinson S.A.	.....	800
12.40 % 84/85	110 68	7 128	Claremont	.....	16 90	Macdonald Ind.	.....	2180	Watkinson S.A.	.....	800
12.25 % oct. 84	109 41	9 429	Claremont	.....	550	Macdonald Ind.	.....	1085	Watkinson S.A.	.....	800
11 % 84/85	114 40	4 400	Claremont	.....	143 30	Macdonald Ind.	.....	730	Watkinson S.A.	.....	800
10.25 % 84/85	107 45	3 570	Claremont	.....	440 60	Macdonald Ind.	.....	218 30	Watkinson S.A.	.....	800
QAT 12.75 % 83	.....	.....	Claremont	.....	1520	Macdonald Ind.	.....	367 40	Watkinson S.A.	.....	800
QAT 10 % 2000	100 40	1 267	Claremont	.....	4200	Macdonald Ind.	.....	227 10	Watkinson S.A.	.....	800
QAT 8.80 % 1987	108 20	5 998	Claremont	.....	980	Macdonald Ind.	.....	1300	Watkinson S.A.	.....	800
QAT 8.80 % 1989	106 99	4 511	Claremont	.....	336	Macdonald Ind.	.....	2200	Watkinson S.A.	.....	800
Ch. France 3 %	.....	.....	Claremont	.....	1181	Macdonald Ind.	.....	216 80	Watkinson S.A.	.....	800
Ch. France 3 % 82	101 10	0 983	Claremont	.....	336	Macdonald Ind.	.....	1488	Watkinson S.A.	.....	800
Ch. France 3 % 82	102	0 983	Claremont	.....	336	Macdonald Ind.	.....	1488	Watkinson S.A.	.....	800
Ch. France 3 % 82	102	0 983	Claremont	.....	336	Macdonald Ind.	.....	1488	Watkinson S.A.	.....	800
Ch. France 3 % 82	101 08	0 983	Claremont	.....	336	Macdonald Ind.	.....	1488	Watkinson S.A.	.....	800
PTT 11.20 % 85	110	6 462	Claremont	.....	810	Macdonald Ind.	.....	6710	Watkinson S.A.	.....	800
CFP 10.50 % 86	106 01	4 627	Claremont	.....	75	Macdonald Ind.	.....	825	Watkinson S.A.	.....	800
CNE 11.80 % 86	108 10	1 248	Claremont	.....	810	Macdonald Ind.	.....	825	Watkinson S.A.	.....	800
CNE 8.5 % 86	110 80	2 341	Claremont	.....	75	Macdonald Ind.	.....	825	Watkinson S.A.	.....	800
CNE 10.80 % 86	110 80	5 948	Claremont	.....	810	Macdonald Ind.	.....	825	Watkinson S.A.	.....	800
C.A.E. S.A. T.P.	.....	111	Claremont	.....	810	Macdonald Ind.	.....	825	Watkinson S.A.	.....	800
C.A.E. S.A. T.P.	.....	111	Claremont	.....	810	Macdonald Ind.	.....	825	Watkinson S.A.	.....	800
Desautels Inc. Ch. 8/87	2290	.....	Claremont	.....	810	Macdonald Ind.	.....	825	Watkinson S.A.	.....	800
Macdonald S. 8/85 & 8/87	.....	8 600	Claremont	.....	810	Macdonald Ind.	.....	825	Watkinson S.A.	.....	800
Etrangères											
A.B.G.	730	800	A.B.G.	730	800	A.B.G.	730	800	A.B.G.	730	800
Alcan	138 50	143	Alcan	138 50	143	Alcan	138 50	143	Alcan	138 50	143
Algonquin Bank	130	126	Algonquin Bank	130	126	Algonquin Bank	130	126	Algonquin Bank	130	126
American Brands	448	468	American Brands	448	468	American Brands	448	468	American Brands	448	468
Am. Petroleum	540	548	Am. Petroleum	540	548	Am. Petroleum	540	548	Am. Petroleum	540	548
Asahi	838	838	Asahi	838	838	Asahi	838	838	Asahi	838	838
Bank of Montreal	1650	1700	Bank of Montreal	1650	1700	Bank of Montreal	1650	1700	Bank of Montreal	1650	1700
Banque Commerce	39 100	39 100	Banque Commerce	39 100	39 100	Banque Commerce	39 100	39 100	Banque Commerce	39 100	39 100
B. High Interest	728	731	B. High Interest	728	731	B. High Interest	728	731	B. High Interest	728	731
Ch. Laurent	118 30	127	Ch. Laurent	118 30	127	Ch. Laurent	118 30	127	Ch. Laurent	118 30	127
Chevrolet Corporation	157	157	Chevrolet Corporation	157	157	Chevrolet Corporation	157	157	Chevrolet Corporation	157	157
CR	28 30	28 50	CR	28 30	28 50	CR	28 30	28 50	CR	28 30	28 50
Commerzbank	865	865	Commerzbank	865	865	Commerzbank	865	865	Commerzbank	865	865
Dart and Kraft	.....	.....	Dart and Kraft	.....	.....	Dart and Kraft	.....	.....	Dart and Kraft	.....	.....
De Beers	118 30	127	De Beers	118 30	127	De Beers	118 30	127	De Beers	118 30	127
Dow Chemical	568	570	Dow Chemical	568	570	Dow Chemical	568	570	Dow Chemical	568	570
Ed. Belgien	.....	.....	Ed. Belgien	.....	.....	Ed. Belgien	.....	.....	Ed. Belgien	.....	.....
Gawest	1290	1290	Gawest	1290	1290	Gawest	1290	1290	Gawest	1290	1290
Glen	140	140	Glen	140	140	Glen	140	140	Glen	140	140
Goodrich	35	35	Goodrich	35	35	Goodrich	35	35	Goodrich	35	35
Grace and Co	198 50	200	Grace and Co	198 50	200	Grace and Co	198 50	200	Grace and Co	198 50	200
GTE Corporation	360	360	GTE Corporation	360	360	GTE Corporation	360	360	GTE Corporation	360	360
Hewlett-Packard	343	343	Hewlett-Packard	343	343	Hewlett-Packard	343	343	Hewlett-Packard	343	343
Johnson Inc.	501	501	Johnson Inc.	501	501	Johnson Inc.	501	501	Johnson Inc.	501	501
Kellogg	60	61	Kellogg	60	61	Kellogg	60	61	Kellogg	60	61
Lanston	.....	.....	Lanston	.....	.....	Lanston	.....	.....	Lanston	.....	.....
McDonald Bank Pk.	35	35	McDonald Bank Pk.	35	35	McDonald Bank Pk.	35	35	McDonald Bank Pk.	35	35
Milner-Hammond	118	118	Milner-Hammond	118	118	Milner-Hammond	118	118	Milner-Hammond	118	118
Oliver	27 50	27 50	Oliver	27 50	27 50	Oliver	27 50	27 50	Oliver	27 50	27 50
Palmco Holding	428	428	Palmco Holding	428	428	Palmco Holding	428	428	Palmco Holding	428	428
Pillar Inc.	369 10	377	Pillar Inc.	369 10	377	Pillar Inc.	369 10	377	Pillar Inc.	369 10	377
Procter Gamble	700	720	Procter Gamble	700	720	Procter Gamble	700	720	Procter Gamble	700	720
Royal Can. Ind.	58	58	Royal Can. Ind.	58	58	Royal Can. Ind.	58	58	Royal Can. Ind.	58	58
Trudeau	307 80	310 20	Trudeau	307 80	310 20	Trudeau	307 80	310 20	Trudeau	307 80	310 20
Rebozo	314	317 50	Rebozo	314	317 50	Rebozo	314	317 50	Rebozo	314	317 50
Rodman	482	485	Rodman	482	485	Rodman	482	485	Rodman	482	485
Shelton	12 80	12 80	Shelton	12 80	12 80	Shelton	12 80	12 80	Shelton	12 80	12 80
Shelton & (port.)	34	34	Shelton & (port.)	34	34	Shelton & (port.)	34	34	Shelton & (port.)	34	34
S.K. Advertising	580	580	S.K. Advertising	580	580	S.K. Advertising	580	580	S.K. Advertising	580	580
St. John's Corp.	118	118	St. John's Corp.	118	118	St. John's Corp.	118	118	St. John's Corp.	118	118
Tenneco	350	350	Tenneco	350	350	Tenneco	350	350	Tenneco	350	350
Texas East	81 80	82	Texas East	81 80	82	Texas East	81 80	82	Texas East	81 80	82
Tenney Ind. Inc.	43 80	43 80	Tenney Ind. Inc.	43 80	43 80	Tenney Ind. Inc.	43 80	43 80	Tenney Ind. Inc.	43 80	43 80
Wells Fargo	2204	1884	Wells Fargo	2204	1884	Wells Fargo	2204	1884	Wells Fargo	2204	1884
Western Union	1312	1317	Western Union	1312	1317	Western Union	1312	1317	Western Union	1312	1317
West Rand	6 45	6 25	West Rand	6 45	6 25	West Rand	6 45	6 25	West Rand	6 45	6 25
Whitman Corporation	220	.....	Whitman Corporation	220	.....	Whitman Corporation	220	.....	Whitman Corporation	220	.....
Hors-cote											
Banque World-Bank	351	351	Banque World-Bank	351	351	Banque World-Bank	351	351	Banque World-Bank	351	351
Belmont	850	850	Belmont	850	850	Belmont	850	850	Belmont	850	850
Calypso	188	187	Calypso	188	187	Calypso	188	187	Calypso	188	187
Actions											
Agache (Std. Ind.)	1480	c	Agache (Std. Ind.)	1480	c	Agache (Std. Ind.)	1480	c	Agache (Std. Ind.)	1480	c
A.S.T. St. Clair	1018	c	A.S.T. St. Clair	1018	c	A.S.T. St. Clair	1018	c	A.S.T. St. Clair	1018	c
Alcan	786	c	Alcan	786	c	Alcan	786	c	Alcan	786	c
Algonquin Bank	130	126	Algonquin Bank	130	126	Algonquin Bank	130	126	Algonquin Bank	130	126
American Brands	448	468	American Brands	448	468	American Brands	448	468	American Brands	448	468
Am. Petroleum	540	548	Am. Petroleum	540	548	Am. Petroleum	540	548	Am. Petroleum	540	548
Asahi	838	838	Asahi	838	838	Asahi	838	838	Asahi	838	838
Bank of Montreal	1650	1700	Bank of Montreal	1650	1700	Bank of Montreal	1650	1700	Bank of Montreal	1650	1700
Banque Commerce	39 100	39 100	Banque Commerce	39 100	39 100	Banque Commerce	39 100	39 100	Banque Commerce	39 100	39 100
B. High Interest	728	731	B. High Interest	728	731	B. High Interest	728	731	B. High Interest	728	731
Ch. Laurent	118 30	127	Ch. Laurent	118 30	127	Ch. Laurent	118 30	127	Ch. Laurent	118 30	127
Chevrolet Corporation	157	157	Chevrolet Corporation	157	157	Chevrolet Corporation	157	157	Chevrolet Corporation	157	157
CR	28 30	28 50	CR	28 30	28 50	CR	28 30	28 50	CR	28 30	28 50
Commerzbank	865	865	Commerzbank	865	865	Commerzbank	865	865	Commerzbank	865	865
Dart and Kraft	.....	.....	Dart and Kraft	.....	.....	Dart and Kraft	.....	.....	Dart and Kraft	.....	.....
De Beers	118 30	127	De Beers	118 30	127	De Beers	118 30	127	De Beers	118 30	127
Dow Chemical	568	570	Dow Chemical	568	570	Dow Chemical	568	570	Dow Chemical	568	570
Ed. Belgien	.....	.....	Ed. Belgien	.....	.....	Ed. Belgien	.....	.....	Ed. Belgien	.....	.....
Gawest	1290	1290	Gawest	1290	1290	Gawest	1290	1290	Gawest	1290	1290
Glen	140	140	Glen	140	140	Glen	140	140	Glen	140	140
Goodrich	35	35	Goodrich	35	35	Goodrich	35	35	Goodrich	35	35
Grace and Co	198 50	200	Grace and Co	198 50	200	Grace and Co	198 50	200	Grace and Co	198 50	200
GTE Corporation	360	360	GTE Corporation	360	360	GTE Corporation	360	360	GTE Corporation	360	360
Hewlett-Packard	343	343	Hewlett-Packard	343	343	Hewlett-Packard	343	343	Hewlett-Packard	343	343
Johnson Inc.	501	501	Johnson Inc.	501	501	Johnson Inc.	501	501	Johnson Inc.	501	501
Kellogg	60	61	Kellogg	60	61	Kellogg	60	61	Kellogg	60	61
Lanston	.....	.....	Lanston	.....	.....	Lanston	.....	.....	Lanston	.....	.....
McDonald Bank Pk.	35	35	McDonald Bank Pk.	35	35	McDonald Bank Pk.	35	35	McDonald Bank Pk.	35	35
Milner-Hammond	118	118	Milner-Hammond	118	118	Milner-Hammond	118	118	Milner-Hammond	118	118
Oliver	27 50	27 50	Oliver	27 50	27 50	Oliver	27 50	27 50	Oliver	27 50	27 50
Palmco Holding	428	428	Palmco Holding	428	428	Palmco Holding	428	428	Palmco Holding	428	428
Pillar Inc.	369 10	377	Pillar Inc.	369 10	377	Pillar Inc.	369 10	377	Pillar Inc.	369 10	377
Procter Gamble	700	720	Procter Gamble	700	720	Procter Gamble	700	720	Procter Gamble	700	720
Royal Can. Ind.	58	58	Royal Can. Ind.	58	58	Royal Can. Ind.	58	58	Royal Can. Ind.	58	58
Trudeau	307 80	310 20	Trudeau	307 80	310 20	Trudeau	307 80	310 20	Trudeau	307 80	310 20
Rebozo	314	317 50	Rebozo	314	317 50	Rebozo	314	317 50	Rebozo	314	317 50
Rodman	482	485	Rodman	482	485	Rodman	482	485	Rodman	482	485
Shelton	12 80	12 80	Shelton	12 80	12 80	Shelton	12 80	12 80	Shelton	12 80	12 80
Shelton & (port.)	34	34	Shelton & (port.)	34							

## SICAV (affiliation)

VALEURS			Emission			Rachet			VALEURS			Emission			Rachet		
Prime incl.			net			Prime incl.			net			Prime incl.			net		
L.A.A.	1013.20	988.48	Fluoro-Alumina	104.44	103.27	Petroleum Resale	175.21	171.77									
Aciflon	2294.28	227.90	Fluoro-Isoamyl	440.87	420.97	Pemol	678.18	683.43									
Action Films	135.54	135.42	Fluoro-Oligomers	465.18	460.88	Pharic Plastics	250.10	248.85									
Action Publications	682.82	682.46	Fluoric	487.61	473.41	Pharic Insulation	744.26	716.57									
Alclad	640.75	617.59	Fluoric Films	104.42	103.48	Pharmacia A.	1121.97	1121.97									
A.G.E. Actions Inc-CP	1294.60	1175.12	Fluoric Mixtures	1237.68	1172.48	Pharmaceuticals	2004.12	2004.12									
A.G.E. 5000	698.18	654.33	Fluor-Fluorination	27.25	27.58	Pharmacia B.	5520.02	5520.02									
A.G.E. 5001	1059.17	1055.61	Fluor-Fluorine	28.28	28.54	Pharmacia Products	5222.83	5222.83									
A.G.E. 5002	120.75	101.10	Fluor-Fluorine	33.38	33.38	Pharmacia	114.02	110.97									
A.G.E. 5003	441.93	437.85	Fluor-Fluorine	1038.62	1038.62	Pharmaceuticals	1063.91	1062.96									
A.G.E. 5004	120.81	105.38	Fluor-Fluorine	244.74	240.94	Pharmaceuticals	151.94	151.94									
A.G.E. 5005	1024.18	1025.38	Fluor-Fluorine	301.68	299.82	Pharmaceuticals	227.63	227.63									
A.G.E. 5006	1051.55	1051.55	Fluor-Fluorine	301.68	299.82	Pharmaceuticals	123.46	123.46									
A.G.E. 5007	682.24	670.48	Fluor-Fluorine	428.72	427.08	Pharmaceuticals	167.83	165.16									
A.G.E. 5008	200.48	200.87	Fluor-Fluorine	471.31	462.88	Pharmaceuticals	5552.08	5547.61									
A.G.E. 5009	177.03	170.63	Fluor-Fluorine	1184.77	1184.77	Pharmaceuticals	1157.12	1140.12									
A.G.E. 5010	6094.65	5769.94	Fluor-Fluorine	1113.73	1113.73	Pharmaceuticals	908.83	882.85									
A.G.E. 5011	637.65	619.98	Fluor-Fluorine	6789.41	6782.78	Pharmaceuticals	279.73	267.05									
A.G.E. 5012	5403.18	5402.21	Fluor-Fluorine	159.18	155.68	Pharmaceuticals	220.94	219.83									
A.G.E. 5013	1144.85	1144.85	Fluor-Fluorine	1079.60	1161.94	Pharmaceuticals	598.19	598.30									
A.G.E. 5014	364.78	343.12	Fluor-Fluorine	1033.60	1033.60	Pharmaceuticals	528.18	524.23									
A.G.E. 5015	1421.90	1380.18	Fluor-Fluorine	12118.08	11920.08	Pharmaceuticals	11832.15	11830.73									
A.G.E. 5016	111.40	108.18	Fluor-Fluorine	823.54	828.58	Pharmaceuticals	520.63	520.63									
A.G.E. 5017	1484.74	1484.85	Fluor-Fluorine	232	238.12	Pharmaceuticals	1198.60	1198.60									
A.G.E. 5018	128.13	122.35	Fluor-Fluorine	237.89	234.74	Pharmaceuticals	5539.20	5533.37									
A.G.E. 5019	128.13	122.35	Fluor-Fluorine	245.24	242.34	Pharmaceuticals	10842.95	10842.95									
A.G.E. 5020	128.13	122.35	Fluor-Fluorine	281.72	278.48	Pharmaceuticals	726.97	719.23									
A.G.E. 5021	257.91	254.88	Fluor-Fluorine	381.91	365.45	Pharmaceuticals	1437.88	1435.54									
A.G.E. 5022	1916.18	1916.18	Fluor-Fluorine	258.95	256.78	Pharmaceuticals	708.94	697.71									
A.G.E. 5023	1882.08	1882.08	Fluor-Fluorine	428.48	408.82	Pharmaceuticals	419.60	408.37									
A.G.E. 5024	33.72	32.27	Fluor-Fluorine	149.40	138.03	Pharmaceuticals	82.61	799.72									
A.G.E. 5025	1037.92	1032.48	Fluor-Fluorine	178.33	167.43	Pharmaceuticals	624.28	624.28									
A.G.E. 5026	5385.95	5387.91	Fluor-Fluorine	330.19	352.02	Pharmaceuticals	451.14	450.07									
A.G.E. 5027	110.98	107.73	Fluor-Fluorine	5228.25	5221.43	Pharmaceuticals	458.61	444.38									
A.G.E. 5028	110.98	107.73	Fluor-Fluorine	1140.90	1140.90	Pharmaceuticals	1263.73	1267.50									
A.G.E. 5029	648.48	638.54	Fluor-Fluorine	2331.74	2308.98	Pharmaceuticals	370.30	368.92									
A.G.E. 5030	950.45	931.10	Fluor-Fluorine	2327.48	2301.78	Pharmaceuticals	1140.13	1098.43									
A.G.E. 5031	878.83	838.08	Fluor-Fluorine	2327.48	2310.94	Pharmaceuticals	1439.88	1374.40									
A.G.E. 5032	1144.22	1077.11	Fluor-Fluorine	732.49	519.98	Pharmaceuticals	545.50	520.75									
A.G.E. 5033	254.14	242.82	Fluor-Fluorine	828.09	710.77	Pharmaceuticals	1217.82	1175.08									
A.G.E. 5034	158.08	148	Fluor-Fluorine	186.15	187.28	Pharmaceuticals	1183.08	1182.21									
A.G.E. 5035	1137.83	1129.72	Fluor-Fluorine	10124.91	10033.68	Pharmaceuticals	122.09	1182.21									
A.G.E. 5036	2028.72	2008.63	Fluor-Fluorine	838.21	419.29	Pharmaceuticals	6434.44	6133.12									
A.G.E. 5037	3820.28	381.81	Fluor-Fluorine	6528.47	6528.47	Pharmaceuticals	677.88	615.85									
A.G.E. 5038	91217.70	91217.70	Fluor-Fluorine	5957.95	5957.95	Pharmaceuticals	87.82	88.25									
A.G.E. 5039	33567.74	33567.74	Fluor-Fluorine	10500.18	10500.18	Pharmaceuticals	11084.07	11084.07									
A.G.E. 5040	2908.68	2908.68	Fluor-Fluorine	154.93	147.82	Pharmaceuticals	10740.42	10740.42									
A.G.E. 5041	123258.18	123258.18	Fluor-Fluorine	1364.67	1260.83	Pharmaceuticals	8282.52	8280.22									
A.G.E. 5042	282.04	250.16	Fluor-Fluorine	6732.21	6718.77	Pharmaceuticals	467.88	465.87									
A.G.E. 5043	2764.94	2764.94	Fluor-Fluorine	218882	218882	Pharmaceuticals	114.17	114.17									
A.G.E. 5044	4210.85	4208.03	Fluor-Fluorine	122.32	1194.47	Pharmaceuticals	588.74	540.16									
A.G.E. 5045	24042.44	24005.83	Fluor-Fluorine	569.21	541.32	Pharmaceuticals	1389.40	1389.40									
A.G.E. 5046	938.89	938.46	Fluor-Fluorine	1001.40	1401.22	Pharmaceuticals	1347.78	1321.34									
A.G.E. 5047	5920.18	5918.35	Fluor-Fluorine	601.85	6159.86	Pharmaceuticals	2172.84	2028.18									
A.G.E. 5048	6578.88	6578.88	Fluor-Fluorine	1717.88	1717.88	Pharmaceuticals	2227.10	2220.59									
A.G.E. 5049	85.76	84.72	Fluor-Fluorine	623.82	738.82	Pharmaceuticals	188.21	188.21									
A.G.E. 5050	612.85	611.82	Fluor-Fluorine	623.82	738.82	Pharmaceuticals	188.21	188.21									

## Cote des changes

[illegible]

## Marché libre de l'or

Orges Pressat	22530 80	124 60 5	Club Association	120 80	119 42	Valent .....	4228 08	
Orges-Cluses	197 48	192 18	Clubin Marnand	92 16 57	8079 38	Volant .....	2276 55	2272 81 ♦
Orges-Quenes	1097 33	1067 80 4	Clubin Nègros	1228 11	1112 42 4			
Orges-Usie	1284 76	1238 42	Club. ussien conf.	261 44	149 20			
Orges-Valmor	469 13	446 12	Clubin	1089 58	1078 78			
Oron	1195 81	1124 57	Clubin	10387 88	10387 88			
Orson-Landion	1110 86	1073 88	Cluchon	1227 82	1187 21			
Orson	1213 50	1179 50	Cratier	5746 76	5638 08			
Orson	6492 04	6198 47 4	Pauline Colomnes	852 35	895 55			
Orson (sac. par 10)	83576 27	83558 27 4	Pauline Espagnol	16972 34	16940 88			
Orson	276 34	267 84 4	Pauline Orléans					
Orson-Cluse d'Alais	11 89	11 88 4	Pauline Pichard	322 33	324 13			
Orson-Cluse	8800 08	8800 08 5	Pauline Pichard	656 81	654 11			
Orson-Clusette	285 19	284 78	Pauline Roussel	80 11	82 19			

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**

Renseignements :

**45-55-91-82, poste 4330**

- ♦ : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

## PUBLICITÉ

**Renseignements :**  
**5-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3-4-5 La fin du sommet des sept pays industrialisés à Paris. 6 Pologne : avant l'élection présidentielle du 19 juillet. — Pakistan : première visite d'un premier ministre indien depuis 1980.	7 Le beau 14-Juillet de M. Mitterrand. — Les débats au sein du PS. — M. Rocard rappelle les Calédonniens à leurs responsabilités.	8 A Auschwitz, le carnal de la colère. — Deux incaptations après le meurtre de trois jeunes Maghrébins. 9 Bicentenaire : fin de la fête. <b>SPORTS</b> 14 La Tour de France cycliste : LeMond repasse au jeune.	10 La mort de Herbert von Karajan. 11 Le Festival d'Avignon. — Communication : El Independiente, nouveau quotidien espagnol.	23 La France et les fonds européens régionaux. 24 Le groupe Alcatel-CIT harmonise son régime de protection sociale. — Europe 93. 25-27 Marchés financiers.	Abonnements ..... 22 Annonces classées ..... 18 à 22 Cartes ..... 13 Loto ..... 13 Météorologie ..... 13 Mots croisés ..... 13 Radio-Télévision ..... 13 Spectacles ..... 12	● Admissions aux grandes écoles ..... RES 3615 tapers LEMONDE ● Les offres d'emploi du Monde ..... EMPLOI 3615 tapers LM

URSS : alors que de nouveaux heurts interethniques ont éclaté en Géorgie

## Une quinzaine de villes minières sont paralysées par la grève de Sibirie

Plusieurs dizaines de milliers de mineurs sont en grève en Sibirie, où le mouvement touche une quinzaine de villes après l'échec de la tentative de conciliation par le ministre du charbon.

MOSCOU  
de notre correspondant

On en est maintenant à quelques cent mille grévistes et à près d'une quinzaine de villes paralysées où, partout, se jouent les mêmes schémas qu'on croirait droit sortis d'un « remake » de l'été polonais de 1980.

Dans toutes ces villes, le meeting est, en effet, permanent, généralement devant les bâtiments du parti et jusque dans les quartiers reculés. Les haut-parleurs diffusent informations, déroulement des négociations et communiqués — comme celui qu'on entendait, samedi 15 juillet,

dans les rues de Prokopyevsk, où les ouvriers ont entrepris de « perquisitionner » les appartements des dirigeants locaux.

« Chers habitants de Prokopyevsk, disait ce communiqué du ministre de l'Industrie charbonnière et du premier secrétaire régional, nous savons que vous nous attendez et sommes très préoccupés de ce que cette rencontre ait été retardée. En ce moment, nous sommes avec les ouvriers du comité des entreprises de Novokouznetsk. Dès que nous aurons fini ces discussions, nous arriverons sans tarder... »

Façon de parler, car les négociations n'en finissent pas à Novokouznetsk, que la situation évolue d'heure en heure et que « des mines où, comme l'écrit *Sovetskaja Rossiya*, tout semblait calme hier encore débrayent de façon inattendue ». Alors, en attendant, dans ces villes du Kouzbass d'où la milice a pratiquement disparu, ce sont les détachements de grévistes qui patrouil-

lent, chassant ici d'étranges philanthropes qui viennent offrir de la vodka aux occupants d'un puits, interdisant partout d'accueillir des délégués de boissons et faisant régner un tel ordre que les responsables régionaux du ministère de l'Intérieur déclarent dans la *Pravda* que « la criminalité a brusquement diminué ».

A Gdansk aussi l'obsession était l'alcool et l'ordre, la réputation du mouvement ; et, comme à Gdansk, s'est formé dimanche un comité de grève régional qui devait élaborer une nouvelle plate-forme de revendications globales. Tout est similaire, jusqu'à la crainte — désormais exprimée par la presse — qu'à force de s'étendre la grève ne paralyse d'autres branches et ne vienne mordre dans les rentrées de devises.

Si semblables pourtant que soient les apparences, tout sur le fond est différent, car, préparées de longue date aux explosions sociales que tout annonce, les autorités centrales tâchent de réagir aussi intelligemment que possible. Ce n'est pas facile, car il faut faire avec des responsables locaux souvent totalement dépassés, comme enfants par ce chamboulement et vilipendés quotidiennement par les journaux de Moscou pour n'avoir pas voulu ou su entendre l'orage monter, pas réussi donc à prévenir l'explosion. « Ce sont eux, ces forces-là, pouvait-on par exemple lire dimanche, que nous avons raison d'appeler antiparveniristes et qui ont poussé à la grève les ouvriers du Kouzbass ».

### Eviter l'emballement

Et puis il y a cette revendication, centrale et évidemment très politique, de la venue du premier ministre, M. Rykov. C'est avec lui et personne d'autre qu'on exige de négocier, mais là le Kremlin fait la sourde oreille. Car, outre que M. Rykov boucle devant le Soviet suprême la formation de son gouvernement et ne fait pratiquement que ça depuis un mois, s'il fallait vraiment l'envoyer dans le Kouzbass, d'un coup ce serait le pouvoir face aux grévistes. Le Kremlin face à un mouvement ouvrier soudain.

C'est précisément ce qu'on veut à tout prix éviter. Massif, plus qu'évidentement légitime, et premier mouvement d'une longue série d'autres, ce mouvement doit, pour M. Gorbatchev, être, au contraire, la preuve que c'est tout le pays qui prend maintenant en main son avenir et se jette dans la perestroïka. Il y a là une vérité puisque la passivité de la population est le meilleur allié des conservateurs. Il y a là un énorme mensonge puisque trop d'embellies, partout et sur tous les thèmes possibles, et ce sera l'emballement général — une situation incontrôlable plane sur le premier secrétaire devant de difficiles dilemmes.

Bref, entre la vérité et le mensonge, c'est une carte politique qu'on joue. On fait donner les syndicats officiels qui, tout en déplorant haut et fort qu'on en arrive à de si extrêmes moyens, distribuent des repas chauds aux grévistes et leur proposent locaux, téléphones, haut-parleurs et même « consultations juridiques ». On fait donner la presse surtout (qui ne fait là au demeurant que suivre l'initiative naturelle des journalistes) et cela donne la *Pravda* de ce lundi matin qui décrit le « bon sens » de ces grévistes qui se sont choisis pour dirigeants tant de communistes et ne souhaitent qu'une chose : cesser, vite, dès qu'on se sera entendu, un mouvement si « désolant » pour le pays mais rendu inévitable par l'impéritie de petits responsables aveugles.

Et cela donne surtout chaque jour plus de reportages, de couleurs, de citations sur une région chaude dont on croit comprendre qu'elle pourrait bientôt être autorisée aux correspondants étrangers. Avec timidité encore, mais tout de même, on donne à voir, comme si l'on voulait bien dire qu'il ne servirait à rien de dissimuler la réalité alors qu'on peut tenter de l'infirmer — d'écrire, comme *Sovetskaja Rossiya*, qu'il y a « révolution par le haut, la pers-

troïka est en train de se gagner un solide soutien d'en bas ».

Reste que l'on comprend mal que l'esprit de conciliation qui se manifeste n'ait pas encore permis de conclure un accord accepté de tous et que le mouvement s'étende, au contraire. N'est-ce, comme le dit la *Pravda*, qu'un défaut d'information des mineurs, auxquels on n'aurait pas encore su faire savoir que les concessions accordées dès jeudi dernier aux mineurs de Mejdouretchenok sont offertes à toutes les mines de la région ?

N'est-ce pas plutôt qu'on ne s'est résigné à généraliser l'accord que trop tard, après une nouvelle radicalisation du mouvement ? Et pourrions-nous longtemps, surtout, éviter le face-à-face grévistes-premier ministre ? Questions, pour l'instant, sans réponse, mais l'autre différence fondamentale avec Gdansk, c'est qu'en août 1980 s'ouvrait une nouvelle période de l'histoire du monde communiste alors qu'il ne s'agit là, si l'on veut, que d'un moment de cette période nouvelle.

Cela rend-il cette grève plus compliquée encore ? Moins dramatique au contraire ? Cela la relativise en tout cas puisque ce même week-end quatre personnes ont été tuées et cent vingt-sept autres blessées dans de nouveaux affrontements nationalistes. Cette fois-ci la bataille rangée opposait Géorgiens chrétiens et Abkhazes musulmans. Les seconds habitants une république autonome rattachée à la république fédérée des premiers.

Les Abkhazes veulent affirmer leur indépendance, c'est-à-dire obtenir un statut de république fédérée et les Géorgiens ne veulent pas en entendre parler car leur territoire en serait amputé. La tension couve depuis très longtemps déjà. C'est cette affaire abkhaze qui avait été à l'origine, en avril dernier, de la manifestation de Tbilissi à l'issue de laquelle on avait relevé vingt morts.

A tout prendre, le dossier des mines sibériennes est peut-être moins inextricable.

BERNARD GUETTA.

## Trois membres présumés de l'IRA arrêtés dans la Marne

Trois Britanniques, deux hommes et une femme, membres présumés de l'IRA, ont été interpellés le 14 juillet dans l'après-midi, à Saint-Menehould (Marne), par la DST, agissant sur renseignements fournis par les services d'outre-Manche. Ramenés le lendemain à Paris, ils devraient être présentés mardi 18 juillet, à l'issue de leur garde à vue de quatre jours, à la section antiterroriste du parquet.

C'est à la suite d'un contrôle de voyageurs opéré il y a une semaine, en Irlande du Nord, lors de l'arrivée d'un ferry que les services de sécurité britanniques ont interpellé un couple et saisi des armes, des grenades et plusieurs adresses, dont deux en France : une à Paris et une à Saint-Menehould. Le renseignement, immédiatement transmis aux services spécialisés français, ne donnait rien à Paris. Mais dans la Marne, après plus de vingt-quatre heures de surveillance, la DST avait pu constater que la personne identifiée avait été découverte le même jour sous le véhicule d'un autre militaire (le Monde du 4 juillet).

Au cours d'une conférence de presse tenue lundi 17 juillet au ministère de l'Intérieur, M. Joxe, faisant le bilan de l'activité de ses services durant la semaine du Bicentenaire et du sommet, s'est félicité de la coopération de plusieurs services, qui a notamment permis de « progresser dans les domaines du terrorisme ».

## La France gèle un prêt de 830 millions de francs à la Chine

Le prêt français de 830 millions de francs destiné à la Chine dont l'annonce avait suscité dimanche 16 juillet la protestation de quatre personnalités (Henri Cartier-Bresson, André Glucksmann, Bernard-Henri Lévy et Yves Montand) signataires d'une déclaration commune dans le *Journal du dimanche* est pour le moment gelé. C'est en tout cas ce qu'on indiquait, lundi matin 17 juillet, au ministère de l'Économie et des Finances.

L'octroi de ce prêt, précise-t-on à Bercy, ne relève que de la mise en œuvre technique d'un accord compris dans le traditionnel protocole de prêts et de la signature de son protocole. Les pouvoirs publics expliquent le non-règlement de ce prêt de 830 millions de francs par la simple routine administrative.

Interrogé à ce sujet, dimanche 16 juillet, dans l'émission « 7 sur 7 » d'Anne Sinclair, à TF 1, M. Jacques Attali, visiblement gêné, a déclaré que « cela était très malheureux », mais que « le gouvernement n'y était pour rien ».

Les événements — entre la Banque de Chine et le Crédit national de France au nom de leurs deux gouvernements.

Cette annonce avait fort embarrassé le gouvernement : le 23 juin dernier, la France avait en effet décidé officiellement de geler toute relation de gouvernement à gouvernement avec la Chine et de suspendre la signature de tout nouveau protocole. Les pouvoirs publics expliquent le non-règlement de ce prêt de 830 millions de francs par la simple routine administrative.

Interrogé à ce sujet, dimanche 16 juillet, dans l'émission « 7 sur 7 » d'Anne Sinclair, à TF 1, M. Jacques Attali, visiblement gêné, a déclaré que « cela était très malheureux », mais que « le gouvernement n'y était pour rien ».

## Le projet de plan d'épargne populaire La prime d'Etat ne sera versée qu'aux personnes non imposables

Le projet de plan d'épargne populaire (PEP) qui remplacera le PER (plan épargne retraite) créé en juin 1987 par M. Balladur sera rendu public mercredi 19 juillet, après que M. Bédaride en aura expliqué les modalités au conseil des ministres.

Ce nouveau produit d'épargne, dont on connaît les grandes lignes depuis quelques semaines (le Monde des 21 juin et 12 juillet), n'est pas à proprement parler une formule d'assurance retraite, mais un produit d'épargne s'apparentant beaucoup aux livrets d'épargne logement. La clientèle visée est cette fois constituée par les détenteurs de petits revenus.

Il sera proposé de s'engager à constituer pendant au moins dix ans une épargne longue, dont les intérêts garantis seront capitalisés et ne supporteront pas d'impôt. Les versements effectués régulièrement — au moins 2 400 par an — seront plafonnés à 600 000 F au bout de dix ans, mais ne seront pas décapitalisés. A la sortie, c'est-à-dire au bout de

dix ans, le capital ou la rente (les deux formules seront possibles) ne supporteront pas d'impôt. Si l'épargnant choisit la formule « rente », il ne pourra interrompre son plan avant terme. S'il choisit la formule du capital, il pourra « sortir » avant terme, mais sera facilement pénalisé. De plus, les épargnants à revenus modestes — les 13 millions qui ne paient pas d'impôts sur le revenu — toucheraient de l'Etat une prime annuelle qui ne pourra pas dépasser 1 500 F (15 000 F sur l'ensemble du plan) et représentera 25 % des versements. Cette prime sera versée à l'épargnant « interrompant son effort avant le terme de dix ans ».

Tous les établissements (banque, assurance, poste...) pourront ouvrir des plans d'épargne populaire. Les taux d'intérêt versés seront libres mais garantis à l'épargnant. Les organismes collecteurs placeront les fonds recueillis en valeurs mobilières, immobilières ou en prêts.

Le projet sera soumis, à l'automne, par le Parlement, après l'avoir été aux organisations professionnelles (banques, assurances...) et sociales.

● ARABIE SAOUDITE : nouvelle explosion à La Mecque. — Une nouvelle explosion — la troisième en une semaine — a eu lieu, dans la nuit du dimanche 16 au lundi 17 juillet, près de la grande mosquée de La Mecque — où vient de se terminer le pèlerinage annuel — sans faire de victime. Lundi dernier, deux explosions avaient fait un mort et seize blessés parmi les pèlerins. — (AFP.)

● Incendie d'une maison de retraite à Marseille : deux morts. — Deux femmes âgées ont trouvé la mort, et une troisième a été gravement intoxiquée, à la suite d'un incendie qui s'est déclaré, dans la nuit du dimanche 16 au lundi 17 juillet, dans une maison de retraite marseillaise, « les Anémones ». Quinze des sept cents vingt pensionnaires qu'abrita l'établissement ont été évacués. L'incendie serait dû à l'implosion d'un téléviseur.

Le numéro du « Monde » daté 16-17 juillet 1989 a été tiré à 502 647 exemplaires

**GLOBE**  
D'ÉTÉ  
**ANDY WARHOL**  
LE  
LIVRE-SCANDALE

(Publié)  
**CHAQUE MERCREDI**  
**DANS LE DATÉ JEUDI**  
**LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE**  
**du Monde**  
C'est + de choix d'affaires  
en vente et en location  
C'est une exclusivité  
du Monde :  
« La Sélection des Institutionnels »

**Etonnante collection**  
**de lits de repos...**



**Rémy**  
Remy : 80-82, rue du Faubourg Saint-Antoine 12, 43-43-85-84.

**MEDIAH**  
Un nouveau journal, fondé sur l'amour de la Torah d'Israël, du peuple d'Israël, de la terre d'Israël.  
Et les non-Juifs ? Nous démontrons, sources à l'appui, que seuls ceux qui portent un amour sincère à Israël (dans ses trois composantes : la Torah, le peuple, la terre d'Israël) peuvent en cela qu'ils vouent un véritable amour à Dieu, et donc à chaque être humain, chaque être humain ayant été créé à l'image de Dieu.  
Les problèmes fondamentaux du moment (environnement, le chômage, le sous-développement), la politique, l'économie, seront évidemment présents dans MEDIAH, mais toujours analysés à la lumière des enseignements de la Torah et de ses commentaires.  
Au sommaire du premier numéro :  
L'extraordinaire prière composée par Rabbi Nahman (l'un des plus éminents maîtres de la Hasidout) — terme quasiment intraduisible, qui sera développé dans MEDIAH) à partir de dix Psaumes de David.  
Rabbi Nahman stipule : « Ceci (ces dix Psaumes) est le remède d'ensemble. Il existe un remède pour chaque péché, mais ceci est un remède général... »  
« Sortez, répandez l'enseignement de ces dix Psaumes à tous les hommes » (réf. : la Sagesse de Rabbi Nahman, édition française, page 180).  
« Celui qui lit ces dix Psaumes chaque jour favorise sa chance d'obtenir une Parousiah de Nohel (un gogon-pain séé), et la réussite dans tous les domaines, aussi bien matériels que spirituels » (citation tirée de Metsiah Hazvong, non traduit).  
Cependant : « Bien qu'il soit très facile de réciter dix Psaumes, dans la pratique, c'est en fait une chose très difficile à réaliser ».  
Au sommaire de ce même numéro :  
Un appel à la constitution d'un groupe d'hommes d'affaires honnêtes.  
Abonnement pour 12 numéros :  
Métropole et CEE : 150 F — Reste du monde : 300 F. Prix du numéro : 15 F

Je souhaite m'abonner. C'est un chèque de ..... F à l'ordre de MEDIAH.  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Tél. : .....  
En cas de souscription à plusieurs abonnements, veuillez indiquer toutes les coordonnées sur papier libre. Vous pouvez également solliciter votre abonnement ou obtenir un numéro auprès de votre libraire habituel en lui demandant de prendre contact pour passer commande :  
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris.  
EDITIONS GEICA : Tél. : 40-39-91-12. Tél. : 21-28-39 — Fax : 40-26-37-39.

مكتبة الأنجلو